

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTÉ
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITÉS

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



25
novembre
2022

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 25 Novembre 2022
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

22CP10-1 Adhésion du Département du Cantal à la Chaire Attractivité et Nouveau marketing Territorial pour l'année scolaire 2022-2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP10-2 Contrat Sport Cantal - Soutien aux déplacements en compétitions nationales et régionales - Saison 2022-2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau subventions

22CP10-3 SPORT : Attribution d'une subvention de fonctionnement au Stade Aurillacois Cantal Auvergne

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP10-4 Aides à la programmation culturelle des Communautés de communes et du Théâtre de la Ville d'Aurillac - Saison 2022-2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

22CP10-5 ConsoCantal - Conventions de partenariat avec Hautes Terres Communauté et Saint-Flour Communauté

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention Hautes Terres Communauté

ANNEXE - 2 - Convention Saint-Flour Communauté

22CP10-6 Développer et pérenniser les sociétés agricoles - Subvention à l'ADASEA du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Budget

ANNEXE - 2-Convention

22CP10-7 Installation de jeunes agriculteurs - Subvention au Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Programme

ANNEXE - 2 - Convention

22CP10-8 Promotion des races emblématiques Salers et Aubrac - Subvention à l'Association des Eleveurs Cantaliens de la race Salers

ANNEXE - Délibération

22CP10-9 Qualification des exploitations - Subvention à la Chambre d'Agriculture

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

22CP10-10 Route départementale n° 680 - Aménagement de la traverse du bourg de Pleaux - Commune de Pleaux - Avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

22CP10-11 Aménagement de la route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès - Acquisitions de terrains - Pas de D.U.P. (article 1042)

ANNEXE - Délibération

22CP10-12 Aménagement de la route départementale n°859 - Commune de Vic sur Cère - Acquisition d'un terrain - Pas de D.U.P. (article 1042)

ANNEXE - Délibération

22CP10-13 Aménagement de la route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès - Acquisition de terrains - Indemnisation d'un fermier

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

22CP10-14 Appel à projets 2023 - Renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des ateliers et chantiers d'insertion

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Publication

ANNEXE - 2-Bilan

ANNEXE - 3-Dossier de candidature

22CP10-15 Appel à projets 2023 - Renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des associations intermédiaires

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Publication

ANNEXE - 2-Bilan

ANNEXE - 3-Demande de subvention

22CP10-16 Convention d'objectifs et de moyens 2022 Habitat Jeunes Cantal - Conseil départemental du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP10-17 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" - Réseau de Soins et de Pratiques pour une Insertion Réussie

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Demande de subvention

ANNEXE - 2-Fiche descriptive

ANNEXE - 3-Analyse de la candidature

ANNEXE - 4-Convention

22CP10-18 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" - Dispositif Cantal'Mouv

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Demande de subvention

ANNEXE - 2-Fiche de présentation

ANNEXE - 3-Analyse de la candidature

ANNEXE - 4-Convention

22CP10-19 Attribution de subventions aux organismes et associations à caractère social

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

22CP10-20 Contrat Sport Cantal : Convention triennale entre le Conseil départemental et le DAHLIR pour le développement des actions autour du sport santé

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP10-21 Soutien aux exploitations en difficulté - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Prévisionnel

ANNEXE - 2-Convention

22CP10-22 Soutien au service de remplacement des agriculteurs du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP10-23 Soutien aux entreprises agroalimentaires - Subvention à la Laiterie du Haut Cantal

ANNEXE - Délibération

22CP10-24 Soutien à la lutte contre la prédation - Subvention à un exploitant agricole

ANNEXE - Délibération

22CP10-25 Programme Petites Villes de Demain - Annulation et attribution de subvention à la Commune de Jussac

ANNEXE - Délibération

22CP10-26 Programme Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Murat

ANNEXE - Délibération

22CP10-27 Maison départementale du bénévolat - Soutien complémentaire

ANNEXE - Délibération

22CP10-28 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attributions

22CP10-29 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL INNOVANT

22CP10-30 Fonds Cantal Innovation - Appel à projets Petite Enfance

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - CCTP AAP Petite Enfance 2023

22CP10-31 Equipements connectés et innovants des élevages cantaliens - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste dossiers

CANTAL RESPONSABLE

22CP10-32 Aménagement et Gestion des milieux aquatiques

ANNEXE - Délibération

22CP10-33 Avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement dans l'emprise du collège le Méridien à Mauriac entre le Département et le SIA de l'agglomération Mauriac-Le Vigean

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

22CP10-34 Convention de mise à disposition de locaux de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès en faveur des services de CANTAL RENOV ENERGIE

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP10-35 Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et les Maisons des Services de Saint-Flour Communauté - Permanences de CANTAL RENOV ENERGIE au sein de la Maison de l'Habitat et du Patrimoine et des Maisons de France Services

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n° 1

ADMINISTRATION GENERALE

22CP10-36 Complément à la dotation de fonctionnement des collèges publics 2022

ANNEXE - Délibération

22CP10-37 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

22CP10-38 Assistance technique FSE 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossier de demande

22CP10-39 Sélection dossier assistance technique FSE 2022

ANNEXE - Délibération

22CP10-40 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal à Aurillac - Cantal Habitat - 1 349 975 euros - Construction de 12 logements situés 4 rue de Marmiesse à Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat de prêt

ANNEXE - Convention

22CP10-41 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal à Aurillac - Cantal Habitat - 712 169 euros - Acquisition et amélioration de 10 logements situés Village des haras à Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat de prêt

ANNEXE - Convention

22CP10-42 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal à Aurillac - Cantal Habitat - 576 000 euros - Réhabilitation lourde restructuration de 96 logements situés Cité Pierre Terrisse à Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat de prêt

ANNEXE - Convention

22CP10-43 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal à Aurillac - Cantal Habitat - 1 695 283 euros - Réhabilitation lourde et restructuration de 62 logements situés Cité du champ de foire à Arpajon-sur-Cère

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat prêt

ANNEXE - Convention

22CP10-44 Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 491 850 euros HT - Acquisition d'un engin de damage

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Contrat

22CP10-45 Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 150 000 euros HT Banque Populaire - Aménagements de la neige de culture 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Contrat

22CP10-46 Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 150 000 euros HT Caisse d'Epargne - Aménagements de la neige de culture 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-contrat

22CP10-47 Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 150 000 euros HT Crédit Agricole - Aménagements de la neige de culture 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Contrat 120 000 €

ANNEXE - 3-Contrat 30 000 €

22CP10-48 Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran
Développement - 150 000 euros HT Société Générale - Aménagements
de la neige de culture 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Contrat

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-1

Adhésion du Département du Cantal à la Chaire Attractivité et Nouveau marketing Territorial pour l'année scolaire 2022-2023

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°21CD06-02 du 14 décembre 2021 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental relatif à l'attractivité et à la solidarité économique et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Considérant le rôle du Conseil départemental en matière d'attractivité ;

- APPROUVE l'adhésion du Conseil départemental du Cantal à la Chaire "Attractivité & Nouveau Marketing Territorial" pour une durée d'un an à compter de la date de la signature de la convention de partenariat et le versement de la cotisation d'un montant total de 10 000 €.

- APPROUVE les termes de la convention de partenariat jointe en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **DESIGNE** Monsieur le Président du Conseil départemental comme représentant du Conseil départemental du Cantal auprès de la Chaire. Il pourra être suppléé par Monsieur Didier ACHALME, premier Vice-Président lors du Comité d'orientation.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 11 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial.
« PARTENAIRE OFFICIEL »

Convention N° 2022-IMPGT-002- Conseil départemental du Cantal

Entre :

Aix-Marseille Université,

Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel

SIRET : 130 015 332 00013/ Code APE : 8245Z Enseignement supérieur

Dont le siège social se situe Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13284 Marseille cedex 07 Représentée par son Président, Monsieur Eric BERTON

Agissant au nom et pour le compte de la composante Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale (IMPGT), 21 rue Gaston de Saporta, 13100 Aix en Provence, représenté par son Directeur, Monsieur Christophe ALAUX, et plus précisément de la **Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial**, représentée par son Directeur, Monsieur Christophe ALAUX.

Ci-après désignée « **La Chaire** »

D'une part,

Et

Le Conseil départemental du Cantal

Collectivité territoriale

SIRET : 22150001000014

Dont le siège social se situe 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC

Représentée par M. Bruno FAURE, en sa qualité de Président

Ci-après désigné « **CD 15** »,

D'autre part,

Le « CD 15 » et « la Chaire » sont dénommés ensemble « les Parties » et individuellement « une/la Partie ».

Préambule

Le « CD 15 » qui développe des actions de marketing territorial en France et à l'international, est en recherche permanente d'informations sur les évolutions et les meilleures pratiques du marketing territorial en général et sur les nouvelles stratégies de marque en particulier. Dans ce cadre, elle souhaite contribuer au développement des activités de l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale à travers la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial.

« La Chaire », est cofondée par des collectivités territoriales et portée par l'IMPGT d'Aix-Marseille Université. Elle s'inscrit dans la politique scientifique de l'UFR et du CERGAM. Elle a été créée avec plusieurs objectifs principaux :

- Faire de l'appartenance au territoire une source de création de valeur pour tous les acteurs du territoire ;

- Assurer une veille sur la recherche et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde ;
- Améliorer la formation et le partage d'information sur le marketing territorial le plus innovant et performant ;
- Favoriser la mise au point de nouveaux modèles et outils opérationnels de marketing territorial ;
- Former de futurs responsables ou cadres d'agences d'attractivité et de marketing territorial par un enseignement de qualité, pluridisciplinaire, très axé sur le terrain au travers d'un Master 2 Attractivité & Marketing Territorial (niveau 7 dans la nomenclature des diplômes / BAC+5)

La Chaire affiche une grande ambition : se positionner comme un leader européen de la recherche et de l'enseignement sur le marketing territorial innovant et performant.

La Chaire, qui se positionne comme une « Chaire de territoires » dans l'esprit des « Chaires d'entreprise », se caractérise par trois points :

- Elle s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour promouvoir l'offre des pays ou des territoires, pour faire venir des personnes (économie résidentielle, tourisme de loisirs, tourisme d'affaires, grands événements culturels, sportifs ou business) ou des capitaux (recherche d'investisseurs et de créateurs d'entreprises) et pour les maintenir sur le territoire ;
- Elle est orientée vers l'innovation et les nouvelles pratiques du marketing territorial dans la mesure où celles-ci semblent performantes ;
- Elle s'inscrit dans une approche « opérationnelle » de l'attractivité et du marketing territorial tant dans son enseignement (assuré essentiellement par des professionnels et basé sur des cas concrets et des retours d'expérience), dans sa recherche universitaire (accès à des synthèses portant sur une recherche opérationnelle, sur l'actualité et les meilleures pratiques internationales du marketing territorial) que dans le colloque annuel (échange et partage d'expériences concrètes entre professionnels).

ARTICLE 1 : OBJET

Le « **CD 15** » devient partenaire officiel de la Chaire.

La présente convention a pour objet de préciser la nature et les modalités du partenariat entre le « **CD 15** » et « **la Chaire** ».

ARTICLE 2 : PROGRAMME ET ENGAGEMENT DE LA CHAIRE

La Chaire repose sur trois piliers :

1. Formation.

Elle se développe à travers d'une part le Master 2 mention Management Public « Attractivité et Nouveau Marketing Territorial » qui porte sur l'ensemble des secteurs du marketing territorial et est exclusivement assuré par des universitaires et des professionnels issus de collectivités territoriales ou de cabinets conseils spécialisés et, d'autre part, la formation spécifique d'élus et techniciens à la demande (formation habilitée par la CFNEL).

Le Master 2 Attractivité & Nouveau Marketing Territorial est dispensé dans le cadre de la formation continue, initiale et par alternance (contrat d'apprentissage et/ou de professionnalisation).

2. Recherche appliquée et publications

Elle diffuse les travaux de recherche universitaire sur le sujet : rédaction et publication de mémoires professionnels, de working papers, des communications, des articles, des ouvrages et des doctorats sur ces différents sujets. Elle identifie et analyse les nouvelles pratiques de marketing innovant et performant dans le monde pour en tirer des enseignements opérationnels pour les collectivités territoriales et les acteurs de

l'attractivité et, ainsi, réfléchir à de nouveaux modèles stratégiques et opérationnels de marketing territorial ;
 Pour cela, la Chaire réalise une veille permanente sur la recherche universitaire et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde.
 La Chaire publie tout au long de l'année des synthèses des réalisations les plus remarquables, au travers de Best Practices.

3. **Place Marketing Forum**

Le Place Marketing Forum est une rencontre internationale, organisée par la Chaire, chaque année, qui s'est donnée pour objectif de présenter, échanger et récompenser les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde.

Les orientations stratégiques de la Chaire sont définies par les fondateurs en liaison avec les partenaires officiels dans le cadre du Comité d'orientation de la Chaire.

« La Chaire » s'engage à :

- D'une part à réunir au moins une fois par an les partenaires officiels de la Chaire (avec les fondateurs) pour présenter le bilan de la Chaire et définir avec eux les orientations de l'année suivante ;
- Et d'autre part à les consulter, chaque fois que cela sera nécessaire, sur toute décision majeure qui engagerait la stratégie et l'avenir de la Chaire.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS RECIPROQUES DES PARTIES

1. Le « CD 15 » bénéficiera, en tant que partenaire officiel de la Chaire, des possibilités et services suivants :

Veille – Benchmark – Etudes

- L'accès exclusif à la Veille, réalisée par les experts de la Chaire (études, fiches veille, sélection des meilleures pratiques étudiées en France et à l'International, enregistrées dans notre base, tout au long de l'année ...) ;
- La priorité d'accès à toutes les publications développées dans le cadre de la Chaire par les titulaires de la Chaire, les enseignants-chercheurs, les étudiants, les experts et intervenants extérieurs ;

Evènementiel - Rencontres

- L'obtention de places gratuites et de tarifs préférentiels pour le forum annuel (Place Marketing Forum).
 Le #PMF est le rendez-vous phare des nouvelles tendances et pratiques du marketing territorial en France et à l'international, permettant le retour d'expérience, le partage et l'échange avec d'autres territoires performants dans le monde ;
- La faculté de candidater à l'accueil du Place Marketing Territorial et de remettre un Place Marketing Award à l'un des lauréats ;
- La faculté d'impliquer les experts de la Chaire aux travaux qui sont menés localement dans le territoire sur le champ du marketing territorial et de l'Attractivité
- La mobilisation (en fonction des thématiques de travail) des experts partenaires et fondateurs sur les événements tel que : #PMF, Mooc, Think Tank, master 2 Attractivité & Nouveau Marketing Territorial et toutes autres manifestations que la Chaire pourrait être amenée à organiser;

Stratégie – Communication & Rayonnement

- Une participation aux Comités d'orientation ;
- L'utilisation du statut de « partenaire officiel de la Chaire » et de son logo dans sa communication ;
- La présence de son nom et/ou de son logo, suivant le contexte, sur les principaux documents d'information et de communication de la Chaire ainsi que sur ceux transmis aux médias lors du colloque annuel (Place Marketing Forum) ;

- ▢ La mise en « lumière » du territoire lors des événements de la Chaire et/ou lors de présentations de pratiques & études.

Formation & Emploi

- ▢ La possibilité, lorsque les auditeurs du master 2 Attractivité & Nouveau Marketing Territorial n'ont pas choisi leur thème de mémoire, de proposer des axes de recherche sur les projets du « **CD 15** » ;
- ▢ La perspective de diffuser dans le réseau, les offres d'emploi ou de stage relevant du marketing territorial et de l'attractivité ;
- ▢ La faculté d'être accompagné dans le sourcing de candidats de l'IMPGT et de bénéficier des premiers conseils d'ordre administratifs ou législatifs lors des embauches en contrat d'apprentissage et /ou de professionnalisation sur les postes relevant du champ de l'attractivité territoriale ;

2. Le « **CD 15** » confirme son souhait de s'inscrire dans une démarche à long terme et s'engage :

Stratégie & Communication

- ▢ A développer tous ses efforts pour soutenir la Chaire dans ses différentes actions ;
- ▢ A diffuser l'information de sa participation à la Chaire dans ses propres outils d'information et de communication ;
- ▢ A promouvoir les activités de la Chaire dans son propre réseau de partenaires/membres...
- ▢ A nommer un(e) « élu(e) » du territoire, qui sera le (la) « référent(e) dans le Club des élus ». Les objectifs du Club des élus visent une meilleure connaissance des territoires entre eux, la création de réseau, le partage de pratiques et le cas échéant la constitution de groupes de travail prospectif ou de tribunes dans le champ de l'attractivité territoriale ;
- ▢ A « encourager/mobiliser » les élu.e.s du territoire à participer au place marketing forum et tout événement œuvrant/favorisant les actions en faveur du marketing territorial et de l'attractivité ;
- ▢ Etre force de proposition pour la mobilisation d'experts du territoire en vue de contribuer aux missions de la Chaire ;

Formation & Emploi

- ▢ A soutenir la Chaire et plus particulièrement le Master 2 Attractivité & Nouveau Marketing Territorial, dispensé notamment par la voie de l'apprentissage (communication, information & relais dans les réseaux, sourcing de candidats, recrutement...)

ARTICLE 4 : PILOTAGE

La Chaire est pilotée par un Comité d'orientation et un Conseil scientifique présidés par le Directeur de la Chaire.

1- Le comité d'orientation

Le Comité d'orientation regroupe les membres fondateurs et les membres partenaires. Seuls les membres fondateurs disposent d'un droit de vote. Ce comité propose les grandes orientations pour la Chaire à la majorité simple.

Le « **CD 15** » nommera une personne qui le représentera auprès de la Chaire ; cette personne pourra se faire remplacer dans le Comité d'orientation.

2- Le conseil scientifique

Le Conseil scientifique est composé d'experts et d'enseignants-chercheurs nommés par le Directeur de la Chaire. Il propose des orientations pour la politique de recherche de la Chaire, en cohérence avec le Comité d'orientation.

3- La direction de la Chaire

La Direction de la Chaire se compose d'un poste de Directeur et de postes de chargés de missions.

- Après avis du Comité D'orientation de la Chaire, le nom de la personne qui a été proposée pour assurer la Direction de la Chaire est soumis au vote du Conseil d'UFR. En cas d'absence de majorité simple, le Directeur de l'IMPGT peut proposer d'autres noms qu'il soumet au vote. La nomination est ensuite effectuée par le Président de l'Université.

- Le mandat de Directeur de la Chaire prend fin en cas de démission de ce dernier ou de nomination d'un nouveau Directeur par le Conseil d'UFR.

- Le Directeur de la Chaire propose des nominations autour de différentes missions relatives à la Chaire. Le conseil d'UFR de l'IMPGT est amené à statuer sur ces propositions. Ces missions prennent fin lors de sa démission ou lors de la nomination d'un nouveau Directeur.

ARTICLE 5 : FINANCEMENT ET GESTION

La Chaire est financée essentiellement par les fondateurs, les partenaires, les frais de formation des auditeurs du Master et les revenus du colloque annuel.

Le « **CD 15** » s'engage à verser 10 000 € HT (dix mille euros) pour l'année.

Le règlement est annuel et aura lieu sur présentation par l'IMPGT d'un appel de fonds dès signature de la convention des parties et à chaque date anniversaire (date d'anniversaire étant la date de signature de la convention par l'ensemble des parties). Le « **CD 15** » se libérera de la somme due en effectuant un règlement par virement bancaire via la plateforme Chorus Pro, paiement qui devra faire l'objet au préalable d'un bon de commande ou d'une lettre d'engagement au nom de : l'Agent comptable de l'Université d'Aix-Marseille, Jardin du Pharo, 58 boulevard Charles Livon, 13284 Marseille cedex 07. Le virement bancaire s'effectue sur le numéro de compte de l'Université d'Aix-Marseille :

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	13000	00001020067	80

Domiciliation
TPMARSEILLE

IBAN (International Bank Account Number)						
FR76	1007	1130	0000	0010	2006	780

BIC (Bank Identifier)
TRPUFRP1

Information importante : Les frais de transport et d'hébergement des représentants des fondateurs/partenaires sont à la charge de chacun d'entre eux pour tous les événements et réunions organisés par la Chaire A&NMT.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La **présente convention est conclue pour une durée d'un an**. Elle **prendra effet à compter de la date de signature par l'ensemble des parties**.

ARTICLE 7 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les publications et documents issus de la Chaire peuvent être utilisés par le « **CD 15** » sans restriction d'utilisation sous réserve de mentionner le nom de l'auteur et de la Chaire comme source d'origine.

ARTICLE 8 : SUIVI DE LA CONVENTION

Les parties désignent chacune un responsable de la bonne exécution de la présente convention.

ARTICLE 9 : RESILIATION

En cas de non-respect des engagements prévus au titre de la présente convention par l'une des Parties, ladite convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie à l'échéance d'un délai de 15 jours suivant une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ce, sans préjudice des dommages et intérêts que la Partie lésée serait en droit de réclamer.

ARTICLE 10 : DIFFERENDS

Tout différend né de l'interprétation et/ou de l'exécution du contrat donne lieu à une tentative d'accord amiable entre les parties.

A défaut d'accord amiable dans un délai de trois (3) mois, le litige est porté par la partie la plus diligente devant le Tribunal administratif de Marseille.

La présente convention est soumise à la loi française.

- Fait en trois exemplaires originaux à Marseille, le Date _____

Pour « Pour le Conseil départemental du Cantal » Le Président <i>+Cachet de la structure</i>	Pour Aix-Marseille Université Le Président
Bruno FAURE	Eric BERTON
Visa du Directeur de l'IMPGT et de la Chaire	
Christophe ALAUX	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-2

Contrat Sport Cantal - Soutien aux déplacements en compétitions nationales et régionales - Saison 2022-2023

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le Contrat Sport Cantal 2022-2028 et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en oeuvre les crédits afférents ;

Vu l'avis de la Commission Sport Jeunesse Vie Associative du 19 octobre 2022 ;

- ATTRIBUE des subventions aux clubs sportifs au titre de leurs déplacements en compétitions nationales et régionales sur la saison 2022-2023 pour un montant global de 97 000 €, dont le détail est présenté dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 32 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Maintenance de l'aide pour 2022/2023

20

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-3

SPORT : Attribution d'une subvention de fonctionnement au Stade Aurillacois Cantal Auvergne

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du sport ;

Vu le contrat de prestations qui lie le Conseil départemental et la SASP Stade aurillacois Cantal Auvergne ;

-ATTRIBUE une subvention globale de 60 000 € au titre de la saison 2022-2023 à la SASP Stade aurillacois Cantal Auvergne détaillée ci-après :

- 25 000 € pour le fonctionnement du pôle espoir,
- 35 000 € pour le développement du rugby dans le Cantal.

- **APPROUVE** dans le cadre de cette subvention la convention entre le Département et la SASP Stade aurillacois Cantal Auvergne jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

La dépense sera imputée sur sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 32 du budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GENERAL
AU STADE AURILLACOIS CANTAL AUVERGNE**

ENTRE

Le Département du CANTAL, sis 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE ou son représentant, autorisé à signer par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022

ET

Le Stade Aurillacois Cantal Auvergne, sis Stade Jean Alric 64 Boulevard Louis Dauzier 15 000 AURILLAC, représenté par Monsieur Christian MILLETTE
N° SIRET : 42376459600023

Vu la loi n°2000-231 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article D 1617-19 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté portant règlement financier et comptable des aides du Département du Cantal,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Montant de la subvention

Par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, il a été décidé d'attribuer une subvention de fonctionnement général à la SASP Stade Aurillacois Cantal Auvergne d'un montant global de 60 000 €.

Article 2 : Objet de la subvention

Cette subvention est destinée au financement du fonctionnement général du Centre de formation du Stade Aurillacois Cantal Auvergne.

Elle se compose :

- D'une subvention forfaitaire de 25 000 € pour le fonctionnement du pôle espoir afin de maintenir le Centre de Formation du Club parmi les trois meilleurs centres de formation de Pro D2 et renforcer la formation, le perfectionnement et l'insertion des jeunes sportifs accueillis ainsi que l'attractivité du club,
- D'une subvention forfaitaire de 35 000 € pour le développement du rugby sur le territoire avec l'accompagnement des écoles de rugby, la formation des éducateurs des clubs cantaliens, la participation à des événements sportifs portés par l'équipe professionnelle et le soutien aux pratiques féminines.

Article 3 : Modalités d'attribution - conditions d'utilisation de la subvention

Ces subventions seront versées dès la signature de la présente convention.

De manière générale, le Stade Aurillacois Cantal Auvergne doit respecter les obligations en vigueur qui s'imposent à tout bénéficiaire de subvention et rendre compte de son utilisation.

Pour ce faire, le Stade Aurillacois Cantal Auvergne produira un rapport d'activités des actions engagées assorti d'un bilan financier.

Les statuts de la SASP ainsi que les comptes annuels seront également communiqués.

Fait à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Bruno FAURE

Le Président du Stade Aurillacois
Cantal Auvergne

Christian MILLETTE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-4

Aides à la programmation culturelle des Communautés de communes et du Théâtre de la Ville d'Aurillac - Saison 2022-2023

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Didier ACHALME, Céline CHARRIAUD et Pierre MATHONIER se retirent et ne participent pas au vote.

Par 27 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'Action culturelle 2022-2027 (SDAC) et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu l'avis de la Commission Culture du 15 novembre 2022 ;

- **ATTRIBUE** des subventions pour les saisons culturelles des Communautés de communes et du Théâtre d'Aurillac au titre de l'année 2022-2023 pour un montant global de 89 888 € dans les conditions définies dans le tableau joint en annexe de la présente délibération.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65734, fonction 311 du budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SDAC : CALCUL DES SUBVENTIONS AUX PROGRAMMATIONS CULTURELLES DES COMMUNAUTES DE COMMUNES ET DU THEATRE D'AURILLAC AU TITRE DE LA SAISON 2022-2023

MONTANT DES CREDITS DISPONIBLES AU BUDGET DE LA DAC : 90 000,00 €

MONTANT TOTAL DONT L'AFFECTATION EST PROPOSEE : 89 888,00 €

RELIQUAT : 112,00 €

INITIULES DES SPECTACLES ET ACTIONS CULTURELLES RETENUS	DESCRIPTIF	TAUX DE SUBVENTION	SUBVENTION CALCULEE	SUBVENTION PROPOSEE
CERE ET GOUL EN CARLADES				
« L'appei de la forêt »	Spectacle musical dessiné d'après l'œuvre de Jack London (jeunes public)	75%	2 250,00 €	1 745,00 €
« Les femmes savantes »	Théâtre burlesque d'après la pièce de Molière (out public)	75%	2 400,00 €	1 895,00 €
« Dans le jardin de Martin »	Spectacle d'objets, conté, chanté pour les tout-petits	75%	2 250,00 €	1 745,00 €
« Le Disco des Oiseaux »	Ciné concert pour la jeunesse	75%	1 125,00 €	620,00 €
« Caché dans un buisson de lavande, Cyrano sentait bon la lessive »	Théâtre tout public. Adaptation d'un classique de la littérature	75%	4 500,00 €	3 995,00 €
			12 525,00 €	TOTAL : 10 000,00 €
				Subvention globale plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes

CHATAIGNERAIE CANTALAIENNE				
« A la porte »	Théâtre jeune public	65%	2 535,00 €	2 535,00 €
« Fourtraktown »	Théâtre de marionnettes jeune public et adolescents	75%	3 675,00 €	3 675,00 €
« Climax »	Spectacle burlesque musical tout public	65%	1 702,00 €	1 702,00 €
« Concert Joulik »	Concert de musiques du monde tout public	65%	1 170,00 €	1 170,00 €
			9 082,00 €	TOTAL : 9 082,00 €
HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ				
Projet agriculture et alimentation :	« Un trait de génisse »	55 %	759,00 €	759,00 €
A la découverte des cultures du monde à travers les voyages :	3 spectacles : « Le voyage de Roméo » (danse contemporaine – tout public) « Lo radzouka » (concert musiques du monde – tout public) « Duo tango » (danse – tout public)	65%	1 175,00 € 1 170,00 € 1 202,00 €	1 175,00 € 1 170,00 € 1 202,00 €
Projet environnement et biodiversité :	2 spectacles : « Climax » (Spectacle burlesque musical tout public) « La longue marche des Elephants » (Ciné-BD concert tout public)	65%	1 592,00 € 1 706,00 €	1 592,00 € 1 706,00 €
Projet théâtre et mise en scène	2 spectacles : « Une cigale en hiver » (marionnettes et théâtre d'ombres jeune public) « L.I.R.E »	75%	3 375,00 € 2 925,00 €	3 375,00 € 2 925,00 €
Projet « A la découverte de notre territoire : espace naturel et patrimoine bâti » :	3 spectacles : « Tombé du ciel ou La fabuleuse épopée de l'Aéropostale » (escape game – tout public) « Ana Carla Mazza » (Concert classique cubain et jazz – tout public) « Baraqué » (Concert et spectacle de danse participatif et sportif)	65%	910,00 € 1 234,00 € 1 950,00 €	910,00 € 1 234,00 € 1 950,00 €
			17 998,00 €	TOTAL : 17 998,00 €

PAYS DE MAURIAC				
« Les Précieuses ridicules »	Théâtre classique de Molière – tout public	55%	2 873,00 €	2 873,00 €
« La tête dans les livres »	Spectacles et ateliers sur la littérature jeunesse et adulte	55%	1 149,00 €	1 149,00 €
« Vaux, vaches, cochons, couvées... »	Résidence artistique sur le thème culture et élevage (écriture, photographies, expositions...)	75%	3 750,00 €	Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes
« Mini résidence groupe Alkabaya »	Groupe de musique français (chanson, pop, électro) : rencontres avec les collégiens et concert tout public	55%	1 741,00 €	541,00 € Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes
« Jazz à vélo »	Randonnée musicale à vélo sur les routes du pays de Mauriac – tout public	65%	2 393,00 €	491,00 € Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes
« 4ème mur »	Spectacle de danse contemporaine - tout public	65%	2 600,00 €	866,00 € Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes
			14 506,00 €	TOTAL : 7 308,00 €
PAYS DE SALERS				
« Rick le cube, vers un autre monde »	Spectacle audiovisuel (animation, musique acoustique, électro et dispositif numérique) tout public dès 5 ans	55%	990,00 €	990,00 €
« Une cigale en hiver »	Marionnettes et théâtre d'ombres jeune public	65%	3 544,00 €	3 544,00 €
« Tilt »	Concert de « toy-music électro-pop » pour les classes maternelles	55%	935,00 €	935,00 €
« Climax »	Spectacle burlesque musical tout public	55%	2 475,00 €	2 475,00 €
			7 944,00 €	TOTAL : 7 944,00 €

SAINT-FLOUR COMMUNAUTE					
« Les grandes espérances »	Théâtre tout public d'après l'œuvre de Charles Dickens	65%	3 705,00 €	Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes	2 800,00 €
« L'envoi de la fourmi »	Théâtre clownerie et gallinacées - jeune public	65%	1 820,00 €	Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes	1 500,00 €
« Climax »	Spectacle burlesque musical tout public	65%	3 637,00 €	Plafonnée conformément à la demande de la communauté de communes	2 500,00 €
« Femmes de ferme »	Spectacle et médiations – tout public	75%	3 300,00 €	Plafonnée conformément à la demande de la communauté de communes	2 500,00 €
			12 387,00 €	TOTAL : 9 300,00 €	
SUMENE ARTENSE					
« L'Odyssée »	Théâtre musical tout public	65%	4 030,00 €	Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes	4 030,00 €
« A la porte »	Théâtre jeune public	65%	2 568,00 €	Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes	2 568,00 €
« Quand le cirque est venu »	Théâtre marionnettes, pop-up et musique live – tout public	65%	1 658,00 €	Plafonnée, conformément à la demande de la communauté de communes	1 658,00 €
			8 256,00 €	TOTAL : 8 256,00 €	
THEATRE D'AURILLAC					
Programme annuel d'éducation artistique et culturelle	dans le cadre d'une convention annuelle (en cours de négociation) visant à mettre en place des actions d'éducation artistique et culturelle au sein du Théâtre de la ville d'Aurillac	forfait	forfait		20 000,00 €
					TOTAL : 20 000,00 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-5

**ConsoCantal - Conventions de partenariat avec Hautes Terres Communauté
et Saint-Flour Communauté**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE
donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie
SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Didier ACHALME et Céline CHARRIAUD se retirent et ne participent pas au vote.

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD04-16 du Conseil départemental du Cantal du 17 septembre 2021 approuvant le projet "ConsoCantal - Objectif 50 % de produits locaux dans nos cantines" ;

Vu la délibération n°2022-229 du Conseil communautaire de Saint-Four Communauté en date du 19 septembre 2022 ;

Vu la décision du Bureau communautaire de Hautes-Terres Communauté en date du 19 septembre 2022 ;

Considérant l'intérêt de formaliser le partenariat des acteurs impliqués dans la démarche ;

- APPROUVE la convention de partenariat entre le Conseil départemental, la Chambre d'Agriculture et Hautes Terres Communauté présentée en annexe 1 de la présente délibération.

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Conseil départemental, la Chambre d'Agriculture et Saint-Flour Communauté présentée en annexe 2 de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONSOCANTAL UTILISATION DES PRODUITS LOCAUX DANS LA RESTAURATION COLLECTIVE

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

Le Département du Cantal, ayant son siège 28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022

D'une part,

ET

La Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège 26 rue du 139^{ème} RI – BP 239 – 15002 AURILLAC Cedex, représentée par son Président,

D'autre part,

ET

La communauté de communes Hautes Terres Communauté, ayant son siège 4 rue Faubourg Notre-Dame – 15300 MURAT, représentée par son Président,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le Département œuvre à la valorisation de produits locaux dans l'alimentation depuis de nombreuses années. La plateforme Agrilocal15, ouverte gratuitement aux acheteurs de la restauration collective et aux fournisseurs cantaliens, est un outil désormais éprouvé.

Le Conseil Départemental et la Chambre d'Agriculture, appuyés par l'État, ont signé une convention de partenariat, co-signée par l'État, en novembre 2021. Ils ont l'ambition d'impulser un véritable changement d'échelle dans l'approvisionnement local. Ils engagent un plan d'actions qui fédère les initiatives publiques et privées.

Hautes Terres Communauté a également choisi de s'engager en faveur du développement des circuits courts et de l'alimentation locale. Son engagement se traduit concrètement par la mise en place d'un Projet Agricole et Alimentaire Territorial. Cette démarche est reconnue et soutenue par l'État.

Cette volonté départementale s'inscrit dans un contexte réglementaire nouveau. La loi impose dès 2022 à la restauration collective un approvisionnement en produits de qualité et durables. Chaque établissement doit proposer au moins 50 % de produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) ou de mentions valorisantes telles que Haute Valeur Environnementale (HVE) ou Fermier. 20 % au moins de ces produits devront être issus de l'Agriculture Biologique.

Conseil Départemental, la Chambre d'Agriculture et Hautes Terres Communauté entendent unir leurs efforts pour œuvrer à une adéquation optimale entre production et consommation locales.

La restauration collective est l'un des leviers essentiels à la réalisation de cet objectif.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, au titre de ce partenariat.

Article 2 : Définition d'un produit local

Les signataires s'accordent sur la définition suivante d'un produit local.

Est dénommé « produit local » :

- *une matière première agricole issue d'exploitations agricoles situées dans le Cantal ou limitrophes du département dans un rayon de 20 km,*
- *des produits transformés dont les ingrédients principaux et/ou la matière première discriminante sont issus d'exploitations agricoles situées dans le Cantal ou limitrophes du département dans un rayon de 20 km.*

Article 3 – Engagements de la Chambre d'agriculture : structurer l'offre

La Chambre d'Agriculture est l'interlocuteur naturel en matière d'offre de produits agricoles locaux.

- **Piloter** conjointement avec le Conseil Départemental la démarche à l'échelle départementale.
- **Sensibiliser** : faire connaître le marché local de restauration hors domicile aux agriculteurs et acteurs des filières.
- **Former** : aider les agriculteurs à s'adapter au marché de la restauration hors domicile locale. Les aider à accéder aux labels qui entrent dans le quota de 50% en restauration collective.
- **Sourcer** : assurer un état des lieux des matières premières agricoles mobilisables et produits locaux qui entrent dans le quota de 50% en restauration collective.
- **Animer** : mettre en lien les agriculteurs et les acteurs des filières.
- **Fédérer** : encourager la commercialisation et la logistique collective d'approvisionnement.

La Chambre d'agriculture proposera une méthodologie de diagnostic de l'approvisionnement des restaurants collectifs.

Article 4 – Engagements du Conseil départemental : accompagner les acheteurs (collèges)

Le Département s'engage à appliquer la démarche dans les collèges de façon proactive, exemplaire et ouverte.

- **Piloter** conjointement avec la Chambre d'agriculture la démarche à l'échelle départementale.
- **Guider** : sur la base de l'expérimentation menée dans les collèges, faire bénéficier de son expérience à la restauration collective publique du territoire, proposer des adaptations et favoriser l'utilisation de la plateforme agrilocal 15. Les chefs de cuisine des collèges engagés seront sollicités pour faire bénéficier de leur expérience aux autres structures de restauration collective du territoire.
- **Former** : formations et animations menées auprès des responsables de cuisine des collèges : formation des cuisiniers, ateliers, animation auprès de la communauté éducative...
- **Sensibiliser** : sur la base de l'expérimentation menée dans les collèges, proposer des outils pédagogiques de sensibilisation à la consommation locale et à la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- **Fédérer** : faire le lien entre les initiatives des territoires et garantir une homogénéité des moyens proposés à l'échelle départementale.

Article 5 – Engagements de Hautes Terres Communauté

L'Établissement Public de Coopération Intercommunale a un rôle d'animation et de promotion de la démarche dans le cadre de son Projet Agricole et Alimentaire Territorial (PAAT).

Interlocuteur privilégié des communes membres, l'EPCI s'engage à cibler particulièrement leurs établissements disposant de restauration collective (écoles, maisons de retraites...).

- **Guider** :
 - o Réaliser avec les acheteurs leur état des lieux de l'approvisionnement et les accompagner individuellement vers un approvisionnement local : 4 établissements (2 restaurants communaux d'écoles et 2 établissements médico-sociaux) seront sélectionnés par Hautes Terres Communauté sur la base de l'appel à candidatures lancé par le Conseil Départemental et la Chambre d'agriculture pour la 1^{re} année de mise en œuvre du partenariat (2023).
 - o Communiquer voire adapter au territoire les livrables réalisés par la Chambre d'agriculture du Cantal sur les fournisseurs de produits locaux.
- **Former et sensibiliser à une alimentation saine et durable** : accompagner la restauration collective à lutter contre le gaspillage alimentaire, raisonner les quantités, s'approvisionner en produits locaux, préférer les produits bruts et de saison, limiter les produits transformés, proposer des repas équilibrés et sains ; et proposer les outils pédagogiques de sensibilisation qui seront utilisés dans les collèges :
 - o Organisation de 2 à 3 temps collectifs par an en partenariat avec le CNFPT auprès des cuisiniers/gestionnaires de restauration collective : formation des cuisiniers, ateliers, ...
 - o Animation auprès de la communauté éducative en lien avec les programmes développés par le Conseil départemental dans les collèges dans le cadre de la politique jeunesse de Hautes Terres Communauté.
- **Animer et fédérer** : constituer et animer un réseau local des acheteurs et des cuisiniers. Organiser des actions entre la restauration hors domicile et les fournisseurs/producteurs locaux en partenariat avec la Chambre d'agriculture du Cantal et dans le cadre du projet filière viande de Hautes Terres Communauté.
- **Participer** activement aux actions d'échelle départementale.
- **Participer** aux instances de réflexion autour de la structuration des filières agricoles et alimentaires locales animée par la Chambre d'agriculture et de l'animation auprès des acheteurs animée par le Conseil départemental.

Compétente en matière de développement économique, l'intercommunalité est de plus susceptible de participer à la structuration des filières d'approvisionnement locales.

L'ensemble des partenaires s'engagent à délivrer conjointement la reconnaissance Consocantal aux établissements s'engageant dans la démarche.

Article 6 – Durée et résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée de 3 ans.

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, les autres parties peuvent résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La présente convention est également résiliable par l'une des parties à chaque date anniversaire de sa signature, à condition qu'elle ait averti les deux autres parties au moins 3 mois avant l'échéance.

Article 7 – Révision :

La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

Article 8 – Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 9 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à _____ le _____

En trois exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de la Chambre d'Agriculture,

Bruno FAURE

Patrick ESCURE

Le Président de Hautes Terres Communauté,

Didier ACHALME



CONSOCANTAL UTILISATION DES PRODUITS LOCAUX DANS LA RESTAURATION COLLECTIVE

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

Le Département du Cantal, ayant son siège 28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022,

D'une part,

ET

La Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège 26 rue du 139^{ème} RI – BP 239 – 15002 AURILLAC Cedex, représentée par son Président,

D'autre part,

ET

Saint-Flour Communauté, ayant son siège village d'entreprises – ZA du rozier Coren 15100 Saint-Flour, représenté par sa Présidente Céline CHARRIAUD, dûment habilitée par décision n°2022-229 en date du 19 septembre 2022,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Le Département œuvre à la valorisation de produits locaux dans l'alimentation depuis de nombreuses années. La plateforme Agrilocal15, ouverte gratuitement aux acheteurs de la restauration collective et aux fournisseurs cantaliens, est un outil désormais éprouvé.

Le Conseil Départemental et la Chambre d'Agriculture, appuyés par l'État, ont signé une convention de partenariat, co-signée par l'État, en novembre 2021. Ils ont l'ambition d'impulser un véritable changement d'échelle dans l'approvisionnement local. Ils engagent un plan d'actions qui fédère les initiatives publiques et privées.

Saint-Flour Communauté a également choisi de s'engager fortement dans l'alimentation locale. Son engagement se traduit concrètement par la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial. Cette démarche est reconnue et soutenue par l'État.

Cette volonté s'inscrit dans un contexte réglementaire nouveau. La loi impose dès 2022 à la restauration collective un approvisionnement en produits de qualité et durables. Chaque établissement doit proposer au moins 50 % de produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) ou de mentions valorisantes telles que Haute Valeur Environnementale (HVE) ou Fermier. 20 % au moins de ces produits devront être issus de l'Agriculture Biologique.

Conseil Départemental, la Chambre d'Agriculture et Saint-Flour Communauté entendent unir leurs efforts pour œuvrer à une adéquation optimale entre production et consommation locales.

La restauration collective est l'un des leviers essentiels à la réalisation de cet objectif.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, au titre de ce partenariat.

Article 2 : Définition d'un produit local

Les signataires s'accordent sur la définition suivante d'un produit local.

Est dénommé « produit local » :

- *une matière première agricole issue d'exploitations agricoles situées dans le Cantal ou limitrophes du département dans un rayon de 20 km,*
- *des produits transformés dont les ingrédients principaux et/ou la matière première discriminante sont issus d'exploitations agricoles situées dans le Cantal ou limitrophes du département dans un rayon de 20 km.*

Article 3 – Engagements de la Chambre d'agriculture : structurer l'offre

La Chambre d'Agriculture est l'interlocuteur naturel en matière d'offre de produits agricoles locaux.

- **Piloter** conjointement avec le Conseil Départemental la démarche à l'échelle départementale.
- **Sensibiliser** : faire connaître le marché local de restauration hors domicile aux agriculteurs et acteurs des filières.
- **Former** : aider les agriculteurs à s'adapter au marché de la restauration hors domicile locale. Les aider à accéder aux labels qui entrent dans le quota de 50% en restauration collective.
- **Sourcer** : assurer un état des lieux des matières premières agricoles mobilisables et produits locaux qui entrent dans le quota de 50% en restauration collective.
- **Animer** : mettre en lien les agriculteurs et les acteurs des filières.
- **Fédérer** : encourager la commercialisation et la logistique collective d'approvisionnement.

La Chambre d'agriculture proposera une méthodologie de diagnostic de l'approvisionnement des restaurants collectifs.

Article 4 – Engagements du Conseil départemental : accompagner les acheteurs (collèges)

Le Département s'engage à appliquer la démarche dans les collèges de façon proactive, exemplaire et ouverte.

- **Piloter** conjointement avec la Chambre d'agriculture la démarche à l'échelle départementale.
- **Guider** : sur la base de l'expérimentation menée dans les collèges, faire bénéficier de son expérience à la restauration collective publique du territoire, proposer des adaptations et favoriser l'utilisation de la plateforme Agrilocal 15. Les chefs de cuisine des collèges engagés seront sollicités pour faire bénéficier de leur expérience les autres structures de restauration collective du territoire.
- **Former** : formations et animations menées auprès des responsables de cuisine des collèges : formation des cuisiniers, ateliers, animation auprès de la communauté éducative...
- **Fédérer** : faire le lien entre les initiatives des territoires et garantir une homogénéité des moyens proposés à l'échelle départementale.

Article 5 – Engagements de Saint-Flour Communauté

L'Établissement Public de Coopération Intercommunale a un rôle d'animation et de promotion de la démarche. Investi dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT), il prendra une part active dans le déploiement de la démarche ConsoCantal dans les établissements de son territoire disposant de restauration collective.

- **Guider** : réaliser avec les acheteurs leur état des lieux de l'approvisionnement, participer à la communication des livrables réalisés par la Chambre d'agriculture du Cantal sur les fournisseurs de produits locaux.
- **Former** : proposer des formations et des animations auprès des responsables de cuisine : formation des cuisiniers, ateliers, animation auprès de la communauté éducative en lien avec les programmes développés par le Conseil départemental dans les collèges...
- **Sensibiliser à une alimentation saine et durable** : proposer les outils pédagogiques de sensibilisation qui seront utilisés dans les collèges et accompagner la restauration collective à lutter contre le gaspillage alimentaire, raisonner les quantités, s'approvisionner en produits locaux, préférer les produits bruts et de saison, limiter les produits transformés, proposer des repas équilibrés et sains.
- **Animer et fédérer** : constituer et animer un réseau local des acheteurs et des cuisiniers. Organiser des actions entre la restauration hors domicile et les fournisseurs/producteurs locaux en partenariat avec la Chambre d'agriculture du Cantal.
- **Participer** activement aux actions d'échelle départementale
- **Participer** aux instances de réflexion autour de la structuration des filières agricoles et alimentaires locales animée par la Chambre d'agriculture et de l'animation auprès des acheteurs animée par le Conseil départemental.

Compétente en matière de développement économique, l'intercommunalité est de plus susceptible de participer à la structuration des filières d'approvisionnement locales.

Article 6 – Durée et résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour une durée de cinq ans.

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, les autres parties peuvent résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La présente convention est également résiliable par l'une des parties à chaque date anniversaire de sa signature, à condition qu'elle ait averti les deux autres parties au moins 3 mois avant l'échéance.

Article 7 – Révision :

La présente convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

Article 8 – Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 9 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à _____ le _____

En trois exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de la Chambre d'Agriculture,

Bruno FAURE

Patrick ESCURE

La Présidente de Saint-Flour Communauté

Céline CHARRIAUD

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-6

Développer et pérenniser les sociétés agricoles - Subvention à l'ADASEA du Cantal

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE
donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie
SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-13 ;
Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017 adoptant le dispositif de soutien en faveur du développement et de la pérennisation des sociétés agricoles ;
Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017/2021 en faveur de l'agriculture ;

- DECIDE d'accorder à l'Association de Développement d'Aménagement et de Services en Environnement et en Agriculture du Cantal (ADASEA), dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 27 000 € pour la réalisation des actions de son programme 2022 visant à développer et pérenniser les sociétés agricoles. Cette subvention a été calculée au taux de 30 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 90 000 € TTC selon le budget prévisionnel joint en annexe de la présente délibération.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour la réalisation d'actions pour développer et pérenniser les sociétés agricoles en 2022 à intervenir entre le Conseil départemental et l'ADASEA dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Développer et pérenniser les sociétés agricoles

Budget prévisionnel 2022

Actions	Nombre de jours	Coût de l'action	Demande d'intervention du Conseil Départemental	Autofinancement ADASEA
Sensibilisation des futurs cédants et des candidats potentiels	60	33 600 €	9 529 €	24 071 €
Préparation à l'intégration d'un nouvel associé	65	36 400 €	10 324 €	26 076 €
Suivi des sociétés en place	35	19 600 €	5 559 €	14 041 €
Animation de la commission agriculture de groupe et communication	10	5 600 €	1 588 €	4 012 €
TOTAL	170	95 200 €	27 000 €	68 200 €

ANNEXE 2

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE
POUR LA RÉALISATION D' ACTIONS POUR DÉVELOPPER ET PÉRENNISER
LES SOCIÉTÉS AGRICOLES – ANNÉE 2022
ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL ET L'ADASEA DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020,

VU la délibération n°511 du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016, relative au Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation approuvant la convention cadre entre la Région et des Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017, adoptant le dispositif de soutien en faveur du développement et de la pérennisation des sociétés agricoles,

VU la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture,

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par l'ADASEA DU CANTAL,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 25 novembre 2022.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, l'ADASEA du Cantal, ayant son siège social à 26, Rue du 139^{ème} R.I. – B.P. 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Nicolas BARDY, en qualité de Président.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Développer et pérenniser les sociétés agricoles.

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, dans le cadre de la participation financière du Département pour la réalisation d'actions pour développer et pérenniser les sociétés agricoles au cours de l'année 2022, tel que décrit dans l'annexe technique et financière jointe.

Article 2 – Montant des subventions :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 27 000 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 25 novembre 2022, calculée au taux de 30 % sur la base d'une assiette éligible de 90 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Le montant de la subvention est définitif sous réserve des dispositions de l'article 3.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Article 3 – Modalités de versement des subventions :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention sera effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement et selon les modalités suivantes :

Par **acomptes** lorsque les justifications portent sur au moins 40 % puis 80 % de la dépense prise en compte pour le calcul de la subvention.

Le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

En fin d'année 2022, une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Article 4 – Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les présentes subventions conformément à l'objet pour lequel elles ont été attribuées.

4-1 Utilisation des subventions

a) Pièces et documents

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département :

- un RIB
- lors de chaque demande de paiement, une copie des justificatifs de dépenses récapitulées dans l'état mentionné à l'article 3,
- dans les 6 mois suivant la clôture de l'opération, un **compte rendu technique et financier définitif**.

b) Contrôle

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

4-2 Obligation de publicité

Le bénéficiaire de la subvention départementale doit mentionner l'aide du département par des mesures d'information et de publicité visant à faire apparaître clairement l'intervention départementale et ainsi mieux informer le grand public.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de l'aide notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'opération subventionnée...

Le contrôle du respect de cette règle pourra se faire à l'occasion de toutes visites surplace, à chaque demande d'acompte et au moment du versement du solde, par la fourniture de tout document prouvant le respect des obligations (photos datées, documents divers...).

Le non-respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet et le reversement des acomptes déjà versés.

4-3 Information du Département

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information en conformité avec le paragraphe précédent.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

Article 5 – Durée :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour les actions du programme réalisées au cours de l'année 2022.

À l'exception des obligations résultant des dispositions relatives au contrôle, qui perdurent après le terme contractuel, la convention est conclue pour une durée de 1 an.

Elle ne pourra être renouvelée que de manière expresse.

Article 6 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4-1 b), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 7 – Caducité et déchéance :

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de **2 ans** à compter de la date de l'engagement de l'opération.

Par dérogation et sur demande expresse dûment motivée, un examen particulier pourra être accordé et permettre une prolongation de ce délai d'un an supplémentaire maximum. À défaut, la subvention sera annulée.

Par ailleurs, en vertu de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances, tout ou partie de la subvention ne sera pas versé au bénéficiaire, dans le cas où celui-ci n'aurait effectué aucune demande de paiement dans les 4 ans qui suivent une précédente demande de paiement.

Article 8– Résiliation :

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire.

Article 9– Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 10 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

L'annexe technique et financière jointe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
Le Directeur Général des Services du Département,

Le Bénéficiaire

Qualité :
Nom :

Cachet :

Jean-Claude ETIENNE

ANNEXE :
annexe technique et financière

**ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE À LA CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE POUR LA RÉALISATION D'ACTIONS POUR DÉVELOPPER ET PÉRENNISER
LES SOCIÉTÉS AGRICOLES – ANNÉE 2022
ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL ET L'ADASEA DU CANTAL**

- Descriptif du programme de développement : Développer et pérenniser les sociétés agricoles.
- Bénéficiaire : ADASEA DU CANTAL
- Période de réalisation du programme : Période 2022.

Plan de financement

- Assiettes retenues : 90 000 € TTC
- Montant de l'aide octroyée : 27 000 € (30 %)

EMPLOIS	VALEURS H.T.	RESSOURCES	VALEURS
- Sensibilisation, animation auprès des futurs cédants et des candidats potentiels	33 600 €	Conseil départemental du Cantal	27 000 €
- Préparation à l'intégration d'un nouvel associé	36 400 €	Autofinancement	68 200 €
- Suivi des sociétés en place	19 600 €		
- Animation de la commission agriculture de groupe et communication	5 600 €		
TOTAL GENERAL :	95 200 €		95 200 €

Le Bénéficiaire

(nom, prénom, qualité)

+ cachet de l'établissement

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-7

Installation de jeunes agriculteurs - Subvention au Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE
donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie
SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-13 ;
Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017, adoptant le dispositif de soutien en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs ;
Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017/2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder au Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 60 000 € pour la mise en oeuvre du programme d'actions 2022 en faveur de l'installation tel que joint en annexe 1 de la présente délibération. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 120 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour la mise en oeuvre du programme d'actions 2022 en faveur de l'installation à intervenir entre le Conseil départemental et le Syndicat des Jeunes Agriculteurs du Cantal dont le projet est joint en annexe 2 de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA 60578 (2020XA), relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PREVISIONNEL TECHNIQUE 2022

Programme d'actions 2022 de Jeunes Agriculteurs Cantal en faveur de l'installation des jeunes et de la transmission

L'installation est le dossier phare de Jeunes Agriculteurs. C'est pourquoi Jeunes Agriculteurs Cantal (JA15) a mis en place un programme structuré de manière à promouvoir, conforter et assurer les installations sur des structures viables, vivables et transmissibles sur le département.

Action 1 :

Animations spécifiques autour de l'accueil, de l'information, et de l'accompagnement des candidats à l'installation et la Promotion du métier d'agriculteur

- **Actions d'informations auprès des élèves écoles primaires, des collèges et des lycées :**

S'installer ne s'improvise pas. C'est pourquoi les Jeunes Agriculteurs du Cantal interviennent bien avant le parcours à l'installation en allant à la rencontre des élèves :

- intervention dans les écoles primaires du département pour « vulgariser » l'élevage avec les outils du Monde de Lisette (développé par le CNIEL) pour l'élevage laitier et de Tour d'horizon de l'élevage (développé par Interbev) pour l'élevage allaitant,

les 6 et 9 mai 2022

- intervention dans les collèges de nos responsables professionnels dans le cadre du passage du Bus de l'orientation en lien avec la FDGEAR et Service Emploi 15,

les 5 et 6 avril 2022

- participation en partenariat avec la Chambre d'agriculture au **Mondial des Métiers, Forum des Métiers et de la Formation**. Nous participons chaque année afin de promouvoir le métier d'agriculteur, de témoigner et d'échanger avec les jeunes à la recherche de leur orientation,

le 17 mars 2022

- le Service Formation de la Chambre d'Agriculture travaille en collaboration avec les Jeunes Agriculteurs du Cantal pour mettre en place, tous les ans, les « **Journées d'insertion professionnelle** ». Elles ont pour objectif de privilégier le dialogue entre les élèves de bac professionnel et les agriculteurs.

Certaines sont directement organisées par les Jeunes agriculteurs :

- en 2022, 2 journées vont être organisées sur le thème de la **Découverte des Organisations Professionnelles Agricoles** (OPA)

les 18 et 21 novembre 2022 (respectivement à la MFR de Marcolès et au Lycée Agricole Georges Pompidou puis au Lycée Agricole Louis Mallet)

- aussi cette même année les JA15 proposent aux élèves de terminale de renouveler la formule, née l'année dernière, d'échange avec les OPA nommée « **A la rencontre d'OPA : ressources pour mon rapport de stage** »

le 8 décembre 2022 (à la MFR de Marcolès, la journée pour le Lycée Agricole Georges Pompidou aura lieu début 2023)

Par ailleurs nous participons aux Journées d'Insertion Professionnelle organisées par la Chambre d'agriculture du Cantal :

- « la Chambre d'agriculture et l'un de ces travaux : concilier travail et qualité de vie sur nos exploitations »

les 18 janvier et 7 juin 2022 (respectivement au Lycée Agricole Louis Mallet puis à la MFR de Marcolès et au Lycée Agricole Georges Pompidou)

- « A la recherche de valeur ajoutée sur nos exploitations »,

le 20 janvier 2022 (pour la MFR de Marcolès et le Lycée Agricole Georges Pompidou)

- « Demain je m'installe »

les 13 janvier et 10 mars 2022 (respectivement à la MFR de Marcolès et au Lycée Agricole Georges Pompidou puis au Lycée Agricole Louis Mallet)

- « Développement durable »,

le 24 novembre 2022 (au Lycée Agricole Louis Mallet)

Plusieurs responsables professionnels de JA15 sont présents pour témoigner sur ces journées.

- JA15 a mis en place un « **Forum diversification** » qui devait avoir lieu à Volzac le 31 mars 2022 pour les élèves des Lycées agricoles de Saint-Flour et d'Aurillac, et de la MFR de Marcolès. L'objectif du forum étant que les élèves découvrent plusieurs filières et puissent échanger avec les techniciens, conseillers ou élus de chacun des organismes. Malheureusement pour une troisième fois cette année, à cause d'un cluster COVID au sein des équipes enseignantes nous avons dû annuler la journée quelques jours seulement avant la date prévue. Nous espérons pouvoir enfin organiser à nouveau cette journée en 2023.

- **Actions d'accompagnement des candidats à l'installation :**

L'un des points importants pour JA15, est également, l'accueil et le suivi des futurs candidats à l'installation. En collaboration avec le Point Accueil Installation, JA15 travaille pour réunir toutes les conditions optimales pour réussir les projets.

- le groupe installation travaille sur la valorisation et la communication autour notamment de la Charte départementale à l'installation Cantal qui présente des avantages pour les jeunes installés,

- JA15 intervient également lors des **stages 21h**, en offrant l'opportunité aux stagiaires de rencontrer un jeune du territoire au cours d'une visite de son exploitation,

- JA15 offre la possibilité aux candidats à l'installation de réaliser deux semaines de formation « **Devenir Chef d'Entreprise Agricole** ». Cette formation est reconnue dans le dispositif départemental d'accompagnement à l'installation et exonère d'un mois de stage dans le parcours à l'installation,

Au-delà des aspects techniques, JA Cantal se doit d'être présent dans chaque comité et commission afin de favoriser la réussite des futurs projets d'installation :

- les Commissions Départementales d'Orientation Agricole (CDOA) : SSE, GAEC, AED, etc.

- les Comités techniques et commissions consultatives SAFER,

- les Commissions départementales de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

- **Actions d'accompagnement et de suivi des jeunes post-installation :**

Afin de s'assurer de la viabilité des installations sur le long terme, il est important d'accompagner les installés dans leur processus de post-installation.

Jeunes Agriculteurs se tient disponible tout au long de l'année pour accueillir et guider les porteurs de projet avant aussi bien qu'après leur installation, afin de leur permettre de mettre en œuvre leur(s) projet(s) efficacement et de maximiser leurs chances de réussite.

- **Actions de promotion du métier :**

Outre les réflexions menées sur le dossier Installation, un de nos objectifs est d'informer et de sensibiliser le grand public et les jeunes au métier d'agriculteur. JA15 va, cette année encore, dynamiser son réseau de communication, via les actions suivantes :

- publications régulières et soutenues sur l'actualité agricole, échange d'informations avec les professionnels et le grand public.

- mise à jour régulière de la page Facebook sur laquelle les administratifs JA se chargent de la diffusion d'informations (équipe JA, actualité, formation, Service de Remplacement, photos...). Cet outil permet d'informer rapidement de l'évolution de l'actualité et de l'organisation des événements JA et de ceux de nos partenaires.

- organisation de plusieurs **concours-photos sur Facebook** pour communiquer positivement sur le métier auprès du grand public et promouvoir le métier.

- d'une lettre d'actualités hebdomadaire à l'ensemble de nos adhérents pour les informer de l'actualité agricole et des actions de JA15 dans l'ensemble de ses cantons et au-delà.

Les JA15 organisent chaque année diverses opérations afin de promouvoir et de valoriser l'agriculture locale. Les échelons locaux (cantons) participent aussi à plusieurs manifestations, lors desquelles ils tiennent un stand pour contribuer à la promotion du métier.

► **Actions au niveau local et départemental**

Les réunions de canton permettent de mettre en place ou de participer à des projets ambitieux pour la promotion de notre métier :

- Foire du 8 mai,
- Mister Salers,
- Finales Départementale & Régionale de Labour,
- Fête de la Montagne,
- Ronde de la Châtaigneraie,
- Fête de la Transhumance,
- Dégustations (l'Adore Manger Cantalou)
- Des bals,
- etc...

Au cours de ces événements, nous mettons en avant nos outils de communication autour de l'installation et de la promotion du métier.

► Actions au niveau Régional

Nous sommes présents sur le stand « **JA AURA** » au **Sommet de l'Élevage du 4 au 7 octobre 2022**, afin d'échanger avec le public et notamment avec les jeunes qui sont intéressés par l'agriculture. Cette année installation-transmission sont à l'honneur du Sommet avec des témoignages, conférences, etc. autour du renouvellement des générations auxquels les administrateurs de JA15 participent.

Cette année les JA15 ont également participé avec assiduité aux réunions de travail régionales pour l'élaboration des nouvelles grilles et choix des nouveaux critères de sélection suite à la réforme de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA).

► Action au niveau National

Cette année également nous nous sommes rendus au **Salon International de l'Agriculture**, sur le stand Jeunes Agriculteurs, pour promouvoir notre métier et les filières agricoles locales. Nous étions également présents lors de la soirée « Auvergne » du SIA.

- Organisation et la participation à des sessions et groupes de travail sur l'installation et la transmission :

- la **Session Installation Départementale**, organisée par JA15 en collaboration avec le Service Installation-Transmission de la Chambre d'Agriculture a eu lieu le 29 mars 2021. C'est pour nous l'occasion de présenter les données des installations aidées de l'année précédente (2020) au réseau JA ainsi qu'aux partenaires, à l'administration et aux élus locaux. Elle a également permis de présenter le travail des JA sur le programme pour la promotion du métier et d'en débattre avec les partenaires,

- JA15 sera présent à la prochaine **Session Installation Régionale** qui a lieu les 8 et 9 décembre en Savoie,

- malheureusement cette année nous n'avons pas pu être présent lors de la **Session Nationale sur le Renouvellement des Générations en Agriculture**, l'un des événements phares du réseau JA. En effet cette dernière se déroulait les mêmes jours que le Congrès FNB qui avait lieu dans le Cantal du 1^{er} au 3 février 2022.

Action 2 : Sensibilisation pour favoriser la Transmission des exploitations vers l'Installation des jeunes.

- Les journées « **Demain, je transmets** » :

Transmettre son exploitation est une étape très importante et difficile, c'est pourquoi anticiper cette procédure est indispensable.

Pour maintenir une dynamique autour de la transmission, JA15, en partenariat avec la Chambre d'agriculture, le Crédit Agricole Centre France, l'ADASEA « pôle société », la MSA, Gestélia et le CERFRANCE organiseront trois journées d'information à destination des cédants (une par arrondissement) :

- le 14 octobre pour l'arrondissement de Mauriac,
- le 24 octobre pour l'arrondissement de Saint-Flour,
- le 22 novembre pour l'arrondissement d'Aurillac.

Ces journées permettent aux cédants de rencontrer les représentants des organismes intervenant dans l'accompagnement à la cessation d'activité ; de manière collective dans un premier temps, puis de manière individuelle avec la mise en place d'un forum. La projection d'une vidéo sur une « transmission réussie », réalisée par la Chambre d'Agriculture permet de lancer le débat sur l'intérêt de préparer sa transmission au plus tôt.

Le but est d'informer au mieux les futurs cédants sur tous les aspects de la transmission et de la cessation d'activité. Le message principal que l'on souhaite faire passer à cette occasion est que pour qu'une transmission soit réussie il est nécessaire d'anticiper.

Un « Guide du cédant » mis-à-jour chaque année est laissé à chacun de participants. Celui-ci est également envoyé également aux personnes n'ayant pas pu se déplacer lors de ces journées mais souhaitant recevoir les informations.

- Nouveau programme « Devenir Agriculteur Dans Le Cantal »

Depuis maintenant 2 ans, JA15 travaille avec la Chambre d'agriculture du Cantal à un nouveau programme de promotion de l'installation en société (GAEC). Ce nouveau programme est intitulé Devenir Agriculteur Dans Le Cantal.

Ce travail est mené vers la cible du public en reconversion professionnelle principalement. L'idée est de leur proposer la voie de l'installation en agriculture via tout un programme d'intégration et de formation dans le département. L'incubateur Landestini participe activement également au développement du projet.

L'année 2022 est principalement concentrée sur la « commercialisation » du dispositif de reconversion auprès des cabinets de recrutement et des conseillers en bilan de compétences et outplacement.

Action 3 : Formation "Devenir Chef d'Entreprise Agricole" – soutien à la formation des futurs chefs d'exploitation et responsables professionnels.

Une session de la formation Devenir Chef d'Entreprise Agricole accueille une quinzaine de porteurs de projets fin octobre – début novembre 2022.

Cette session comprend différents modules répartis sur trois semaines : gestion de projet, initiatives locales, intégration de son projet dans son territoire, ainsi qu'un voyage. Pendant la formation les jeunes bénéficieront de visites d'exploitation, de structures agricoles et d'institutions.

Les différents modules seront dispensés par des prestataires :

- Chambre d'Agriculture du Cantal : implication dans des démarches commerciales individuelles et/ou collectives, communication grand public, etc.,

- IDAE Consulting : conduite et gestion de projet puis stratégie commerciale.

Des rencontres avec les OPA départementales ainsi qu'avec les élus nationaux à Pairs sont prévues tout le long de la formation.

Le fil conducteur pédagogique est assuré par l'animatrice JA. Elle assure la cohérence du cycle, l'articulation des séances pour l'atteinte des objectifs de formation, coordonne l'ensemble des intervenants et accompagne la réflexion collective et individuelle.

Une restitution a lieu à la fin de chaque session, afin de présenter le travail réalisé et les projets d'installation des stagiaires aux différents acteurs du territoire.

En 2022 la restitution aura lieu dans les locaux du Conseil Départemental.



26 bis rue du 139ème RI - BP 239

15002 AURILLAC Cedex

Tél: 04 71 45 55 67

Mail: jeunesagriculteurs.cantal@gmail.com

CONVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

BUDGET PREVISIONNEL 2022

ACTION 1 : Animations spécifiques autour de l'Accueil, l'information et l'Accompagnement des candidats à l'installation et la Promotion du Métier d'Agriculteur.

ACTION 2 : Actions de sensibilisation pour Favoriser la Transmission des exploitations vers l'installation des jeunes.

ACTION 3 : Formation "Devenir Chef d'Entreprise Agricole" – soutien à la formation des futurs chefs d'exploitation et responsables professionnels.

ACTIONS	DEPENSES	RECETTES
ACTION 1	89 045 €	
ACTION 2	35 618 €	Conseil Départemental Cantal : 60 000 €
ACTION 3	53 427 €	Autres financeurs/Auto-financement : 118 090 €
TOTAL	178 090 €	178 090 €

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU
PROGRAMME D'ACTIONS EN FAVEUR DE L'INSTALLATION – ANNÉE 2022
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LES JEUNES AGRICULTEURS DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le Règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

VU le Régime cadre exempté de notification n°SA 60578 (2020/XA) relatif aux aides de transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2022,

VU la délibération n°511 du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016, relative au Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation approuvant la convention cadre entre la Région et des Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017, adoptant le dispositif de soutien en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs,

VU la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par le Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 25 novembre 2022.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, le Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Mathieu THERON, en qualité de Président du Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PAGE : 1/6

Préambule

Mise en œuvre du programme d'actions 2022 en faveur de l'installation.

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, dans le cadre de la participation financière du Département pour la mise en œuvre du programme 2022 du Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal en faveur de l'installation, tel que décrit dans l'annexe technique et financière jointe.

Article 2 – Montant des subventions :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 60 000 € pour la mise en œuvre du programme d'actions 2022, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 120 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles. Le montant des subventions est définitif sous réserve des dispositions de l'article 3.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Article 3 – Modalités de versement des subventions :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention sera effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement et selon les modalités suivantes :

Par **acomptes** lorsque les justifications portent sur au moins 40 % puis 80 % de la dépense prise en compte pour le calcul de la subvention.

Le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complétée pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

En fin d'année 2022, une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Article 4 – Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

4-1 Utilisation des subventions

a) Pièces et documents

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département :

- un RIB
- lors de chaque demande de paiement, une copie des justificatifs de dépenses récapitulées dans l'état mentionné à l'article 3,
- dans les 6 mois suivant la clôture de l'opération, un **compte rendu technique et financier définitif**.

b) Contrôle

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

À ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

4-2 Obligation de publicité

Le bénéficiaire de la subvention départementale doit mentionner l'aide du département par des mesures d'information et de publicité visant à faire apparaître clairement l'intervention départementale et ainsi mieux informer le grand public.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de l'aide notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'opération subventionnée...

Le contrôle du respect de cette règle pourra se faire à l'occasion de toutes visites surplace, à chaque demande d'acompte et au moment du versement du solde, par la fourniture de tout document prouvant le respect des obligations (photos datées, documents divers...).

Le non-respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet et le reversement des acomptes déjà versés.

4-3 Information du Département

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information en conformité avec le paragraphe précédent.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

Article 5 – Durée :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour les actions du programme réalisées au cours de l'année 2022.

À l'exception des obligations résultant des dispositions relatives au contrôle, qui perdurent après le terme contractuel, la convention est conclue pour une durée de 1 an.

Elle ne pourra être renouvelée que de manière expresse.

Article 6 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4-1 b), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 7– Caducité et déchéance :

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de **2 ans** à compter de la date de l'engagement de l'opération.

Par dérogation et sur demande expresse dûment motivée, un examen particulier pourra être accordé et permettre une prolongation de ce délai d'un an supplémentaire maximum. À défaut, la subvention sera annulée.

Par ailleurs, en vertu de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances, tout ou partie de la subvention ne sera pas versé au bénéficiaire, dans le cas où celui-ci n'aurait effectué aucune demande de paiement dans les 4 ans qui suivent une précédente demande de paiement.

Article 8– Résiliation :

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire.

Article 9– Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 10 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

L'annexe technique et financière jointe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
Le Directeur Général des Services
du Département,

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Jean-Claude ETIENNE

ANNEXE(S):

1. annexe technique et financière

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE À LA CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D' ACTIONS EN FAVEUR DE L'INSTALLATION – ANNÉE 2022
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LES JEUNES AGRICULTEURS DU CANTAL

- Descriptif du programme de développement : Mise en œuvre du programme d'actions 2022 en faveur de l'installation.
- Bénéficiaire : Syndicat Jeunes Agriculteurs du Cantal
- Objectifs : Favoriser l'installation des jeunes agriculteurs
- Période de réalisation prévue : 2022

Plan de financement

- Assiette retenue : 120 000 € TTC
- Montant de l'aide octroyée : 60 000 € (50 %)

EMPLOIS	VALEURS	RESSOURCES	VALEURS
Coût d'animation de l'ensemble du programme	178 090 €	Conseil départemental du Cantal	60 000 €
		Autres financeurs (OPA) et autofinancement	118 090 €
TOTAL GENERAL :	178 090		178 090 €

Le Bénéficiaire
(nom, prénom, qualité)
+ cachet de l'établissement

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-8

**Promotion des races emblématiques Salers et Aubrac -
Subvention à l'Association des Eleveurs Cantaliens de la race Salers**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE
donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie
SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Monsieur Bruno FAURE se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017 adoptant le dispositif en faveur de la promotion des races emblématiques Salers et Aubrac ;

Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder à l'Association des Eleveurs Cantaliens de la race Salers, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 1 525 € pour l'organisation du Concours Départemental jeunes mâles et femelles Salers le 20 novembre 2022 à Saint-Mamet-la-Salvetat. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable de 3 050 € TTC.

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA 39677 relatif aux aides aux actions de promotion des produits agricoles, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1^{er} juillet 2014, dont la validité a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 par décision modificative SA 5941.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-9

Qualification des exploitations - Subvention à la Chambre d'Agriculture

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-13 ;
Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017, adoptant le dispositif de soutien en faveur de la qualification des exploitations ;
Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017/2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 30 000 €, représentant 50 % d'une dépense subventionnable de 60 000 € TTC, pour la mise en oeuvre des actions de conseil et de suivi des agriculteurs engagés dans la Charte de Qualité au cours de l'année 2022.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour le soutien à la qualification des exploitations pour l'année 2022 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n° SA 60577 (2020XA), relatif aux aides aux services de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1^{er} juillet 2014, modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE POUR LA RÉALISATION DES
ACTIONS DE CONSEIL ET DE SUIVI DES AGRICULTEURS ENGAGÉS DANS LA CHARTE DE QUALITÉ
DE L'ÉLEVAGE DU CANTAL – ANNÉE 2022
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le Règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

VU le Régime cadre exempté de notification n°SA 60577 (2020/XA) relatif aux aides aux services de conseil pour les PME dans le secteur agricole pour la période 2015-2022, modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020.

VU la délibération n°511 du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016, relative au Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation approuvant la convention cadre entre la Région et des Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017, adoptant le dispositif de soutien en faveur de la qualification des exploitations,

VU la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU les délibérations de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 25 novembre 2022,

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Actions de conseil et de suivi des agriculteurs engagés dans la Charte de Qualité de l'Élevage du Cantal en 2022.

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, dans le cadre de la participation financière du Département pour la mise en œuvre du programme 2022 de la Chambre d'Agriculture du Cantal relatif aux actions de conseil et de suivi des agriculteurs engagés dans la Charte de Qualité, tel que décrit dans l'annexe technique et financière jointe.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention d'un montant de 30 000 € pour la mise en œuvre du programme 2022, calculée au taux de 50 % sur la base d'une assiette éligible de 60 000 € TTC, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Le montant de la subvention est définitif sous réserve des dispositions de l'article 3.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

Le versement de la subvention sera effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement et selon les modalités suivantes :

Par **acomptes** lorsque les justifications portent sur au moins 40 % puis 80 % de la dépense prise en compte pour le calcul de la subvention.

Le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

En fin d'année 2022, une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Article 4 – Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Il s'oblige également à engager l'opération dans un délai de 6 mois à compter de la date d'effet de la présente convention.

4-1 Utilisation de la subvention

a) Pièces et documents

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département dans les 6 mois suivant la clôture de l'opération, un **compte rendu financier définitif**.

Le bénéficiaire s'oblige en outre à communiquer annuellement les documents comptables certifiés par la personne habilitée, le cas échéant, dans un délai d'un mois après l'approbation des comptes par les organes de direction de la structure.

b) Contrôle

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des investissements du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

4-2 Obligation de publicité

Le bénéficiaire de la subvention départementale doit mentionner l'aide du département par des mesures d'information et de publicité visant à faire apparaître clairement l'intervention départementale et ainsi mieux informer le grand public.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de l'aide notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'opération subventionnée...

Le contrôle du respect de cette règle pourra se faire à l'occasion de toutes visites surplace, à chaque demande d'acompte et au moment du versement du solde, par la fourniture de tout document prouvant le respect des obligations (photos datées, documents divers...).

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet et le reversement des acomptes déjà versés.

4-3 Information du Département

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information en conformité avec le paragraphe précédent.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

Article 5 – Durée :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour les actions réalisées en 2022.

À l'exception des obligations résultant des dispositions relatives au contrôle, qui perdurent après le terme contractuel, la convention est conclue pour une durée de 1 an.

Elle ne pourra être renouvelée que de manière expresse.

Article 6 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4-1 b), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes ou, dans le cas d'un investissement immobilier, au non respect de l'article R1511-11 du CGCT et ce durant un délai de 5 ans,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 7– Caducité et déchéance :

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de **2 ans** à compter de la date de l'engagement de l'opération.

Par dérogation et sur demande expresse dûment motivée, un examen particulier pourra être accordé et permettre une prolongation de ce délai d'un an supplémentaire maximum. À défaut, la subvention sera annulée.

Par ailleurs, en vertu de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances, tout ou partie de la subvention ne sera pas versé au bénéficiaire, dans le cas où celui-ci n'aurait effectué aucune demande de paiement dans les 4 ans qui suivent une précédente demande de paiement.

Article 8– Résiliation :

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire.

Article 9– Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 10 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

L'annexe technique et financière jointe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
Le Directeur Général des Services
du Département,

Le Bénéficiaire

Qualité :

Nom :

Cachet :

Jean-Claude ETIENNE

ANNEXE(S):

1. annexe technique et financière

**ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE A LA CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE POUR LA RÉALISATION DES ACTIONS DE CONSEIL ET DE SUIVI DES AGRICULTEURS ENGAGÉS DANS LA CHARTE DE QUALITÉ DE L'ÉLEVAGE DU CANTAL – ANNÉE 2022
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

- Descriptif du programme de développement : Actions de conseil et de suivi des agriculteurs engagés dans la Charte de Qualité de l'Élevage du Cantal pour l'année 2022.
- Bénéficiaire : Chambre d'Agriculture du Cantal
- Objectifs : Soutenir la qualification des exploitations
- Période de réalisation prévue : 2022

Plan de financement

- Assiette retenue : 60 000 € TTC.
- Montant de l'aide octroyée : 30 000 €

EMPLOIS	VALEURS	RESSOURCES	VALEURS
Actions de conseil et suivi des agriculteurs	82 060 €	CNE + GVL Conseil départemental du Cantal Autofinancement CA	3 000 € 30 000 € 49 060 €
TOTAL GENERAL :	82 060 €		82 060 €

Le Bénéficiaire
(nom, prénom, qualité)
+ cachet de l'établissement

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-10

Route départementale n° 680 - Aménagement de la traverse du bourg de Pleaux - Commune de Pleaux - Avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CP03-27 de la Commission Permanente du 26 mars 2021 décidant la prise en considération des travaux d'aménagement de la RD n° 680 en traverse du bourg de Pleaux et approuvant la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec la Commune ;

Vu la délibération n°22CD04-21 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 portant modifications des règles d'intervention du Département relatives à l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

Vu la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, conclue avec la Commune de Pleaux en date du 16 avril 2021 ;

- **APPROUVE** l'avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour l'aménagement de la Route Départementale n° 680 en traverse de Pleaux ajustant les modalités techniques et financières de réalisation de l'opération et portant sur un montant de 873 914,40 € TTC, tel que le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 01-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

ROUTE DÉPARTEMENTALE N°680

AVENANT A LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA ROUTE DÉPARTEMENTALE N°680 EN TRAVERSE DE PLEAUX

COMMUNE DE PLEAUX

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 25 Novembre 2022,

et

La Commune de PLEAUX dont le siège est Place Georges Pompidou 15700 PLEAUX, représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 14 janvier 2021,

Vu les dispositions de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit pour l'aménagement de la RD 680, en date du 16 Avril 2021, notamment son **article 4 : Conditions financières**.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE : MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

Pour tenir compte des prestations complémentaires effectivement réalisées ainsi que de la réforme de la gestion du FCTVA qui implique une participation financière sur la base de montants toutes taxes comprises, la participation financière du Département est ajustée comme suit :

- Participation financière initiale :	588 665,00 € HT
- Intégration de Travaux supplémentaires :	139 597,00 € HT
Montant Total HT :	728 262,00 € HT
Montant TVA :	145 652,40 €

Soit une participation financière définitive de **873 914,40 € TTC.**

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait à AURILLAC, le

Le Maire de PLEAUX

Le Président du Conseil départemental du Cantal

David PEYRAL

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-11

**Aménagement de la route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès -
Acquisitions de terrains - Pas de D.U.P. (article 1042)**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et Monsieur et Madame L , qui diffère des modalités arrêtées par délibération n° 22CP09-16 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 28 octobre 2022 ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération de la Commission Permanente n°22CP09-16 du 28 octobre 2022 portant sur l'acquisition de terrain pour l'aménagement de la RD n°42.

- **DECIDE** de l'acquisition de terrains nécessaires à l'aménagement de la route départementale n°42 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 42
Aménagement RD42 à Uzols - 01142**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-SANTIN-CANTALES

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
M. et Mme L M	L281- L218	327	180943	P – T	46,05	1 710,00	1 765,05
L M	C26 – C27 C28 – C81 K13 – K14 K15 – K16 K17 – J18 L203-L204 L206-L208 L209	5906	338282	PA – T – L – TAILS FUT	2 299,50	5 333,40	7 632,90

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-12

**Aménagement de la route départementale n°859 - Commune de Vic sur Cère -
Acquisition d'un terrain - Pas de D.U.P. (article 1042)**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 du Conseil départemental en date du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

- **DECIDE** de l'acquisition d'un terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°859 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 859
Contremur à Comblat Le Pont - 01160**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : VIC SUR CERE

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
E C	AH22	17	3233	Verger	85,00

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-13

Aménagement de la route départementale n°42 - Commune de Saint-Santin-Cantalès - Acquisition de terrains - Indemnisation d'un fermier

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

En application de l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

Vu la convention Départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles ;

Considérant l'accord conclu entre le Département du Cantal et le GAEC LACARRIERE qui diffère des modalités arrêtées par délibération n° 22CP09-17 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 28 octobre 2022 ;

- DECIDE de l'annulation partielle de la délibération de la Commission Permanente n°22CP09-17 du 28 octobre 2022 en ce qui concerne l'indemnisation du GAEC LACARRIERE dans le cadre de l'aménagement de la RD n°42.

- **DECIDE** de l'indemnisation d'un exploitant selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

Aménagement RD42 à Uzols - 01142
Commune de SAINT SANTIN CANTALES - RD 42

Fermiers	Propriétaires	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité totale en €
GAEC LACARRIERE	L M	C26 - C28 C81 - K13 K15 - K17 K16 - L208 L209- L204 L206	4 712	PRE TERRE	2 253,94 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans cette affaire.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-14

Appel à projets 2023 - Renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des ateliers et chantiers d'insertion

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE ainsi adoptés en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

- **APPROUVE** le lancement de l'appel à projets « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'Insertion » pour 2023, dont le cahier des charges et le dossier de candidature sont joints en annexe de la présente délibération.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJETS 2023

RENFORCEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO- PROFESSIONNEL AU SEIN DES ATELIERS- CHANTIERS D'INSERTION

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, élabore deux documents pluriannuels stratégiques et de planification, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués : le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi. Pour la période 2021-2025, le Département a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le PDIE et le PTIE dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.

Le PDIE-PTIE fixe cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé,
- Un passeport vers l'emploi,
- Un parcours d'insertion sans obstacle,
- Une prise en compte des spécificités de chacun,
- Une offre d'insertion lisible et cohérente

Le présent appel à projets est l'un des outils concrets qui tend à la réalisation de ces objectifs. Il vise à favoriser le retour et le maintien dans l'emploi des personnes allocataires du revenu de solidarité active et à inciter les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) bénéficiant d'une aide au titre de l'année 2023 à proposer un accompagnement renforcé, intensif et adapté.

1-CONTEXTE

Dans un contexte économique jugé plus favorable avec des résultats encourageants en matière de création d'emploi mais aussi plus incertains du fait de l'impact de la crise sanitaire, de l'urgence des changements environnementaux, l'enjeu de l'accompagnement vers l'emploi des personnes allocataires du RSA se renforce.

Les ateliers-chantiers d'insertion (ACI) qui ont développé une offre de services à destination des publics les plus éloignés de l'emploi sont idéalement positionnés. Levier vers un emploi classique et durable en réduisant la sélectivité du marché du travail, les Ateliers Chantiers d'insertion favorisent pour les publics les plus éloignés de l'emploi une meilleure appréhension de l'environnement socio-économique.

Cette proximité représente également un atout pour l'accompagnement des personnes allocataires du RSA orientés vers un parcours d'insertion professionnelle. Elle est utile pour repérer les opportunités qui vont permettre d'aboutir à des mises en situation de travail rapides (stages, PMSMP...). En début d'accompagnement, les salariés vont ainsi pouvoir expérimenter, découvrir un cadre de travail avec son organisation, ses acteurs... et le cas échéant, après retour sur expérience, engager des actions complémentaires utiles à leur intégration professionnelle.

Les mises en situation de travail en début d'accompagnement peuvent également susciter de nouveaux intérêts pour des personnes éloignées de l'emploi depuis un temps long. Enfin, la mise en situation de travail » est parfois le « bon moyen » pour les personnes de faire la preuve de leurs compétences, de leurs qualités qui se révèlent « chemin faisant » en s'affranchissant des critères standards de sélection (CV, expérience ou niveau de diplôme). Cependant l'objectif d'insertion professionnelle des personnes allocataires du RSA suppose également de moduler plusieurs formes d'intervention et d'accompagnement en vue de favoriser un retour à l'emploi à la fois plus rapide et, dans la mesure du possible, pérenne.

En complément de la démarche de médiation, la démarche d'insertion qui vise à agir au préalable sur la levée des « freins périphériques à l'emploi » (logement, transport, santé, etc), à élaborer un projet professionnel, à maîtriser les techniques de recherche d'emploi les plus efficaces au regard des demandes et des pratiques de recrutement des employeurs et à mettre en œuvre une stratégie de recherche d'emploi adaptée pourra également être mobilisée dans le cadre de cet appel à projets.

2. THÉMATIQUES

Cet appel à projets privilégie donc la mise en œuvre de projets qui permettront de dynamiser la recherche d'emploi des personnes allocataires du RSA. Au regard de cet objectif, les projets s'inscriront dans les deux priorités suivantes :

Objectif général : Aider à la construction du projet professionnel et à la mise en œuvre d'un parcours d'accès à l'emploi

Il s'agit de proposer un accompagnement fondé sur une évaluation des compétences, des aptitudes et des motivations des bénéficiaires qui leur permette de définir leur propre parcours et de renforcer la confiance et l'estime de soi nécessaire à leur intégration professionnelle. L'accompagnement proposé vise ainsi le développement de la personne. Le processus engagé doit permettre aux bénéficiaires « d'aller vers » les employeurs pour mieux connaître et analyser leurs besoins. Plusieurs « supports » peuvent être mobilisés : mise à disposition d'informations sur les évolutions du marché du travail local, définition du projet personnel et professionnel, bilan de compétences, stage de confirmation du projet professionnel, soutien adapté aux besoins spécifiques du bénéficiaire, orientation pour l'accès à la formation et à la qualification... L'accompagnement adapté aux problématiques des personnes peut prendre la forme d'un accompagnement individuel renforcé ou d'actions collectives, traitant à la fois des difficultés sociales et professionnelles des bénéficiaires.

Objectifs opérationnels :

En termes d'accompagnement :

- Préparer la reprise d'un emploi des publics,
- Assurer la progression individuelle des savoir-être et des savoirs faire,
- Faciliter l'accès à des formations afin de développer des compétences transférables,
- Lever tout ou partie des freins à l'emploi,
- Formaliser un projet professionnel.

En termes économiques :

- Contribuer au développement économique local grâce à la production de biens et de services répondant aux besoins du territoire,
- Consolider et développer les activités supports de la mission d'insertion.

Objectif général : Développer les passerelles entre SIAE (de l'ACI vers l'AI, ETTI...) et entre les ACI et les entreprises afin de faciliter l'accès à l'emploi,

Les bénéficiaires, parfois éloignés de l'emploi depuis un temps long, doivent pouvoir mieux connaître les attentes des employeurs (besoins des employeurs, critères de recrutement...), les offres disponibles, les perspectives dans les différentes filières professionnelles et bénéficier de « mises en situation de travail ». L'accompagnement vise ainsi à améliorer la rencontre entre les employeurs qui cherchent à recruter et les personnes qui recherchent un emploi. Plusieurs modalités d'action peuvent concourir à cet objectif : le repérage des opportunités et des nouveaux besoins des entreprises locales, la visite au sein d'entreprises qui recrutent, la mobilisation des périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), la réalisation de stages de découverte en entreprise, l'animation de réseaux avec les acteurs économiques et les entreprises locales débouchant sur de nouvelles possibilités d'intégration des allocataires, la mise en œuvre d'actions conjointes visant à rendre les emplois non pourvus plus attractifs et moins instables.

3. PUBLIC ÉLIGIBLE

L'appel à projets vise directement les personnes éloignées de l'emploi résidant sur le territoire cantalien. Les actions proposées dans le cadre de cet appel à projets pourront toutefois être élargies à d'autres publics sous réserve que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2023.

Les participants doivent bénéficier d'un agrément PASS IAE via la plateforme de l'inclusion (conditions d'éligibilité fixées dans ce cadre).

Le porteur veillera à proposer des activités permettant de garantir une mixité des publics (hommes et femmes).

4. PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Les candidats doivent déposer un projet se réalisant sur le territoire cantalien.

5. PORTEURS DE PROJETS ÉLIGIBLES

Cet appel à projets s'adresse uniquement aux opérateurs relevant du secteur de l'insertion par l'activité économique agréés par l'Etat et développant leur projet dans le Cantal. Sont concernés par cet appel à projets : Les Ateliers-Chantiers d'Insertion (ACI).

Le Conseil départemental s'appuie sur l'agrément IAE accordé par l'Etat lors du Comité Départemental d'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE).

6. PÉRIODE DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

La période de réalisation des opérations devra obligatoirement se situer entre le 01 janvier 2023 et le 31 décembre 2023.

7. LIVRABLES ATTENDUS

Le porteur de projet s'engage à communiquer au Département au plus tard le 31 janvier 2024 :

- Bilans individuels de fin parcours (modèle en annexe) pour chaque salarié en CDDI ou bilan intermédiaire si le salarié n'est pas sorti de l'ACI au 31/12/2023,
- Feuilles d'émargements cosignées par le salarié en CDDI et le CIP lors de chaque entretien,
- Bilan d'exécution présentant la mise en œuvre de l'opération et les résultats obtenus.

8. MODALITÉS DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les dossiers de candidature seront examinés par un comité de sélection constitué par le directeur de la DASEIL, la cheffe du service Emploi Insertion, les chefs de projet insertion qui apprécie l'éligibilité, l'opportunité et la faisabilité de l'opération au regard des objectifs prioritaires définis au point 2.

Les projets ainsi retenus seront ensuite soumis à la validation de la Commission permanente. Ils feront l'objet d'une convention annuelle avec le Conseil départemental.

En cas de pièces manquantes ou d'informations complémentaires nécessaires, le service Emploi Insertion sollicitera le porteur de projet.

Lorsqu'une même structure porte plusieurs actions, un seul dossier sera accepté avec toutefois une description spécifique de chaque action.

Le Conseil départemental du Cantal soutiendra les projets mettant en œuvre un accompagnement renforcé dédié à une insertion professionnelle durable.

Une attention particulière sera également portée aux domaines d'activités, à la diversité des métiers proposés et aux perspectives de développement économique de l'opérateur.

Une couverture géographique équilibrée du département est également recherchée.

9. CRITÈRES DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs prioritaires fixés dans le présent appel à projets en cohérence avec les orientations du PDIE-PTIE.

Les projets doivent être conduits au bénéfice des publics éligibles. Comme précisé au point 3, les actions proposées pourront toutefois être élargies à d'autres publics sous réserve que la part des personnes allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants pour obtenir la dotation maximale (Cf. partie 10).

Le dossier de candidature s'appuie par ailleurs sur une grille d'analyse comprenant 4 axes (dossier « demande de candidature 2023-Appel à projets ACI » à compléter) :

Axe 1 – Moyens humains affectés à l'accompagnement social et professionnel (Chapitre III du dossier de candidature),

Adéquation des moyens et des personnels affectés aux actions proposées, compétences et qualification des intervenants ; à cet égard, l'encadrement socioprofessionnel devra être assuré par des professionnels qualifiés. Un référent au titre de l'accompagnement socioprofessionnel sera désigné pour chaque participant. En cas d'arrêt prolongé ou de départ anticipé de l'accompagnateur, le prestataire s'engage à identifier rapidement un autre accompagnateur disposant de compétences équivalentes afin de ne pas créer de rupture dans l'accompagnement, et à le signaler au service du département le cas échéant.

Axe 2 – Mise en œuvre d'un accompagnement individualisé (chapitre III et IV du dossier de candidature),

1 heure d'entretien par mois à minima avec chaque salarié en insertion est attendue pour permettre la mise en place d'un parcours d'insertion formalisé devant mener à l'accès à une activité professionnelle durable et/ou à une formation en concertation avec les différents partenaires (référénts sociaux, Pôle Emploi, entreprises, organismes de formation),

- L'accueil et l'intégration en milieu de travail : (chapitre IV E et F du dossier de demande de candidature) Qualité et pertinence des méthodes et procédures d'intervention préconisées, outils pédagogiques et de suivi utilisés ;
- Valorisation des savoir-faire : la structure veillera à ce que le potentiel des salariés soit identifié et valorisé par un bilan de fin de parcours ;
- La formation des salariés en insertion : La formation professionnelle des salariés en insertion est indispensable pour compléter les acquis obtenus par le travail dans la structure ; afin que le droit à la formation soit réellement mis en œuvre par l'employeur et que la formation s'intègre dans le parcours d'insertion, un plan de formation individuel ou à minima un plan de progression individuel devra être réalisé pour les salariés en insertion présents.

En matière de publics, le recrutement d'au moins 40 % de bénéficiaires du RSA est attendu pour pouvoir bénéficier de la dotation « RSA » maximum.

Axe 3 - La contribution à l'activité économique et au développement territorial,

- Intensité de l'implication de la structure dans les partenariats locaux (entreprises classiques, donneurs d'ordre, autres SIAE...), accords éventuels liés à une filière d'activité... ;
- Perspectives de développement d'activité en lien avec les besoins du territoire, de nature à diversifier les activités supports de l'insertion et les profils des bénéficiaires. La relation directe avec les entreprises devra être recherchée notamment en s'appuyant sur les périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), les clauses sociales...

Axe 4- Outils d'évaluation

En termes de suivi, les structures devront privilégier la logique de parcours afin de permettre aux salariés en insertion de faire évoluer leur projet tant sur le plan social que professionnel ; à ce titre, un comité de suivi devra se réunir trimestriellement pour évaluer la situation de chaque salarié. Il associera notamment les prescripteurs du public, les référents de parcours et le service Emploi Insertion. Les structures devront rappeler que, conformément aux articles L 262-44 du code de l'action sociale et des familles et de l'article L226-13 du code pénal, tous les professionnels qui interviennent dans ces instances sont soumis au secret professionnel. Ces comités permettront également, au cours de l'action, de faire part en temps réel de la liste des BRSA recrutés, des éventuelles difficultés de mise en œuvre de l'accompagnement et de tout autre point nécessaire de partager.

10. MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le montant global de cet appel à projets est fixé à 249 600€ maximum.

La participation du Département dans le cadre de cet appel projets prendra en compte les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des actions conduites en faveur des personnes bénéficiaires du RSA résidant sur le territoire cantalien.

Le financement des projets retenus dans le cadre de cet appel à projets seront établis selon deux types de dotations :

Dotation CIP

Une dotation maximale de 15 000 € par ETP de Conseiller en Insertion Professionnelle (CIP) sera allouée aux porteurs de projets pour la prise en charge d'une partie du coût des ETP de CIP. Cette dotation sera calculée sur la base de la déclaration, en cours de validité faite dans l'annexe à la convention entre l'Etat et la structure porteuse.

Le versement de l'aide départementale se fera sur la base des justificatifs de réalisation suivants :

- Contrats de travail
- Fiche de poste ou lettre de mission précisant la quotité d'heures consacrées à l'accompagnement socio-professionnel des salariés en insertion de l'ACI.
- CV + diplômes

Dotation RSA

Le Département attend que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2023 jusqu'au 31/12/2023.

Une dotation maximale de 10 000 € par porteur de projets sera allouée pour encourager le recrutement de salariés en CDDi dont le statut lors du recrutement est bénéficiaire du RSA. Pour percevoir la dotation maximum, la structure devra recruter au minimum 40 % de BRSA sur la période donnée.

Modalité de calcul de la dotation

Taux de BRSA recrutés à compter du 01/01/2023	Montant de la dotation
≥ 40 %	100%
≥ 30 %	75%
≥ 20%	30%
≥10 %	15%
≥5%	5%
<5%	Pas de dotation

Afin qu'il soit procédé au calcul définitif et au paiement de l'aide allouée au titre de la dotation RSA, la structure devra présenter, au terme de l'action et au plus tard le 31/01/2024, l'ensemble des justificatifs suivants pour les salariés en insertion :

- Attestation RSA datée du mois du recrutement le cas échéant,
- Contrat de travail,
- Pass IAE,

La structure devra également fournir la liste de l'ensemble des salariés (tout statut confondu) en CDDI accueillis sur l'année 2023.

La dotation RSA sera attribuée au plus tard 30 jours après la production par la structure de l'ensemble des pièces nécessaires.

Le porteur de projet s'engage à faire figurer le logo du Département du Cantal sur les documents de restitution des résultats ainsi que sur tous les supports de communication envisagés.

11. MODALITÉS DE RÉPONSE

Le dépôt simultané de plusieurs projets par un même porteur n'est pas autorisé. Les dossiers de candidature devront comporter :

A/ Les pièces administratives suivantes :

- Courrier de demande de soutien financier adressé au Président du département, signé du responsable légal de la structure,
- Documents permettant l'identification du porteur de projet : Statut, SIRET, RIB, composition du Conseil d'administration et du bureau, copie de la publication au JO ou du récépissé de la déclaration à la préfecture,
- La convention IAE et l'agrément préfectoral pour l'année en cours faisant état du nombre de postes agréés (ou l'attestation de dépôt de la demande en cours d'agrément ou de renouvellement). En cas de production d'attestation de dépôt, l'agrément sera exigé au moment du calcul du solde par le Conseil départemental,
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés,
- Dernier rapport du commissaire aux comptes,
- Ensemble des CV et des diplômes du personnel en charge de l'accompagnement socio-professionnel,
- Contrat de travail et fiche de poste lettre de missions du personnel affecté à l'accompagnement socio-professionnel précisant la quotité du temps de travail affectée à l'action,
- Attestation de régularité fiscale (à actualiser tous les 6 mois),
- Attestation de non assujettissement à la TVA

Les documents obligatoires devront être transmis par le porteur de projet lors de sa candidature. Si certains documents sont manquants, le porteur du projet sera sollicité par le Conseil départemental et disposera d'un délai de 6 jours pour régulariser. A défaut de production des documents, le dossier sera réputé non recevable.

B/ Dossier de candidature

Chaque porteur de projet(s) devra faire parvenir un dossier de candidature complet adressé, avant le XXXX à 19 H (date de réception des dossiers) au :

Président du Conseil départemental
Conseil départemental du Cantal
Service Emploi Insertion
Hôtel du département
28, Avenue Gambetta
15015 AURILLAC Cedex

La date de réception de ce dossier papier fera foi. Un double de ce dossier devra également être transmis par voie électronique à l'adresse suivante : dasei.sei@cantal.fr

Tout dossier ne respectant pas ces modalités sera considéré comme non recevable

11. RESULTATS ATTENDUS DE L'OPERATION

Indicateurs de réalisation et de résultats retenus :

- Caractéristiques globales du public,
- Nombre de BRSA recrutés sur la période donnée,
- Liste des Brsa ayant bénéficié d'actions de formation, de PMSMP, mission de clause sociale...,
- Liste des Brsa ayant obtenu un titre ou un diplôme,
- Pourcentage des sorties dynamiques des Brsa sur le nombre total de sorties dynamiques,
- Nom des entreprises avec lesquelles l'ACI a travaillé dans le cadre de l'accompagnement socioprofessionnel des salariés ayant le statut BRSA à leur entrée dans la structure,
- Liste des BRSA ayant participé à une action d'insertion permettant la levée de freins à l'emploi (Cantal Mouv', RESPIR, etc.)

12. PILOTAGE DE L'ACTION ET SUIVI

Le porteur de projet fera chaque trimestre, lors de comité de suivi des parcours, un retour des accompagnements réalisés auprès du chef de projet insertion référent du Conseil départemental chargé du suivi des structures sur son secteur. A cette occasion, pourra être également travaillé la suite de parcours proposée aux bénéficiaires en lien avec la structure accueillante. La composition et les modalités d'intervention pourront prendre appui sur les travaux engagés dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi.

Un comité de pilotage de l'opération, réunissant les représentants des structures retenues dans le cadre de cet appel à projets et des représentants du Département, sera mis en place et se réunira au moins une fois par an à l'initiative de la structure.

A l'occasion de ce comité de pilotage, le prestataire retenu fournira un bilan qualitatif et quantitatif de l'action respectant la trame fournie par le Service Emploi Insertion. Ce bilan permettra notamment d'expliquer les écarts qui auront pu survenir, et d'éclairer l'analyse des indicateurs demandés.

13. CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Lancement de l'appel à projets

Ouverture du dépôt des candidatures à l'appel à projets :

Clôture du dépôt des candidatures de l'appel à projets :

Les décisions du Département feront l'objet de notifications, par voie postale, après passage en Commission permanente.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,

merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

Carole MAIZEL : 04.71.68.37.38

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal

Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta

15 015 AURILLAC Cedex

OBJET	BILAN <input type="checkbox"/> Final - à la sortie du salarié <input type="checkbox"/> Intermédiaire - si le salarié n'est pas sorti au 31/12/23
STRUCTURE	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

SALARIE EN INSERTION	NOM Prénom : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
NOMBRE TOTAL D'ENTRETIENS D'ACCOMPAGNEMENT	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Contrat CDDI du/...../..... au/...../.....
 Avenant n°1 duau
 Avenant n°2 duau
 Avenant n°3 duau

SITUATION A L'ENTREE

Expliquer ici la situation du salarié sur le plan socio-professionnel

FREINS PRINCIPAUX À L'INSERTION IMMÉDIATE ET DURABLE :

- ☐ Mobilité
- ☐ Santé
- ☐ Maîtrise de la langue
- ☐ Logement
- ☐ Administratif
- ☐ Autres : préciser (ex : savoir-être, confiance en soi)

OBJECTIFS DE DEPART DU PARCOURS IAE

Exemple : Travailler la confiance en soi, le travail en équipe et valider un projet professionnel

PROJET PROFESSIONNEL



Appel à projets 2023 – Renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des Ateliers Chantiers d'Insertion.

Décrire succinctement le(les) projet(s) professionnel(s) du salarié.

SITUATION/EVOLUTION AU COURS DE L'ANNEE 2023

Décrire ici les jalons du parcours du salarié. Exemple : réalisation d'une PMSMP, prescription sur le dispositif RESPIR, lien avec le Service Action Sociale, etc.

BILAN DU PARCOURS ET PRECONISATIONS / NATURE DE LA SORTIE LE CAS ECHEANT

Opération ACI 2023



Dossier de candidature 2023

Appel à Projet ACI

Appel à projets dans lequel s'inscrit le projet	<input type="checkbox"/> Accompagnement en chantier d'insertion (ACI)
Intitulé du projet	
Organisme porteur du projet	

Documents à fournir obligatoirement avec le dossier :

- Courrier de demande de soutien financier adressé au Président du département, signé du responsable légal de la structure
- Documents permettant l'identification du porteur de projet : Statut, SIRET, RIB, composition du Conseil d'administration et du bureau, copie de la publication au JO ou du récépissé de la déclaration à la préfecture
- La convention IAE et l'agrément préfectoral pour l'année en cours faisant état du nombre de postes agréés (ou l'attestation de dépôt de la demande en cours d'agrément ou de renouvellement). En cas de production d'attestation de dépôt, l'agrément sera exigé au moment du calcul du solde par le Conseil départemental.
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés
- Dernier rapport du commissaire aux comptes
- Ensemble des CV et des diplômes du personnel en charge de l'accompagnement socio-professionnel
- Contrat de travail et lettre de missions du personnel affecté à l'accompagnement socio-professionnel précisant la quotité du temps de travail affectée à l'action,
- Attestation de régularité fiscale
- Attestation de non assujettissement à la TVA

Dossier complet et signé à adresser sous format dématérialisé à dasei.sei@cantal.fr avant le JJ/MM/AAAA

Pour toute information complémentaire : vous pouvez joindre les chefs de projet insertion :

- Morgane ALBEAUX : malbeaux@cantal.fr

- Carole MAIZEL : cmaizel@cantal.fr

I - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

A/ IDENTITÉ DE L'ORGANISME

Raison sociale	(Nom complet détaillé - pas de sigle)		
Statut juridique	<input type="checkbox"/> Association		
	<input type="checkbox"/> Autre (préciser) :		
Adresse du siège social			
Adresse de l'antenne locale (si différente du siège social)			
Activité, objet social			
N° SIRET			
Assujettissement à la TVA (pour l'action considérée)	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> Partiellement

B/ REPRÉSENTANT LÉGAL

Nom et Prénom	
Fonction dans l'organisme	
Téléphone	
Courriel	

C/ INTERLOCUTEUR/CORRESPONDANT DE L'ACTION (s'il diffère du représentant légal)

Nom et Prénom	
Fonction dans l'organisme	
Téléphone	
Courriel	

II – PRÉSENTATION ET ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

A/ MOYENS HUMAINS DE L'ORGANISME À LA DATE DE LA DEMANDE

	Nombre	ETP
Salariés permanents d'encadrement et administratif		
Accompagnants socio professionnel (CIP) sur l'ACI		
Encadrants techniques		
Salariés en insertion en ACI et ETP conventionnés		

OPCO

B/ AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES RELATIVES À VOTRE ORGANISME

Êtes-vous affilié à un réseau de l'IAE ?

☐ OUI

☐ NON

Êtes-vous membre d'un réseau ?

☐ OUI

☐ NON

Si oui, lequel ? (réseau de l'IAE, ESS...)

Commentaires que vous souhaitez apporter

C/ EXPERIENCE DE L'ORGANISME DANS LE DOMAINE CONCERNÉ PAR LE CAHIER DES CHARGES

Décrivez l'expérience de l'organisme

III – DESCRIPTION DE L'ACTION

Partie à compléter en se référant à l'appel à projets de l'action concernée

A/ CALENDRIER DE RÉALISATION DE L'ACTION

Date de début

jj/mm/aaaa

Date de fin

jj/mm/aaaa

B/ LOCALISATION

Lieux d'exécution

Indiquer l'adresse des lieux d'exécution

C/ NATURE DES TRAVAUX confiés par les chantiers d'insertion

Décrire la nature des travaux ou des types d'ouvrages que vous envisagez de confier aux salariés en insertion

D/ TYPOLOGIE DU PUBLIC ÉLOIGNÉ DE L'EMPLOI

Typologie du public éloigné de l'emploi, statut, proportion de bénéficiaires du RSA, répartition homme/femme...

E/ PERSONNEL AFFECTÉ À L'ACTION

Nom Prénom	Fonction (CIP)	ETP consacré à la mission d'accompagnement sur la période	Si la personne a une autre mission dans la structure indiquez laquelle:

F/ PERSONNEL AUTRE QUE CONSEILLIER EN INSERTION PROFESSIONNELLE LIÉ À L'ACTION

Nom Prénom	Fonction (Éducateur spécialisé, Psychologue, Coordination Secrétaire, Comptable, Directeur...)	ETP consacré à la mission sur la période	Si la personne a une autre mission dans la structure indiquez laquelle:

G/ MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DES PARTICIPANTS

Une heure mensuelle d'entretien est demandée.

- Rythme :

- Outils et méthode :

- Liens avec le prescripteur :

- Sorties sans solution : décrivez le type d'accompagnement, le relais qui sera mis en place pour les personnes concernées...

H/ OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

En termes d'accompagnement :

- ☐ Préparer la reprise d'un emploi des publics : Préciser les actions prévues de nature à faciliter le retour à l'emploi des salariés des ACI (démarches vers les entreprises, PMSMP, Clauses sociales...).
- ☐ Assurer la progression individuelle des savoir-être et des savoirs faire,
- ☐ Faciliter l'accès à des formations afin de développer des compétences transférables,
- ☐ Lever tout ou partie des freins à l'emploi,
- ☐ Formaliser un projet professionnel.

CONTENU DÉTAILLÉ DE L'ACTION Décrire l'organisation de l'action, les étapes de réalisation, la méthodologie, les moyens mobilisés...

IV – CRITERES SPECIFIQUES DE SELECTION DE L'ACTION

A/ PARTENARIAT DE L'ACTION

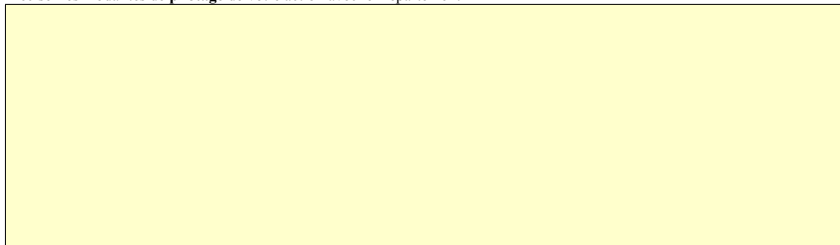
Description des partenariats **existants** (Pôle emploi, Cap emploi, relations avec les Maisons de la Solidarité départementale, Mission locale...)

Partenaires	Type de partenariat (Logistique, humain, financier...) Forme du partenariat (convention...)	Description détaillée des apports et perspectives recherchées

Quels **nouveaux** partenariats allez-vous développer pour mettre en œuvre votre action ?

Partenaires	Type de partenariat (Logistique, humain, financier...) Forme du partenariat (convention...)	Description détaillée des apports et perspectives recherchées

Préciser les modalités de **pilotage** de votre action avec le Département



B/ PARTENARIAT ENVISAGE AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES (ENTREPRISES)

Préciser les actions prévues **facilitant le retour à l'emploi des personnes sortants des ACI** (démarches vers les entreprises).

C/ MOYENS PRÉVUS POUR ASSURER LA PUBLICITÉ DE LA PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT

Indiquer les documents utilisés, supports d'information, sites du Département...

V – INDICATEURS DE RÉALISATION ET DE RÉSULTATS

A/ NOMBRE PRÉVISIONNEL DE PARTICIPANTS

(Se référer à l'appel à projets qui fixe les attentes du Département sur un minimum de bénéficiaires de RSA à accompagner d'au moins 40%)

	2023	
	Tous publics	Dont BRSA
Nombre en simultané		
- En places		
Nombre d'entrées nouvelles prévues sur l'année		
- En places		

B/ NOMBRE D'ETP CDDI SOLlicitÉ AUPRÈS DES SERVICES DE LA DDETS (tous publics confondus)

2023

C/ RÉSULTATS DES ANNEES PRECEDENTES

Reporter les résultats réalisés en termes de sorties dynamiques validées par l'ASP

	Sorties emplois durables	Sorties emplois de transitions	Sorties positives	Autres sorties
2021				
2022				

ANNEXE 1 : ATTESTATIONS

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom)

Représentant(e) légal(e) de l'association

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter) lui permettant d'engager celle-ci.

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives⁹, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire.

Fait, le XX/XX/2022 à

Signature

ANNEXE 2 : ATTESTATION DE DELEGATION DE SIGNATURE DU REPRESENTANT LEGAL

Je soussigné, (nom, prénom et qualité du représentant légal),

en qualité du représentant légal de

(nom de l'organisme bénéficiaire qui sollicite la subvention désignée dans le présent dossier)

ayant qualité pour l'engager juridiquement, atteste que délégation de signature est donnée à

(nom, prénom et qualité du délégataire)

à l'effet de signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de l'action décrite dans la présente demande de concours, à son suivi administratif et financier et tout document sollicité par les instances administratives habilitées au suivi, à l'évaluation et au contrôle des aides du Département du Cantal.

Les documents signés en application de la présente délégation de signature, comporteront la mention "pour le représentant légal et par délégation".

Je m'engage à faire connaître toute limitation apportée à cette délégation de signature.

Date :

Prénom, Nom, Qualité du délégataire
Signature

Prénom, Nom, Qualité du représentant légal
Signature et cachet de l'organisme bénéficiaire

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-15

Appel à projets 2023 - Renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel au sein des associations intermédiaires

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE ainsi adoptés en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

- APPROUVE le lancement de l'appel à projets « Renforcement de l'accompagnement au sein des associations intermédiaires » pour 2023, dont le cahier des charges et le dossier de candidature sont joints en annexe de la présente délibération.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJETS 2023

RENFORCEMENT DE LA MISE EN ACTIVITE DES BENEFICIAIRES DU RSA AU SEIN DES ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, élabore deux documents pluriannuels stratégiques et de planification, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués : le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi. Pour la période 2021-2025, le Département a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le PDIE et le PTIE dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.

Le PDIE-PTIE fixe cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé,
- Un passeport vers l'emploi,
- Un parcours d'insertion sans obstacle,
- Une prise en compte des spécificités de chacun,
- Une offre d'insertion lisible et cohérente.

Le présent appel à projets est l'un des outils concrets qui tend à la réalisation de ces objectifs. Il vise à favoriser le retour et le maintien dans l'emploi des personnes allocataires du revenu de solidarité active et à inciter les Associations Intermédiaires (AI) bénéficiant d'une aide au titre de l'année 2023 à proposer un accompagnement renforcé, intensif et adapté.

1-CONTEXTE

Dans un contexte économique jugé plus favorable avec des résultats encourageants en matière de création d'emploi mais aussi plus incertains du fait de l'impact de la crise sanitaire, de l'urgence des changements environnementaux, l'enjeu de l'accompagnement vers l'emploi des personnes allocataires du RSA se renforce.

Le département du Cantal compte de nombreuses Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), dont des Associations Intermédiaires (AI). A ce jour, 5 structures sont agréées en tant qu'AI. Le dispositif AI a pour mission d'une part d'assurer l'accueil, l'embauche et la mise en situation de travail des publics éloignés de l'emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. D'autre part, l'AI est chargée d'organiser le suivi et l'accompagnement des salariés en vue de faciliter leur insertion sociale et de rechercher les conditions d'une insertion professionnelle durable.

Afin d'optimiser leurs parcours, ces publics bénéficient ainsi d'un accompagnement social et professionnel individuel : construction d'un projet professionnel, identification des freins à l'emploi, recherche de solutions adaptées, lien avec les employeurs potentiels, mise en situation de travail en tant que salariés.

Cette proximité représente également un atout pour l'accompagnement des personnes allocataires du RSA orientés vers un parcours d'insertion professionnelle. Elle est utile pour repérer les opportunités qui vont permettre d'aboutir à des mises en situation de travail rapides (stages, PMSMP...). En début d'accompagnement, les salariés vont ainsi pouvoir expérimenter, découvrir un cadre de travail avec son organisation, ses acteurs... et le cas échéant, après retour sur expérience, engager des actions complémentaires utiles à leur intégration professionnelle. Les mises en situation de travail en début d'accompagnement peuvent également susciter de nouveaux intérêts pour des personnes éloignées de l'emploi depuis un temps long. Enfin, la mise en situation de travail « est parfois le « bon moyen » pour les personnes de faire la preuve de leurs compétences, de leurs qualités qui se révèlent « chemin

faisant » en s'affranchissant des critères standards de sélection (CV, expérience ou niveau de diplôme). Cependant l'objectif d'insertion professionnelle des personnes allocataires du RSA suppose également de moduler plusieurs formes d'intervention et d'accompagnement en vue de favoriser un retour à l'emploi à la fois plus rapide et, dans la mesure du possible, pérenne. En complément de la démarche de médiation, la démarche d'insertion qui vise à agir au préalable sur la levée des « freins périphériques à l'emploi » (logement, transport, santé, etc), à élaborer un projet professionnel, à maîtriser les techniques de recherche d'emploi les plus efficaces au regard des demandes et des pratiques de recrutement des employeurs et à mettre en œuvre une stratégie de recherche d'emploi adaptée pourra également être mobilisée dans le cadre de cet appel à projets.

A ce titre, elles répondent à un double enjeu : celle de l'accueil, l'embauche et la mise en situation de travail de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières et celle de la création et du développement d'activités utiles pour un territoire et ses habitants.

2. THÉMATIQUES

Cet appel à projets privilégie donc la mise en œuvre de projets qui permettront de dynamiser la recherche d'emploi des personnes allocataires du RSA. Au regard de cet objectif, les projets s'inscriront dans les deux priorités suivantes :

Aider à la construction du projet professionnel et à la mise en œuvre d'un parcours d'accès à l'emploi

Il s'agit de proposer un accompagnement fondé sur une évaluation des compétences, des aptitudes et des motivations des bénéficiaires qui leur permette de définir leur propre parcours et de renforcer la confiance et l'estime de soi nécessaire à leur intégration professionnelle. L'accompagnement proposé vise ainsi le développement de la personne. Le processus engagé doit permettre aux bénéficiaires « d'aller vers » les employeurs pour mieux connaître et analyser leurs besoins.

Plusieurs « supports » peuvent être mobilisés : mise à disposition d'informations sur les évolutions du marché du travail local, définition du projet personnel et professionnel, bilan de compétences, stage de confirmation du projet professionnel, soutien adapté aux besoins spécifiques du bénéficiaire, orientation pour l'accès à la formation et à la qualification...

L'accompagnement adapté aux problématiques des personnes peut prendre la forme d'un accompagnement individuel renforcé ou d'actions collectives, traitant à la fois des difficultés sociales et professionnelles des bénéficiaires.

Objectifs opérationnels :

En termes d'accompagnement :

- Préparer la reprise d'un emploi des publics,
- Assurer la progression individuelle des savoir-être et des savoirs faire,
- Faciliter l'accès à des formations afin de développer des compétences transférables,
- Lever tout ou partie des freins à l'emploi,
- Formaliser un projet professionnel.

Le Département attend qu'au moins 15 heures hebdomadaires d'accompagnement et d'activités de tout type (formation, immersion, démarche sociale accompagnée, ateliers collectifs, etc.) soient réalisées pour les BRSA .

En termes économiques :

- Contribuer au développement économique local grâce à la production de biens et de services répondant aux besoins du territoire,

Objectif : Développer les passerelles entre SIAE (de l'AI vers l'ETI, les clauses sociales...) et entre les AI et les entreprises afin de faciliter l'accès à l'emploi,

Les bénéficiaires, parfois éloignés de l'emploi depuis un temps long, doivent pouvoir mieux connaître les attentes des employeurs (besoins des employeurs, critères de recrutement...), les offres disponibles, les perspectives dans les différentes filières professionnelles et bénéficier de « mises en situation de travail ». L'accompagnement vise ainsi à améliorer la rencontre entre les employeurs qui cherchent à recruter et les personnes qui recherchent un emploi. Plusieurs modalités d'action peuvent concourir à cet objectif : le repérage des opportunités et des nouveaux besoins des entreprises locales, la visite au sein d'entreprises qui recrutent, la mobilisation des périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), la réalisation de stages de découverte en entreprise, l'animation de réseaux avec les acteurs économiques et les entreprises locales débouchant sur de nouvelles possibilités d'intégration des allocataires, la mise en œuvre d'actions conjointes visant à rendre les emplois non pourvus plus attractifs et moins instables.

3. PUBLIC ÉLIGIBLE

L'appel à projets vise directement les personnes éloignées de l'emploi résidant sur le territoire cantalien et plus particulièrement les bénéficiaires du RSA. Les actions proposées dans le cadre de cet appel à projets pourront toutefois être élargies à d'autres publics sous réserve que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 30% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2023.

Les participants doivent bénéficier d'un agrément PASS IAE via la plateforme de l'inclusion (conditions d'éligibilité fixées dans ce cadre).

Le porteur veillera à proposer des activités permettant de garantir une mixité des publics (hommes et femmes).

4. PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Les candidats doivent déposer un projet se réalisant sur le territoire cantalien.

5. PORTEURS DE PROJETS ÉLIGIBLES

Cet appel à projets s'adresse uniquement aux opérateurs relevant du secteur de l'insertion par l'activité économique agréés par l'Etat et développant leur projet dans le Cantal. Sont concernés par cet appel à projets : Les Associations Intermédiaires (AI).

Le Conseil départemental s'appuie sur l'agrément IAE accordé par l'Etat lors du Comité Départemental d'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE).

6. PÉRIODE DE RÉALISATION DES OPÉRATIONS

La période de réalisation des opérations devra obligatoirement se situer entre le 01 janvier 2023 et le 31 décembre 2023.

7. LIVRABLES ATTENDUS

Le porteur de projet s'engage à communiquer au Département au plus tard le 31 janvier 2024 :

- Bilans individuels de fin parcours (modèle en annexe) pour chaque salarié en insertion ou le bilan intermédiaire si le salarié n'est pas sorti de l'AI au 31/12/2023
- Feuilles de routes mensuelles cosignées par le salarié en insertion et un représentant de l'AI
- Un bilan d'exécution présentant la mise en œuvre de l'opération et les résultats obtenus.

8. MODALITÉS DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les dossiers de candidature seront examinés par un comité de sélection constitué par le directeur de la DASEIL, la cheffe du service Emploi Insertion, les chefs de projet insertion qui apprécient l'éligibilité, l'opportunité et la faisabilité de l'opération au regard des objectifs prioritaires définis au point 2.

Les projets ainsi retenus seront ensuite soumis à la validation de la Commission permanente. Ils feront l'objet d'une convention annuelle avec le Conseil départemental.

En cas de pièces manquantes ou d'informations complémentaires nécessaires, le service Emploi Insertion sollicitera le porteur de projet.

Lorsqu'une même structure porte plusieurs actions, un seul dossier sera accepté avec toutefois une description spécifique de chaque action.

Le Conseil départemental du Cantal soutiendra les projets mettant en œuvre un accompagnement renforcé dédié à une insertion professionnelle durable mais surtout ceux favorisant la mise en activité des bénéficiaires du RSA.

Une attention particulière sera également portée aux domaines d'activités, à la diversité des métiers proposés et aux perspectives de développement économique de l'opérateur.

Une couverture géographique équilibrée du département est également recherchée.

9. CRITÈRES DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs prioritaires fixés dans le présent appel à projets en cohérence avec les orientations du PDIE-PTIE.

Les projets doivent être conduits au bénéfice des publics éligibles. Comme précisé au point 3, les actions proposées pourront toutefois être élargies à d'autres publics sous réserve que la part des personnes allocataires du RSA participant au projet représente à minima 30% de l'ensemble des participants.

Le dossier de candidature s'appuie par ailleurs sur une grille d'analyse comprenant 4 axes (dossier « demande de candidature 2023-Appel à projets AI » à compléter) :

Axe 1 - L'accueil et l'intégration en milieu de travail

- Qualité et pertinence des méthodes et procédures d'intervention préconisées, outils pédagogiques et de suivi utilisés ;
- En matière de publics, les AI devront accueillir au moins 30 % de bénéficiaires du RSA.

Axe 2 - L'accompagnement social et professionnel

- Moyens humains consacrés à l'action : adéquation des moyens et des personnels affectés aux actions proposées, compétences et qualification des intervenants ; à cet égard, l'accompagnement socioprofessionnel devra être assuré par des professionnels qualifiés. Organisation du remplacement en cas d'absence du salarié en charge de la mission.
- Valorisation des savoir-faire : la structure veillera à proposer au moins 15 heures hebdomadaires d'accompagnement et d'activités de tout type aux salariés en insertion en veillant que le potentiel de ces derniers soit identifié et valorisé par une attestation de compétence ou d'expérience ou un bilan de fin de parcours

Axe 3 - La formation des salariés en insertion

- La formation professionnelle des salariés en insertion est indispensable pour compléter les acquis obtenus par le travail dans la structure. Afin que le droit à la formation soit réellement mis en œuvre par l'employeur et que la formation s'intègre dans le parcours d'insertion, un plan de formation individuel ou a minima un plan de progression individuel devra être réalisé pour les salariés en insertion
- La relation directe avec les entreprises devra être recherchée notamment en intervenant au titre des clauses sociales d'insertion ;

Axe 4- Outils d'évaluation

- En termes de suivi, les structures devront privilégier la logique de parcours afin de permettre aux salariés en insertion de faire évoluer leur projet tant sur le plan social que professionnel ; à ce titre, un comité de suivi devra se réunir trimestriellement pour évaluer la situation de chaque salarié. Il associera notamment les prescripteurs du public, les référents de parcours et le service Emploi Insertion. Les structures devront rappeler que, conformément aux articles L 262-44 du code de l'action sociale et des familles et de l'article L226-13 du code pénal, tous les professionnels qui interviennent dans ces instances sont soumis au secret professionnel.

10. MODALITÉS DE FINANCEMENT

Le montant global de cet appel à projets est fixé à 75 000 € maximum.

La participation du Département dans le cadre de cet appel projets prendra en compte les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des actions conduites en faveur des personnes bénéficiaires du RSA résidant sur le territoire cantalien.

Le financement des projets retenus dans le cadre de cet appel à projets seront établis selon deux types de dotations :

Dotation RSA

Une dotation maximale de 7 500 € par porteur de projets sera allouée pour encourager le recrutement de salariés en contrats de missions dont le statut, lors du recrutement, est bénéficiaire du RSA. Pour percevoir la dotation maximum, la structure devra recruter au minimum 30 % de BRSA entre le 01/01/2023 et le 31/12/2023.

Part de recrutement de salariés BRSA	Part de dotation RSA
≥ 30 %	100%
≥ 20 %	75%
≥ 10%	40%
≥ 5%	20%
De 1 à 5%	10%
0	Pas de dotation

Afin qu'il soit procédé au calcul définitif et au paiement de l'aide allouée au titre de la dotation RSA, la structure devra présenter, au terme de l'action et au plus tard le 31/01/2024, l'ensemble des documents suivants :

- Attestation RSA du mois du recrutement du salarié en insertion
- Bilan individuel de fin de parcours ou intermédiaire si le salarié n'est pas sorti de l'AI
- Liste de l'ensemble des salariés en insertion recrutés à compter de janvier 2023

La dotation RSA sera attribuée au plus tard 30 jours après la production par la structure de l'ensemble des pièces nécessaires.

Dotation mise en activité.

Une proposition d'au moins 15 heures hebdomadaires d'accompagnement et d'activités de tout type est attendue.

Une dotation maximale de 7 500 € par porteur de projets sera allouée pour encourager la mise en activité des bénéficiaires du RSA. Pour percevoir la dotation maximum, la structure devra proposer aux bénéficiaires recrutés au minimum 15 heures d'activités de tout type (lissée sur le mois).

La subvention sera versée au prorata des bénéficiaires du RSA recrutés ayant réalisés les 15 H d'activités minimum demandées.

Exemple : l'AI a recruté 10 bénéficiaires du RSA sur 25 salariés en insertion entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023. Parmi ces 10 bénéficiaires du RSA, 8 ont été en activité 15h par semaine. La subvention sera alors de 7500 € de dotation RSA + 6 000 € au titre de la dotation activité.

Afin qu'il soit procédé au calcul définitif et au paiement de l'aide allouée au titre de la dotation « activité », la structure devra présenter, au terme de l'action et au plus tard le 31/01/2024, l'ensemble des documents suivants :

- Feuille de route mensuelle (Cf modèle en annexe) pour chaque salarié bénéficiaire du RSA précisant :
 - Date de l'activité
 - Horaires
 - Durée
 - Type d'activité : formation, action collective, contrat de mission...,

Cette feuille de route sera cosignée par le participant et un représentant de l'AI de préférence tous les mois, et au plus tard le jour de la sortie du salarié de la structure.

Le porteur de projet s'engage à faire figurer le logo du Département du Cantal sur les documents de restitution des résultats ainsi que sur tous les supports de communication envisagés.

11. MODALITÉS DE RÉPONSE

Le dépôt simultané de plusieurs projets par un même porteur n'est pas autorisé. Les dossiers de candidature devront comporter :

A/ Les pièces administratives suivantes :

- Courrier de demande de soutien financier adressé au Président du département, signé du responsable légal de la structure,
- Documents permettant l'identification du porteur de projet : Statut, SIRET, RIB, composition du Conseil d'administration et du bureau, copie de la publication au JO ou du récépissé de la déclaration à la préfecture,
- La convention IAE et l'agrément préfectoral pour l'année en cours faisant état du nombre de postes agréés (ou l'attestation de dépôt de la demande en cours d'agrément ou de renouvellement). En cas de production d'attestation de dépôt, l'agrément sera exigé au moment du calcul du solde par le Conseil départemental.
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés,
- Dernier rapport du commissaire aux comptes,
- Ensemble des CV et des diplômes du personnel en charge de l'accompagnement socio-professionnel,
- Attestation de régularité fiscale (à actualiser tous les 6 mois),
- Attestation de non assujettissement à la TVA

Les documents obligatoires devront être transmis par le porteur de projet lors de sa candidature. Si certains documents sont manquants, le porteur du projet sera sollicité par le Conseil départemental et disposera d'un délai de 6 jours pour régulariser.

A défaut de production des documents, le dossier sera réputé non recevable.

B/ Dossier de candidature

Chaque porteur de projet(s) devra faire parvenir un dossier de candidature complet adressé, avant le XXXX à 19 H (date de réception des dossiers) au :

Président du Conseil départemental
Conseil départemental du Cantal
Service Emploi Insertion
Hôtel du département
28, Avenue Gambetta
15015 AURILLAC Cedex

La date de réception de ce dossier papier fera foi. Un double de ce dossier devra également être transmis par voie électronique à l'adresse suivante : dasei.sei@cantal.fr

Tout dossier ne respectant pas ces modalités sera considéré comme non recevable

11. RESULTATS ATTENDUS DE L'OPERATION

Indicateurs de réalisation et de résultats retenus :

- Caractéristiques globales du public,
- Nombre de BRSA recrutés sur la période donnée,
- Liste des Brsa ayant obtenu un titre ou un diplôme,
- Pourcentage des sorties dynamiques des Brsa sur le nombre total de sorties dynamiques,
- Liste des BRSA ayant été en activité au minimum 15h par semaine

12. PILOTAGE DE L'ACTION ET SUIVI

Le porteur de projet fera chaque trimestre, lors de comité de suivi des parcours, un retour des recrutements et des accompagnements réalisés auprès du chef de projet insertion référent du Conseil départemental chargé du suivi des structures sur son secteur. A cette occasion, pourra être également travaillé la suite de parcours proposée aux bénéficiaires en lien avec la structure accueillante. La composition et les modalités d'intervention pourront prendre appui sur les travaux engagés dans le cadre du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi.

Un comité de pilotage de l'opération, réunissant les représentants des structures retenues dans le cadre de cet appel à projets et des représentants du Département, sera mis en place et se réunira au moins une fois par an à l'initiative de la structure.

A l'occasion de ce comité de pilotage, le prestataire retenu fournira un bilan qualitatif et quantitatif de l'action respectant la trame fournie par le Service Emploi Insertion. Ce bilan permettra notamment d'expliquer les écarts qui auront pu survenir, et d'éclairer l'analyse des indicateurs demandés.

13. CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Lancement de l'appel à projets
Ouverture du dépôt des candidatures à l'appel à projets : 2022
Clôture du dépôt des candidatures de l'appel à projets : 2022

Les décisions du Département feront l'objet de notifications, par voie postale, après passage en Commission permanente.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,

Merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

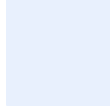
Carole MAIZEL : 04.71.68.37.38

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal
Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta
15 015 AURILLAC Cedex



Appel à projets 2023 – Renforcement de la mise en activité des bénéficiaires du RSA au sein des Associations Intermédiaires.

FEUILLE DE ROUTE DE LA MISE EN ACTIVITE DES BRSA AU SEIN DES AI DU CANTAL



Association intermédiaire : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Salarié en insertion : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Date d'entrée au sein de l'A.I : Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.



Appel à projets 2023 – Renforcement de la mise en activité des bénéficiaires du RSA au sein des Associations Intermédiaires.

DATE Exemple : Le 5/01/2023	HORAIRE De 9h à 12h	DUREE 4 heures	TYPE D'ACTIVITE PMSNP	DETAILS / BILAN Entreprise / mobilité à travailler



Appel à projets 2023 – Renforcement de la mise en activité des bénéficiaires du RSA au sein des Associations Intermédiaires.



Appel à projets 2023 – Renforcement de la mise en activité des bénéficiaires du RSA au sein des Associations Intermédiaires.

Le salarié en insertion, Choisissez un élément. Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. atteste avoir participé aux activités détaillées précédemment lors de ses périodes d'inscriptions au sein de l'Association Intermédiaire Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Fait à Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte., le Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Signature du salarié en insertion

Signature d'un représentant de l'A.I

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



Dossier de candidature 2023

Appel à Projet AI

Appel à projets dans lequel s'inscrit le projet	<input type="checkbox"/> Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des associations intermédiaires
Intitulé du projet	
Organisme porteur du projet	

Documents à fournir obligatoirement avec le dossier :

- Courrier de demande de soutien financier adressé au Président du département, signé du responsable légal de la structure
- Documents permettant l'identification du porteur de projet : Statut, SIRET, RIB, composition du Conseil d'administration et du bureau, copie de la publication au JO ou du récépissé de la déclaration à la préfecture
- La convention IAE et l'agrément préfectoral pour l'année en cours faisant état du nombre de postes agréés (ou l'attestation de dépôt de la demande en cours d'agrément ou de renouvellement). En cas de production d'attestation de dépôt, l'agrément sera exigé au moment du calcul du solde par le Conseil départemental.
- Dernier bilan et compte de résultat approuvés
- Dernier rapport du commissaire aux comptes
- Ensemble des CV et des diplômes du personnel en charge de l'accompagnement socio-professionnel
- Contrat de travail et lettre de missions du personnel affecté à l'accompagnement socio-professionnel précisant la quotité du temps de travail affectée à l'action,
- Attestation de non assujettissement à la TVA
- Attestation de régularité de fournitures des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales

Dossier complet et signé à adresser sous format dématérialisé à dasei.sei@cantal.fr avant le JJ/MM/AAAA

Pour toute information complémentaire : vous pouvez joindre les chefs de projet insertion :

- Morgane ALBEAUX : malbeaux@cantal.fr

- Carole MAIZEL : cmaizel@cantal.fr

I - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

A/ IDENTITÉ DE L'ORGANISME

Raison sociale	(Nom complet détaillé - pas de sigle)		
Statut juridique	<input type="checkbox"/> Association		
	<input type="checkbox"/> Autre (préciser) :		
Adresse du siège social			
Adresse de l'antenne locale (si différente du siège social)			
Activité, objet social			
N° SIRET			
Assujettissement à la TVA (pour l'action considérée)	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON	<input type="checkbox"/> Partiellement

B/ REPRÉSENTANT LÉGAL

Nom et Prénom	
Fonction dans l'organisme	
Téléphone	
Courriel	

C/ INTERLOCUTEUR/CORRESPONDANT DE L'ACTION (s'il diffère du représentant légal)

Nom et Prénom	
Fonction dans l'organisme	
Téléphone	
Courriel	

II – PRÉSENTATION ET ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

A/ MOYENS HUMAINS DE L'ORGANISME À LA DATE DE LA DEMANDE

	Nombre	ETP
Salariés permanents d'encadrement et administratif		
Accompagnants socio professionnel (CIP) sur l'AI		
Salariés en insertion en AI et ETP conventionnés		

OPCO

B/ AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES RELATIVES À VOTRE ORGANISME

Êtes-vous affilié à un réseau de l'IAE ?

☐ OUI

☐ NON

Êtes-vous membre d'un réseau ?

☐ OUI

☐ NON

Si oui, lequel ? (réseau de l'IAE, ESS...)

Commentaires que vous souhaitez apporter

C/ EXPERIENCE DE L'ORGANISME DANS LE DOMAINE CONCERNÉ PAR LE CAHIER DES CHARGES

Décrivez l'expérience de l'organisme

III – DESCRIPTION DE L'ACTION

Partie à compléter en se référant à l'appel à projets de l'action concernée

A/ CALENDRIER DE RÉALISATION DE L'ACTION

Date de début

jj/mm/aaaa

Date de fin

jj/mm/aaaa

B/ LOCALISATION

C/ PERSONNE CHARGÉE DU SUIVI OPERATIONNEL DU CONVENTIONNEMENT

Prénom-NOM :

Téléphone :

Courriel :

D/ PERSONNES A CONTACTER PAR LES PRESCRIPTEURS

Prénom-NOM :

Téléphone :

Courriel :

E/Lieux d'exécution

Adresse des différents sites où se déroulent les entretiens individuels

F/ NATURE DES TRAVAUX confiés par les associations intermédiaires

Les mises à dispositions

	Nombre d'heures réalisées	Nombre de salariés
2020	h	
2021	h	
2022	h	

Décrire en quelques mots vos principaux secteurs d'activité, les évolutions

G/ TYPOLOGIE DU PUBLIC ÉLOIGNÉ DE L'EMPLOI

Typologie du public éloigné de l'emploi, statut, proportion de bénéficiaires du RSA, répartition homme/femme...

H/ PERSONNEL AFFECTÉ À L'ACTION

Nom Prénom	Fonction (CIP)	Mission d'accompagnement assurée (accompagnement individuel, collectif...)	ETP consacré à la mission d'accompagnement sur la période	Si la personne a une autre mission dans la structure indiquez laquelle:

I/ PERSONNEL AUTRE QUE CONSEILLIER EN INSERTION PROFESSIONNELLE LIÉ À L'ACTION

Nom Prénom	Fonction (Secrétaire, Comptable, Directeur...)	ETP consacré à la mission sur la période	Si la personne a une autre mission dans la structure indiquez laquelle:

J/ MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT DES PARTICIPANTS

- Rythme :

- Outils et méthode :

- Liens avec le prescripteur :

- Sorties sans solution : décrivez le type d'accompagnement, le relais qui sera mis en place pour les personnes concernées...

K/ OBJECTIFS OPÉRATIONNELS

En termes d'accompagnement :

- ☐ Préparer la reprise d'un emploi des publics : Préciser les actions prévues de nature à faciliter le retour à l'emploi des salariés des AI (démarches vers les entreprises, PMSMP, Clauses sociales...).
- ☐ Assurer la progression individuelle des savoir-être et des savoirs faire,
- ☐ Faciliter l'accès à des formations afin de développer des compétences transférables,
- ☐ Lever tout ou partie des freins à l'emploi,
- ☐ Formaliser un projet professionnel.

L/CONTENU DETAILLÉ DE L'ACTION Décrire l'organisation de l'action, les étapes de réalisation, la méthodologie, les moyens mobilisés...

IV – CRITERES SPECIFIQUES DE SELECTION DE L'ACTION

A/ PARTENARIAT DE L'ACTION

Les partenariats **existants** (Pôle emploi, Cap emploi, relations avec les Maisons de la Solidarité départementale, Mission locale...)

Partenaires	Type de partenariat (Logistique, humain, financier...) Forme du partenariat (convention...)

B/ PARTENARIAT ENVISAGE AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES (ENTREPRISES)

Préciser les actions prévues **facilitant le retour à l'emploi des personnes sortants des AI** (démarches vers les entreprises).

C/MODALITES DE PILOTAGE ENVISAGEES DE L'ACTION AVEC LE DEPARTEMENT

D/ MOYENS PRÉVUS POUR ASSURER LA PUBLICITÉ DE LA PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT

Indiquer les documents utilisés, supports d'information, sites du Département...

V – INDICATEURS DE RÉALISATION ET DE RÉSULTATS

A/CARACTERISTIQUES DES SALARIES EN INSERTION EN 2022

	2022	
	Tous publics	Dont BRSA
Total des salariés en cours de contrat au 31/12/2022		
Total de salariés en insertion recrutés depuis le 01/01/2022		

B/ NOMBRE D'ETP D'INSERTION ATTRIBUES À L'AI

2023

C/ RÉSULTATS DES ANNEES PRECEDENTES

Reporter les résultats réalisés en termes de sorties dynamiques validées par l'ASP

	Sorties emplois durables	Sorties emplois de transitions	Sorties positives	Autres sorties
2021				
2022				

ANNEXE 1 : ATTESTATIONS

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom)

Représentant(e) légal(e) de l'association

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter) lui permettant d'engager celle-ci.

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives⁹, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire.

Fait, le XX/XX/2022 à

Signature

ANNEXE 2 : ATTESTATION DE DELEGATION DE SIGNATURE DU REPRESENTANT LEGAL

Je soussigné, (nom, prénom et qualité du représentant légal),

en qualité du représentant légal de

(nom de l'organisme bénéficiaire qui sollicite la subvention désignée dans le présent dossier)

ayant qualité pour l'engager juridiquement, atteste que délégation de signature est donnée à

(nom, prénom et qualité du délégataire)

à l'effet de signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de l'action décrite dans la présente demande de concours, à son suivi administratif et financier et tout document sollicité par les instances administratives habilitées au suivi, à l'évaluation et au contrôle des aides du Département du Cantal.

Les documents signés en application de la présente délégation de signature, comporteront la mention "pour le représentant légal et par délégation".

Je m'engage à faire connaître toute limitation apportée à cette délégation de signature.

Date :

Prénom, Nom, Qualité du délégataire
Signature

Prénom, Nom, Qualité du représentant légal
Signature et cachet de l'organisme bénéficiaire

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-16

**Convention d'objectifs et de moyens 2022 Habitat Jeunes Cantal -
Conseil départemental du Cantal**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

- **APPROUVE** la convention d'objectifs et de moyens 2022 liant l'Association Habitat Jeunes Cantal au Conseil départemental dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **DECIDE** le versement à l'Association Habitat Jeunes Cantal des financements suivants pour l'exercice 2022 :

- 29 000 € alloués au titre de l'action socio-éducative menée par le service logement diffus, versés à la signature de la convention ;
- 52 000 € alloués au titre de l'action socio-éducative menée par le service logement collectif, versés à la signature de la convention .

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tous documents y afférent.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6568, fonction 58 du budget départemental pour un montant de 81 000 €.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention d'objectifs et de moyens 2022 **Habitat Jeunes Cantal - Conseil départemental du Cantal**

Entre :

- Le Département du Cantal, 28 avenue Gambetta – 15005 Aurillac Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la commission permanente du Conseil départemental du 28 Octobre 2022, d'une part,

Et :

- L'Association Habitat Jeunes Cantal, 25 avenue de Tivoli – 15000 Aurillac, représentée par son Président, Monsieur Bernard BENSARD, d'autre part,

PREAMBULE :

Vu le Code d'Action Sociale et des Familles et en particulier les articles L112-3, L221-1 ; L221-2, L222-5, L223-2, L312-1 ;

Considérant que le Conseil départemental reconnaît la nécessité de poursuivre son soutien aux activités exercées par l'Association « Habitat Jeunes Cantal » visant à faciliter l'insertion et la promotion sociale des jeunes par le logement, et offrant dans un cadre collectif, ou en logements individuels des solutions résidentielles permettant d'inscrire le Jeune dans une logique de parcours.

Considérant que la convention annuelle entre Habitat Jeunes Cantal et le Département débute le 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant que l'Association Habitat Jeunes Cantal est co-financée par divers organismes, dont la Caisse d'Allocations Familiales du Cantal (CAF), la Communauté d'Agglomération du bassin d'Aurillac, la Ville d'Aurillac, la Ville de Saint-Flour et la Mutualité Sociale Agricole (MSA) ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Concernant l'hébergement collectif et conformément à la Charte de l'UNHAJ dont l'Association est signataire, conformément à la motion nationale d'orientation, Habitat Jeunes Cantal s'engage en fonction de son projet social et pédagogique à mettre en œuvre un accompagnement personnalisé articulé autour d'une dimension individuelle et collective en :

- Pérennisant son action "d'éducation à habiter" pour accompagner les jeunes vers un logement autonome et les préparer à devenir citoyen ;
- Soutenant les jeunes dans leur démarche professionnelle, leurs orientations, leurs recherches ;
- Utilisant la palette des services proposés (sports, activités, permis de conduire, conseil à la vie sociale, travail sur l'alimentation, la santé...), comme moyen de réaliser l'apprentissage social, et le tissage des liens ;
- Continuant à porter une attention particulière aux jeunes en situation de fragilité.

Concernant l'hébergement diffus, l'Association Habitat Jeunes Cantal, conformément aux objectifs de l'UNCLLAJ dont l'Association est adhérente, s'engage à développer une fonction sociale centrée sur la

résolution des problèmes de logement rencontrés par les jeunes, et ce, conformément à la circulaire n° 383 du 29 Juin 1990 relative à la mise en place et au fonctionnement des C.L.L.A.J. et la loi de lutte contre les exclusions du 29 Juillet 1998.

Habitat Jeunes Cantal s'engage sur l'objectif de travail suivant :

- Poursuivre l'action en direction des jeunes les plus défavorisés, grâce notamment à la sous location de logements auprès de bailleurs privés et publics, avec possibilité de "bail glissant", dès lors que le jeune est en mesure d'assumer un logement autonome.

De manière globale, les intervenants de l'association sont acteurs du réseau local de la Politique de la Jeunesse notamment à travers :

- La diffusion de tout document d'information (à l'intention des jeunes ou des propriétaires bailleurs) en vue de permettre à l'association de développer son action en direction des jeunes, de favoriser les contacts avec les propriétaires, et ainsi d'accroître l'offre de logements au travers de la bourse des logements et faciliter l'intermédiation.
- L'inscription du projet associatif dans la mise en œuvre locale des politiques publiques liées au logement des jeunes. A ce titre, Habitat Jeunes Cantal peut susciter, coordonner des réflexions avec tous les partenaires concernés - SIAO/BALH, Missions Locales, Accent Jeunes, C.C.A.S, SOLIHA Cantal sur la recherche de nouvelles réponses.
- La mise en œuvre, la réalisation de projets liés au logement.

Article 2 :

Il est convenu que l'association Habitat Jeunes Cantal mettra en œuvre des actions, conduisant à l'autonomie des jeunes âgés de 16 à 30 ans, qu'ils soient isolés ou en couple, avec ou sans enfant.

En ce qui concerne les étudiants, les actions seront menées en liaison étroite avec les collectivités territoriales pour les questions relatives au logement. Pour cela, l'association examinera le principe d'un conventionnement avec les structures, organismes, s'intéressant à la question étudiante.

Article 3 :

Pour exercer ses missions déclinées en référence au projet associatif, l'Association garantit l'emploi d'un personnel ayant la qualification requise pour concevoir et conduire le projet d'animation de la structure.

Article 4 :

En contrepartie, le Conseil départemental s'engage à participer au financement de l'action socio-éducative mise en œuvre par l'association pour ses usagers selon les montants annuels prévisionnels suivants :

- Foyer des Jeunes Travailleurs ou autrement dénommé hébergement collectif : 52 000 €
- Activité CLLAJ dont hébergement diffus : 29 000 €

Ces deux montants seront versés à l'association à la signature de la convention

Article 5 :

Des financements complémentaires du Conseil départemental interviennent également par le biais de deux dispositifs :

- la Collectivité, par convention séparée approuvée par la commission permanente du 20 avril 2018, apporte son soutien à l'activité de l'Association Habitat Jeunes Cantal au titre de l'aide au surcoût de gestion locative, attribuée dans le cadre du FSL (Fonds de Solidarité Logement). Cette participation du

Conseil départemental concerne les dépenses de frais de gestion, carence de location, dégradation d'occupation et le suivi des sous-locataires. Pour cela une aide financière annuelle par logement (dans la limite de 70 logements) est allouée à l'association. La dotation annuelle sera donc ajustée au regard du réalisé présenté dans le bilan d'occupation.

- la Collectivité a convenu d'un avenant à la convention initiale avec effet au 1^{er} février 2021 concernant la réservation de 57 places pour des jeunes mineurs confiés par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance, sollicite l'Association Habitat Jeunes Cantal dans le cadre d'un dispositif d'accueil spécifique pour des jeunes mineurs âgés de 16 à 18 ans présentant un niveau d'autonomie suffisant leur permettant de s'engager dans un projet d'insertion sociale et pré-professionnelle, via l'hébergement collectif ou diffus. Ladite convention prévoit également la possibilité de mobiliser des places supplémentaires en tant que de besoin pour des accueils d'urgence.

Des échanges sont actuellement en cours pour que ce même effectif augmente à hauteur de 66 places fin 2022 ; une convention devrait ainsi être signée.

Le service de l'Aide Sociale à l'Enfance continue à assurer le pilotage du projet pour l'enfant tandis que l'Association se mobilise pour l'hébergement et l'accompagnement socio-éducatif de proximité pour lesquels un montant mensuel forfaitaire lui est versé.

Article 6 :

L'association s'engage à rechercher des financements complémentaires utiles à ses actions. Toute modification de ses activités, susceptible d'induire une adaptation de moyens devra être portée à la connaissance du Conseil départemental.

Article 7 :

L'Association s'engage à tenir sa comptabilité conformément aux règles en vigueur et à adresser à tout moment une copie de ses documents de synthèse sur simple demande du Conseil départemental. L'Association s'engage à fournir au titre de l'année 2022 au plus tard pour le 31 mai 2023 : le rapport d'activité, le compte de résultat, le bilan, l'annexe comptable, l'analyse de gestion de ses activités. Le Département se réserve le droit de faire effectuer les vérifications sur site qu'il jugerait nécessaires.

Article 8 :

La présente convention est conclue pour l'année 2022, sauf dénonciation par l'une des parties signataires deux mois au moins avant l'échéance signifiée aux autres contractants, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants, en tant que de besoin. Les financeurs se réservent le droit de faire effectuer les vérifications sur site qu'ils jugent nécessaires. L'association s'engage à mettre à leur disposition les livres comptables et les pièces justificatives pour toutes vérifications auxquelles ils voudraient procéder.

Aurillac, le

Le Président du
Conseil départemental

Le Président de l'Association
Habitat Jeunes Cantal

Bruno FAURE

Bernard BENSARD

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-17

**Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre
de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" -
Réseau de Soins et de Pratiques pour une Insertion Réussie**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;
Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;
Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;
Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;
Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) 2021-2025 ;
Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

- ATTRIBUE à l'AFAPCA une subvention de 40 000 € pour l'année 2023 pour la réalisation du dispositif "REseau de Soins et de Pratiques pour une Insertion Réussie" (RESPIR).
Ces crédits seront inscrits au budget 2023.

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec l'AFAPCA relative à la mise en œuvre du dispositif « RESPIR » dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 01-12-2022

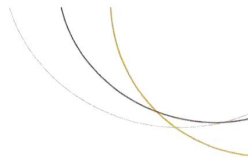
Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



M. Bruno FAURE
Président du Conseil départemental
28 Avenue Gambetta
15 000 Aurillac

A Aurillac, le 04/10/2022

Objet : Demande de subvention au titre de l'appel à projets 2021-2025 - Parcours d'insertion sans obstacle

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de solliciter au nom de l'AFAPCA, une subvention du Conseil départemental d'un montant de **40 000 €** au titre de l'appel à projets 2021-2025
Parcours d'insertion sans obstacle, pour **le dispositif RESPIR - RE**seau de Soins et de Pratiques pour une Insertion Réussie

En application du règlement correspondant, je vous adresse ci-joint le dossier et ses annexes obligatoires dument complétés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Gérard PRADAL



Président de l'AFAPCA

AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'emploi
10 place du Champ de foire – 15000 Aurillac- 04 71 43 07 20 - secretariat@afapca.fr

SIRET:
397 733 015 000 85
RNA :
W151000844



www.afapca.fr



DISPOSITIF RESPIR

REseau de **S**oins et de **P**ratiques pour une
Insertion **R**éussie

Fiche de présentation de l'opération

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom	AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi
Sigle	AFAPCA
Statut juridique	Association Loi 1901
Adresse	AFAPCA 10 place du champ de foire – 15000 Aurillac
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : contact@afapca.fr www.afapca.fr
N° de Siret	397 733 015 000 85
N° RNA	W151000844
Code APE	8899B
Agrément O F	83150296115
Agrément Auto-école	1 21 015 000 10
Représentant légal	Gérard PRADAL
Fonction	Président
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : contact@afapca.fr
Personne référente	Pierre SAVARIC
Fonction	Directeur
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : direction@afapca.fr



PRESENTATION

L'AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi, association reconnue Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale, s'inscrit sur le territoire Cantalien depuis plus de 25 ans.

L'association a pour objet de favoriser l'insertion socio professionnelle des publics éloignés de l'emploi en portant des projets, des dispositifs et des expérimentations.

Les valeurs de l'association reposent sur :

➡ **Le Caractère social et solidaire de ses activités**

L'association s'adresse essentiellement aux partenaires accompagnant des publics éloignés de l'emploi mais aussi aux structures salariant des personnes en contrats aidés et aux Structures de l'Insertion par l'Activité Economique.

L'objectif est le retour vers l'emploi durable, en proposant à ces publics des dispositifs d'accompagnement et de formation.

A cet effet, l'association :

- Fédère salariés, employeurs et partenaires pour faire du parcours d'insertion un procédé « gagnant-gagnant ».
- Préconise des actions de remobilisation et de formations pour les publics fragilisés et contribue à leurs mises en œuvre en assurant la gestion administrative et financière
- Mobilise et mutualise des fonds publics et privés liés à la mise en œuvre de ces actions

➡ **Sa volonté de s'inscrire dans l'innovation**

L'AFAPCA se positionne comme un acteur de "l'expérimentation active" de nouvelles solutions et dispositifs innovants. Elle est force de proposition vis-à-vis des partenaires institutionnels en charge de la politique publique de l'emploi et de l'insertion.

L'association développe ses propres actions sous sa responsabilité administrative et pédagogique pour permettre de travailler à l'insertion des personnes en grande difficulté.

L'AFAPCA est un lieu neutre dans lequel sont rassemblés les savoir-faire de différents professionnels ayant des compétences en matière d'évaluation, d'orientation, de mobilité et d'insertion professionnelle.

En 2022, l'AFAPCA porte plusieurs activités d'ingénieries s'intégrant dans 4 pôles de compétence :

1. Remobilisation et action santé :

- Dispositif Coup de Pouce Santé – Accompagnement Psychologique et Ostéopathique
- Dispositif Impact' 15 - Insertion par la mobilisation de pratiques alternatives complémentaires sur le Cantal



2. Accompagnement à la mobilité :

- Dispositif Cantal'Mouv - Plateforme de mobilité
- Auto-école Solidaire

3. Accompagnement à la formation

- Dispositif DEFI 15 - Développement par l'Emploi et la Formation pour l'Insertion dans le Cantal

4. Accompagnement à l'emploi :

- Clauses Sociales d'Insertion

Gouvernance :

Concernant sa composition, l'AFAPCA est dirigée par un Conseil d'Administration composé de membres de fondateur, autorité de l'état, des collectivités territoriales et des financeurs (DDETSPP, Conseil Régional d'Auvergne Rhône-Alpes, Conseil départemental, Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, Association des Maires, Mission Locale, CAP Emploi), de membres actifs (issus des employeurs de contrats aidés) et de membres associés (personnes approuvées et qualifiées). Parmi les membres du Conseil d'Administration, certains ont été élus lors de l'Assemblée Générale de l'association pour composer le bureau associatif. Ce dernier regroupe un président, une vice-présidente, une trésorière, une secrétaire.

Rôle des instances

L'assemblée générale approuve les rapports moraux et financiers,

- Entend et approuve le rapport d'activité et le rapport moral de l'association
- Entend et approuve les comptes de l'exercice clos
- Définit les orientations morales et financières pour l'exercice suivant,
- Renouvelle les membres élus du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale, sur rapport du Conseil d'Administration, est appelée à ratifier le programme annuel prévisionnel des actions à mener.

Le Conseil d'Administration gère le budget, détermine l'emploi des fonds, conduit les réflexions sur l'action à mener par l'Association dans le respect des orientations décidées par l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut comporter **une commission pédagogique** dans le but d'aider au montage des actions de formations et **un comité de sélection** lorsque l'association met en œuvre un appel à projet pour une cotraitance.

Le Conseil d'Administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs au bureau.



Le bureau du Conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est nécessaire et assure le fonctionnement régulier de l'Association. Il prépare l'ordre du jour des Assemblées, les rapports d'activités et financiers de l'année écoulée, le rapport d'orientation et assure l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.

Respect des obligations réglementaires :

Dispositions prises pour se conformer aux obligations réglementaires qui incombent aux organismes de formation et notamment celles relatives au règlement intérieur

L'AFAPCA dispose d'un règlement intérieur établi conformément aux articles L6352-3 et L6352-4 et R6352-1 à R6352-15 du Code du Travail. Ce règlement s'applique à l'ensemble des stagiaires, quel que soit le lieu de formation.

Ce règlement intérieur :

- Rappelle les principales mesures applicables en matière d'hygiène et de sécurité
- Fixe les règles de discipline : nature et échelle des sanctions, droits et recours des stagiaires sanctionnés...
- Précise les modalités de représentation des stagiaires pour les stages d'une durée supérieure à 200 heures.

Il est constitué d'articles et intègre les modalités obligatoires :

- Objet et champ d'application
- Règles d'hygiène et de sécurité
- Consignes en cas d'incendies
- Règles en matière de tabac, boissons alcoolisées et drogues
- Assiduité du stagiaire en formation (horaires, présences, absences, retards ou départs anticipés, formalisme attaché au suivi de la formation)
- Accès aux locaux
- Tenue
- Comportement
- Utilisation du matériel
- Sanctions disciplinaires
- Garanties disciplinaires
- Représentation des stagiaires (élections des délégués, durée des mandats, rôles)

Les stagiaires sont informés oralement de la présence du règlement intérieur, peuvent le consulter au siège de l'AFAPCA et sur le site internet www.afapca.fr.

La signature du contrat d'engagement vaut acceptation et engagement à respecter tout au long de leur parcours de formation, le règlement intérieur.

Toute attitude en contradiction avec le règlement fait l'objet d'un rappel oral du règlement s'il n'y a pas de caractère de gravité. Dans le cas contraire, un courrier formalise l'avertissement et le risque de sanction en cas de réitération. Si les attitudes en cause se renouvellent, la sanction encourue est la mise à pied puis l'exclusion de la formation.

Les attitudes en contradiction au règlement intérieur font l'objet d'échange lors des réunions de l'équipe de formateurs, l'équipe échange alors afin de mettre en place une réaction mesurée et pertinente.



Dispositions prises en matière de respect des principes d'égalité et de non-discrimination

En matière de lutte contre les discriminations, le cadre légal qui s'impose aux organismes de formation repose dans l'article L. 1132-1 du Code du travail « aucune personne ne peut être écartée [...] de l'accès à une formation[...] en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son orientation sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son patronyme ou en raison de son état de santé ou de son handicap ».

Le respect de ce cadre légal passe par un engagement de notre part dans la lutte contre les discriminations afin de garantir :

- L'égal accès aux formations quel que soient les candidats ;
- Un recrutement égalitaire dans son déroulement, conduisant à des effectifs mixtes et divers ;

L'AFAPCA se conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) qui poursuit à savoir :

- L'AFAPCA s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement et conformément aux instructions de l'acheteur
- L'AFAPCA s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées.
- L'AFAPCA s'engage à ce que ses salariés soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité
- L'AFAPCA s'engage à aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition...
- L'AFAPCA s'engage à notifier à l'acheteur par courriel, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Ce courriel comportera les éléments suivants :
 - o La description de la nature de la violation de données à caractère personnel
 - o Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données
 - o La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
 - o La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre
- L'AFAPCA s'engage à aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation 'analyse d'impact relative à la protection des données
- L'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :
 - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
 - o Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes de des services de traitement
 - o Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celle-ci dans un délai approprié en cas d'incident
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement



Conformément à la législation en cours, l'AFAPCA possède un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur et les mettra à disposition pour permettre la réalisation d'audits et/ou d'inspection.

L'AFAPCA se conforme également aux autres normes en vigueur liées :

- A l'émargement : les stagiaires émargement chaque demi-journée. Les feuilles d'émargement sont contre signées par le formateur à chaque demi-journée
- A l'information et aux documents à remettre avant l'entrée en formation : les stagiaires sont informés en amont du règlement intérieur, du programme, de l'équipe pédagogique et du planning. Ces documents leur sont remis.
- A la remise d'une attestation de fin de formation
- A la garantie de la protection des libertés individuelles
- Aux conditions de réalisation d'une action de formation.

Enfin, l'AFAPCA a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par: le décret n°2019-564 du 6 juin 2019 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle et le décret n° 2019-565 du 6 juin 2019 relatif au référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences, mentionné à l'article L.6316-3 du code du travail ainsi que selon l'arrêté du 6 juin 2019 relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6319-1-1 du code du travail.

L'AFAPCA est donc certifié « Qualiopi » ce qui vise à :

- Attester de la qualité du processus mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences ;
- Permettre une plus grande lisibilité de l'offre de formation auprès des entreprises et des usagers.



LE PROJET

Diagnostic

Le Département du Cantal connaît un relatif faible taux de chômage (3.9% de demandeur d'emploi de catégorie A au premier trimestre 2022). Le vivier de main d'œuvre pour les entreprises locales apparaît donc extrêmement réduit, avec des personnes pour la plupart très éloignées de l'emploi cumulant diverses difficultés.

Ce chiffre, qu'on peut estimer très bas par rapport au niveau national, masque en fait une évasion importante des compétences du territoire, notamment pour les populations les plus jeunes. La baisse démographique s'accompagnera de celle du nombre des actifs.

D'ores et déjà, les jeunes actifs entrant sur le marché du travail ne compensent plus les départs à la retraite des générations nées après-guerre. Une part non négligeable des publics restant demandeurs d'emploi connaît des difficultés d'insertion liées à des problématiques croisées tels que des addictions diverses, problèmes de santé, manque de qualification, problèmes de mobilité, problèmes de savoir-être et de comportement.

Pour ces personnes, les trajectoires d'accès à l'emploi relèvent de parcours associant des outils d'insertion du type Atelier et Chantier d'Insertion, mais également de formations en travaillant simultanément sur la problématique de freins annexes tels que des difficultés d'ordre psychologique et / ou d'ordre organique.

En réponse à ce constat, le Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi a défini cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé
- Un passeport vers l'emploi
- Un parcours d'insertion sans obstacle
- La prise en compte des spécificités de chacun
- Une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente

Le PDIE confirme et amplifie la mobilisation du département du Cantal en innovant et en construisant avec ses partenaires des réponses adaptées :

- En utilisant les différentes formes d'actions individuelles ou d'interventions collectives pour remobiliser les personnes, créer une dynamique de parcours, et favoriser la mobilité des publics, qu'elle soit physique ou intellectuelle,
- En luttant contre les freins périphériques à l'emploi.



1. Généralité :

En tant que porteur de projet, l'AFAPCA permettra l'accès, à court terme, à des consultations d'intervenants de pratiques alternatives complémentaires, de professionnels psychologues, ostéopathes, socio esthétiques et diététiciens pour un soutien ponctuel, visant :

- à lever des freins personnels, sociaux, socioprofessionnels et/ou de souffrances corporelles ponctuelles pour faciliter l'insertion sociale et un mieux-être des bénéficiaires,
- à retrouver la confiance nécessaire pour se valoriser lors d'un entretien d'embauche et mettre en avant leur savoir-faire,
- à proposer un coaching bien être et soins esthétiques pour les amener à revaloriser leur image,
- à orienter les personnes vers des soins de droits communs pour un suivi si nécessaire,
- à préconiser des actions individuelles cohérentes et adaptées à la personne pour optimiser son parcours d'insertion
- à faciliter le parcours d'insertion socioprofessionnel avec la mise en œuvre **d'environ 1300 consultations** à destination de 200 personnes éloignées de l'emploi sur l'année 2023 en renforçant leur employabilité et donc l'accès à l'emploi.

L'accompagnement par les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, les psychologues, les ostéopathes, les socio esthéticiennes et les diététiciennes s'effectuera sur l'ensemble du département du Cantal auprès des publics fragiles éloignés de l'emploi.

Cette action nécessitera donc une communication spécifique, avec des supports spécifiques, auprès des prescripteurs (Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, CIDFF, MSA, Travailleur Sociaux...) et des principales SIAE du département.

Ces partenaires travaillent déjà en collaboration avec l'AFAPCA.

Cette habitude de travail doit permettre à l'AFAPCA de sensibiliser les prescripteurs, de développer leurs préconisations et d'accompagner la levée des freins psychologiques et organiques pour des personnes orientées à des fins d'insertion professionnelle.

2. Le projet

L'accompagnement par des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes a vocation à répondre au déficit d'offre adaptée en matière d'insertion socioprofessionnelle et d'accès à la médecine douce du public très éloigné de l'emploi dans le département du Cantal. Il s'inscrit, dans le parcours d'insertion, en complément des offres actuellement proposées pour lever les freins sociaux et socioprofessionnels.

La dispositif RESPIR sera effective à compter du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023 et sur l'ensemble du territoire du Cantal



2.1 Le public visé

On retrouve très souvent chez les publics en situation d'insertions certaines caractéristiques communes. Cela nous amène à adapter l'accompagnement et les méthodes à la réalité et à la diversité de ce public bien connu de notre association.

Ainsi, il sera nécessaire de tenir compte des difficultés des personnes pour les orienter vers les meilleurs professionnels, tout en étant vigilant sur la confidentialité des informations transmises.

De plus, les professionnels qui interviendront sur ce dispositif sont et seront à nouveau sensibilisés aux diverses problématiques qui peuvent toucher les bénéficiaires de l'action.

✓ Typologie de public :

L'accompagnement par des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes sera mis en place au bénéfice des personnes en situation ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable.

Plus précisément, le public cible est composé de personnes éloignées de l'emploi dont les freins personnels, sociaux, socioprofessionnels ou de difficultés physiques ponctuelles sont trop importants pour permettre l'accès au marché de l'emploi ou une entrée en ACI par exemple.

Il peut s'agir (liste non exhaustive) :

- de demandeurs d'emploi,
- de personnes intégrées en SIAE,
- de personnes orienté par le CIDFF
- de personnes sans emploi bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA),
- de bénéficiaires de minimas sociaux (ASS, etc.),
- de jeunes de 16 ans à 25 ans, suivis par les Missions Locales et autres structures d'insertion,
- de personnes reconnues travailleurs handicapés,
- de personnes orientées par la MDPH,
- ...

✓ Implication des bénéficiaires :

Ils seront orientés vers ce dispositif par leurs référents qui nous transmettront une fiche de prescription numérique. Cette méthode doit permettre de répondre à une problématique transversale d'accompagnement en lien avec leurs parcours d'insertion socio professionnel.

Une réunion de lancement départementale de l'action doit permettre l'information de nombreux prescripteurs, qui seront eux-mêmes par la suite suffisamment armés pour évoquer ce dispositif dans leurs accompagnements et impliquer leurs bénéficiaires sur cette problématique. Cette démarche devrait favoriser l'orientation d'un public déjà sensibilisé avec une volonté d'agir et donc une implication forte sur leur accompagnement.



Les identifiants et des mots de passe seront fournis à l'ensemble des prescripteurs afin qu'ils puissent rédiger les prescriptions en ligne via la plateforme <https://gestion.afapca.fr/>.

- ✓ Obstacles en lien avec les bénéficiaires

Concernant les professionnels, la principale difficulté sera la mise en place d'une méthode de travail homogénéisée avec l'ensemble des partenaires ainsi qu'une large mobilisation de ces derniers

La standardisation de la méthode de travail doit amener une notion d'équité dans le traitement des situations sur l'ensemble du territoire et permettre de faire le lien avec tous les référents pour inscrire cet accompagnement dans une démarche de parcours.

Un point de vigilance complémentaire doit être levé tant à la qualité de la demande réalisée par le référent du parcours de la personne qui doit être suffisamment explicite sans remettre en cause l'obligation de discrétion et/ou le secret professionnel pour permettre la mise en œuvre de l'accompagnement adapté aux besoins du participant, mais aussi permettre aux professionnels intervenants d'individualiser son accompagnement et d'en faire le retour au référent de parcours.

Concernant les bénéficiaires, le risque auquel nous pouvons être confrontés est celui d'immédiateté de l'action.

En effet, les bénéficiaires espèrent toujours des réponses rapides. Cependant, les problématiques potentielles à accompagner telle que **stress post traumatique, troubles anxieux avec troubles du sommeil et de l'alimentation, troubles des conduites addictives, phobies dont phobie sociale, angoisses, auto dévalorisation, sentiment d'échec, déficit narcissique....** nécessitent du temps.

Concernant **les bénéficiaires qui ont une difficulté dans l'appropriation de la langue française**, ils devront être accompagnés soit de leurs référents pour faire l'interface si nécessaire, soit d'un traducteur/interprète.

Si la nécessité d'un traducteur/interprète s'impose, cette démarche sera à la charge du prescripteur pour trouver la ressource sur le territoire, organiser la mise en œuvre de la prestation mais aussi son financement.

Cette prestation n'étant pas prévue par ce dispositif d'accompagnement, en aucun cas l'AFAPCA n'effectuera ces démarches.

Concernant les bénéficiaires qui ont un handicap du type déficience auditive et/ou de langage et/ou visuelle, ils devront être accompagnés soit de leurs référents pour faire l'interface si nécessaire, soit d'un traducteur/interprète, soit d'un signeur en Langue des Signes Française.

Si la nécessité d'un traducteur/interprète et ou d'un signeur s'impose, cette démarche sera à la charge du prescripteur pour trouver la ressource sur le territoire, organiser la mise en œuvre de la prestation mais aussi son financement.

Cette prestation n'étant pas prévue par ce dispositif d'accompagnement en aucun cas l'AFAPCA effectuera ces démarches.



2.2 Finalité et objectifs :

Le dispositif RESPIR a pour objectifs de :

- Permettre une écoute et un soutien psychologique par un professionnel aux personnes en situation de souffrance psychologique ou de mal-être non suivies par ailleurs.
- Débloquer une situation de difficulté corporelle par un soutien ponctuel et à titre préventif d'un ostéopathe, et apporter un équilibre dans une approche globale du corps.
- Dispenser des conseils nutritionnels à partir d'un bilan diététique personnalisé réalisé par un diététicien
- Retrouver la confiance nécessaire pour se valoriser lors d'un entretien d'embauche et mettre en avant leur savoir-faire,
- Proposer un coaching bien être et soins esthétiques pour les amener à revaloriser leur image,
- Savoir évoluer au sein d'un groupe (prendre la parole, écouter les autres, travailler ensemble...)

L'accompagnement a pour finalité:

- De travailler avec la psychologue sur la levée des freins personnels, sociaux, socioprofessionnels facilitant l'accès à un parcours d'insertion socioprofessionnel en portant une attention particulière à la santé.
- De débloquer une situation de difficulté corporelle par un soutien ponctuel et, à titre préventif, d'apporter un équilibre dans une approche globale du corps avec l'ostéopathie,
- Retrouver la confiance nécessaire pour se valoriser lors d'un entretien d'embauche et mettre en avant leur savoir-faire avec la socio esthétique et les intervenants de pratiques alternatives complémentaire
- De dispenser des conseils nutritionnels avec la diététique
- D'orienter, si nécessaire, la personne vers des soins de droit commun pour un suivi médical,
- De permettre le développement de l'autonomie de la personne, de son aptitude à entreprendre une démarche d'insertion à visée professionnelle ou à s'impliquer dans des activités à dimension sociale, éducative, culturelle et à améliorer ses conditions de vie,
- De préconiser des actions individuelles cohérentes et adaptées à la personne pour optimiser son parcours d'insertion.

2.3 Mission de l'AFAPCA

- Mettre à disposition des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes diplômés ayant une expérience pour la réalisation des consultations et opérer à l'accompagnement du public ciblé,
- Assurer la gestion comptable et financière du dispositif
- Animer la réunion de lancement du dispositif RESPIR,
- Assurer la gestion administrative des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif,
- Veiller à une bonne coordination entre le professionnel intervenant et le prescripteur,
- Fournir un bilan d'exécution du dispositif lors du comité de pilotage.

Pour satisfaire les objectifs, l'AFAPCA mettra en œuvre une organisation qui permet de :



- Aider la personne à lever les freins qui perturbent le bon déroulement de son parcours d'insertion,
- Prévenir, orienter et guider la personne dans une démarche de soins de droit commun si nécessaire,
- Aider le participant à se projeter à court et moyen terme tant sur le plan social que professionnel dans un projet d'insertion socioprofessionnelle,
- Identifier et proposer à la personne les étapes à mettre en œuvre pour favoriser son autonomie,
- Faciliter le parcours d'insertion de la personne par des propositions accessibles et cohérentes,
- Guider la personne dans la gestion des démarches à réaliser pour cheminer en plus grande autonomie dans son parcours socioprofessionnel,

3. Déroulement technique

L'AFAPCA mettra à disposition des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes diplômés pour les consultations de l'accompagnement du public cible.

Ainsi **Mme Nathalie Chauvet** sera la professionnelle intervenante pour les consultations psychologiques, **Mme Valérie Chalié et M. Stéphane Dracon** seront les professionnels intervenants pour les consultations ostéopathiques, **Mesdames Marie Vigier et Perrine Legrand** seront les professionnelles intervenantes pour les consultations diététiques et **Mesdames Cécile Ricard et Stéphanie Rieutord** seront les professionnelles intervenantes pour les consultations en socio esthétiques.

Concernant les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, une prestation externalisée sera mise en place afin de :

- Mobiliser et fédérer des professionnels de pratiques alternatives complémentaires
- Coordonner les disponibilités des professionnels et mettre en œuvre des plannings
- Réserver les salles le cas échéant
- Travailler en collaboration avec la personne ressource au sein de l'AFAPCA pour favoriser le meilleur parcours de prise en charge du bénéficiaire

L'AFAPCA assurera la gestion comptable et financière du prestataire fédérant les intervenants de pratiques alternatives, des prestations des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes et de leurs frais de déplacement.

Chaque professionnel intervenant assurera sa propre prise de rendez vous

L'AFAPCA assurera la gestion administrative des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif.

Pour ce faire différentes étapes doivent être mise en œuvre.

3.1 Réunions de lancement

L'AFAPCA mettra en œuvre une réunion de lancement départementale du dispositif afin de le présenter à l'ensemble des prescripteurs.



L'AFAPCA présentera, à l'aide d'un support qu'il élaborera, l'organisation et le type d'accompagnement du public cible.

L'AFAPCA remettra, une fiche pédagogique à l'attention des prescripteurs décrivant le contenu de l'accompagnement de façon synthétique (Prescription numérique, public, durée, lieu, contenu, contacts, etc.)

3.2 Prescriptions

Le public devra être orienté sur le dispositif par son référent (travailleurs sociaux du département, Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, MSA, ASE...) au moyen d'une fiche de prescription numérique.

Prescription en ligne

Merci de remplir la prescription en renseignant les champs ci-dessous.

Prescription Bénéficiaire Situation Finalisation

Orientation

Choisir une orientation

Besoins

Merci de sélectionner une orientation, pour initier la liste des besoins

Prescripteur

Choisir un prescripteur

Raison sociale

Adresse

Complément

Code postal Ville

Conseiller

Nom Prénom

Téléphone

Email

Précédent Suivant

La prescription devra être accompagnée des justificatifs suivants :

- Le justificatif d'éloignement de l'emploi (attestation de minima sociaux, d'inscription à Pole Emploi, attestation Mission Locale, PASS IAE, CEJ...)
- Fiche d'entrée FSE

Le bénéficiaire, lors de son 1^{er} entretien, en signant la fiche de suivi, confirmera et certifiera vouloir s'engager dans une démarche de travail personnel au sein du dispositif « RESPIR », attestera avoir été informé que l'opération à laquelle il participe bénéficie d'un soutien de l'Union Européenne au titre du Fonds Social Européen et donnera son consentement à l'utilisation et au traitement de ses données personnelles.



3.3 Mise en œuvre de l'accompagnement

3.3.1 Méthode et support

· Méthode

Chaque entrée dans le dispositif, suite à une prescription numérique transmise avec les pièces jointes demandées, donnera lieu à un entretien avec la référente de parcours pour les consultations d'intervenants de pratiques alternatives complémentaire afin de d'orienter le bénéficiaire vers la pratique la plus adaptée.

La prescription validée vers un professionnel psychologue, ostéopathe, socio esthéticienne ou diététicienne permettra le commencement des consultations individuelles dans le mois suivant la prescription dans la mesure du possible sans avoir d'entretien préalable avec la référente de parcours.

Ce dispositif est envisagé pour la mise en œuvre **d'environ 1300 consultations** à destination de 200 personnes éloignées de l'emploi sur l'année 2023 en renforçant leur employabilité et donc l'accès à l'emploi.

Les participants pourront bénéficier selon l'orientations et les besoins :

- D'une à 5 consultations individuelles avec un psychologue, (non renouvelable). Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et pour tenir compte de l'intérêt de la personne dans son orientation.
Une orientation vers un autre professionnel suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à deux consultations (non renouvelable) suivant le diagnostic effectué avec l'ostéopathe.
- Une orientation vers un autre professionnel suite aux 2 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à 5 consultations individuelles avec une socio esthéticienne, (non renouvelable). Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et pour tenir compte de l'intérêt de la personne dans son orientation.
- Une orientation vers un autre professionnel suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à cinq consultations (non renouvelable) suivant le bilan diététique effectué avec le diététicien.
- Une orientation vers un autre professionnel suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à 5 consultations individuelles avec un intervenant de pratique alternative complémentaire, (renouvelable par dérogation). Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et le changement d'intervenant en cours d'accompagnement est possible pour permettre la complémentarité des pratiques alternatives.
- Une orientation vers un autre professionnel suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone). En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur concerné. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.



L'objectif final est d'amener la personne à progresser en meilleure autonomie dans son parcours individuel d'insertion socioprofessionnelle en bénéficiant, notamment, d'un soutien ponctuel concernant sa santé.

Pour ce faire l'AFAPCA propose la méthode d'accompagnement suivante :

- Réception par l'AFAPCA de la fiche de prescription numérique.
- La fiche de prescription devra impérativement être accompagnée de la fiche d'entrée FSE (cf. Annexe), d'un justificatif d'éloignement de l'emploi.
Sans ces éléments constitutifs du dossier du participant, l'entrée dans le dispositif ne pourra se faire.
- L'AFAPCA saisira cette dernière dans un outil de reporting par professionnel intervenant où figurent le Nom, le Prénom du participant, le nombre de consultations prévues, le nombre de consultations effectuées par semestre et le solde de celles-ci à chaque fin de semestre, ce qui génère le report à prévoir en année N+1 des consultations non consommées si nécessaire.

Bénéficiaires	Prescription 1 ^{er} semestre 2023	Consommation 1 ^{er} semestre 2023	RESTE au 1 ^{er} semestre 2023	Consommation 2 ^{ème} semestre 2023	RELIQUAT N+1
Nom Prénom	5	2	3	3	0

- Transmission numérique par l'AFAPCA de la fiche de prescription au professionnel intervenant choisi en fonction de la méthode d'accompagnement (Intervenant de pratiques alternatives complémentaires, Psychologue, Ostéopathe, Socio esthéticienne ou diététicienne) et du lieu (Aurillac / Mauriac / Saint Flour)
- Le professionnel intervenant devra recevoir le bénéficiaire de l'action dans le mois qui suit la date de validation de la prescription dans la mesure du possible.
- Lors du 1^{er} entretien, le professionnel intervenant devra compléter la fiche de suivi (cf. Annexe) où figurent le nom et le prénom du participant, ces coordonnées ainsi que les informations sur le prescripteur.

Si lors du 1^{er} entretien le bénéficiaire et/ou le professionnel intervenant ne souhaite pas poursuivre l'accompagnement, il sera nécessaire de le justifier et le professionnel intervenant devra proposer une réorientation dans la mesure du possible.

Le bénéficiaire, lors de son 1^{er} entretien, en signant la fiche de suivi, confirmera et certifiera vouloir s'engager dans une démarche de travail personnel au sein du dispositif « RESPIR », attestera avoir été informé que l'opération à laquelle il participe bénéficie d'un soutien de l'Union Européenne au titre du Fonds Social Européen et donnera son consentement à l'utilisation et au traitement de ses données personnelles.



- Le professionnel intervenant devra transmettre à l'AFAPCA à chaque fin d'accompagnement les émargements ainsi que le bilan de la prise en charge avec des préconisations dans la mesure du possible (cf. fiche de suivi en annexe).
- Support
 - La mise à disposition de cinq consultations avec **un psychologue diplômé** pour permettre à chaque participant de lever les freins qui entravent l'avancée de son parcours d'insertion socioprofessionnelle (difficultés personnelles, sociales, professionnelles),
 - La mise à disposition d'une à deux consultations avec **un ostéopathe diplômé** pour permettre à chaque participant de lever une difficulté corporelle ponctuelle qui l'empêche de cheminer sereinement dans son parcours socioprofessionnel,
 - La mise à disposition de cinq consultations avec **une socio esthéticienne diplômée** pour permettre à chaque participant de lever les freins qui entravent l'avancée de son parcours d'insertion socioprofessionnelle.
 - La mise à disposition d'une à cinq consultations avec **un diététicien diplômé** pour permettre à chaque participant d'obtenir des conseils nutritionnels à partir d'un bilan diététique personnalisé,
 - La mise à disposition de différents **intervenants de pratiques alternatives complémentaires** via une prestation de service afin de :
 - Mobiliser et fédérer des professionnels de pratiques alternatives complémentaires
 - Coordonner les disponibilités des professionnels et mettre en œuvre des plannings
 - Réserver les salles le cas échéant
 Cette prestation devra permettre à chaque participant de lever les freins qui entravent l'avancée de son parcours d'insertion socioprofessionnelle.
 - L'AFAPCA s'engage à assurer, le cas échéant, la continuité des prestations de consultations par le remplacement des professionnels momentanément indisponibles.
 - Ces accompagnements se dérouleront sur le département du Cantal à la demande des prescripteurs au moyen d'une fiche de prescription numérique.
 - L'AFAPCA transmettra sur demande au prescripteur concerné un bilan écrit par le professionnel intervenant à la fin de chaque accompagnement avec des préconisations accessibles aux besoins de la personne (cf. fiche de suivi en annexe) pour faciliter l'accompagnement de la personne avec son référent et dans l'optique de favoriser la mise en œuvre, avec une autonomie optimisée, des étapes à réaliser.

3.3.2 Calendrier

Le dispositif prendra effet au 1^{er} janvier 2023. Son exécution sera réalisée au fil de l'eau jusqu'au 31 décembre 2023.



4. Justificatifs attendus

Des échanges réguliers entre le prescripteur, le chef de projet insertion et l'AFAPCA sont le gage de la réussite de l'accompagnement du bénéficiaire.

En cas d'absences injustifiées, répétées et/ou de « démission » du participant, l'AFAPCA s'engage à informer dans les plus brefs délais le prescripteur dans le but d'en comprendre les raisons et de remobiliser le bénéficiaire.

4.1 Justificatifs de réalisation de l'opération

4.1.1 Réunion de clôture

L'AFAPCA s'engage à mettre en place une réunion de clôture composée du directeur de l'AFAPCA, des prestataires en charge de l'accompagnement, des représentants de la Mission Cantal Europe et des agents du Service emploi Insertion du Conseil départemental en charge du suivi de l'opération.

Cette réunion de clôture permettra de faire un bilan de l'opération fin 2023 et abordera notamment :

- Nombre de prescription, provenance, nature
- Nombre de bénéficiaires
- Répartition homme femme
- Statuts
- Répartition par tranche d'âge
- Problématiques majeures
- Besoins exprimés....

4.1.2 Bilan d'exécution

Ce bilan écrit devra être transmis avant le 31 décembre 2023 et fera notamment état des éléments suivants :

- Description et analyse des prescriptions (nombre, provenance, nature, durée, etc.)
- Description et analyse des profils des participants (nombre de bénéficiaires, répartition Homme / Femme, tranches d'Age, répartition géographique, problématiques, nombre de séances en moyenne, etc.)
- Analyse des bilans des accompagnements et renouvellements (type de préconisations, besoins exprimés, etc.).

4.2 Justificatifs de suivi des participants

Une fiche de suivi sera établie, dans le respect du secret professionnel, pour chaque participant (Annexe) :

- Toute consultation sera emmarguée par le participant et le professionnel intervenant, avec mention de l'heure de début et de fin d'entretien.
- Pendant toute la durée de l'accompagnement, le professionnel intervenant aura le souci d'identifier tout ce qui, aux yeux du bénéficiaire, peut apparaître comme un frein à l'insertion et devra définir et proposer des actions permettant de le(s) lever.



A la fin de l'action, des préconisations visant à éviter une rupture dans le parcours d'insertion de la personne, se feront en accord avec le référent (prescripteur). Elles s'inscriront dans une logique de parcours cohérente avec le projet de la personne et son environnement, utilisant les dispositifs existants.

5. Organisation humaine et matérielle

5.1 Les moyens humains

L'AFAPCA mettra à disposition des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes diplômés pour les consultations de l'accompagnement du public cible. (cf. diplôme, CV de chaque intervenant en annexe)

Ainsi **Mme Nathalie Chauvet** sera la professionnelle intervenante pour les consultations psychologiques, **Mme Valérie Chaliel** et **M. Stéphane Dracon** seront les professionnels intervenants pour les consultations ostéopathiques, **Mesdames Marie Vigier et Perrine Legrand** seront les professionnelles intervenantes pour les consultations diététiques et **Mesdames Cécile Ricard et Stéphanie Rieutord** seront les professionnelles intervenantes pour les consultations en socio esthétiques.

Concernant les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, une prestation externalisée sera mise en place afin de :

- Mobiliser et fédérer des professionnels de pratiques alternatives complémentaires
- Coordonner les disponibilités des professionnels et mettre en œuvre des plannings
- Réserver les salles le cas échéant
- Travailler en collaboration avec la personne ressource au sein de l'AFAPCA pour favoriser le meilleur parcours de prise en charge du bénéficiaire

L'assistante des référents de parcours sera en charge de :

- Renseigner les bénéficiaires du dispositif
- Orienter les bénéficiaires vers le bon professionnel et/ou la référente de parcours
- Réorienter vers les prescripteurs si nécessaires
- Valider des fiches de prescription après vérification de l'éligibilité des publics
- Transmettre des prescriptions vers le professionnel de santé en fonction de la demande
 - o Pratiques alternatives orientées vers la référente de parcours
 - o Consultations psychologique orientées vers la professionnelle
 - o Consultations ostéopathique orientées vers le professionnel de secteur
 - o Consultations diététique orientées vers le professionnel de secteur
 - o Consultations socio esthétique orientées vers le professionnel de secteur
- Réaliser un point de situation avec la référente de parcours lors de la réunion hebdomadaire consacrée au dispositif
- Réaliser un point d'accompagnement mensuel avec les professionnels intervenant pour vérifier de la présence des bénéficiaires lors des consultations
- Vérifier de la complétude des dossiers
- Gérer les sorties des bénéficiaires en prenant attache auprès d'eux si nécessaire pour valoriser leur situation actuelle



La secrétaire comptable de l'AFAPCA assurera la gestion comptable et financière de la prestation de service externalisé et des prestations des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes ainsi que la gestion administrative des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif.

5.2 Organisation géographique

L'ensemble du Département du cantal sera couvert par cet accompagnement répondant aux besoins identifiés sur le département.

Ainsi sur chaque bassin de vie du Département du Cantal, à savoir Aurillac, Mauriac et Saint Flour, un professionnel Ostéopathe et Psychologue sera présent.

Avec seulement deux socio esthéticienne et deux diététiciennes sur le département du Cantal, l'ensemble du territoire ne pourra être couvert par cet accompagnement. Les deux seules professionnelles du territoire seront prestataire de l'AFAPCA

Ainsi sur le bassin de vie d'Aurillac et de Saint Flour, un professionnel en socio esthétique et en diététique sera présent.

Concernant les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, la constitution de la cohorte devra permettre d'accompagner des bénéficiaires aussi bien sur le bassin de vie d'Aurillac, de Mauriac et de Saint Flour.

Grace aux différents professionnels intervenants sélectionnés, nous sommes en capacité d'intervenir au plus près des bénéficiaires avec une bonne couverture territoriale.

a) Le transport :

Les sites pour l'organisation des entretiens individuels tiendront compte au mieux des besoins de transport au travers d'une proximité (lorsqu'elle est possible) d'une offre de transport existante (transport en commun, TAD, bus, trains, etc.).

L'AFAPCA portant la plateforme de Mobilité Cantal'Mouv, une réorientation vers celle-ci sera possible pour travailler à la levée des freins liés au déplacements.

b) Locaux, mobilier et matériel :

Sur le bassin de vie d'**Aurillac**, les **rendez-vous ostéopathiques** auront lieu au cabinet libéral de M. DRACON au 24 rue Paul Doumer - 15000 Aurillac.

Ce lieu prévoit :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table de massage, de tête, d'un dévidoir avec rouleau de papier jetable, d'un bureau, de



chaises et du système bureautique nécessaire.

Sur le bassin de vie de **Mauriac**, les **rendez-vous ostéopathiques** auront lieu au cabinet libéral de M. DRACON au 23 Avenue de Clermont – 15200 Mauriac.

Ce lieu prévoit :

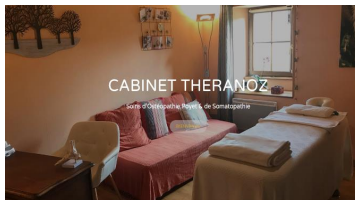
- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table de massage, de têtes, d'un dévidoir avec rouleau de papier jetable, d'un bureau, de chaises et du système bureautique nécessaire.



Sur **Saint Flour**, les **rendez-vous ostéopathiques** auront lieu au cabinet libéral de Mme CHALIER à Nozerolles – 15500 Saint Mary le Plain

Ce lieu prévoit :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table de massage, de têtes, d'un dévidoir avec rouleau de papier jetable, d'un bureau, de chaises et du système bureautique nécessaire.



Sur le bassin de vie d'**Aurillac**, les **rendez-vous psychologiques** auront lieu au cabinet libéral de Mme CHAUVET au 38 bis Avenue des pupilles de la Nation – 15000 Aurillac.

Ce lieu prévoit :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table, bureau et fauteuil.

Sur le bassin de vie de **Mauriac**, les **rendez-vous psychologiques** pourront avoir lieu à la Maison de la solidarité départementale – 15200 Mauriac ou au Cabinet libéral de Mme CHAUVET au 23 avenue de Clermont – 15200 Mauriac

Ces différents lieux prévoient tous :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table, bureau et fauteuil.

Sur le bassin de vie de **Saint Flour**, les **rendez-vous psychologiques** pourront avoir lieu à la Maison de la solidarité départementale – 15100 Saint Flour et/ou à la maison de service de Murat

Ces différents lieux prévoient tous :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics



- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table, bureau et chaise.

Sur le bassin de vie d'**Aurillac**, les **rendez-vous diététiques** auront lieu au cabinet libéral de Mme VIGIER au 14 Avenue des pupilles de la Nation – 15000 Aurillac.

Ce lieu prévoit :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table, bureau et fauteuil.

Sur le bassin de vie de **Saint Flour**, les **rendez-vous diététiques** pourront avoir lieu au siège de MEDIC Auvergne – 1 rue Marcellin Boudet – 15100 Saint Flour

Ce lieu prévoit :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table, bureau et chaise.

Sur le bassin de vie d'**Aurillac**, les **rendez-vous en socio esthétique** auront lieu au siège de l'AFAPCA, 10 place du champ de foire – 15000 Aurillac.

Ce lieu prévoit :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table, bureau et fauteuil.

Sur le bassin de vie de **Saint Flour**, les **rendez-vous en socio esthétique** auront lieu au cabinet de la professionnelle, résidence notre dame – 32 rue du collège – 15100 Saint Flour

Ce lieu prévoit :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée d'une table, bureau et chaise.

Pour les RDV individuels avec des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, de préférence les bénéficiaires seront reçus au cabinet de l'intervenant praticien lorsque celui-ci a un cabinet ou au sein d'un centre social ou d'un Espace de Vie Sociale.

L'ensemble des professionnels intervenants possèdent des moyens de communication facilitant la coordination avec les partenaires (connexion internet, ordinateur, téléphone ...)

5.3 Organisation immatérielle

L'ensemble des temps de préparation et d'organisation des consultations individuelles sont à la charge de chaque professionnel intervenant et inclus dans l'état des prix forfaitaires.

Aucun surcoût ne pourra être présenté en cours de mission.



6. Budget prévisionnel

BUDGET PREVISIONNEL RESPIR 2023			
DEPENSES		RECETTES	
Orientation des publics: 0,20 ETP sur 12 mois	9 837,60 €	FSE CD 15	78 677,10 €
Direction: Pierre SAVARIC - 0,20 ETP sur 12 mois	14 916,38 €	CD15	40 000,00 €
Assistante Référente de parcours - L CASTANIER - 0,20 ETP sur 12 mois	6 528,32 €	DDCSPP - Droit des femmes	3 000,00 €
Prestations - Consultations	80 000,00 €	DREETS - Politique d'insertion FRE	10 000,00 €
Loyer	11 250,00 €		
Gestion Administrative et sociale (forfait 7%)	8 577,26 €		
TOTAL	131 109,56 €	TOTAL	131 677,10 €

7. Les obligations

7.1 Obligation liées au Conseil départemental du Cantal

1.L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, L'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

2. Lors de toute communication ou publication, L'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de L'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.



3.L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de L'AFAPCA la FDCE le reversement des sommes indûment perçues.

4.L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

7.2 Obligation liée à l'intervention du Fonds Social Européen

Le dispositif « RESPIR » est mis en place avec la participation financière des Fonds Européen.

Dans ce cadre, l'AFAPCA informera les participants, le personnel affecté à l'opération et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans la notice ;

Annexes :

- | | |
|---|--|
| ➤ Demande écrite adressée au Président | ➤ Liste des aides demandées pour le projet |
| ➤ Attestation de régularité fiscale | ➤ Avis de répertoire Sirène |
| ➤ Pouvoir d'engagement | ➤ Statuts de l'association |
| ➤ Délégation de signature | ➤ Composition du Conseil d'administration et du bureau |
| ➤ Compte de résultat et Bilan comptable certifié 2019, 2020, 2021 | ➤ Rapport d'activité de la dernière année |
| ➤ Fiche de suivi dispositif RESPIR | ➤ RIB |
| ➤ Déclaration de Constitution d'Association | ➤ Liste des aides perçues |
| ➤ Document de création d'association | ➤ Délibération du CA du 14 octobre (en attente) |



ETUDE DE LA CANDIDATURE :
AFAPCA Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi
RÉPONSE À L'APPEL À PROJET PERMANENT DU DOMO PDIE 2021-2025
« Parcours d'insertion sans obstacle »

CONCERNANT LE DOSSIER DE DEMANDE :

Les pièces citées ci-après sont demandées et énumérées dans le DOMO du PDIE 2021-2025, version du 1^{er} février 2021, page 4.

Le candidat a fourni :

- Une demande écrite adressée au Président du Conseil départemental. Cette pièce est nécessaire pour démontrer que l'initiative de la demande provient du bénéficiaire. Elle peut prendre la forme d'une lettre d'intention préalable mais devra être accompagné ou suivi d'un dépôt d'un dossier complet dans les six mois. À défaut, la demande sera déclarée irrecevable.
- La fiche de présentation de l'opération en annexe.
- Une copie de la publication au Journal Officiel ou du récépissé de déclaration à la Préfecture.
- Une copie des statuts.
- Une liste des membres de l'organe décisionnel.
- Le numéro SIRET pour justifier de l'immatriculation de l'organisme, obligatoire pour percevoir des aides publiques. Il peut s'agir de l'avis de situation au répertoire SIRENE disponible sur <https://avis-situation-sirene.insee.fr/>
- Le relevé d'identité bancaire indiquant le code BIC et le code IBAN.
- Une attestation sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme.
- Les documents comptables des 3 derniers exercices pour justifier de la santé financière de la structure demandeuse.
- Une liste de l'ensemble des aides perçues au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) pour la conformité au régime d'aides d'État, le cas échéant.
- Une liste de l'ensemble des aides demandées ou perçues au titre du projet lors de la demande pour vérifier l'absence de surcompensation, de double financement ou de sur-financement.

Le candidat n'a pas fourni :

- La délibération de l'organe décisionnel de la structure approuvant le projet et le plan de financement. L'AFAPCA nous informe que la délibération du CA sera prononcée le 14/10/2022.

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ :

Les critères cités ci-après sont demandés et énumérés dans le DOMO du PDIE 2021-2025, version du 1^{er} février 2021, page 4.

Critères conformes :

- Le descriptif du projet doit être précis et détaillé dans la demande d'aide, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens prévisionnels en moyens humains et financiers mobilisés à cette fin ;
- La durée de réalisation des opérations ne pourra excéder 36 mois pour les appels à projets permanents. Seront privilégiées les opérations d'une durée de 12 ou 24 mois.
- Le projet doit être mené au bénéfice direct ou indirect des publics visés par le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 et dans le périmètre géographique du Cantal ;
- Le porteur de projets doit être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes applicables ;

- Le porteur de projets doit être en capacité de respecter les obligations de communication de l'intervention du Conseil départemental.
 - Le positionnement sur les actions retenues sera du ressort du Conseil départemental ou du prescripteur habilité en s'assurant de l'adhésion du bénéficiaire. Une fiche navette départementale de positionnement, dûment remplie, sera signée par le bénéficiaire et le référent social ou professionnel et ensuite adressée (par courrier ou courriel) à la structure qui assure l'action concernée.
- Proposition d'une prescription numérique via des codes de connexion sur une plateforme de l'AFAPCA.

Critère non détaillé dans la candidature :

- Chaque organisme retenu dans le cadre des appels à projets devra mettre en place des comités de suivi (nombre fixé dans la convention) dont les comptes rendus seront transmis au Service Emploi Insertion. Il est indiqué que des échanges réguliers auront lieu avec le Chef de projet mais il n'est pas mentionné de comité de suivi.

NOTATION DU CANDIDAT, SELON CRITÈRES DE SÉLECTION :

Critères	Note	Commentaires
L'expérience des intervenants (compétences, qualifications, connaissance du public et du champ de l'insertion sociale et professionnelle, connaissance du territoire au niveau social et économique et des acteurs)	50/50	<p>Les intervenants cités dans le descriptif du projet sont des professionnels diplômés : Article 5.1, p.19 : « Mme Nathalie Chauvet sera la professionnelle intervenante pour les consultations psychologiques, Mme Valérie Chaliel et M. Stéphane Dracon seront les professionnels intervenants pour les consultations ostéopathiques, Mesdames Marie Vigier et Perrine Legrand seront les professionnelles intervenantes pour les consultations diététiques et Mesdames Cécile Ricard et Stéphanie Rieutord seront les professionnelles intervenantes pour les consultations en socio esthétiques. »</p> <p>Ces intervenants ont déjà eu l'opportunité de travailler avec le public cible (article 3.1 p.10) de l'action RESPIR de par les précédentes missions de l'AFAPCA, notamment celle de la mise en œuvre du marché public Coup de Pouce santé 2022, du Cd15.</p> <p>L'AFAPCA et les intervenants missionnés dans le cadre de l'action sont donc compétents en matière d'accompagnement du public éloigné de l'emploi et ont également la connaissance du territoire cantalien, de par les multiples « points d'accueil » proposés qui desservent chaque arrondissement (article 5.2, p.20).</p> <p>Globalement, l'AFAPCA est une structure implantée sur le Cantal depuis de nombreuses années, qui a su s'imprégner du territoire et travailler sur divers champs de l'insertion.</p>
La qualité du parcours proposé (outils, méthode d'animation, partenaires sollicités, plus-value, suivi)	25/50	<p>Le parcours d'accompagnement proposé (article 3.3, p.15), permet un suivi du stade de la prescription par le référent du participant jusqu'à la restitution d'un bilan de l'action suivie.</p> <p>L'AFAPCA propose ainsi d'orienter les participants sur le dispositif au moyen d'une prescription numérique, avec un engagement par le bénéficiaire dès le premier entretien en signant une fiche de suivi. Au cours de l'accompagnement, des émargements seront cosignés entre participants et</p>

		<p>professionnels pour donner enfin lieu à un bilan de prise en charge avec préconisations.</p> <p>L'AFAPCA met l'accent sur les précautions à prendre quant à la confidentialité des suivis, mais aussi sur la nécessaire coordination avec les référents pour le bon déroulement du parcours du participant.</p> <p>Les partenaires sollicités sont les prescripteurs (article 3.2, p.14) : « travailleurs sociaux du Département, Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, MSA, ASE... ».</p> <p>En terme de suivi, il est dommage que des comités de suivi ne soient pas proposés, que ce soit pour la validation des prescriptions ou le suivi de leur mise en œuvre.</p> <p>En effet, il est primordial pour le Cd15 d'avoir une information constante et actualisée des entrées du public cible du PDIE, et notamment des BRSA.</p> <p>Les prescriptions se faisant via une plateforme, comment l'AFAPCA envisage de se coordonner avec le Cd15 pour la « validation » des prescriptions ?</p> <p>Par ailleurs, des comités de suivis mensuels permettraient également d'avoir une connaissance des nouveaux dossiers / ceux en cours, non aboutis ou bien terminés de manière régulière.</p>
La logique de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats) en favorisant une approche intégrée et globale	30/30	<p>La logique de projet est évidente avec un processus clair et défini comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un diagnostic – un public – une approche globale d'une problématique santé avec différents champs d'interventions ; - Un calendrier de mise en œuvre prévisionnel - Un déroulement technique (réunion de lancement, méthode de prescriptions, documents de suivi, coordination avec les partenaires) avec une gestion administrative (compilation des données participants et financières) ; - Une phase de bilan et d'évaluation (des bilans individuels, une réunion de clôture ainsi qu'un bilan d'exécution) <p>Les objectifs sont décrits (article 2.2 p.12) avec des indicateurs de réalisation prévisionnels (article 3.3.1, p.15).</p> <p>L'AFAPCA prévoit de toucher 200 participants pour une estimation de 1300 consultations auprès des professionnels de santé dans le but de lever les freins à l'insertion pour une meilleure « employabilité » de la personne.</p>
L'impact territorial du projet en privilégiant l'échelle des bassins d'emploi et/ou du département (maillage territorial permettant de favoriser l'accessibilité de l'opération aux publics ciblés par l'opération)	30/30	<p>RESPIR est un dispositif proposé sur l'ensemble du département du Cantal (article 5.2, p.20) tout en prenant en compte l'importance du maillage territorial lorsqu'il est possible.</p> <p>L'AFAPCA propose ainsi de dispenser des consultations sur les arrondissements d'Aurillac, Mauriac et Saint-Flour, notamment pour le psychologue, les ostéopathes et les intervenants de pratiques alternatives.</p>

		<p>Pour les deux socio-esthétiques et diététicienne, le maillage complet n'est pas possible et ne se fera que sur Aurillac et Saint-Flour.</p> <p>La couverture territoriale est importante pour que chaque bénéficiaire puisse avoir accès facilement au dispositif.</p> <p>Par ailleurs, l'AFAPCA met en avant le portage de la plateforme mobilité pour accompagner les participants dans la levée des freins potentiels liés aux déplacements.</p>
Le nombre de participants accompagnés	30/30	200 participants sont visés par l'action RESPIR
Le coût de l'opération par participant	30/30	<p>40 000 € sont sollicités au titre de la demande de subvention pour 200 participants soit un coût par participant estimé à 200€. C'est un coût juste qui peut en revanche être revu, fonction du nombre de séances dont bénéficie un participant. En effet, un participant peut être amené à ne suivre que deux séances d'ostéopathe, tandis qu'un autre pourrait suivre 5 séances de psychologie combinées à 3 séances avec une socio-esthéticienne.</p>
La capacité d'animation et le partenariat réuni autour du projet	30/30	<p>L'AFAPCA est un acteur du territoire connu et reconnu qui sait déjà être ressource pour divers partenaires cités précédemment.</p> <p>Tout au long de la fiche descriptive du projet sont cités plusieurs partenaires de l'insertion tels que le SEI du Cd15, les TS, les MILO, Pôle Emploi, Cap Emploi, etc.</p>
Le caractère novateur et/ou anticipatif des opérations sur les problématiques de mutations économiques	30/30	<p>RESPIR ne constitue pas en soi une opération novatrice, puisque ces actions individuelles (psycho ostéo / diététicienne / pratiques alternatives) sont déjà conduites depuis de nombreuses années.</p> <p>En revanche, dans un contexte (partie Diagnostic, p.8) de faible taux de chômage et de difficultés de recrutements, l'AFAPCA sait être moteur en proposant des solutions pour lever les freins liés à la santé. Grâce à RESPIR, des clés d'amélioration de l'employabilité du public à ce jour éloigné de l'emploi sont proposées.</p>
La capacité à mobiliser d'autres sources de financement.	20/20	<p>L'AFAPCA montre sa capacité à mobiliser plusieurs types de financements en sollicitant (article 6, p.23) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le FSE - La DDCSPP - La DREETS - Le Cd15
NOTE		275/300

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AFAPCA
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJET 2021-2025
« PARCOURS SANS OBSTACLE »**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022, ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

Et

L'AFAPCA – CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGÉNIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI, 10 place du champ de foire, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL, ci-après désigné par les termes « **l'AFAPCA** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du Département ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFPCA en date du 04/10/2022 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le Programme Départemental d'Insertion et le Pacte Territorial pour l'Insertion dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociales et professionnelles adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

C'est donc un Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) et un Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE) qui définit la politique commune au Département et à ses partenaires pour la période de 2021 à 2025 dans le Cantal avec une approche décloisonnée entre les publics et les directions du Département intervenant dans le champ des solidarités (enfance famille, autonomie, action sociale et insertion).

L'enjeu de ce PDIE est **d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.**

Le PDIE/PTIE 2021-2025 a défini cinq engagements : une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé, un passeport vers l'emploi, **un parcours d'insertion sans obstacle**, la prise en compte des spécificités de chacun et une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente. Ces engagements se traduisent en vingt-deux fiches actions.

Les publics, suivis par le Département dans le cadre de leurs parcours en insertion, peuvent se heurter à des **freins périphériques, notamment liés à santé. L'accompagnement individualisé a pour objectif d'aider la personne à trouver les ressources nécessaires à sa remobilisation et de déclencher une dynamique favorisant son insertion professionnelle.**

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les problèmes de santé représentent un frein important dans l'accès à l'emploi durable (souffrance physique, psychique, estime de soi...). **La prise en charge du public** par des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des professionnels psychologues, ostéopathes, socio esthétiques et diététiciens, dans le cadre d'un soutien ponctuel, peut permettre de **favoriser un mieux-être et par conséquent de renforcer son employabilité**, ou de le réorienter vers un suivi social ou médical si l'accès à l'emploi n'est pas envisageable.

Le Conseil départemental du Cantal confie donc à l'AFAPCA la mise en œuvre de l'action « RESPIR » comportant trois types accompagnements (indépendants) :

- Une écoute et un soutien psychologique par des professionnels pour les personnes en situation de souffrance psychologique ou de mal-être non suivies par ailleurs (par le biais de psychologues ou de professionnels de pratiques alternatives complémentaires ou de socio-esthéticienne pour l'amélioration de l'image de soi) ;
- Un soutien ponctuel d'un ostéopathe pour débloquer une situation de difficulté corporelle,
- Un bilan diététique personnalisé et des conseils nutritionnels réalisés par un diététicien.

Indirectement, ces séances ont pour finalités de :

- Travailler sur la levée des freins personnels, sociaux, socioprofessionnels pour faciliter l'accès à un parcours d'insertion socioprofessionnelle.
- Orienter, si nécessaire, la personne vers des soins de droit commun.
- Préconiser des actions individuelles cohérentes et adaptées à la personne pour optimiser son parcours d'insertion.
- Permettre le développement de l'autonomie de la personne, de son aptitude à entreprendre une démarche d'insertion ou à s'impliquer dans des activités à dimension sociale, éducative, culturelle et à améliorer ses conditions de vie.

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE L'AFAPCA

Par la présente convention, l'**AFAPCA s'engage**, à son initiative et sous sa responsabilité, à **réaliser l'opération « RESPIR »** comme présentée dans la fiche de présentation en annexe.

Par conséquent, l'AFAPCA s'engage à assurer, grâce à des professionnels disposant des qualifications requises, **l'accompagnement d'au moins 200 bénéficiaires** (personnes éloignées de l'emploi dont les freins personnels, sociaux, socioprofessionnels ou de difficultés corporelles ponctuelles sont trop importants pour permettre l'accès au marché de l'emploi), **représentant environ 1300 consultations**.

Pour cela, l'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre l'action suivant **quatre étapes clés** :

- Planification et animation d'une réunion de lancement auprès des partenaires du Service Emploi Insertion (présentation du dispositif et des différents outils) ;
- Suivi des prescriptions (suivi des données qualitatives et quantitatives des participants) ;
- Mise en œuvre et suivi de l'accompagnement du public cible (mise à disposition de psychologues, ostéopathes, diététiciens et autres professionnels diplômés pour mener les consultations ; gestion administrative et coordination de l'action) ;
- Planification de comités de suivi avec le Département (points mensuels permettant d'obtenir toutes les informations nécessaires au bon déroulement de la convention) et bilan d'exécution.

L'AFAPCA assurera en continu, la gestion comptable et financière du dispositif et la gestion administrative des dossiers de chaque participant.

L'AFAPCA s'engage à être en mesure de proposer au public la prise en charge de :

- **Une à cinq consultations** individuelles avec un **psychologue** (non renouvelable).
- **Une à deux consultations** (non renouvelable) suivant le diagnostic effectué avec l'ostéopathe.
- **Une à cinq consultations** individuelles avec une **socio esthéticienne** (non renouvelable). Les
- **Une à cinq consultations** (non renouvelable) suivant le bilan diététique effectué avec le **diététicien**.
- **Une à cinq consultations** individuelles avec un intervenant de **pratique alternative complémentaire** (renouvelable par dérogation).

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone). En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur concerné. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

Concernant le déroulement technique de l'action, l'AFAPCA s'engage à respecter l'article 3.3 : « Mise en œuvre de l'accompagnement » de la fiche descriptive de son opération, déposée lors de sa candidature.

L'AFAPCA s'engage à organiser et maintenir autant que possible la mise en place de comités de suivis mensuels avec les agents concernés du SEI afin de suivre les prescriptions numériques et les dossiers participants notamment des bénéficiaires du RSA. En effet, L'AFAPCA s'engage en sus, à tenir informé le chef de projet SEI du territoire concerné, de toute entrée validée dans le dispositif d'un bénéficiaire du RSA, en temps réel.

ARTICLE 3 : VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

L'AFAPCA propose d'accompagner environ 200 personnes sur la durée de la convention, **du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023**, identifiées par les référents uniques, les services du Département ou les partenaires.

Afin d'apporter une solution à l'ensemble des publics en difficultés d'insertion, l'AFAPCA propose de dispenser les consultations des professionnels **sur les trois arrondissements du Cantal** (Aurillac, Mauriac, Saint-Flour).

En cas de difficulté, l'AFAPCA s'engage à informer le Département de l'impossibilité de mailler le territoire de manière efficace et à trouver une solution dans les meilleurs délais.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnements, l'AFAPCA :

- Met à disposition **sept intervenants professionnels de santé** (Mme Nathalie Chauvet, intervenante pour les consultations psychologiques, Mme Valérie Chalié et M. Stéphane Dracon, intervenants pour les consultations ostéopathiques, Mesdames Marie Vigier et Perrine Legrand, intervenantes pour les consultations diététiques et Mesdames Cécile Ricard et Stéphanie Rieutord, intervenantes pour les consultations en socio esthétiques) ;
- Met en place **une prestation externalisée pour les intervenants de pratiques alternatives complémentaires** ;
- Met à disposition une **assistante des référents de parcours également secrétaire comptable** pour l'accompagnement des prescripteurs et assurer la gestion administrative et financière.

Selon le budget prévisionnel décrit dans la réponse de l'AFAPCA, 0.20 ETP seront affectés à l'orientation des publics, 0.20 ETP à la Direction et 0.20 ETP à l'assistante de référent de parcours.

L'AFAPCA met à disposition également les locaux adaptés à l'accueil du public tant au niveau de l'accompagnement individuel que collectif, au plus près des bénéficiaires conformément à l'article 5.2 « Organisation géographique » de sa candidature.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total prévisionnel de l'opération est de 131 109,56 € pour la durée de cette convention (du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023).

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération est fixée à un montant de 40 000 euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 30,51 % du coût total de l'opération

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

La subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 20 000 euros, soit une avance de 50 % du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

7.2 Solde

Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet avant le 15/12/2023.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de l'AFAPCA selon les procédures comptables en vigueur. Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

AFAPCA CENTRE RESSOURCES ET INGÉ
Domiciliation bancaire : Caisse d'épargne Auvergne et Limousin
N° IBAN : FR76 1871 5002 0008 7795 8639 668
BIC : C E P A F R P P 8 7 1

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'AFAPCA:

L'AFAPCA s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

L'AFAPCA s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le

Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Elle agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'elle informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par L'AFAPCA, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.1 Utilisation de la subvention

L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, L'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, L'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de L'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur

place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de L'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT :

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à L'AFAPCA en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à L'AFAPCA de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET ÉVALUATION

Le suivi et l'évaluation de l'action « RESPIR » se fera aux moyens de :

- Comités de suivis mensuels (en présentiel ou en visioconférence)
- Comités de pilotage en fin d'action
- Bilan d'exécution portant sur l'ensemble des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné.

ARTICLE 12 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2023**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 : A l'initiative de l'AFAPCA

L'AFAPCA peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'AFAPCA est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'AFAPCA, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'AFAPCA est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'AFAPCA n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque l'AFAPCA refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'AFAPCA dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de l'AFAPCA, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'AFAPCA ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'AFAPCA.

Les sommes dues à l'AFAPCA à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'AFAPCA déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le 2022

Le Président du Conseil départemental

Le Président de L'AFAPCA,

Bruno FAURE

Gérard PRADAL

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-18

Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" - Dispositif Cantal'Mouv

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;
Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;
Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;
Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;
Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) 2021-2025 ;
Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

- ATTRIBUE à l'AFAPCA une subvention de 100 000 € pour la réalisation du dispositif « Cantal'Mouv » .
Ces crédits seront inscrits au budget 2023.

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec l'AFAPCA relative à la mise en œuvre du dispositif « Cantal'Mouv » dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

M. Bruno FAURE
Président du Conseil départemental
28 Avenue Gambetta
15 000 Aurillac

A Aurillac, le 06 octobre /2022

Objet : Demande de subvention au titre de l'appel à projets 2021-2025 - Parcours d'insertion sans obstacle

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de solliciter au nom de l'AFAPCA, une subvention du Conseil départemental d'un montant de **100 000 €** au titre de l'appel à projets 2021-2025 Parcours d'insertion sans obstacle, pour **le dispositif Cantal'Mouv.**

En application du règlement correspondant, je vous adresse ci-joint le dossier et ses annexes obligatoires dûment complétés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Gérard PRADAL



Président de l'AFAPCA



DISPOSITIF CANTAL'Mouv

Plateforme de Mobilité départementale

Fiche de présentation de l'opération

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom	AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi
Sigle	AFAPCA
Statut juridique	Association Loi 1901
Adresse	AFAPCA 10 place du champ de foire – 15000 Aurillac
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : contact@afapca.fr www.afapca.fr
N° de Siret	397 733 015 000 85
N° RNA	W151000844
Code APE	8899B
Agrément O F	83150296115
Agrément Auto-école	1 21 015 000 10
Représentant légal	Gérard PRADAL
Fonction	Président
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : contact@afapca.fr
Personne référente	Pierre SAVARIC
Fonction	Directeur
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : direction@afapca.fr



PRESENTATION

L'AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi, association reconnue Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale, s'inscrit sur le territoire Cantalien depuis plus de 25 ans.

L'association a pour objet de favoriser l'insertion socio professionnelle des publics éloignés de l'emploi en portant des projets, des dispositifs et des expérimentations.

Les valeurs de l'association reposent sur :

➡ **Le Caractère social et solidaire de ses activités**

L'association s'adresse essentiellement aux partenaires accompagnant des publics éloignés de l'emploi mais aussi aux structures salariant des personnes en contrats aidés et aux Structures de l'Insertion par l'Activité Economique.

L'objectif est le retour vers l'emploi durable, en proposant à ces publics des dispositifs d'accompagnement et de formation.

A cet effet, l'association :

- Fédère salariés, employeurs et partenaires pour faire du parcours d'insertion un procédé « gagnant-gagnant ».
- Préconise des actions de remobilisation et de formations pour les publics fragilisés et contribue à leurs mises en œuvre en assurant la gestion administrative et financière
- Mobilise et mutualise des fonds publics et privés liés à la mise en œuvre de ces actions

➡ **Sa volonté de s'inscrire dans l'innovation**

L'AFAPCA se positionne comme un acteur de "l'expérimentation active" de nouvelles solutions et dispositifs innovants. Elle est force de proposition vis-à-vis des partenaires institutionnels en charge de la politique publique de l'emploi et de l'insertion.

L'association développe ses propres actions sous sa responsabilité administrative et pédagogique pour permettre de travailler à l'insertion des personnes en grande difficulté.

L'AFAPCA est un lieu neutre dans lequel sont rassemblés les savoir-faire de différents professionnels ayant des compétences en matière d'évaluation, d'orientation, de mobilité et d'insertion professionnelle.

En 2022, l'AFAPCA porte plusieurs activités d'ingénieries s'intégrant dans 4 pôles de compétence :

1. Remobilisation et action santé :

- Dispositif Coup de Pouce Santé – Accompagnement Psychologique et Ostéopathe
- Dispositif Impact' 15 - Insertion par la mobilisation de pratiques alternatives complémentaires sur le Cantal



2. Accompagnement à la mobilité :

- Dispositif Cantal'Mouv - Plateforme de mobilité
- Auto-école Solidaire

3. Accompagnement à la formation

- Dispositif DEFI 15 - Développement par l'Emploi et la Formation pour l'Insertion dans le Cantal

4. Accompagnement à l'emploi :

- Clauses Sociales d'Insertion

Gouvernance :

Concernant sa composition, l'AFAPCA est dirigée par un Conseil d'Administration composé de membres de fondateur, autorité de l'état, des collectivités territoriales et des financeurs (DDETSPP, Conseil Régional d'Auvergne Rhône-Alpes, Conseil départemental, Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, Association des Maires, Mission Locale, CAP Emploi), de membres actifs (issus des employeurs de contrats aidés) et de membres associés (personnes approuvées et qualifiées). Parmi les membres du Conseil d'Administration, certains ont été élus lors de l'Assemblée Générale de l'association pour composer le bureau associatif. Ce dernier regroupe un président, une vice-présidente, une trésorière, une secrétaire.

Rôle des instances

L'assemblée générale approuve les rapports moraux et financiers,

- Entend et approuve le rapport d'activité et le rapport moral de l'association
- Entend et approuve les comptes de l'exercice clos
- Définit les orientations morales et financières pour l'exercice suivant,
- Renouvelle les membres élus du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale, sur rapport du Conseil d'Administration, est appelée à ratifier le programme annuel prévisionnel des actions à mener.

Le Conseil d'Administration gère le budget, détermine l'emploi des fonds, conduit les réflexions sur l'action à mener par l'Association dans le respect des orientations décidées par l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut comporter **une commission pédagogique** dans le but d'aider au montage des actions de formations et **un comité de sélection** lorsque l'association met en œuvre un appel à projet pour une cotraitance.

Le Conseil d'Administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs au bureau.



La structure et sa démarche partenariale :

En effet, l'AFAPCA est un partenaire de longue date du Service Public de l'Emploi (DDETSP, PLIE, Conseil départemental, Pole Emploi, Mission Locale, CAP Emploi...) ainsi que de l'ensemble des structures de l'IAE (ACI, AI...) du territoire.

Enfin, l'association travaille avec l'ensemble des organismes de formation du territoire et aussi avec d'autres partenaires pour favoriser la remobilisation des publics en difficulté sociale et professionnelle tel que le CIDFF cantal.

Le rapport du CREDOC d'Octobre 2010 précisait que les institutionnels reconnaissent à l'AFAPCA « une compétence en matière d'animation de réseau ».

Par exemple l'AFAPCA travaille avec l'ensemble des auto écoles du territoire mais aussi avec tous les acteurs départementaux et régionaux qui œuvrent dans le domaine de la mobilité comme le montre le schéma ci-dessous.



Depuis le 17 octobre 2018, le lancement de la Plateforme mobilité Cantal'Mouv, financée par l'état, le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes et le Conseil Départemental du Cantal, a permis une montée en charge progressive des accompagnements avec 37 bénéficiaires sur le 4^{ème} trimestre 2018, puis 146 bénéficiaires en 2019 pour atteindre 228 bénéficiaires en 2020 malgré la crise sanitaire.

Au 3^{ème} trimestre 2022, l'AFAPCA accompagne plus de 450 bénéficiaires sur sa plateforme de Mobilité Cantal'Mouv avec la mise en place de nombreuses prestations permettant de tenir compte des difficultés des publics accueillis :

- Prestation Bilan Mobilité
- Prestation Accompagnement Individualisé « Savoir Bouger » & « Pouvoir Bouger »
- Prestation « Atouts Permis »
- Accompagnement « Parcours Permis »
- Ingénierie de financement pour « Réparation, Achat & location de véhicule »

Il est à noter que depuis le 1^{er} janvier 2022, l'AFAPCA a mis en place sur le bassin de vie d'Aurillac une Auto-Ecole Solidaire pour permettre de mieux accompagner les bénéficiaires qui sont orientés afin de prendre en compte leurs problématiques lors du bilan de conduite complet.

La création de l'auto-école solidaire permet de proposer des cours de code et de conduite pour les bénéficiaires qui rencontrent des difficultés d'apprentissage liées à un niveau scolaire très bas, ou à des échecs successifs, notamment à l'obtention du code ou du permis.

Aussi l'auto-école solidaire permet un accompagnement renforcé de bénéficiaires pour :

- Expertiser et mobiliser les personnes en difficulté face au permis de conduire ;
- Accompagner les personnes en difficulté d'apprentissage afin d'acquérir le permis de conduire nécessaire à leur insertion socio-professionnelle.

Les ateliers proposés par l'Autoécole Solidaire doivent permettre aux bénéficiaires d'obtenir l'examen théorique et/ou pratique du permis en faisant la proposition de la combinaison suivante :

- L'accès à l'atelier Prépa Code et/ou
- L'accès à l'atelier Intégra Code et/ou
- L'accès à l'atelier Intégra Mob et/ou
- L'accès à l'atelier Code renforcé et/ou
- L'accès à l'examen du code et/ou
- L'accès à des heures de conduite :
 - Boite manuelle
 - Boite automatique
- Formation permettant la levée du code restrictif 78 pour les permis passés sur véhicules à boîte de vitesse automatique
- L'accès à l'examen de la conduite

Cette démarche partenariale a aussi permis la création du Garage Solidaire du Cantal porté par l'Association Aurore et en lien avec le Secours Catholique.



Respect des obligations réglementaires :

Dispositions prises pour se conformer aux obligations réglementaires qui incombent aux organismes de formation et notamment celles relatives au règlement intérieur

L'AFAPCA dispose d'un règlement intérieur établi conformément aux articles L6352-3 et L6352-4 et R6352-

1 à R6352-15 du Code du Travail. Ce règlement s'applique à l'ensemble des stagiaires, quel que soit le lieu de formation.

Ce règlement intérieur :

- Rappelle les principales mesures applicables en matière d'hygiène et de sécurité
- Fixe les règles de discipline : nature et échelle des sanctions, droits et recours des stagiaires sanctionnés...
- Précise les modalités de représentation des stagiaires pour les stages d'une durée supérieure à 200 heures.

Il est constitué d'articles et intègre les modalités obligatoires :

- Objet et champ d'application
- Règles d'hygiène et de sécurité
- Consignes en cas d'incendies
- Règles en matière de tabac, boissons alcoolisées et drogues
- Assiduité du stagiaire en formation (horaires, présences, absences, retards ou départs anticipés, formalisme attaché au suivi de la formation)
- Accès aux locaux
- Tenue
- Comportement
- Utilisation du matériel
- Sanctions disciplinaires
- Garanties disciplinaires
- Représentation des stagiaires (élections des délégués, durée des mandats, rôles)

Les stagiaires sont informés oralement de la présence du règlement intérieur, peuvent le consulter au siège de l'AFAPCA et sur le site internet www.afapca.fr.

La signature du contrat d'engagement vaut acceptation et engagement à respecter tout au long de leur parcours de formation, le règlement intérieur.

Toute attitude en contradiction avec le règlement fait l'objet d'un rappel oral du règlement s'il n'y a pas de caractère de gravité. Dans le cas contraire, un courrier formalise l'avertissement et le risque de sanction en cas de réitération. Si les attitudes en cause se renouvellent, la sanction encourue est la mise à pied puis l'exclusion de la formation.

Les attitudes en contradiction au règlement intérieur font l'objet d'échange lors des réunions de l'équipe de formateurs, l'équipe échange alors afin de mettre en place une réaction mesurée et pertinente.

Dispositions prises en matière de respect des principes d'égalité et de non-discrimination

En matière de lutte contre les discriminations, le cadre légal qui s'impose aux organismes de formation repose dans l'article L. 1132-1 du Code du travail « aucune personne ne peut être écartée [...] de l'accès à une formation[...] en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son



orientation sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son patronyme ou en raison de son état de santé ou de son handicap ».

Le respect de ce cadre légal passe par un engagement de notre part dans la lutte contre les discriminations afin de garantir :

- L'égal accès aux formations quelconques soient les candidats ;
- Un recrutement égalitaire dans son déroulement, conduisant à des effectifs mixtes et divers ;

L'AFAPCA se conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) qui poursuit à savoir :

- L'AFAPCA s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement et conformément aux instructions de l'acheteur
- L'AFAPCA s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées.
- L'AFAPCA s'engage à ce que ses salariés soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité
- L'AFAPCA s'engage à aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition...
- L'AFAPCA s'engage à notifier à l'acheteur par courriel, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Ce courriel comportera les éléments suivants :
 - o La description de la nature de la violation de données à caractère personnel
 - o Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données
 - o La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
 - o La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre
- L'AFAPCA s'engage à aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation 'analyse d'impact relative à la protection des données
- L'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :
 - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
 - o Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes de services de traitement
 - o Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celle-ci dans un délai approprié en cas d'incident
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Conformément à la législation en cours, l'AFAPCA possède un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur et les mettra à disposition pour permettre la réalisation d'audits et/ou d'inspection.



L'AFAPCA se conforme également aux autres normes en vigueur liées :

- A l'émargement : les stagiaires émargement chaque demi-journée. Les feuilles d'émargement sont contre signées par le formateur à chaque demi-journée
- A l'information et aux documents à remettre avant l'entrée en formation : les stagiaires sont informés en amont du règlement intérieur, du programme, de l'équipe pédagogique et du planning. Ces documents leur sont remis.
- A la remise d'une attestation de fin de formation
- A la garantie de la protection des libertés individuelles
- Aux conditions de réalisation d'une action de formation.

Enfin, l'AFAPCA a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par: le décret n°2019-564 du 6 juin 2019 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle et le décret n° 2019-565 du 6 juin 2019 relatif au référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences, mentionné à l'article L.6316-3 du code du travail ainsi que selon l'arrêté du 6 juin 2019 relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6319-1-1 du code du travail.

L'AFAPCA est donc certifié « Qualiopi » ce qui vise à :

- Attester de la qualité du processus mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences ;
- Permettre une plus grande lisibilité de l'offre de formation auprès des entreprises et des usagers.



LE PROJET

Diagnostic

Le Département du Cantal connaît un relatif faible taux de chômage (3.9% de demandeur d'emploi de catégorie A au premier trimestre 2022). Le vivier de main d'œuvre pour les entreprises locales apparaît donc extrêmement réduit, avec des personnes pour la plupart très éloignées de l'emploi cumulant diverses difficultés.

Ce chiffre qu'on peut estimer très bas par rapport au niveau national masque en fait une évasion importante des compétences du territoire notamment pour les populations les plus jeunes. La baisse démographique s'accompagnera de celle du nombre des actifs.

D'ores et déjà, les jeunes actifs entrant sur le marché du travail ne compensent plus les départs à la retraite des générations nées après-guerre. Une part non négligeable des publics restant demandeurs d'emploi connaît des difficultés d'insertion liées à des problématiques croisées tels que des addictions diverses, problèmes de santé, manque de qualification, problèmes de mobilité, problèmes de savoir-être et de comportement.

Pour ces personnes, les trajectoires d'accès à l'emploi relèvent de parcours associant des outils d'insertion du type Atelier et Chantier d'Insertion mais également de formation en travaillant simultanément sur la problématique de mobilité liée à notre territoire.

Suite à l'accompagnement MOUV'UP en 2016 auquel a participé activement l'AFAPCA, un constat est apparu :

- Une ventilation très diffuse sur le territoire de montagne aux mobilités malaisées ce qui provoque des difficultés structurelles d'intervention pour la sphère publique et participe à la fragilité de la population vivant sur le territoire
- Des aides à la mobilité partielle plus ou moins pertinentes mais pas de dispositif global territorial qui répond à ces problématiques
- La capacité à se déplacer de manière autonome est une dimension essentielle de la cohésion des territoires et de l'insertion socio professionnelle
- Les publics en insertion ou en recherche d'emploi sont souvent confrontés à des difficultés de mobilité qui ont des causes diverses : économiques, sociales, psychologiques, cognitives

De plus, le Cantal compte environ 145 000 habitants, répartis sur un territoire de moyenne montagne très peu densément peuplé.

Hormis dans le bassin d'Aurillac, la plupart des communes sont classées en niveau de pauvreté élevé avec des populations très âgées et pauvres, vivant dans des zones dépeuplées et des logements vétustes.

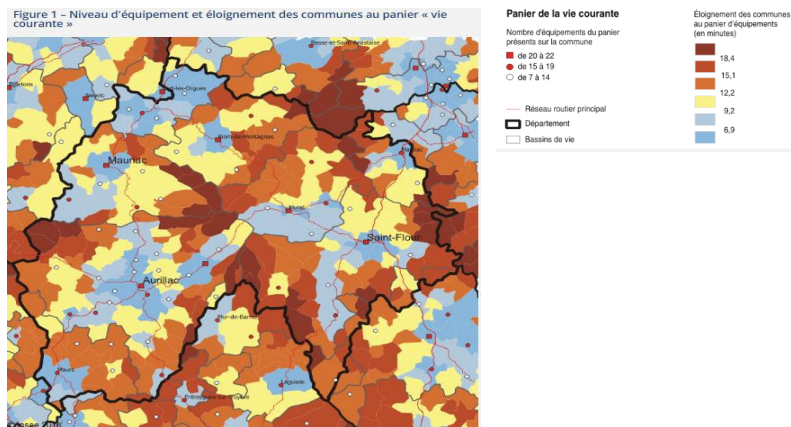
Ce niveau de précarité est très accentué sur le **territoire de Mauriac** qui, par ailleurs, accueille la population la plus vieillissante. Le niveau de ressources de la population est faible, **60 % des foyers fiscaux ne sont pas imposés**.

Le territoire de Saint-Flour présente lui aussi un vieillissement et une situation socio-économique homogène assez défavorables. (Source : Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025)



Plus de 5000 demandeurs d'emploi et 2 500 personnes sont bénéficiaires du RSA, et 50% d'entre elles ont des problèmes de mobilité, y compris dans la zone la plus densément peuplée (CABA), mais aussi dans l'hyper ruralité.

La distance entre le lieu d'habitation et le 1^{er} commerce est très souvent supérieure à 10 km



En fin le Transport A la Demande (TAD) est limité à quelques territoires et quelques déplacements

En effet, il existe du Transport A la Demande dans 3 communautés de communes. Ce service sert essentiellement à se rendre dans les principaux bourgs les jours de marché. Il est souvent confiné à des déplacements internes à la communauté de communes. Dans la Châtaigneraie cantalienne, le TAD propose des trajets libres 3 jours par semaine.

En Châtaigneraie, comme sur Hautes Terres Communauté, le TAD a réalisé près de 1 900 courses en 2019. Ce sont principalement les personnes âgées qui en bénéficient.

Les tarifs sont variables d'un EPCI à l'autre : un aller simple coûte 4 à 6 €, l'aller/retour coûte 6 à 12 € selon la distance parcourue.

En réponse à ce constat, le Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi a défini cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé
- Un passeport vers l'emploi
- Un parcours d'insertion sans obstacle
- La prise en compte des spécificités de chacun
- Une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente

Le PDIE confirme et amplifie la mobilisation du département du Cantal en innovant et en construisant avec ses partenaires des réponses adaptées :



- En utilisant les différentes formes d'actions individuelles ou d'interventions collectives pour remobiliser les personnes, créer une dynamique de parcours, et favoriser la mobilité des publics, qu'elle soit physique ou intellectuelle,
- En luttant contre les freins périphériques à l'emploi.

C'est pourquoi l'AFAPCA souhaite se positionner comme un acteur départemental permettant de travailler à l'insertion socio professionnelle des publics éloignés de l'emploi avec une approche globale en tenant compte :

- Des problématiques sociales via le dispositif d'Insertion par la **Mobilisation de Pratiques Alternatives Complémentaires** sur le **Territoire du Cantal (IMPACT Cantal)** de dispositif **Coup de Pouce Santé**
- Des problématiques formatives via le dispositif de **Développement de l'Emploi par la Formation et l'Insertion (DEFI Cantal)**
- Des problématiques de mobilité via le dispositif **CANTAL'MOUV**



Dispositif CANTAL'MOUV

1. Généralité :

En tant que porteur de projet, l'AFAPCA mettra en œuvre un parcours d'accompagnement à la mobilité sur le territoire du Cantal permettant l'accès à une mobilité autonome et durable pour un public éloigné de l'emploi sur l'ensemble du département.

La mise en œuvre du parcours d'accompagnement à la mobilité se décline en trois temps distincts :

- la prescription
- un "bilan mobilité",
- un "accompagnement individualisé vers la mobilité" par le biais d'intervention individuelle ou collective.

Pour se faire l'AFAPCA a des atouts à faire valoir :

1.1 - Un travail de proximité et avec les professionnels du secteur

Cette action nécessitera une communication spécifique, avec des supports spécifiques, auprès des prescripteurs (Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, CIDFF, Travailleur Sociaux...) et des principales SIAE du département. Ces partenaires travaillent pour la plupart déjà en partenariat avec l'AFAPCA.

Un travail a déjà été engagé et des rapprochements avec de nouveaux partenaires se sont mis en place :

- | | |
|-----------------------------|---|
| - La Fédération MOB'IN AURA | - Des autos écoles du département |
| - Créasol | - L'association AURORE pour le garage solidaire |
| - Parcours Confiance | - Le secours catholique... |
| - Le FASTT | |

L'ensemble de ces partenariats permette à l'AFAPCA de développer et d'accompagner la mobilité des personnes à des fins d'insertion professionnelle et d'être un acteur départemental incontournable de la mobilité par l'intermédiaire de sa plateforme de mobilité Cantal'Mouv.

1.2 Une bonne connaissance des publics en situation d'insertion

On retrouve très souvent chez les publics en situation d'insertions certaines caractéristiques communes. Cela nous amène à adapter le parcours de formation, ses contenus les supports et les méthodes à la réalité et à la diversité de ce public bien connu de notre association.

Le public visé a rarement un rapport facile à l'enseignement (scolarisation hors de France, peu ou pas de scolarisation préalable). Nous déploierons des activités pédagogiques adaptées, permettant par exemple de privilégier l'oral à l'écrit, la pratique à la théorie, l'échange et le débat aux exposés et aux apports théoriques descendants.



Les publics en situation d'insertion ont le plus souvent un bas niveau de qualification (VI, Vbis, ou V pour plus de 82 % des bénéficiaires accompagnés par l'AFAPCA sur le dispositif Cantal Mouv en 2022). Cela engendre souvent un manque de confiance dans leurs propres capacités à acquérir des compétences. La formation devra au contraire valoriser les savoir-faire déjà maîtrisés et s'en servir comme une base pour l'acquisition de techniques ou connaissances nouvelles.

✓ Typologie de public :

La plateforme de mobilité développe ses actions en direction de publics en fragilité économique, en démarche d'insertion professionnelle avec des problématiques de mobilité, de déplacement, sur prescription des professionnels de l'insertion sociale à savoir :

- Des demandeurs d'emploi
- Des personnes sans emploi bénéficiaires de Revenu de Solidarité Active (RSA)
- Des bénéficiaires des minima sociaux (ASS...)
- Des jeunes de 18 à 25 ans suivis par les Missions Locales et autres structures d'insertion,
- Des personnes salariés (contrats précaires)
- Des personnes intégrées en Structure d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)

✓ Implication des bénéficiaires :

Ils seront orientés vers la plateforme de mobilité par leurs référents qui nous transmettront une fiche de prescription numérique. Cette méthode doit permettre de répondre à une problématique transversale de mobilité en lien avec leurs parcours d'insertion socio professionnel.

Une réunion de lancement départementale de l'action doit permettre l'information et la formation de nombreux prescripteurs qui seront eux-mêmes par la suite suffisamment armés pour évoquer la mobilité dans leurs accompagnements et impliquer leurs bénéficiaires sur cette problématique. Cette démarche devrait favoriser l'orientation d'un public déjà sensibilisé avec une volonté d'agir et donc une implication forte sur leur parcours au sein de la plateforme de mobilité.

Les identifiants et des mots de passe seront fournis à l'ensemble des prescripteurs afin qu'ils puissent rédiger les prescriptions en ligne via la plateforme <https://gestion.afapca.fr/>.

Un contrat d'engagement sera signé par le bénéficiaire lors du 1^{er} rendez-vous afin d'impliquer le bénéficiaire sur les préconisations et de les lui faire valider. Ce document doit devenir un outil pédagogique.

✓ Obstacles en lien avec les bénéficiaires

Concernant les professionnels, la principale difficulté sera la mise en place d'une méthode de travail homogénéisée avec l'ensemble des partenaires ainsi qu'une large mobilisation de ces derniers

La standardisation de la méthode de travail doit amener une notion d'équité dans le traitement des situations sur l'ensemble du territoire et permettre de faire le lien avec tous les référents pour inscrire la plateforme de mobilité dans une démarche de parcours.

Sans instauration d'une collaboration tripartite (référént, bénéficiaire, conseiller mobilité) centrée sur la mobilité au service du projet, le principe même de l'accompagnement sur la plateforme de



mobilité devient difficile à mettre en place par manque d'implication, de coordination et d'engagement.

Un point de vigilance complémentaire doit être levé tant à la qualité de la demande réalisée par le référent du parcours de la personne. En effet, un risque subsiste sur le manque d'identification du projet de la personne et de l'enjeu mobilité au regard du projet. Dans ce cas, l'accompagnement sur la plateforme de mobilité ne pourra pas être satisfaisant.

Il est donc nécessaire de mettre en place des mesures préventives de type outils d'orientation, de prescription ainsi que la formation préalable des prescripteurs pour limiter ce risque.

Pour ce faire une **réunion de lancement départementale** sera organisée par l'AFAPCA en présentiel et/ou en Visio conférence. Un dossier avec les éléments suivants sera proposé :

- Une notice pédagogique synthétique
- Une présentation de la prescription en ligne
- Un support de présentation pour la réunion de lancement

Concernant les bénéficiaires, le risque auquel nous pouvons être confrontés est celui d'immédiateté de l'action.

En effet, les bénéficiaires espèrent toujours des réponses rapides. Cependant, le temps de l'accompagnement doit permettre d'identifier les besoins et amener la personne à réfléchir à sa mobilité en lien avec son projet, en fonction de ces capacités et en tenant compte de diverses dimensions (culturelle, géographique, sociale, psychologique, professionnelle...)

Un accompagnement tri partite ainsi qu'une phase de bilan mobilité très pédagogique devrait permettre de limiter ce risque.

Concernant les bénéficiaires qui ont une difficulté dans l'appropriation de la langue française, ils devront être accompagnés soit de leurs référents pour faire l'interface si nécessaire, soit d'un traducteur.

Si la nécessité d'un traducteur s'impose, cette démarche sera à la charge du prescripteur pour trouver la ressource sur le territoire, organiser la mise en œuvre de la prestation mais aussi son financement.

Cette prestation n'étant pas prévu par le dispositif Cantal'Mouv, en aucun cas l'AFAPCA effectuera ces démarches.

Concernant les bénéficiaires qui ont un handicap du type déficience auditive et/ou de langage et/ou visuelle, ils devront être accompagnés soit de leurs référents pour faire l'interface si nécessaire, soit d'un signeur en Langue des Signes Française.

Si la nécessité d'un traducteur et ou d'un signeur s'impose, cette démarche sera à la charge du prescripteur pour trouver la ressource sur le territoire, organiser la mise en œuvre de la prestation mais aussi son financement.

Cette prestation n'étant pas prévu par le dispositif Cantal'Mouv, en aucun cas l'AFAPCA effectuera ces démarches.



2 Parcours d'accompagnement à la mobilité

Dès la demande, il est déterminant d'instaurer une collaboration tripartite (réfèrent de parcours, le bénéficiaire et le conseiller mobilité) centrée sur la mobilité au service du projet.



- La fiche de prescription

Le public est orienté sur le dispositif par son réfèrent (travailleurs sociaux du Conseil départemental, des CCAS, des structures partenaires du département, Missions Locales, Cap Emploi, Pole Emploi, MSA, chambres consulaires, ...) à l'aide d'une **fiche de prescription numérique**.

Prescription en ligne

Merci de remplir la prescription en renseignant les champs ci-dessous.

Navigation : ? Prescription | Bénéficiaire | Situation | Finalisation

Orientation

--- Choisir une orientation ---

Besoins

Merci de sélectionner une orientation, pour initialiser la liste des besoins.

Prescripteur

--- Choisir un prescripteur ---

Raison sociale *

Adresse *

Complément

Code postal * Ville *

Conseiller

Nom * Prénom *

Téléphone *

Email *

Précédent Suivant

La prescription devra être accompagnée des justificatifs suivants :

- Le justificatif d'éloignement de l'emploi (attestation de minima sociaux, d'inscription à Pole Emploi, attestation Mission Locale, PASS IAE, CEJ...)
- Fiche d'entrée FSE

- L'entretien téléphonique préalable

Un **entretien téléphonique préalable** au participant permet de vérifier :

- L'adéquation entre la demande de la personne et le dispositif proposé,



- L'adhésion de la personne à travailler à l'acquisition d'une mobilité autonome et durable sans se limiter à sa demande initiale.

Si le projet de la personne est conforme avec les objectifs du dispositif, l'entrée dans le parcours d'accompagnement pourra être mise en œuvre par l'AFAPCA.

Dans le cas contraire, l'AFAPCA informera par mail le prescripteur.

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone).

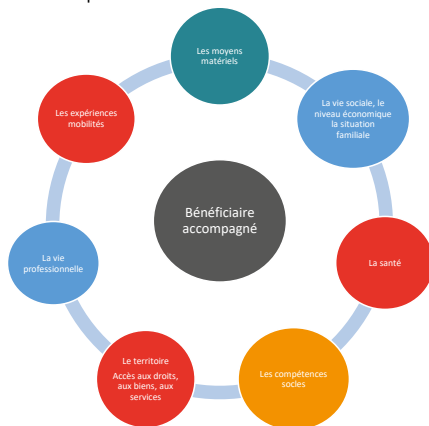
En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

- **Le bilan mobilité**
 - ❖ Evaluer les attentes, besoins, capacités et ressources des personnes souhaitant mener à bien un projet pour acquérir davantage de mobilité

En tant que porteur du projet, l'AFAPCA se chargera de réaliser pour chaque bénéficiaire orienté par un prescripteur (travailleurs sociaux du Conseil départemental, des CCAS, des structures partenaires du département, Missions Locales, Cap Emploi, Pole Emploi, MSA, chambres consulaires, ...) un « **Bilan mobilité** » ayant pour objectif d'individualiser et d'accompagner le parcours des bénéficiaires en fonction de leurs projets.

Il devra permettre, entre autres, de s'assurer que le bénéficiaire a une bonne connaissance du/des projets professionnels pré-ciblés, qu'il possède des atouts qu'il peut transférer vers le/les projets professionnels et qu'il suivra les prestations proposées à travers un travail sur son projet socioprofessionnel et une évaluation de son profil psycho-professionnel en abordant entre autre les sujets suivants.

La méthodologie de diagnostic mobilité mise en place par l'AFAPCA s'appuie sur un référentiel d'évaluation qui permet de réaliser un état des lieux global de la situation du bénéficiaire. Ceci à partir des dimensions de vie représentées dans le schéma ci-dessous.



17



Pour chacune des dimensions, le diagnostic individuel de mobilité est construit à partir des questions évaluatives listées ci-dessous.

✓ Pour la vie professionnelle

- Quelles sont les différentes expériences professionnelles ou de formation ?
- Quelles mobilités ont été pratiquées dans le cadre de ces expériences ?
- Quel(s) emploi(s) est visé aujourd'hui ?
- Les besoins de mobilité liés à cet emploi sont-ils identifiés ?

✓ Pour la vie sociale, les ressources

- Quels parcours des lieux de vie ?
- Quelle l'articulation des temps de vie ?
- Le bénéficiaire peut-il s'appuyer sur un entourage familial et/ou amical ?
- Se déplace-t-il dans le cadre de ses loisirs, de quelles manières ?
- Existe-t-il d'autres freins à la mobilité : garde d'enfants, d'une personne handicapée, ...
- Quelle est sa situation administrative : papiers d'identité, réalisation de la journée d'appel, ... ?
- Quels sont ses revenus, quelles capacités de financement de sa mobilité, situation de surendettement ?

✓ Pour la santé

- Quelles sont ses capacités physiques (psychomoteur, vue...)
- Ses capacités « psychologiques » (mémoire, gestion des émotions) ?
- Existe-t-il un suivi médical ?
- Le bénéficiaire connaît-il des troubles psychologiques liés aux déplacements ?
- A-t-il subi un traumatisme lié à un accident ?
- Existe-t-il des conduites addictives ?
- Quelles sont ses principales motivations liées aux déplacements ?
- Quelles sont ses craintes, ses peurs ?

✓ Pour les moyens matériels

- Le bénéficiaire dispose-t-il d'un moyen de déplacement personnel (vélo, scooter, voiture, ...)
- Ces moyens sont-ils en état de fonctionner ?
- Le bénéficiaire peut-il emprunter/louer un véhicule ?
- Y a-t-il un besoin de réparation, remise en état du véhicule ?
- Le bénéficiaire a-t-il les moyens financiers d'entretenir, de réparer, d'acheter un véhicule ?

✓ Pour les compétences socles

- Le bénéficiaire maîtrise-t-il les compétences de base : lecture/écriture, mathématique, logique, communication (approche référentiel Cléa) ?
- Le bénéficiaire maîtrise-t-il les compétences de base mobilité : se repérer dans l'espace, se repérer dans le temps, lire un horaire, un plan de transport public, préparer un itinéraire ...

✓ Pour les expériences mobilité

- Quels sont les modes de déplacements actuels du bénéficiaire : marche, vélo, deux roues motorisés, véhicule sans permis transports commun, covoiturage, voiture, ...



- À quelle fréquence ?
- Pour quels motifs ?
- Quelle distance le bénéficiaire est-il prêt à parcourir chaque jour, quelle durée ?
- Quelle est sa situation au regard du permis de conduire : détenu ou non, son expérience et antériorité en auto-école, des échecs, réussites, suspension, annulation, des craintes, des peurs
- Le bénéficiaire est-il prêt à de nouvelles expériences de mobilité ?

✓ Pour le territoire

- Existe-t-il des transports en commun à proximité du lieu de vie du bénéficiaire ?
- Le territoire propose-t-il d'autres solutions de mobilité : covoiturage, transport à la Demande, aides financières à la mobilité ...
- Réside-t-il sur un bassin d'emploi et/ou de services ?
- Le lieu de résidence ou d'habitation est-il compatible avec les exigences mobilité liées à l'emploi visé ?
- Un projet de déménagement est-il envisageable ?

Ce référentiel d'évaluation est utilisé systématiquement par le conseiller mobilité au cours du diagnostic individuel mobilité. Il va lui permettre de réaliser un bilan approfondi des freins, atouts et limites du bénéficiaire quant à sa mobilité. L'ensemble des éléments évoqués sont mentionnés sur le livrable et consolidé en direct

L'accompagnement à la mobilité est un processus soutenant l'insertion. Ainsi, pour élargir son territoire de recherche d'emploi, adapter sa mobilité à l'emploi visé, accéder et se maintenir dans l'emploi, il s'agit non seulement d'identifier les freins à la mobilité du bénéficiaire mais également ses capacités, aptitudes et ressources.

Dans le cadre de l'accompagnement, la levée des freins va souvent être rendue possible par une mobilisation des atouts et ressources du bénéficiaire. Au travers des différentes dimensions évaluées (voir ci-dessus), le conseiller mobilité va chercher systématiquement à identifier ses capacités, aptitudes, motivations, et ressources. Les quelques exemples ci-dessous illustrent l'approche utilisée.

- ✓ S'agissant des capacités : je sais utiliser les transports en commun, faire du covoiturage, faire du vélo, ...
- ✓ S'agissant des aptitudes : je maîtrise les savoirs de base nécessaire pour préparer le permis de conduire, je peux m'adapter à différentes situations, je peux demander de l'aide lors d'un déplacement, j'ai déjà pratiqué différents types de mobilité
- ✓ S'agissant des motivations : je sais me déplacer dans le cadre de mes loisirs, de ma vie familiale, j'ai envie de découvrir de nouveaux modes de déplacements ...
- ✓ S'agissant des ressources : mon entourage peut m'aider dans mes déplacements, peut m'aider financièrement, j'ai droit à des aides financières ou matérielles à la mobilité, ...

L'expérience de la plateforme mobilité du Cantal et de ses conseillers mobilité montre que ces différentes identifications vont permettre de construire un parcours mobilité dans une logique de promotion des compétences de la personne et ainsi lever les freins identifiés.

Il faut donc percevoir les difficultés de mobilité comme étant des problématiques transversales.



Il est à noter que souvent plusieurs freins peuvent se croiser.

Cette phase de positionnement et d'évaluation est un préalable essentiel à la construction du parcours d'accompagnement à la mobilité intégrant plusieurs solutions à planifier (formation, financement et matériel...).

L'AFAPCA identifiera dans le cadre du bilan approfondi de mobilité, les enjeux pour le bénéficiaire :

- Répondre aux demandes immédiates
- Amener le bénéficiaire à réfléchir à sa mobilité liée à son projet professionnel
- Amener le bénéficiaire à prendre conscience de ses capacités
- Chercher l'adhésion au projet mobilité
- Faire évoluer ses représentations
- Sensibiliser aux alternatives à la voiture
- Valoriser ses capacités, savoirs faire, ressources
- Identifier ses freins professionnels et ceux liés à sa mobilité
- L'engager dans une démarche de projet professionnel et de changement

De ce fait, il ne doit pas être seulement basé sur la demande initiale (exemple : passer le permis) qui pourra être invalidée mais appréhender la mobilité de façon plus globale en s'appuyant sur les différentes possibilités du territoire : moyens de transports alternatifs (covoiturage, transport en commun...).

A partir de ces données, s'ensuivront une recherche de solution pour accéder à la mobilité autonome (via la mobilisation des dispositifs de droit commun, de réseaux de personnes et structures ressources impliqués à différents niveaux ou le montage d'un parcours spécifique), l'élaboration d'un montage financier en mobilisant les ressources gérées par les partenaires de la plateforme de mobilité.

Chaque parcours de formation est construit selon le projet professionnel élaboré dans le cadre de l'accompagnement et le profil des personnes. Les durées seront donc variables selon les projets.

Le bilan mobilité durera au minimum 2 heures en présentiel et lors du 1er entretien individuel, l'AFAPCA complètera avec le participant un contrat d'engagement (cf : annexe) actant l'adhésion du bénéficiaire à l'accompagnement mobilité proposé.

Le bilan mobilité se décompose de la manière suivante

1er rendez vous	Analyse	Rendez vous de restitution
<ul style="list-style-type: none">•1. Accueil du bénéficiaire et présentation du diagnostic•2. Entretien Individuel à partir des questions évaluatives•3. Evaluation des compétences•4. Analyse partagée des données collectées	<ul style="list-style-type: none">•Analyse complémentaire du 1er rendez vous et des données compilées en back office• Rédaction d'une ébauche d'un plan d'action qui tient compte des données collectées et qui sera la base de discussion lors du rendez vous de restitution	<ul style="list-style-type: none">• 5. Co définition du plan d'action à partir de l'ébauche de ce dernier réalisé en back office par le conseiller mobilité•6. Saisie des résultats du diagnostic et du plan d'action défini dans @ppli en présence du bénéficiaire afin de s'assurer de son adhésion et de recueillir son consentement pour la transmission de l'ensemble de ses éléments



Des outils différents seront utilisés en fonction des critères que nous souhaiterons évaluer. Il sera nécessaire d'adapter les modes d'évaluations en fonction du territoire et de l'implication des personnes.

Le Bilan Mobilité est un pré requis pour tout accompagnement sur le parcours mobilité.

A l'issue de ce bilan mobilité, l'AFAPCA sera en mesure de proposer un parcours d'accompagnement individualisé adapté dont l'objectif est de **permettre au bénéficiaire d'acquérir une mobilité autonome et durable**.

Le bilan mobilité de chaque participant fera l'objet d'une présentation à la commission mobilité mensuelle mise en place à cet effet par l'AFAPCA pour donner lieu à un accompagnement.

Toutefois, un participant pourra intégrer directement la phase 3 « accompagnement individualisé » si un bilan mobilité de même nature a été réalisé soit :

- Dans les 2 ans précédents la demande d'entrée en accompagnement individuel
- Dans le cadre d'une action en faveur de l'accès à la mobilité d'un des partenaires de PDIE/PTIE (Pole Emploi, Conseil Régional).

Ce bilan devra être présenté à la commission mobilité en plus des autres justificatifs pour intégrer la phase accompagnement.

La commission mobilité statuera sur :

- La clôture du dossier :

Des freins trop importants ne permettent pas au participant d'accéder à une mobilité autonome ; le participant est indisponible ; n'adhère plus au projet ; quitte le département ...

- **L'accompagnement individualisé**
- ❖ Accompagner vers une mobilité autonome

Suite à la validation de la poursuite du parcours d'accompagnement par la Commission mobilité mise en place par l'AFAPCA, le conseiller mobilité utilise toute les ressources de l'AFAPCA et celle de ses partenaires pour répondre aux besoins du bénéficiaire.

Deux options d'accompagnement seront possibles

La levée d'un frein à l'emploi/l'insertion

J'ai un projet défini mais, je ne peux le réaliser car ma mobilité n'est pas adaptée/suffisante, je souhaite une aide à la levée de ce frein

La dynamisation d'un parcours d'insertion

Je n'ai pas de projet clair, travailler sur ma mobilité va me permettre de définir ce projet et de dynamiser mes démarches

L'AFAPCA restera en lien très étroit avec les prescripteurs tout au long de l'accompagnement.

Le projet mobilité du participant s'inscrit souvent dans le temps, l'objectif final est de permettre à la personne d'accéder à une autonomie correspondant à des besoins et à ses souhaits :

- De se déplacer seul différemment
- De se sentir suffisamment en confiance et en capacité de se déplacer
- D'utiliser des repères existants dont il ne servait pas auparavant



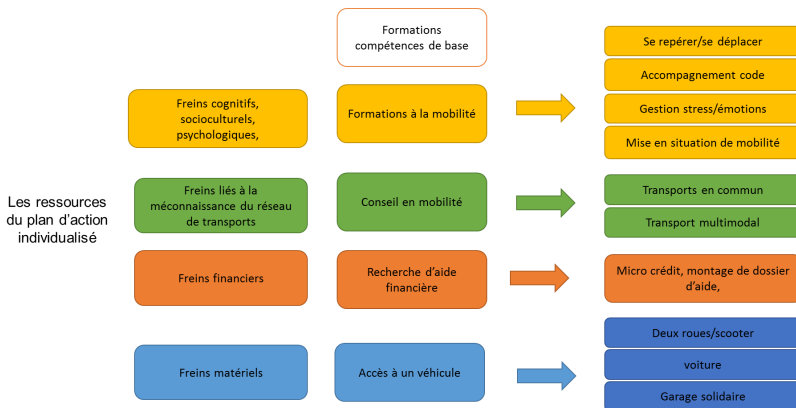
- D'élargir sa zone de déplacement
- De réparer ou d'acheter un véhicule en l'aidant à établir un plan de financement en adéquation avec ses ressources.
- De louer un véhicule

Il faudra donc définir le temps de l'action

- Le court terme (quelques jours, quelques semaines, ...) peut être l'occasion d'engager la personne dans de « petites actions » qui conduiront à un engagement plus important
- Le moyen/long terme (quelques mois) permet à la personne de se projeter et d'anticiper

L'AFAPCA proposera à chaque bénéficiaire ayant validé son projet de mobilité des ressources différentes en fonction des freins à lever :

- Freins cognitifs, socioculturels, psychologiques
- Freins liés à la méconnaissance du réseau de transports
- Freins financiers
- Freins matériels.



Ainsi divers ateliers pourront être proposés aux bénéficiaires en fonction des freins à lever.

➤ Freins cognitifs, socioculturels, psychologiques

L'Atelier « **Bouger sur mon territoire** » permettra d'aborder les thèmes suivants :

- Sens de l'orientation
- Connaissance des transports en commun présents sur le bassin de vie (TAD, Autopartage, covoiturage, TER, transport interurbain, transport urbain...)
- Organisation de ses déplacements et connaissance des possibilités présente sur le territoire
- Cartographie
- Lecture de grilles horaires
- Mise en pratique et sensibilisation à la sécurité routière
- Les outils numériques...



Les personnes ayant des freins psychologiques ou des difficultés de gestion du stress et des émotions pourront être orientées vers **le dispositif RESPIR – Réseau de Soins et de Pratiques pour l'Insertion Réussie**. Cette orientation permet de disposer de 5 consultations avec des intervenants de pratiques alternatives, avec des psychologues, diététiciennes, socio esthéticienne et de deux consultations ostéopathiques.

Le positionnement permis lors du bilan mobilité permet de s'assurer que la capacité d'apprentissage du bénéficiaire a été évalué par une auto-école et le conseiller en mobilité en tiendra compte pour sécuriser le parcours et proposer un accompagnement individualisé adapté permettant :

- Une orientation en auto-école classique, ou
- Une orientation en atelier préalable type prépa code, intégra code, intégra mob via l'auto-école sociale, ou
- D'invalider le projet permis, ou
- D'ajourner le projet permis en attendant de lever des freins (linguistiques, physiques...)

Il est à noter que les bénéficiaires les plus en difficultés pourront accéder à différents ateliers préalables animés par un enseignant de la conduite diplômée qui mettra en œuvre une pédagogie adaptée afin de tenir compte des diverses problématiques des bénéficiaires. Certains ateliers seront mis en œuvre par des prestataires de l'AFAPCA dans le cadre d'une sous-traitance.

Les opérateurs choisis possèdent les agréments, les diplômes (BEPECASER) et les autorisations d'enseigner conformément à la réglementation.

Aussi des **suivis du parcours d'apprentissage du Permis B** seront proposés pour faciliter son obtention que ce soit via l'auto-école sociale de l'AFAPCA ou les auto-écoles commerciales du territoire pour :

- Le cas échéant, régler les démarches préalables à l'engagement dans le parcours : visite médicale, journée d'appel, Attestation de Sécurité Routière (ASR)...
- Informer/guider dans le choix d'une auto-école adaptée à ses besoins
- Définir un plan de financement du parcours permis
- S'assurer que la personne dispose des éléments nécessaires à l'élaboration du dossier ANTS
- Suivre l'assiduité et la progression, le cas échéant, lever les difficultés
- Valoriser les connaissances et compétences acquises,
- Prévoir les suites du permis : utilisation et acquisition d'un véhicule, les réparations éventuelles

➤ Freins liés à la méconnaissance du réseau de transports

Le Bilan Mobilité va souvent « ouvrir un champ des possibles » sans valider tel ou tel mode de déplacement dans le temps. L'accompagnement va permettre cette validation.

Dans ce cas, le conseiller va pouvoir proposer **un accompagnement individuel** :

- informer sur les différents modes de déplacements au regard de la situation de la personne
- guider/accompagner la personne dans l'expérimentation de nouveaux modes de déplacements



- objectiver avec la personne ses capacités/ressources
- aider la personne à choisir le ou les modes de déplacement adaptés à ses besoins/attentes
- définir un plan d'action pour chaque mode de déplacement choisi...

➤ Freins financiers

Se déplacer va mobiliser des moyens financiers. Quel que soit le ou les modes de déplacement choisi, le financement de la mobilité va devoir être accompagné.

Dans ce cas, le conseiller va pouvoir proposer **un accompagnement individuel** :

- Définir un plan de financement adapté à son projet professionnel/ses ressources
- Intégrer ce financement dans le budget global du bénéficiaire
- Le cas échéant, réorienter sa stratégie de mobilité
- Optimiser l'utilisation des moyens par l'intermodalité
- Identifier les modes de financements possibles : aides financières, micro crédit, personnel, entourage...
- Suivre le financement du projet mobilité, le cas échéant, faire évoluer le plan de financement

➤ Freins matériels.

Une fois le plan de financement établie et validé, le conseiller va pouvoir proposer **un accompagnement individuel** aux bénéficiaires pour être orientés prioritairement vers le **garage solidaire du Cantal GS 15** pour :

- Obtenir des devis et vérifier la faisabilité des réparations
- Faire réparer son véhicule à moindre coût
- Mettre à disposition des véhicules de location à tarif adapté (Vélo à Assistance Electrique, Voiture, Scooter)
- Acheter un véhicule à tarif social

Au cas par cas cet accompagnement pourra être réalisé en partenariat avec un garage ou concessionnaire traditionnel pour s'adapter aux réalités du territoire.

3 Les moyens nécessaires à la réalisation

3.1 Organisation Géographique

Grace aux différentes conventions avec les Maison de Services Aux Personnes, les Communautés de communes, les mairies, le télé centre de Mauriac... l'AFAPCA en capacité d'intervenir au plus près des bénéficiaires avec une bonne couverture sur le département du Cantal. Il sera possible d'intervenir aussi au sein des SIAE du département.

Les sites pour l'organisation des entretiens individuel et/ou collectif tiendront compte au mieux des besoins de transports au travers d'une proximité (lorsqu'elle est possible) d'une offre de transport existante (transport en commun, TAD, bus, trains, etc.).

L'AFAPCA proposera des interventions à minima sur Aurillac, Mauriac et Saint Flour.



Les prises de rendez-vous pour les entretiens seront faites par téléphone pour convenir du lieu et de l'horaire le plus adapté au bénéficiaire en tenant compte entre autres de la garde des enfants, des horaires des écoles, du covoiturage possible....

3.2 Calendrier

Le dispositif prendra effet du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

3.3 Les participants

En 2023, environ 400 personnes pourraient bénéficier d'un parcours d'accompagnement à la mobilité.

Ce chiffre reste une estimation car les orientations sur le parcours d'accompagnement à la mobilité dépendent de des prescriptions reçues.

Le nombre de prescripteurs partenaires fera varier le nombre d'accompagnements possibles bien évidemment.

3.4 Moyens humains

Pour garantir une dynamique continue de développement des compétences et de formation de ses professionnels, l'AFAPCA est adhérente au **réseau Mob'In**. <https://www.mobin-solutions.fr/>

Réunissant les acteurs majeurs de la mobilité inclusive sur 10 départements de la région Auvergne Rhône Alpes, comptant plus de 190 adhérents en France, le réseau Mob'In propose à ses adhérents une offre de professionnalisation à destination des conseillers mobilité, de ses formateurs en auto-école sociale, des techniciens mobilité (loueurs sociaux, garages solidaires) : formation, échanges de pratiques, co construction de méthodes et d'outils pédagogiques, ...

Mob'In est lauréat de l'appel à projet Plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté pour la période 2021-2022. Son projet « la mobilité solidaire pour tous et sur tous les territoires » est soutenu par le ministère des solidarités à hauteur de 1,2 M euros. Les acteurs de Mob'In vont ainsi pouvoir développer une application nationale répertoriant les solutions de mobilité inclusive et solidaire sur chaque territoire, s'appuyer sur un chargé de développement dans chaque région et une équipe de direction Mob'In France pour proposer encore plus de ressources à ses adhérents et leurs partenaires.

Mob'In est membre du Laboratoire de la Mobilité Inclusive aux côtés d'autres grands acteurs nationaux, publics et privés : Ademe, Croix Rouge, FACE, FASTT, La Poste, Fondation Macif, Malakoff Humanis, Pôle Emploi, Fondation PSA, réseau Apreva, Secours Catholique, SNCF, Total, Transdev.

Pour sa part l'AFAPCA, met en place une veille administrative, juridique et opérationnelle, pour permettre à ses salariés de rester informé, d'acquérir de nouvelles compétences et d'être force de proposition.

Ainsi, l'AFAPCA par l'intermédiaire de son directeur, Co pilote le dispositif Mob'In Pro + pour le compte de Mob'In AURA dont il est Co président et est aussi administrateur de Mob'In France.



De plus, le directeur de l'AFAPCA, participe au groupe de travail « Pauvreté précarité en rural » organisé par le Commissariat à la lutte contre la pauvreté auprès du Préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes via CAP RURAL et anime la thématique « Mobilité ».

De même, il participe au Groupe de travail « Mobilité pour Tous », qu'il Co anime avec le collectif Handicap & société sur le territoire du Cantal.

C'est dans ce cadre que **Pierre Savaric**, Directeur de l'association dirige le dispositif et son déploiement sur le territoire à hauteur de 0.50 ETP sur 12 mois, il est assisté d'une secrétaire-comptable.

La secrétaire-comptable saisit les éléments comptables, enregistre les factures, prépare les paiements, effectue les rapprochements bancaires, vérifie le paiement des adhésions et le respect des contrats d'engagement et met à jour le tableau des conventions partenariales.

Pierre Savaric possède une expérience de plus de 10 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion et de plus de 7 ans à la direction de l'association.

Il est titulaire d'un MASTER 2 Professionnel Administration et Entreprise et Territoriale option Administration Générale et Territoriale à l'Université de Rennes 1.

Martine Linard, référente de parcours au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires de la plateforme de mobilité à hauteur de 0.4 ETP sur 12 mois et coordonnera l'équipe des conseillers mobilité à hauteur de 0.4 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de plus de 15 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion.

Elle a suivi en 2019, une formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion » et une formation « compétences linguistiques et Code de la route pour les primo-arrivants ».

Mélanie Vialle, référente de parcours au sein de l'AFAPCA est en charge de l'accompagnement des bénéficiaires Pole Emploi de la plateforme de mobilité à hauteur de 0.4 ETP sur 12 mois dans le cadre du marché public MBI.

Elle possède une expérience de 3 ans dans le conseil à la mobilité et est titulaire d'un Master 2 en psychologie du travail.

Elle a suivi en 2019, une formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion » et une formation « compétences linguistiques et Code de la route pour les primo-arrivants ».

Alanna Pages, référente de parcours au sein de l'AFAPCA est en charge de l'accompagnement des bénéficiaires de la plateforme de mobilité à hauteur de 1 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de 2 ans dans le conseil à la mobilité et est titulaire d'un BTS en Economie Sociale et familiale.

Elle a suivi en 2019, une formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion » et une formation « compétences linguistiques et Code de la route pour les primo-arrivants ».

Dominique Réjaud, référent de parcours au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires de la plateforme de mobilité à hauteur de 1 ETP sur 12 mois.



Il possède une expérience de plus de 10 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion.

Il a suivi en 2021, une formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion »

Sandrine Delom, référente de parcours au sein de l'AFAPCA est en charge de l'accompagnement des bénéficiaires Pole Emploi de la plateforme de mobilité à hauteur de 0.6 ETP sur 12 mois dans le cadre du marché public MBI.

Elle possède une expérience de plus de 20 ans dans l'accompagnement des publics en situation d'insertion et est titulaire d'un Diplôme d'Etat Conseiller en Economie Sociale et Familiale.

Isabelle Lassalle, référente de parcours au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires orientés vers l'atelier « Intégracode » de la plateforme de mobilité à hauteur de 0.34 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de plus de quatre ans dans la formation et de plus de trois ans dans le conseil à la mobilité.

Elle a suivi en 2019, une formation intitulée « compétences linguistiques et Code de la route pour les primo-arrivants » et en janvier 2020 elle a suivi la formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion ».

Michel Gohier, enseignant de la conduite au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires orientés vers l'auto-école solidaire à hauteur de 1 ETP sur 12 mois.

Il possède une expérience de plus de vingt ans dans l'enseignement du code et de la conduite, et est titulaire du BPCASER ainsi qu'une autorisation de conduite.

Sonia Robert, enseignante de la conduite au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires orientés vers l'auto-école solidaire à hauteur de 0.68 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de plus de vingt ans dans l'enseignement du code et de la conduite, et est titulaire du BPCASER ainsi qu'une autorisation de conduite.

Laurence Castanier, assistante des référents de parcours renseigne les bénéficiaires du dispositif, les oriente vers le bon dispositif et le référent de parcours afférent.

Elle réoriente les bénéficiaires vers leurs prescripteurs si nécessaires.

Elle organise des rendez-vous en tenant compte des problématiques des bénéficiaires (garde d'enfant, vacances, déplacement...)

Mme Castanier valide des fiches de prescription après vérification de l'éligibilité des publics et participe au réunion d'équipe hebdomadaire pour l'attribution des prescriptions aux référents de parcours.

Elle gère les absences des bénéficiaires sur les groupes de formation (Prépa Code, Intégra Code, Code Renforcé...) et rédige les justificatifs de présences des bénéficiaires, ainsi que les contrats de financement

Mme Castanier vérifie aussi la complétude des dossiers

60% de son temps de travail est affecté à ses tâches.



En 2020, l'ensemble de l'équipe mobilité a participé à une formation avec Finances et Pédagogie sur le thème du Micro Crédit social et en 2021, elle a assisté à une formation animée par la Banque de France sur les thèmes suivants :

- Mission banque de France
- Surendettement
- Fichier bancaire
- Droit au compte
- Info Banque

En 2021 et 2022, des cycles d'échanges de pratique entre salarié de structure de mobilité inclusive ont été mis en œuvre.

En cas d'orientations trop importantes ou d'incapacité d'un conseiller mobilité durant la période de ce marché, un autre conseiller mobilité ayant les pré requis nécessaires sur ce poste sera soit recruter en externe soit détaché en interne pour permettre la continuité de service et garantir l'accompagnement des bénéficiaires.

3.5 Moyens matériels

L'AFAPCA est située 10 place du champ de foire – 15000 Aurillac, dans des locaux avec une accessibilité PMR.

Grace aux différentes conventions avec les Maison de Services Aux Personnes, les Communautés de communes, les mairies, le télé centre de Mauriac... l'AFAPCA en capacité d'intervenir au plus près des bénéficiaires avec une bonne couverture sur le département du Cantal. Il sera possible d'intervenir aussi au sein des SIAE du département.

Les sites pour l'organisation des entretiens individuel et/ou collectif tiendront compte au mieux des besoins de transports au travers d'une proximité (lorsqu'elle est possible) d'une offre de transport existante (transport en commun, TAD, bus, trains, etc.).

L'AFAPCA proposera des interventions à minima sur Aurillac, Mauriac et Saint Flour.



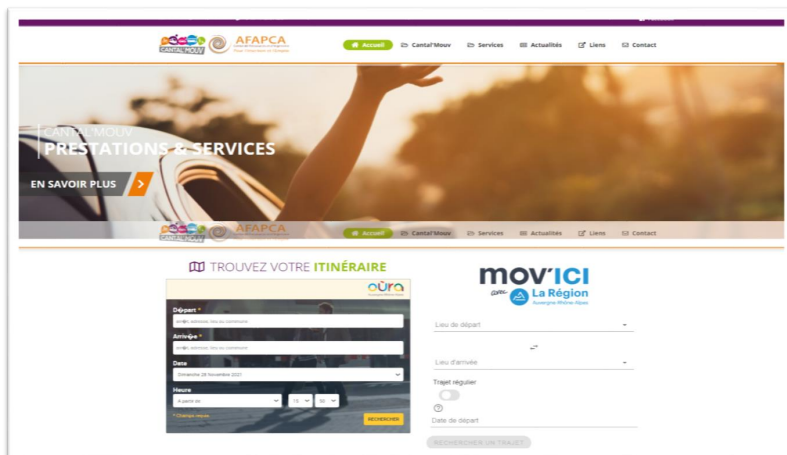
DESCRIPTIF	
<p>Locaux professionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Hall d'accueil · 7 bureaux pour les entretiens individuels d'accompagnement, · 1 bureau pour le secrétariat administratif et le secrétariat comptable · Espace de réunion / Salle de formation · Espace multimédia · Toilettes publiques et salariés · Espace repas <p>Mobilier et matériel des bureaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Mobilier de bureau et armoire · Objets meublants (corbeilles, Téléphone, lampe de bureau...) · Tables - Chaises · Standard téléphonique · Photocopieur - Imprimante - Scanner · 11 ordinateurs équipés Pack Office 16 et Windows 10 reliés à Internet par un réseau sécurisé <p>Mobilier et matériel de l'espace multimédia :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Tables - Chaises · 4 ordinateurs équipés du Pack Office 16 et navigateur Internet Explorer, Mozilla Firefox, Google chrome <p>Mobilier et matériel de l'espace réunion / Salle de formation</p> <ul style="list-style-type: none"> · Tables - Chaises - 1 Paper board · 1 vidéo projecteur avec ordinateur et écran · 12 tablettes · Internet Fibre Optique - WIFI public et privé 	 <p>Transports en Commun permettant l'accès au site d'exécution à 100 mètres</p> <p><u>Réseau Car Région à 600 m</u> Place du Gravier - Aurillac Ligne C01 – C03 – C05 – C06 – C21 - C36</p> <p><u>Réseau Car Région à 600 m</u> Square Gambetta - Aurillac Ligne C02 – C04 - C11</p> <p>Stationnement gratuit devant les locaux Stationnement PMR devant les locaux</p>
<p>Moyens d'accès au site d'exécution</p>	



3.6 Moyens numérique

L'AFAPCA possède un site internet responsif dédié à la mobilité (www.cantalmouv.fr) qui permet d'accéder à **un calculateur d'itinéraire** en libre accès à un **extranet** avec :

- Un accès à une **base de données des aides à la mobilité** mise à jour régulièrement
- Un accès à une **demande de prise en charge** en ligne uniquement pour les prescripteurs



L'AFAPCA possède aussi son propre logiciel de bilan mobilité qui permet de suivre les parcours individuels des bénéficiaires. Ce logiciel permet au conseiller de décrire les différents accompagnements réalisés, et les livrables constituant le parcours mobilité du bénéficiaire peuvent y être téléchargés. L'ensemble des actions composant le parcours mobilité du bénéficiaire peuvent y être renseignés.

Les données gérées par cet outil sont conformes à la RGPD et une interface prescripteur est accessible.



Ce logiciel reprend l'ensemble des dimensions suivantes :

- La vie professionnelle
- La vie sociale, les ressources
- La santé
- Les moyens matériels
- Les compétences socles
- Les expériences mobilité
- Le territoire

Les éléments saisis dans le logiciel sont en lien avec la fiche de positionnement remplie lors du 1^{er} rendez-vous du bilan approfondi de mobilité que chaque bénéficiaire doit obligatoirement effectuer et dont les questions portent sur :

- Ma mobilité
- Mon projet mobilité et professionnel
- Ma confiance en moi
- Ma capacité à savoir se repérer
- Ma capacité à savoir s'organiser
- Ma capacité à savoir utiliser les outils numériques
- Ma capacité à savoir lire un plan
- Ma capacité en lecture et compréhension (5 tests)
- Ma capacité en calcul et logique (9 tests dont 2 optionnels en fonction du niveau du bénéficiaire)
- Ma capacité financière (3 questionnaires - budget mobilité, budget réparation ou achat de véhicule)

Bilan d'évaluation	
Número dossier : 2020-00213	Orientación : Plateforme mobilité
Référént(s) : Martine LBNARD	
Début du parcours : 01/10/2020	Date d'évaluation : 20/10/2020
Bénéficiaire	Prescripteur
ANAMNESE	
Mr a bénéficié de la prestation de Pôle emploi En route vers l'entreprise. Il a obtenu son permis de conduire. Son projet est désormais de s'orienter vers les métiers de l'aide à la personne. Il va suivre une formation d'ASH et travailler les week ends dans une maison de retraite. Il recherche des financements pour l'achat d'un véhicule de façon à améliorer sa mobilité et élargir sa recherche d'emploi	
DIAGNOSTIC	
• Situation administrative	
Freins	Atouts
Inscrit à Pôle Emploi Pièce d'identité valide	En formation 'Agent de service hospitalier' au GRETA jusqu'au 27/01/2021 Inscrit au Pôle emploi et indemnisé jusqu'au 9/11/2020
• Situation personnelle	
Freins	Atouts
Autonomie Accès et maîtrise Internet	Célibataire, 50 ans Ancien compagnon d'Emmaüs Locataire (le propriétaire est un particulier) Accès internet sur ordinateur

Le bénéficiaire effectue obligatoirement une série de tests qui vont lui permettre de situer ses connaissances suivantes :

Les connaissances de lecture d'un plan, d'une carte, d'organisation et de l'utilisation de l'outil numérique seront évaluées sur :

- Les capacités liées à la recherche d'une rue sur un plan de ville via le site www.cantalmouv.fr
- Les capacités pour réaliser un itinéraire via le site www.cantalmouv.fr
- La lecture et l'interprétation d'une légende et d'un index (mettre en application sur le support)

Les savoirs de base ou compétences socle (lecture, compréhension, calcul et logique) nécessaires à la mobilité seront évalués sur :

- Les compétences d'écriture, de lecture et de compréhension de texte



- Les compétences d'observation (recopier un texte)
- Les capacités de logique (relier des images à des mots)
- Les compétences et les capacités à s'orienter (Nord/sud/est/ouest)
- Les connaissances des chiffres (pair/impair) et de calcul (addition, soustraction...)

La connaissance du territoire et de son environnement mobilité sera évaluée sur :

- L'utilisation des cartes à tarif réduit par exemple (bénéficiaires, durée de validité, d'utilisation, territoire...)
- Le fonctionnement d'une gare (horaires), des car région et bus interurbain...

De plus, le logiciel de l'AFAPCA permet aussi de retracer le parcours d'accompagnement individuel des bénéficiaires et reprends les éléments suivants :

- Anamnèse
- Conclusion du bilan dévaluation
- Le détail de l'accompagnement individuel

Bilan de parcours	
Numéro dossier : 2019-00226	Orientat° : Plateforme mobilité
Référént(s) : Martine LINARD	
Début du parcours : 30/07/2019	Date d'évaluation : 30/07/2019
Bénéficiaire	Prescripteur
	Maison de la Solidarité Départementale 50 avenue du Dr Millet 15100 ST FLOUR Référént : SALAT Veronique 04-71-60-08-87 csalat@cantal.fr
ANAMNESE	
Mme Sandoz habite en zone rurale (St Marc), il lui est donc difficile de trouver un emploi sans moyen de locomotion. Il convient d'analyser sa situation au regard de la mobilité et d'envisager un parcours permettant la levée de ce frein.	
CONCLUSION DU BILAN D'EVALUATION	
En conclusion, Mme Sandoz habite en zone rurale où le permis de conduire est incontournable pour la recherche d'un emploi. Elle a les capacités intellectuelles pour passer son permis en auto-école classique cependant elle ne dispose pas de l'argent pour financer son permis. Un accompagnement à la recherche de financement pour passer le permis est donc nécessaire.	
Bilan finalisé le 13 septembre 2019	

PARCOURS	
+1 - BILAN MOBILITE 00/00/2019 Au 00/00/2019	
Prestataire : AFAPCA	Lieu : ST FLOUR
Nombre d'heures : 000H00	
Compétences : Acquis	
Etat : Réalisée complètement	
+2 - ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE A LA MOBILITE	
Prestataire : AFAPCA	Lieu : ST FLOUR
Nombre d'heures : 000H00	
Etat : En attente	
+CODE DE LA ROUTE 00/00/2019 Au 10/05/2021	
Prestataire : AFAPCA	Lieu : ST FLOUR
Nombre d'heures : 000H00	
Compétences : Acquis	
Etat : Réalisée complètement	
Objectifs : Inscrite à l'auto-école Cussac	
Bilan prestation : Code obtenu en mai 2021	

Enfin l'AFAPCA possède aussi un site plus généraliste www.afapca.fr présentant les activités de l'association et permettant l'envoi de news letter.

3.7 Organisation immatérielle

L'ensemble des temps de préparation, les entretiens préalables et d'organisation des entretiens individuels et des temps collectifs sont à la charge de l'AFAPCA et inclus dans l'état des prix forfaitaires.

Aucun surcoût ne pourra être présenté en cours de mission.



4 Budget prévisionnel

BUDGET PREVISIONNEL CANTAL' MOUV 2023				
DEPENSES			RECETTES	
Plateforme de Mobilité				
Charge de personnel: 1 Enseignant de la conduite à 1 ETP sur 12 mois	45 239,04 €		Conseil départemental du Cantal	100 000,00 €
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité & FLE à 0,34 ETP sur 12 mois	15 102,59 €		Conseil Régional Auvergne Rhone Alpes	50 000,00 €
Charge de personnel: 1 Enseignant de la conduite à 0,6857 ETP sur 12 mois	29 653,90 €		FSE Mobilité	278 438,00 €
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité / coordianatrice MLL 0,60 ETP sur 12 mois	39 350,00 €		DDETSPP - Stratégie pauvreté /aide à l'achat	25 000,00 €
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité SD à 0,60 ETP sur 12 mois	26 019,00 €		POLE EMPLOI	37 000,00 €
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité AP à 0,60 ETP sur 12 mois	19 135,00 €		Intégra Code - Mob In	4 000,00 €
Charge de personnel: 1 conseiller Mobilité DR à 0,60 ETP sur 12 mois	43 365,00 €			
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité MV à 0,40 ETP sur 12 mois	21 023,00 €		Prestation Information Mobilité	2 376,00 €
Charge de personnel: 1 assistante référent de parcours LC à 0,60 ETP sur 12 mois	19 585,00 €		FASTT	3 500,00 €
Charge de personnel: 1 directeur à 0,50 ETP sur 12 mois	37 290,96 €		Participation bénéficiaires	5 400,00 €
Gestion Administrative et sociale - Forfait 40 %	118 305,40 €		Auto financement	1 400,00 €
Forfait Code et conduite / réparation & Achat	75 000,00 €			
Prestation de service - Prepa Code et Intégra Mob	18 000,00 €			
Total	507 068,89 €		Total	507 114,00 €

5 Bilans et justificatifs de réalisation

5.1 Justificatif de réalisation

Au terme de la phase d'accompagnement, l'AFAPCA sera en mesure de fournir:

- Bilan mobilité individuel
- Une feuille d'émargement cosignée par le participant et l'intervenant comme présentée en annexe
- Contrat d'engagement
- Le bilan du parcours de l'accompagnement individuel

5.2 Suivi du dispositif

Des échanges réguliers entre le prescripteur, le service Emploi Insertion et l'AFAPCA sont gage de réussite. En cas d'absence injustifiées, répétées et/ou démission du participant, l'AFAPCA s'engage à informer dans les plus brefs délais le prescripteur dans le but d'en comprendre les raisons et de remobiliser le bénéficiaire.



5.2.1 Commission mobilité

L'AFAPCA organisera des Commissions Mobilité ce qui permettra d'effectuer un suivi régulier du dispositif, de prendre connaissance des bilans mobilité et de valider l'entrée dans la phase 3 « accompagnement individualisé ».

5.2.2 Comité de pilotage et compte rendu

L'AFAPCA s'engage à mettre en place un comité de pilotage avant le 31 décembre de chaque année composée du responsable de la structure, des salariés en charge de l'accompagnement mobilité et des agents du Service Emploi Insertion du Conseil départemental en charge du suivi de l'opération. Ce comité de pilotage permettra de faire un bilan intermédiaire de l'opération.

Ce bilan écrit devra être transmis avant le 31 décembre et fera notamment état des éléments suivants :

- Description et analyse des prescriptions (nombre, provenance, besoins exprimés, etc.)
- Description et analyse des profils des participants (nombre de bénéficiaires, répartition Homme / Femme, tranches d'Age, répartition géographique, problématiques, durée des parcours, etc.)
- Analyse des bilans mobilité et phase d'accompagnement (type de préconisations, de démarches...).

6 Obligation

1. L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, L'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

2. Lors de toute communication ou publication, L'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de L'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

3. L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.



L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de L'AFAPCA la FDCA le reversement des sommes indûment perçues.

4.L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

1.1 Obligation liée à l'intervention du Fonds Social Européen

Le dispositif « Cantal'Mouv » est mis en place avec la participation financière des Fonds Européen.

Dans ce cadre, l'AFAPCA informera les participants, le personnel affecté à l'opération et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans la notice ;

Annexes :

- | | |
|---|--|
| ➤ Demande écrite adressée au Président | ➤ Liste des aides demandées pour le projet |
| ➤ Attestation de régularité fiscale | ➤ Avis de répertoire Sirène |
| ➤ Pouvoir d'engagement | ➤ Statuts de l'association |
| ➤ Délégation de signature | ➤ Composition du Conseil d'administration et du bureau |
| ➤ Compte de résultat et Bilan comptable certifié 2019, 2020, 2021 | ➤ Rapport d'activité de la dernière année |
| ➤ Feuille d'émargement, contrat d'engagement | ➤ RIB |
| ➤ Déclaration de Constitution d'Association | ➤ Liste des aides perçues |
| ➤ Document de création d'association | ➤ Délibération du CA du 14 octobre (en attente) |



ETUDE DE LA CANDIDATURE :
AFAPCA Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi
RÉPONSE À L'APPEL À PROJET PERMANENT DU DOMO PDIE 2021-2025
« Parcours d'insertion sans obstacle »

CONCERNANT LE DOSSIER DE DEMANDE :

Les pièces citées ci-après sont demandées et énumérées dans le DOMO du PDIE 2021-2025, version du 1^{er} février 2021, page 4.

Le candidat a fourni :

- Une demande écrite adressée au Président du Conseil départemental. Cette pièce est nécessaire pour démontrer que l'initiative de la demande provient du bénéficiaire. Elle peut prendre la forme d'une lettre d'intention préalable mais devra être accompagné ou suivi d'un dépôt d'un dossier complet dans les six mois. À défaut, la demande sera déclarée irrecevable.
- La fiche de présentation de l'opération en annexe.
- Une copie de la publication au Journal Officiel ou du récépissé de déclaration à la Préfecture.
- Une copie des statuts.
- Une liste des membres de l'organe décisionnel.
- Le numéro SIRET pour justifier de l'immatriculation de l'organisme, obligatoire pour percevoir des aides publiques. Il peut s'agir de l'avis de situation au répertoire SIRENE disponible sur <https://avis-situation-sirene.insee.fr/>
- Le relevé d'identité bancaire indiquant le code BIC et le code IBAN.
- Une attestation sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme.
- Les documents comptables des 3 derniers exercices pour justifier de la santé financière de la structure demandeuse.
- Une liste de l'ensemble des aides perçues au cours des trois dernières exercices (dont l'exercice en cours) pour la conformité au régime d'aides d'État, le cas échéant.
- Une liste de l'ensemble des aides demandées ou perçues au titre du projet lors de la demande pour vérifier l'absence de surcompensation, de double financement ou de sur-financement.

Le candidat n'a pas fourni :

- La délibération de l'organe décisionnel de la structure approuvant le projet et le plan de financement. L'AFAPCA nous informe que la délibération du CA sera prononcée le 14/10/2022.

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ :

Les critères cités ci-après sont demandés et énumérés dans le DOMO du PDIE 2021-2025, version du 1^{er} février 2021, page 4.

Critères conformes :

- Le descriptif du projet doit être précis et détaillé dans la demande d'aide, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens prévisionnels en moyens humains et financiers mobilisés à cette fin ;
- La durée de réalisation des opérations ne pourra excéder 36 mois pour les appels à projets permanents. Seront privilégiées les opérations d'une durée de 12 ou 24 mois.
- Le projet doit être mené au bénéfice direct ou indirect des publics visés par le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 et dans le périmètre géographique du Cantal ;
- Le porteur de projets doit être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes applicables ;

- Le porteur de projets doit être en capacité de respecter les obligations de communication de l'intervention du Conseil départemental.
- Le positionnement sur les actions retenues sera du ressort du Conseil départemental ou du prescripteur habilité en s'assurant de l'adhésion du bénéficiaire. Une fiche navette départementale de positionnement, dûment remplie, sera signée par le bénéficiaire et le référent social ou professionnel et ensuite adressée (par courrier ou courriel) à la structure qui assure l'action concernée.
- Chaque organisme retenu dans le cadre des appels à projets devra mettre en place des comités de suivi (nombre fixé dans la convention) dont les comptes rendus seront transmis au Service Emploi Insertion. La tenue d'une commission mobilité mensuelle permettra d'effectuer un suivi régulier du dispositif.

NOTATION DU CANDIDAT, SELON CRITÈRES DE SÉLECTION :

Critères	Note	Commentaires
L'expérience des intervenants (compétences, qualifications, connaissance du public et du champ de l'insertion sociale et professionnelle, connaissance du territoire au niveau social et économique et des acteurs)	50/50	<p>Les intervenants cités dans le descriptif du projet sont des professionnels diplômés : Article 3.4, p.26 : « Martine Linard, Mélanie Vialle, Alanna Pages, Dominique Réjaud, Sandrine Delom et Isabelle Lassale sont les référents de parcours des bénéficiaires. Michel Gohier et Sonia Robert sont les enseignants de la conduite en charge des accompagnements des bénéficiaires du dispositif.</p> <p>Ces professionnels ont pour les premiers une expérience auprès des publics en situation d'insertion et pour les deux derniers un diplôme en lien avec leurs missions.</p> <p>Ces intervenants ont déjà eu l'opportunité de travailler avec le public cible de l'action CANTAL'Mouv de par les précédentes missions de l'AFAPCA, notamment celle de la mise en œuvre du marché public Parcours d'accompagnement à la mobilité 2022, du Cd15.</p> <p>L'AFAPCA et les intervenants missionnés dans le cadre de l'action sont donc compétents en matière d'accompagnement du public éloigné de l'emploi et ont également la connaissance du territoire cantalien, de par les multiples « points d'accueil » proposés qui desservent chaque arrondissement ().</p> <p>L'AFAPCA est une structure implantée sur le Cantal depuis de nombreuses années, qui a su s'imprégner du territoire et travailler sur divers champs de l'insertion.</p>
La qualité du parcours proposé (outils, méthode d'animation, partenaires sollicités, plus-value, suivi)	40/50	<p>Le parcours d'accompagnement proposé permet un suivi du stade de la prescription par le référent du participant jusqu'à la restitution d'un bilan de parcours de l'accompagnement individuel accompagné d'une feuille d'émargement cosignée par le participant et l'intervenant.</p> <p>L'AFAPCA propose ainsi d'orienter les participants sur le dispositif au moyen d'une prescription numérique, puis un entretien téléphonique préalable sera réalisé avec la personne pour s'assurer de l'adéquation entre la demande de l'intéressé et le dispositif concerné. Puis un bilan mobilité sera réalisé 'durée de 2h minimum en présentiel avec signature d'un contrat d'engagement pour l'accompagnement mobilité. Présentation du bilan mobilité à la commission mobilité mensuelle pour</p>

		<p>statuer sur la clôture du dossier ou la poursuite de l'accompagnement.</p> <p>L'AFAPCA met l'accent sur la nécessité d'échanges réguliers entre avec les référents (prescripteurs, Service Emploi Insertion, et AFAPCA) pour le bon déroulement du parcours du participant.</p> <p>Les partenaires sollicités sont les prescripteurs (article 2 p.16) : « travailleurs sociaux du Département, des CCAS, Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, MSA, chambres consulaires. ».</p> <p><u>Commentaires</u></p> <p>Les prescriptions se faisant via une plateforme, comment l'AFAPCA envisage de se coordonner avec le Cd15 pour la « validation » des prescriptions ?</p>
La logique de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats) en favorisant une approche intégrée et globale	30/30	<p>La logique de projet est évidente avec un processus clair et défini comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un diagnostic – un public – une approche globale d'une problématique mobilité avec différents champs d'interventions ; - Un calendrier de mise en œuvre prévisionnel - Un déroulement technique (réunion de lancement, méthode de prescription, documents de suivi, coordination avec les partenaires) avec une gestion administrative (compilation des données participants et financières) ; - Une phase de bilan et d'évaluation (des bilans individuels, une réunion de clôture ainsi qu'un bilan d'exécution) <p>L'AFAPCA prévoit de toucher 400 participants dans le cadre du dispositif CANTAL'Mouv</p>
L'impact territorial du projet en privilégiant l'échelle des bassins d'emploi et/ou du département (maillage territorial permettant de favoriser l'accessibilité de l'opération aux publics ciblés par l'opération)	30/30	<p>CANTAL'Mouv est un dispositif proposé sur l'ensemble du département du Cantal (article 3.5, p.28) tout en prenant en compte l'importance du maillage territorial lorsqu'il est possible.</p> <p>L'AFAPCA propose des interventions sur les arrondissements d'Aurillac, Mauriac et Saint-Flour.</p> <p>La couverture territoriale est importante pour que chaque bénéficiaire puisse avoir accès facilement au dispositif.</p>
Le nombre de participants accompagnés	30/30	400 participants sont visés par l'action CANTAL'Mouv
Le coût de l'opération par participant	30/30	100 000 € sont sollicités au titre de la demande de subvention pour 400 participants soit un coût par participant, pour le Département, estimé à 250€.
La capacité d'animation et le partenariat réuni autour du projet	30/30	<p>L'AFAPCA est un acteur du territoire connu et reconnu qui sait déjà être ressource pour divers partenaires cités précédemment.</p> <p>Tout au long de la fiche descriptive du projet sont cités plusieurs partenaires de l'insertion tels que le SEI du Cd15, les TS, les MILO, Pôle Emploi, Cap Emploi, etc.</p>

Le caractère novateur et/ou anticipatif des opérations sur les problématiques de mutations économiques	30/30	<p>CANTAL'Mouv ne constitue pas en soi une opération novatrice, puisque cette action est déjà conduite depuis plusieurs années.</p> <p>En revanche, dans un contexte (partie Diagnostic, p.10) de faible taux de chômage et de difficultés de recrutements, l'AFAPCA sait être moteur en proposant des solutions pour lever les freins liés à la mobilité. Grâce à CANTAL'Mouv des clés d'améliorations de l'employabilité du public à ce jour éloigné de l'emploi sont proposées.</p>
La capacité à mobiliser d'autres sources de financement.	20/20	<p>L'AFAPCA montre sa capacité à mobiliser plusieurs types de financements en sollicitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le FSE - Le Conseil régional Auvergne Rhône Alpes - La DDETSPP - Le Cd15
NOTE	290/300	

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AFAPCA
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJET 2021-2025
« PARCOURS D'INSERTION SANS OBSTACLE »
(Dispositif CANTAL'MOUV)**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022, ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

Et

L'AFAPCA – CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGÉNIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI, 10 place du champ de foire, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL, ci-après désigné par les termes « **L'AFAPCA** »,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du Département ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFPCA en date du 06/10/2022 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le Programme Départemental d'Insertion et le Pacte Territorial pour l'Insertion dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociales et professionnelles adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

C'est donc un Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) et un Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE) qui définit la politique commune au Département et à ses partenaires pour la période de 2021 à 2025 dans le Cantal avec une approche décloisonnée entre les publics et les directions du Département intervenant dans le champ des solidarités (enfance famille, autonomie, action sociale et insertion).

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est **d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.**

Le PDIE/PTIE 2021-2025 a défini cinq engagements : une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé, un passeport vers l'emploi, **un parcours d'insertion sans obstacle**, la prise en compte des spécificités de chacun et une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente. Ces engagements se traduisent en vingt-deux fiches actions.

Si l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi est évidemment fonction de leurs niveaux de compétences et de qualifications, elle dépend également de leur capacité à se déplacer : que ce soit pour participer à un entretien d'embauche, suivre une formation ou occuper un emploi, c'est bien la question de l'accessibilité à l'opportunité professionnelle qui se pose.

Souvent présentée comme un « passeport vers l'emploi », la mobilité géographique peut également entraver les parcours d'insertion de ceux qui -pour des raisons matérielles, financières, cognitives, ou encore psycho-sociales - ont des pratiques de déplacement limitées. Pluriels et complexes, les freins à la mobilité géographique jouent un rôle déterminant dans la réalisation de nombreuses trajectoires professionnelles.

Les publics, suivis par le Département dans le cadre de leurs parcours en insertion, peuvent se heurter à des **freins périphériques, notamment liés à l'absence de mobilité. L'accompagnement individualisé a pour objectif d'aider la personne à accéder à une mobilité autonome favorisant son insertion professionnelle.**

ARTICLE1- OBJET DE LA CONVENTION

Le Conseil départemental du Cantal confie à l'AFAPCA la mise en œuvre de parcours d'accompagnement à la mobilité dans le cadre du dispositif « Cantal Mouv' ». Le dispositif se déroulera comme suit :

- **Mobilisation du partenariat et des publics** : le prestataire participera à une réunion départementale de lancement de l'opération afin de présenter le dispositif à l'ensemble des prescripteurs.
- **Orientation vers le dispositif** : le public sera orienté vers le dispositif via une fiche de prescription dématérialisée. Un entretien téléphonique préalable sera proposé pour vérifier l'adéquation entre la demande de la personne et le dispositif proposé,
- **Bilan mobilité** : outil de diagnostic des potentiels et des problématiques de mobilité du participant. Il fournit deux éléments principaux : un cadre d'analyse de la situation individuelle d'une personne, d'un point de vue socio professionnelle et du point de vue de sa mobilité quotidienne et une étude des différentes solutions de mobilité que la personne peut utiliser pour faire évoluer sa situation socioprofessionnelle. Ce bilan mobilité, qui devra durer au minimum 2 heures en présentiel, appréhendera de façon globale la situation du participant au regard de ses difficultés de mobilité. Ce bilan servira de base à la mise en œuvre de l'accompagnement individualisé. Il devra permettre :
 - D'évaluer les capacités, les potentialités, les difficultés et freins liés à la mobilité de la personne,
 - D'identifier les besoins de mobilité au regard du projet socio professionnel,
 - De définir et valider un projet individuel de mobilité à court et moyen-long terme.

Une commission mensuelle sera organisée par l'AFAPCA. Cette commission sera composée des représentants du SEI et des référents de parcours mobilité. Elle statuera sur les suites à donner : clôture du dossier, mise en en étape de l'accompagnement, ajournement... Un participant pourra intégrer directement la phase « accompagnement vers la mobilité » si un bilan mobilité de même nature a été réalisé dans les deux années précédentes.

- **Accompagnement à la mobilité** : Adapté aux besoins et aux potentialités du demandeur, cet accompagnement a pour objectif de favoriser l'accès à la mobilité autonome du demandeur. Différentes offres de services pourront être mobilisées par l'AFAPCA en interne ou en externe : Dispositifs Intégracode, Prépacode ; Auto-école solidaire, orientation vers le garage solidaire...) L'accompagnement pourra être mené sous la forme d'entretiens individuels, de mises en situation ou d'ateliers collectifs en fonction des besoins des participants.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'AFAPCA

Par la présente convention, l'AFAPCA s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « CANTAL'MOUV' ».

Par conséquent l'AFAPCA s'engage à assurer, grâce à des professionnels disposant des qualifications requises, **l'accompagnement d'au moins 400 bénéficiaires** (personnes éloignées de l'emploi dont les freins personnels, sociaux, socioprofessionnels ou de difficultés de mobilité compromettent l'accès à une insertion professionnelle).

Pour cela, l'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre l'action suivant **cinq étapes clés** :

- Planification et animation d'une réunion de lancement auprès des partenaires du Service Emploi Insertion (présentation du dispositif et des différents outils) ;
- Suivi des prescriptions (suivi des données qualitatives et quantitatives des participants) ;
- Mise en œuvre et suivi de l'accompagnement du public cible
- Planification de comités de suivi avec le Département (points mensuels permettant d'obtenir toutes les informations nécessaires au bon déroulement de la convention),

- Comité de pilotage

L'AFAPCA assurera en continu, la gestion comptable et financière du dispositif et la gestion administrative des dossiers de chaque participant.

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone). En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur concerné. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

L'AFAPCA s'engage à organiser la mise en place de comités de suivis mensuels avec les agents concernés du SEI afin de suivre les prescriptions numériques et les dossiers participants notamment des bénéficiaires du RSA. En effet, L'AFAPCA s'engage en sus, à tenir informé le chef de projet SEI du territoire concerné, de toute entrée validée dans le dispositif d'un bénéficiaire du RSA, en temps réel.

ARTICLE 3 - VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

L'AFAPCA propose d'accompagner environ 400 personnes sur la durée de la convention, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, identifiées par les référents uniques : services du Département ou partenaires.

L'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre cette opération sur l'ensemble du département du Cantal en adaptant la réponse aux territoires. L'AFAPCA devra assurer une couverture territoriale permettant à chaque bénéficiaire potentiel d'avoir accès à cette action.

ARTICLE 4 - MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnement, l'AFAPCA met à disposition :

- 6 référents de parcours mobilité à hauteur de 3.74 ETP : Martine LINARD (0.4 ETP) ; Mélanie VIALLE (0.4 ETP) ; Alanna PAGES (1 ETP) ; Dominique REJAUD (1 ETP) ; Sandrine DELOM (0.6 ETP) ; Isabelle LASSALE (0.34 ETP),
- 2 moniteurs auto-école à hauteur de 1.68 ETP : Michel GOHIER (1 ETP) et Sonia ROBERT (0.68 ETP)
- 1 assistante de référent de parcours pour la validation des fiches de prescription après vérification de l'éligibilité des publics et de la complétude des dossiers, pour la gestion des absences des bénéficiaires, pour la rédaction des justificatifs de présence et les contrats de financement : Laurence CASTANIER (0.6 ETP)

En outre Pierre SAVARIC, directeur de l'association dirige le dispositif et son déploiement sur le territoire à hauteur de 0.5 ETP. Martine LINARD sera également en charge de la coordination de l'équipe des conseillers mobilité à hauteur de 0.4 ETP.

L'AFAPCA met à disposition des locaux adaptés à l'accueil du public tant au niveau de l'accompagnement individuel que collectif et ce, au plus près des bénéficiaires, afin que l'absence de mobilité ne soit pas un frein à la participation à cette action. L'AFAPCA s'engage à proposer des interventions à minima sur Aurillac, Mauriac et Saint Flour. De par les conventions existantes avec diverses structures, l'AFAPCA accroît sa capacité à intervenir au plus près des bénéficiaires avec une couverture sur l'ensemble du département.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de 507 068.89 € pour la durée de cette convention (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023).

La subvention départementale attribuée à l'AFAPCA pour la réalisation de l'opération, au titre de l'année 2023, est fixée à un montant de 100 000 euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 19.72% du coût total de l'opération.

Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7- MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

Une avance de 50 000 €, soit 50,00% du montant prévisionnel, est versée à l'AFAPCA dès notification de la présente convention.

7.2 Solde

Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet avant le 15 décembre 2023.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de l'AFAPCA selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

AFAPCA CENTRE RESSOURCES ET INGÉ
Domiciliation bancaire : Caisse d'épargne Auvergne et Limousin
N° IBAN : FR76 1871 5002 0008 7795 8639 668
BIC : C E P A F R P P 8 7 1

ARTICLE 8- OBLIGATIONS DE L'AFAPCA

L'AFAPCA s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée. L'AFAPCA s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Elle agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du projet et garantit à ce titre qu'elle informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par L'AFAPCA, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception

8.1 Utilisation de la subvention

L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, L'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, L'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de L'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de L'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à L'AFAPCA en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à L'AFAPCA de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET ÉVALUATION

11.1 Suivi et évaluation des parcours individuels

- Un bilan mobilité individuel,
- Feuille d'émargement,
- Bilan de l'accompagnement
- Contrat d'engagement

11.2 Suivi et évaluation de l'action

Le suivi et l'évaluation de l'action « CANTAL MOUV ' » se fera aux moyens de :

- Commission mobilité mensuelle (en présentiel ou en visioconférence) : suivi des parcours individuels,
- Comité de pilotage en fin d'action : composé du responsable de la structure, des salariés en charge de l'accompagnement mobilité et des agents du service Emploi Insertion en charge du suivi de l'opération,
- Bilan d'exécution portant sur l'ensemble des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné.

ARTICLE 12 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2023**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 : A l'initiative de l'AFAPCA

L'AFAPCA peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'AFAPCA est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'AFAPCA, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'AFAPCA est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'AFAPCA n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque l'AFAPCA refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'AFAPCA dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de l'AFAPCA, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'AFAPCA ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'AFAPCA.

Les sommes dues à l'AFAPCA à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'AFAPCA déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de L'AFAPCA,

Bruno FAURE

Gérard PRADAL

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-19

Attribution de subventions aux organismes et associations à caractère social

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- ARRETE les listes des subventions à allouer à divers organismes ou associations à caractère social, telles qu'elles sont annexées à la présente délibération, pour un montant de 65 200 €.

Le montant de ces dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 58 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

SUBVENTIONS AUX ORGANISMES ET ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL - ANNEE 2022

Chapitre 65 - article 6574 - fonction 58

Credit voté : 140 000€

Credit disponible : 65 200€

BENEFICIAIRES	OBJET DE LA DEMANDE	Subv. accordée 2020	Subv. sollicitée 2021	Subv. accordée 2021	Subv. sollicitée 2022	Subv. proposée 2022	Subvention accordée
Fédération des associations de conjoints survivants FAVEC	Aide au fonctionnement	500	-	-	500	500	500
Cantal Ecoute Cancer	Aide au fonctionnement	2 000	2 680	2 600	2 600	1 800	1 800
Fédération des Centres Sociaux du Cantal	Aide au fonctionnement	3 000	15 000	3 000	15 000	3 000	3 000
Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF)	Action Enfance et violences conjugales	2 000	2 500	2 000	2 500	2 000	2 000
	Action agir contre les violences conjugales	1 000	2 500	2 500	3 000	2 500	2 500
	Action Résilience		1ère demande		2 500	2 000	2 000
	Service Médiation Familiale	2 000	3 000	2 000	5 000	3 000	3 000
Union Des Associations Familiales (UDAF)	Point Info Famille	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Familles Rurales	Aide au fonctionnement	15 000	15 000	15 000	20 000	15 000	15 000
Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers	Aide pour la formation des bénévoles	400	400	400	400	400	400
Association des Chiens Guides d'Aveugles du Centre Ouest	Aide au fonctionnement	2 000	2 000	2 000	2 500	2 000	2 000
Société Saint Vincent de Paul	Aide au fonctionnement	-	1 300	1 300	2 000	2 000	2 000
Croix Rouge Française délégation Cantalienne	Aide au fonctionnement		1ère demande		3 000	1 000	1 000
Centre HORIZON	Aide au fonctionnement		5 000	5 000	20 000	5 000	5 000
AMDR BABYCOOSE	Aide au fonctionnement		5 000	5 000	5 000	4 500	4 500
AMDR Chalaigralle	Investissement véhicule PMR		1ère demande		5 000	5 000	5 000
AMDR Saint Germin	Investissement véhicule repas		1ère demande		5 000	5 000	5 000
AMDR Allanche	Investissement véhicule repas	800	500	500	5 000	5 000	5 000
Association RIVAGES	Aide au fonctionnement	33 700	59 860	46 300	103 900	500	500
TOTAL						65 200	65 200

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-20

Contrat Sport Cantal : Convention triennale entre le Conseil départemental et le DAHLIR pour le développement des actions autour du sport santé

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant le Contrat Sport Cantal 2022-2028 et donnant délégation à la Commission Permanente pour mettre en oeuvre les crédits afférents ;

Vu l'avis de la Commission Sport Jeunesse Vie associative du 19 octobre 2022 ;

- ADOPTE la convention 2022-2024 entre le Conseil départemental du Cantal et le DAHLIR pour le développement des actions sport santé dans le département dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **ATTRIBUE** dans ce cadre au titre de 2022, une subvention de 5 000 € au DAHLIR.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574 du budget du Département.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**SPORT SANTE
CONVENTION DE PARTENARIAT 2022-2024
CONSEIL DEPARTEMENTAL / DAHLIR
STRUCTURATION ET DEPLOIEMENT DU DISPOSITIF DAPAP SUR L'ENSEMBLE
DU CANTAL.**

ENTRE LES SOUSSIGNES,

- ✓ Le Département du Cantal sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président ou son représentant, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention, par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022.

ET

- ✓ Le DAHLIR (Dispositif d'Accompagnement de l'Humain vers des Loisirs Intégrés et Réguliers) sis 44 rue Paul Doumer, 15000 AURILLAC, représenté par son Président André BERTRAND autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil d'administration du 12 octobre 2022.

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE

Au niveau national, **le Plan National Nutrition Santé** promeut le développement de l'activité physique et sportive dans un objectif d'amélioration de la santé.

Inscrite dans ce plan, **la Stratégie Nationale Sport Santé** porte l'ambition de remettre les français en mouvement sur tous les territoires, de déployer des pratiques accessibles et encadrées et de faire reconnaître pleinement le rôle majeur des Activités Physiques et Sportives pour la santé physique et mentale de chacun.

Cette Stratégie est une politique publique qui s'inscrit dans l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

La loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé a amené quelques temps après la possibilité pour les médecins traitants de prescrire une activité physique adaptée aux personnes touchées par une affection de longue durée.

Au niveau régional le Plan Régional « Sport santé bien-être » Auvergne 2013-2016 prévoit la mise en place de dispositifs qui permettraient de faciliter le parcours des publics vulnérables ou atteints de maladies chroniques vers la pratique d'une activité physique régulière.

Pour répondre à ces objectifs, dès 2017, un travail a été mené sur le département du Cantal avec les partenaires du territoire (ARS, Conseil Départemental, Contrat Local de Santé d'Aurillac, CDOS, DAHLIR, DDETS-PP) autour de la thématique du sport santé.

En juin 2017, la signature de convention de la plateforme sport santé bien-être est venue concrétiser cette volonté de travailler ensemble le sujet. Le DAHLIR, coordinateur de cette dynamique, a répondu à l'appel à projet de l'ARS en 2018 pour être le porteur opérationnel du DAPAP15, Dispositif d'Accompagnement vers la Pratique d'Activité Physique.

Le DAHLIR via le DAPAP 15 répond à cet objectif selon quatre principes :

- Favoriser le parcours du patient,
- Faire le lien entre les champs de la Santé et du Sport,
- Permettre un accompagnement physique,
- Favoriser l'autonomisation des personnes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires afin de créer un environnement favorable à une pratique sportive adaptée et accessible pour tous, grâce au déploiement et au développement d'actions de prévention santé pour les cantaliens mais également d'informations et de sensibilisation de tous les acteurs des territoires concernés, des professionnels de santé aux bénévoles encadrant des pratiques d'activité physique.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil départemental s'engage, dans la limite d'un plafond annuel de subvention de 5 000 €, sur les éléments suivants :

- Appuyer et soutenir le dispositif DAPAP15, coordonné par l'Association DAHLIR sur son déploiement hors du bassin d'Aurillac (Secteur Est Cantal et Secteur Nord Cantal) afin d'avoir une couverture départementale dans un objectif de prévention santé pour tous les habitants du Cantal et créer un environnement favorable à une pratique sportive adaptée et accessible pour tous.
Pour ce faire, des temps de coordination et d'accompagnement des patients seront programmés sur les secteurs en cours de développement (accompagnements des bénéficiaires, accompagnements des professionnels prescripteurs, accompagnements des opérateurs d'ateliers passerelles spécifiques pour ces publics).
- Financer les sessions de sensibilisations/formations à destination des éducateurs de clubs et des bénévoles des associations.
Une nouvelle session a été organisée au premier semestre 2022 dans la continuité du travail engagé en 2020.
- Mobiliser le DADAP pour la réalisation des actions et des animations menées par la Collectivité en faveur du sport santé particulièrement lors de l'étape du Cantal Tour Sport organisée à Jussac et plus largement dans le cadre des futures actions à mener au titre de Cantal 2030.

Ce financement sera attribué par délibération de la Commission Permanente sur production chaque année du programme d'actions et du budget prévisionnel. Il sera versé sur présentation des justificatifs de dépenses.

ARTICLE 3 : LES ENGAGEMENTS DU DAHLIR AU TITRE DU DAPAP

L'enjeu du DAPAP est de réunir les professionnels de santé et du monde sportif, afin d'accompagner toute personne dans la gestion de sa maladie chronique, ainsi que dans son choix d'activité physique adaptée.

Ainsi, en mars 2022, le Comité de Pilotage du DAPAP15 a validé diverses perspectives de travail telles que ci-dessous :

- Proposer des accompagnements à des personnes en situation d'ALD (Affection de Longue Durée) /maladies chroniques vers la pratique d'activité physique adaptée,
- Mettre en place des formations à destination des clubs sportifs sur la thématique sport santé bien être,
- Mettre en place de temps d'informations à destination des professionnels de santé prescripteurs,
- Participer et proposer des animations sur les manifestations du Conseil départemental en lien avec la santé (notamment le Cantal Tour Sport),
- Développer l'axe sport santé bien être sur l'ensemble du territoire, avec un axe fort sur le secteur Est sur les années 2023-2024.

De même, les publics cibles ont été identifiés et constitueront les cibles des actions à mener conformément au calendrier joint en annexe 1 de la présente convention :

- **Les bénéficiaires**, soit l'ensemble des personnes porteuses de maladie chronique, en affection longue durée (diabète, cancer, maladie cardiovasculaire...), et / ou âgées de plus 70 ans, repérées fragiles par un professionnel de santé, et/ou présentant un des facteurs de risques suivants : l'hypertension artérielle, le syndrome métabolique, la surcharge pondérale, l'obésité. L'objectif est de reprendre une activité physique pour améliorer et/ou de maintien de leur état de santé.
- **Les professionnels de santé, du social et du médico-social**, soit les médecins libéraux ou hospitaliers, spécialistes ou généralistes ; les professionnels paramédicaux (kinésithérapeutes, ergothérapeutes, enseignants en APA, infirmiers, psychologues, ...) et leurs représentants (ordre des médecins et autres professions, filière de prise en charge, ...), les acteurs sociaux et médico-sociaux, Etablissement spécialisé médicaux sociaux. Ils seront les orienteurs vers le dispositif et les prescripteurs d'activité physique.
- **Le mouvement sportif**, soit les représentants légaux de clubs, associations ou structures sportives (élus, gérants, directeurs), les encadrants de pratique (professionnels ou bénévoles). Ils seront les structures d'accueil des bénéficiaires.
- **Les collectivités territoriales**, soit les élus des municipalités, intercommunalités ou du département et plus particulièrement ceux en charge des sports, de la vie associative et des affaires sociales. Ils seront des acteurs facilitateurs dans la mise en place et le développement du parcours à l'échelle locale.

L'association DAHLIR s'engage à :

- Utiliser le financement du Conseil Départemental conformément à l'objet pour lequel il a été accordé.

- Produire chaque année le programme des actions en référence aux divers axes de travail et du budget prévisionnel.
- Produire un bilan annuel des actions réalisées

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 5 : MODIFICATION, RESILIATION ET LITIGE

La présente convention pourra être modifiée par avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Elle sera résiliée de plein droit en cas d'annulation de la manifestation.

Pour tout litige qui pourrait naître entre les parties quant à l'interprétation ainsi qu'à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent préalablement à toute action judiciaire à trouver un accord amiable.

Fait à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Le Président du DAHLIR

Bruno FAURE

André BERTRAND

Annexe 1 Planning prévisionnel

Les objectifs spécifiques :

- 1) Maintenir ou créer une dynamique territoriale autour de l'activité physique en impliquant les locaux
- 2) Renforcer l'offre territoriale de l'activité physique
- 3) Mettre en place un parcours spécifique dans le cadre de la prescription d'activité physique adaptée
- 4) La communication

Année	Objectifs	Structuration	Critères et indicateurs d'évaluation	Sources / mode de recueil
Dernier trimestre 2022 et Année 2023	<p>1, 2 et 4</p> <p>Secteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Est Cantal 	<p>- Identifier et rencontrer es acteurs locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mouvement sportif : créneaux existants en sport santé, bien-être, niveau de formation, présence de Maison Sport Santé Structures médicosociales et sanitaires : potentiels orienteurs, identifier s'ils peuvent orienter le public cible du DAPAP Professionnels de santé : identifier les professionnels de structures, libéraux et zone d'intervention. Acteurs ressources : identifier les structures (exemple communauté de communes) afin de poursuivre la dynamique territoriale <p>- Diagnostic des besoins sur le territoire Est Cantal : accompagnement dans la prescription du sport, les besoins en compétences des professionnels et/ou bénévoles sportifs</p> <p>- Expérimentation d'accompagnement vers un créneau (sport</p>	<p>Nombre :</p> <ul style="list-style-type: none"> D'acteurs informés De groupe de travail (en fonction de la thématique) D'orientations effectués et la qualité (si le bénéficiaire rentre sur le public cible du DAPAP) D'entretiens individuels De tests de Condition Physique De bénéficiaires orientés sur l'atelier passerelle ou sur un créneau autre De bénévoles formés 	<ul style="list-style-type: none"> Faillies d'embarquement pour les personnes informées (si accord de la personne) Sources DAPAP (PGI-Extranet : logiciel informatique de suivi propre au DAHLIR) Logiciel Mes Patients (suivis des bénéficiaires avec mutualisation sécurisée des informations entre professionnels)

		<p>santé/ sport bien-être ou ordinaire) et mise en place d'un atelier passerelle</p> <p>- Mise en place d'une formation</p> <p>-Communiquer sur l'outil départemental qui est le DAPAP</p>		
2024	<p>1, 2, 3 et 4</p> <p>Secteur :</p> <ul style="list-style-type: none">● Priorisation du secteur Est Cantal● Nord Cantal	<p>Continuité des étapes précédentes</p> <p>-Structuration du parcours du patient sur le territoire Est Cantal</p> <p>- Périennisation du travail avec les acteurs locaux</p> <p>- Périennisation de l'atelier passerelle</p> <p>- Mise en place de temps de sensibilisation avec les médecins</p> <p>- Mise en place de temps de formation ou journée à thématiques pour les acteurs du sport</p> <p>Sur le secteur Nord Cantal un premier travail pourra être entlancher avec la réidentification et identification des acteurs locaux.</p>	<p>Nombre :</p> <ul style="list-style-type: none">- De prise en charge DAPAP (entretien et tests de condition physique)- De bénéficiaires orientés sur l'atelier passerelle ou sur un créneau autre-De structures inscrites sur le site annuaire-De professionnels de santé prescripteurs-De prescriptions- De groupe de travail (en fonction de la thématique)	<p>-Sources DAPAP (PGI : PGI-Extranet : progiciel informatique de suivi propre au DAHLIR)</p> <p>-Logiciel Mes Patients</p> <p>-Site annuaire des lieux de pratique</p>
2025	<p>1, 2, 3 et 4</p> <p>Secteur :</p> <ul style="list-style-type: none">● Nord Cantal	<p>-Réidentifier/ identifier et rencontrer les acteurs locaux :</p> <ul style="list-style-type: none">● Mouvement sportif : créneaux existants en sport santé, bien-être, niveau de formation, présence de Maison Sport Santé● Structures médicosociales : potentiels orienteurs, identifier s'ils peuvent orienter le public cible du DAPAP*● Professionnels de santé : identifier les professionnels	<p>Nombre :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'acteurs informés- De groupe de travail (en fonction de la thématique)- D'orientations effectués et la qualité (si le bénéficiaire rentre sur le public cible du DAPAP)- D'entretiens individuels- De tests de Condition Physique-De bénéficiaires orientés sur	<p>- Feuilles d'émargement pour les personnes informées (si accord de la personne)</p> <p>-Sources DAPAP (PGI-Extranet : progiciel informatique de suivi propre au DAHLIR)</p> <p>-Logiciel Mes Patients (suivis des bénéficiaires avec mutualisation</p>

		de structures, libéraux et zone d'intervention.	l'atelier passerelle ou sur un créneau autre	sécurisée des informations entre professionnels)
		<ul style="list-style-type: none"> Acteurs ressources : identifier les structures (exemple communauté de communes) afin de poursuivre la dynamique territoriale -Diagnostic des besoins sur le territoire Nord Cantal : accompagnement dans la prescription du sport, les besoins en compétences des professionnels et/ou bénévoles sportifs -Evaluer les accompagnements des bénéficiaires dans le cadre du DAPAP et l'atelier passerelle (maintien de l'atelier, ouverture d'un autre atelier) -Communiquer sur l'outil départemental qui est le DAPAP		
2026	1, 2, 3 et 4 Secteur : <ul style="list-style-type: none"> Nord Cantal 	Continuité des étapes précédentes -Structuration du parcours du patient sur le territoire Nord Cantal - Perennisation du travail avec les acteurs locaux - Développement d'un autre atelier passerelle (si nécessaire) - Mise en place de temps de sensibilisation avec les médecins - Mise en place de la formation Sport Santé Bien Être (encadré par le DAPAP) ou des journées à thématiques pour les acteurs du sport	Nombre : - De prise en charge DAPAP (entretien et tests de condition physique) - De bénéficiaires orientés sur l'atelier passerelle ou sur un créneau autre -De structures inscrites sur le site annuel -De professionnels de santé prescripteurs -De prescriptions - De groupe de travail (en fonction de la thématique)	-Sources DAPAP (PGI : PGI-Extranet : progiciel informatique de suivi propre au DAHLIR) -Logiciel Mes Patients -Site annuaire des lieux de pratique

2027	<p>1, 2, 3 et 4</p> <p>Secteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ensemble du département 	<ul style="list-style-type: none"> - Pérennisation de la coordination de l'ensemble des acteurs - Mise en place d'un parcours du patient commun à l'ensemble des territoires du Cantal 	<p>Nombre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De prise en charge DAPAP (entretien et tests de condition physique) - De bénéficiaires orientés sur l'atelier passerelle ou sur un créneau autre - De structures inscrites sur le site annuel - De professionnels de santé prescripteurs - De prescriptions - De groupe de travail (en fonction de la thématique) - De bénévoles formés 	<ul style="list-style-type: none"> - Feuilles d'émargement pour les personnes informées (si accord de la personne) - Sources DAPAP (PGI : PGI-Extranet : progiciel informatique de suivi propre au DAHLIR) - Logiciel Mes Patients - Site annuel des lieux de pratique
------	--	--	---	--

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-21

Soutien aux exploitations en difficulté - Subvention à la Chambre d'Agriculture du Cantal

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE
donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie
SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-13 ;
Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°20CP08-16 de la Commission Permanente du 27 novembre 2020 adoptant les modalités d'intervention pour le soutien aux exploitations en difficulté ;
Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder à la Chambre d'Agriculture du Cantal, dont le siège social est situé 26 Rue du 139^{ème} R.I - 15000 Aurillac, une subvention pour l'année 2022 d'un montant de 55 000 € pour la réalisation d'audits, de suivis, de plans de redressement des exploitations et pour la coordination et l'animation du dispositif AED et cellule prévention selon le tableau prévisionnel en annexe de la présente délibération.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière pour le soutien aux exploitations en difficulté pour l'année 2022 à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'Agriculture dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La subvention accordée relève :

- du régime cadre notifié n°SA 49044 - assistance technique, modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020,
- de l'arrêté du 4 juin 2019 fixant le montant et certaines modalités de mise en oeuvre des aides pour les exploitations agricoles en difficulté - modification du régime cadre n°SA 49044 (2017/N),
- du règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PREVISIONNEL 2022

	Coût pour la CA15			ETAT		ETAT/CD15	CD15		
	Nb	Coût unitaire TTC (en €)	Total TTC (en €)	Nb	Financement unitaire (en €)		Nb	Financement unitaire (en €)	Total (en €)
SUIVIS AED (ancien dispositif)	6	1 337,50	8 025,00	6	200		6	700,00	4 200,00
AUDIT GLOBAL (nouveau dispositif)	13	1 500,00	19 500,00	13	800		13	700,00	9 100,00
PLAN DE REDRESSEMENT	15	1 337,50	20 062,50	-	-		15	1 000,00	15 000,00
SUIVI AED (nouveau dispositif)	23	1 337,50	30 762,50	-	-		23	400,00	9 200,00
ARP	5	802,50	4 012,50	-	-		5	500,00	2 500,00
Animation dispositif AED et cellule prévention	60 j	500,00	30 000,00	-	-				15 000,00
TOTAL			112 362,50					66 600,00	55 000,00

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR LE SOUTIEN AUX
EXPLOITATIONS EN DIFFICULTÉ- ANNÉE 2022
ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le Régime cadre exempté de notification n°SA 49044 assistance technique, modifié par le règlement (UE) n° 2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020

VU l'arrêté du 4 juin 2019 fixant le montant et certaines modalités de mise en œuvre des aides pour les exploitations agricoles en difficulté - modification du régime cadre n°SA 49044 (2017/N).

VU le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020

VU la délibération n°511 du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016, relative au Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation approuvant la convention cadre entre la Région et des Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°20CP08-16 de la Commission Permanente du 27 novembre 2020, adoptant le dispositif de soutien aux exploitations en difficulté,

VU la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par la Chambre d'Agriculture du Cantal,

VU la délibération n° de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 25 novembre 2022.

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, la Chambre d'Agriculture du Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.
Représenté par Monsieur Patrick ESCURE, en qualité de Président de la Chambre d'Agriculture du Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Soutien aux exploitations en difficulté.

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, dans le cadre de la participation financière du Département pour la réalisation d'audits, de suivis, de plans de redressement des exploitations et pour la coordination et l'animation du dispositif AED, les accompagnements hors procédure AED et l'animation de la cellule prévention en élevage pour l'année 2022.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser :

- une subvention d'un montant de 15 000 € pour l'animation de la procédure agriculteurs en difficulté, l'accompagnement hors procédure AED et l'animation de la cellule de prévention pour l'année 2022,
 - une subvention prévisionnelle d'un montant de 40 000 € pour la réalisation d'audits, de suivis et de plans de redressement au cours de l'année 2022,
- sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Le montant des subventions est définitif sous réserve des dispositions de l'article 3.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Article 3 – Modalités de versement de la subvention :

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire.

La présente subvention est incessible. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie de la présente subvention à un tiers.

Le versement de la subvention sera effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement et selon les modalités suivantes :

- A la signature de la présente convention pour la subvention relative à l'animation du dispositif.
- Sur présentation des décomptes des prestations d'analyses, des audits, de suivis et des plans de redressement

Par **acomptes** lorsque les justifications portent sur au moins 40 % puis 80 % de la dépense prise en compte pour le calcul de la subvention.

Le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

En fin d'année 2022, une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative

Article 4 – Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

4-1 Utilisation de la subvention

a) Pièces et documents

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département :

- un RIB
- lors de chaque demande de paiement, une copie des justificatifs de dépenses récapitulées dans l'état mentionné à l'article 3,
- dans les 6 mois suivant la clôture de l'opération, un **compte rendu technique et financier définitif**.

Le bénéficiaire s'oblige en outre à communiquer annuellement les documents comptables certifiés par la personne habilitée, le cas échéant, dans un délai d'un mois après l'approbation des comptes par les organes de direction de la structure.

b) Contrôle

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des investissements du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

4-2 Obligation de publicité

Le bénéficiaire de la subvention départementale doit mentionner l'aide du département par des mesures d'information et de publicité visant à faire apparaître clairement l'intervention départementale et ainsi mieux informer le grand public.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de l'aide notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'opération subventionnée...

Le contrôle du respect de cette règle pourra se faire à l'occasion de toutes visites surplace, à chaque demande d'acompte et au moment du versement du solde, par la fourniture de tout document prouvant le respect des obligations (photos datées, documents divers...).

Le non-respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet et le reversement des acomptes déjà versés.

4-3 Information du Département

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information en conformité avec le paragraphe précédent.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

Article 5 – Durée :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour les actions du programme réalisées au cours de l'année 2022.

À l'exception des obligations résultant des dispositions relatives au contrôle, qui perdurent après le terme contractuel, la convention est conclue pour une durée de 1 an.
Elle ne pourra être renouvelée que de manière expresse.

Article 6 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4-1 b), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 7 – Caducité et déchéance :

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de **2 ans** à compter de la date de l'engagement de l'opération.

Par dérogation et sur demande expresse dûment motivée, un examen particulier pourra être accordé et permettre une prolongation de ce délai d'un an supplémentaire maximum. À défaut, la subvention sera annulée.

Par ailleurs, en vertu de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances, tout ou partie de la subvention ne sera pas versé au bénéficiaire, dans le cas où celui-ci n'aurait effectué aucune demande de paiement dans les 4 ans qui suivent une précédente demande de paiement.

Article 8– Résiliation :

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire.

Article 9– Élection de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 10 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
Le Directeur Général des Services
du Département,

Le Bénéficiaire

Qualité :
Nom :

Cachet :

Jean-Claude ETIENNE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-22

Soutien au service de remplacement des agriculteurs du Cantal

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-13 ;

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017 adoptant le dispositif en faveur de l'appui aux services de remplacement ;

Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

- DECIDE d'accorder au Service de Remplacement Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 65 000 € pour la prise en charge d'agents pour le remplacement des agriculteurs lors de formations et de congés au cours de l'année 2022. Cette subvention a été calculée au taux de 50 % sur la base d'une dépense subventionnable plafonnée à 130 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une aide financière en soutien aux services de remplacement pour l'année 2022 à intervenir entre le Conseil départemental et le Service de Remplacement Cantal, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Cette aide est allouée sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA61994 (2021/XA) relatif aux aides aux services de remplacement dans les exploitations agricoles pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n°702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1^{er} juillet 2014, et modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR LA PRISE EN CHARGE DES AGENTS POUR LE REMPLACEMENT DES AGRICULTEURS - ANNÉE 2022 ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL ET LE SERVICE DE REMPLACEMENT – CANTAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001,

VU le Règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

VU le Régime cadre exempté de notification n°SA 61994 (2021/XA) relatif aux aides aux services de remplacement dans les exploitations agricoles pour la période 2015-2022, modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020,

VU la délibération n°511 du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016, relative au Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation approuvant la convention cadre entre la Région et des Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire,

VU la délibération n°17CP08-09 de la Commission Permanente du 27 octobre 2017, adoptant le dispositif de soutien en faveur de l'appui aux services de remplacement,

VU la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

VU le Règlement financier et comptable des aides du Département,

VU la demande de financement présentée par le Service de Remplacement Cantal,

VU les délibérationsde la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022 concernant l'octroi du présent financement,

ENTRE:

Le Département du CANTAL, ayant son siège 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par son Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 25 novembre 2022.

Ci-après dénommé : « Le Département »

D'une part,

ET

Le Bénéficiaire, le Service de Remplacement - Cantal, ayant son siège social 26, Rue du 139^{ème} R.I. – BP 239 – 15002 AURILLAC CEDEX.

Représenté par Monsieur Maxime DELORT, en qualité de Président du Service de Remplacement - Cantal.

ci-après désigné par les termes "**le bénéficiaire**",

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Prise en charge des agents pour le remplacement des agriculteurs (formation, congés, ...).

Article 1 – Objet de la convention :

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des signataires, dans le cadre de la participation financière du Département pour la prise en charge des agents pour le remplacement des agriculteurs.

Article 2 – Montant de la subvention :

Le Département s'engage à verser une subvention de 65 000 € correspondant à 50 % d'une dépense subventionnable de 130 000 € TTC pour la prise en charge des agents pour le remplacement des agriculteurs (formations, congés...) en 2022, sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles.

Le montant des subventions est définitif sous réserve des dispositions de l'article 3.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Article 3 – Modalités de versement des subventions :

Les subventions sont versées exclusivement au bénéficiaire.

Les présentes subventions sont incessibles. À ce titre, le bénéficiaire ne peut, pour quelque raison que ce soit, reverser tout ou partie des présentes subventions à un tiers.

Le versement des subventions sera effectué selon les disponibilités de crédits de paiement existantes au moment du dépôt de la demande de versement et selon les modalités suivantes :

Par **acomptes** lorsque les justifications portent sur au moins 40 % puis 80 % de la dépense prise en compte pour le calcul de la subvention.

Le **solde** sera au minimum égal à 20% et sera versé sur présentation des pièces justificatives ci-après définies.

Pour bénéficier d'un paiement d'acompte ou du solde, le bénéficiaire devra systématiquement retourner au Département, dûment remplie et signée, **une demande de paiement accompagnée des justifications de dépenses correspondantes**, complété pour le **solde** par un bilan technique et financier de l'exécution du programme.

En fin d'année 2022, une **avance** pourra être versée sous réserve de la disponibilité de crédits. Celle-ci ne pourra pas excéder 70 % du montant de la subvention.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

Article 4 – Obligations du bénéficiaire :

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Il s'oblige également à engager l'opération dans un délai de 6 mois à compter de la date d'effet de la présente convention.

4-1 Utilisation de la subvention

a) Pièces et documents

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département :

- un RIB
- lors de chaque demande de paiement, une copie des justificatifs de dépenses récapitulées dans l'état mentionné à l'article 3,
- dans les 6 mois suivant la clôture de l'opération, un **compte rendu technique et financier définitif**.

Le bénéficiaire s'oblige en outre à communiquer annuellement les documents comptables certifiés par la personne habilitée, le cas échéant, dans un délai d'un mois après l'approbation des comptes par les organes de direction de la structure.

B) Contrôle

Le bénéficiaire accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation des investissements du programme accompagné financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- en cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- après achèvement de l'opération ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

4-2 Obligation de publicité

Le bénéficiaire de la subvention départementale doit mentionner l'aide du département par des mesures d'information et de publicité visant à faire apparaître clairement l'intervention départementale et ainsi mieux informer le grand public.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de l'aide notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'opération subventionnée...

Le contrôle du respect de cette règle pourra se faire à l'occasion de toutes visites surplace, à chaque demande d'acompte et au moment du versement du solde, par la fourniture de tout document prouvant le respect des obligations (photos datées, documents divers...).

Le non respect de cette obligation entraînera l'annulation de l'aide après mise en demeure de se conformer à cette obligation restée sans effet et le reversement des acomptes déjà versés.

4-3 Information du Département

Le bénéficiaire devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Pour le bénéficiaire, le changement de sa situation juridique et de manière générale toute modification importante touchant sa situation (financière, fiscale, sociale,...) ou le bon déroulement de l'opération subventionnée, notamment pour ce qui relève des modalités et des moyens de financement de l'opération, justifie une information en conformité avec le paragraphe précédent.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer le Département de tout changement relatif à son assujettissement à la TVA. Le Département se réserve la possibilité de recalculer la subvention sur une base HT selon l'évolution de ce statut.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 8 ci-après.

Article 5 – Durée :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature pour les actions réalisées en 2022.

À l'exception des obligations résultant des dispositions relatives au contrôle, qui perdurent après le terme contractuel, la convention est conclue pour une durée de 1 an.

Elle ne pourra être renouvelée que de manière expresse.

Article 6 – Reversement :

Au terme des opérations de contrôle (§ 4-1 b), le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes ou, dans le cas d'un investissement immobilier, au non respect de l'article R1511-11 du CGCT et ce durant un délai de 5 ans,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au bénéficiaire en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Département.

Article 7– Caducité et déchéance :

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partielle, dans un délai de **2 ans** à compter de la date d'effet de la présente convention.

Il sera toutefois possible au bénéficiaire de solliciter la prorogation d'un an de cette décision, sous réserve d'une approbation par la Commission Permanente du Conseil départemental.

Par ailleurs, en vertu de la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances, tout ou partie de la subvention ne sera pas versé au bénéficiaire, dans le cas où celui-ci n'aurait effectué aucune demande de paiement dans les 4 ans qui suivent une précédente demande de paiement.

Article 8– Résiliation :

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, l'autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire.

La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire.

Article 9– Election de domicile :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 10 – Recours :

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à Aurillac, le
En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental du Cantal,
Pour le Président du Conseil départemental,
et par délégation,
Le Directeur Général des Services
du Département,

Le Bénéficiaire

Qualité :
Nom :

Cachet :

Jean-Claude ETIENNE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-23

**Soutien aux entreprises agroalimentaires -
Subvention à la Laiterie du Haut Cantal**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE
donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie
SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°19CD03-06 du Conseil départemental du 27 juin 2019 adoptant les modalités d'intervention du dispositif en faveur des entreprises agroalimentaires ;
Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder à la Laiterie du Haut Cantal, dont le siège social est situé à Bourianne - 15200 Jaleyrac, une subvention d'un montant de 31 598,40 € pour l'acquisition de matériels de production pour la fabrication de fromages. Cette aide a été calculée au taux de 20 % sur la base d'une assiette éligible de 157 992 € HT.

La subvention est accordée sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA 60553 relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole n° 702/2014 du 25 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1^{er} juillet 2014, et modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20421, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-24

Soutien à la lutte contre la prédation - Subvention à un exploitant agricole

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017, validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°19CD03-06 du Conseil départemental du Cantal en date du 27 juin 2019, adoptant le dispositif de soutien à la lutte contre la prédation ;
Vu la délibération n°19CD07-08 du Conseil départemental du Cantal en date du 19 décembre 2019, adoptant la modification du dispositif de soutien à la lutte contre la prédation ;
Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder à Madame C T dont le siège social de l'exploitation est situé à La Fageole - 15500 VIEILLESPESE, une subvention d'un montant de 288 € pour la mise en place d'un parc. Cette subvention a été calculée au taux de 80 % sur la base d'une dépense subventionnable de 360 € HT.

La subvention accordée relève du régime cadre notifié n°SA 50388 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire pour la période 2015-2020, dont la validité a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 par décision modificative SA 59141.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20421, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-25

**Programme Petites Villes de Demain - Annulation et attribution de subvention
à la Commune de Jussac**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3211-1 ;

Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n°22CP08-14 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 30 septembre 2022 attribuant à la Commune de Jussac une subvention pour l'étude intitulée " Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage relative aux études préalables de définition du nouveau centre-bourg ;

Considérant le nouveau plan de financement présenté par le maître d'ouvrage ;

- ANNULE la délibération n°22CP08-14 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 30 septembre 2022 attribuant à la Commune de Jussac une subvention de 15 000 € pour l'étude intitulée " Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage relative aux études préalables de définition du nouveau centre-bourg".

- **ATTRIBUE** à la Commune de Jussac une subvention de 20 000 € pour l'étude intitulée « Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage relative aux études préalables de définition du centre-bourg », soit 50 % d'une dépense prévisionnelle de 40 000 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Les fonds correspondants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65734 fonction 74 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-26

Programme Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Murat

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Monsieur Gilles CHABRIER se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3211-1 ;
Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;
Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage ;

- **ATTRIBUE** à la Commune de Murat une subvention de 13 800 € pour l'étude intitulée « Etude pré-opérationnelle pour la réhabilitation et la mise aux normes des anciens internats du collège Georges Pompidou », soit 50 % d'une dépense prévisionnelle de 27 600 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65734 du budget du département.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-27

Maison départementale du bénévolat - Soutien complémentaire

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-10 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant les axes d'intervention du Conseil départemental en faveur de la vie associative et des bénévoles cantaliens pour 2022 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu la délibération n°22CP01 de la Commission Permanente du 30 janvier 2022 allouant une subvention de 5 000 € à l'association de gestion de la Maison Départementale du Bénévolat, au titre de l'année 2022 ;
Vu les statuts de l'association de gestion de la Maison Départementale du Bénévolat ;

- ATTRIBUE, au titre de l'année 2022, une subvention complémentaire de 1 000 € à l'association fondatrice de gestion de la Maison Départementale du Bénévolat, conformément à l'Article 9 des statuts de ladite association.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 33 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-28

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-10 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions ;

- **ATTRIBUE** des subventions aux manifestations ou associations locales à 13 cantons pour un montant global de 37 620 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 25 novembre 2022

Bénéficiaires	Objet	Subvention en €
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
APE de Cassaniouze	organisation d'un voyage scolaire "Sports d'hiver" en février 2023 à Saint-Urcize et des sorties piscine au Centre Aquatique d'Aurillac	440
SPA du Cantal le 15 - Refuge pour animaux	soutenir financièrement la gestion journalière des soins et des stérilisations des nombreux animaux	300
Ecole élémentaire d'Arpajon sur Cère	organisation de projets pédagogiques	750
Association des Paniers	participer financièrement aux repas des bénévoles	300
CANTON D'AURILLAC 2		
Union Bouliste Aurillacoise	acquisition de nouvelles tenues sportives	300
Ecole de la Jordanne	organisation d'une classe de neige au Lioran du 8 au 10 mars 2023	1 500
CANTON D'AURILLAC 3		
Collège Jeanne de la Treille	participation au projet "théâtre en anglais"	700
Union Bouliste Aurillacoise	acquisition de nouvelles tenues sportives	300
Handball Club des Volcans H.C.V.	fonctionnement	500
Aurillac Athlétisme	fonctionnement	500
APE Ecole des Alouettes	participation à diverses actions pédagogiques	1 500
Institut Beliashe	fonctionnement	1 500
Café Associatif La Loupiote	fonctionnement	930
CANTON DE MAURIAC		
Judo Club de Mauriac	participation à l'acquisition de tapis	800
Sk'i's Club Mauriac	création de l'Association	200
Mauriac Cantal Randos - MCR	création de l'Association	400
Club des Aînés Les Christoufis	organisation de la Fête de l'Ecotourisme	200
CANTON DE MAURS		
APE de L'Ecole de Sansac de Marmiesse	organisation d'un voyage scolaire en Dordogne pour trois classes	1 000
APE Ecole de Boisset	participation aux frais de déplacements pour les sorties scolaires	400
Collège Jean DAUZIE - Section BIA	acquisition de sweats floqués du logo du BIA du collège	200
Association des donateurs de sang bénévoles Cère	fonctionnement	150
ACCA de Vitrac	fonctionnement	200
Association des donateurs de sang bénévoles de Ma	fonctionnement	150
Vélo Club Maursois	participation à la formation des éducateurs 2022	600
Association Résidence Saint-Nicolas - Foyer de Vie	participation de sept résidents aux cours de gymnastique	250
CANTON DE MURAT		
Aurillac Montagne Escalade	organisation de Cantalpinisme les 11 et 12 mars 2023	500
Association Cap Peyrusse	fonctionnement	500
Association Les Amis de l'Eglise de Recoulès	fonctionnement	500
La voie de l'Ecir	fonctionnement	500
Amicale des Sapeurs Pompiers du Claux	fonctionnement	500
Amicale des Sapeurs Pompiers de Murat	fonctionnement	500
Amicale des Pompiers actifs d'Allanche	fonctionnement	500
Amicale des Sapeurs Pompiers de Neussargues en	fonctionnement	500
Club du Plomb du Cantal - 3e Age	participation aux transports et aux activités	500
Club Les Bruyères de Mathonière - 3e age	participation aux transports et aux activités	500
Les Cascades - Club du 3e Age de Cheylade	participation aux transports et aux activités	500
Club des Aînés "Les Jonquilles de la Santoire"	participation aux transports et aux activités	500
Club de Mardogne - 3e Age	participation aux transports et aux activités	500

Club des Bruyères - 3e Age de Laveissenet	participation aux transports et aux activités	500
Club des Aînés "Les Sapins"	participation aux transports et aux activités	500
Club des Aînés Le Claux Puy Mary	participation aux transports et aux activités	500
Club des Arvivis	participation aux transports et aux activités	500
Club du 3e Age "Au soleil des deux vallées "	participation aux transports et aux activités	500
Club du 3e age de Peyrusse	participation aux transports et aux activités	500
Club du 3e age de Valentine	participation aux transports et aux activités	500
Club du 3e age "Au fil du Lander"	participation aux transports et aux activités	500
CANTON DE NAUCELLES		
FNACA de la Bertrande	fonctionnement 2022	150
APE de l'école Simone Veil de Saint-Ilhde	organisation d'une classe découverte à Paris du 27 février au 3 mars 2023	400
Association Happy EHPAD	acquisition d'un vélo connecté "Motoméd"	2 000
Mairie de Saint-Cernin	organisation du Salon du Polar 2022	300
Syndicat des éleveurs de chevaux de Trait du Cantal	participation aux concours nationaux de la race Comtoise	150
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Collège Georges Pompidou	participation au fonctionnement 2022 de la section sportive	2 300
CANTON DE SAINT-FLOUR 1		
Collège Saint-Joseph	participation de la section sportive handball aux championnats de France (équipe benjamine)	400
Association Cantal Crossbones	organisation du concert Furiوسفest en 2022	400
Conseil Municipal des Jeunes de Talizat	organisation d'un voyage citoyen à Paris en novembre 2022	800
Vélo Club du Pays de Saint-Flour	participation et préparation de Jade Tarrisse au Championnat de France Avenir 2022	200
La Meute Sianne Alagnon	organisation du 4e concours de meutes sur lièvre les 25 et 26 mars 2023	600
Comité d'animation de Ferrières Saint-Mary	organisation de la fête du cidre les 22, 23 et 24 octobre 2022	400
Syndicat des éleveurs de bovins limousins du Cantal	organisation du concours interrégional à GAP les 15 et 16 octobre 2022	300
CANTON DE SAINT-FLOUR 2		
Association Congrès FNB 2022	organisation du Congrès de la Fédération Nationale Bovine en février 2022 au Centre de Congrès d'Aurillac	500
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Collège Jean DAUZIE - Section BIA	acquisition de sweats floqués du logo du BIA du collège	200
Association des donneurs de sang bénévoles Cère	fonctionnement	150
CANTON DE VIC SUR CERE		
Auto Club du Cantal	organisation de la Course de Côte	500
Association Gymnastique Volontaire de Vézac - AGV	fonctionnement 2022	250
Association Récréafamily	organisation d'un bal traditionnel	400
D'LIRE	participation à la Foire du Livre à Polminhac	250
CANTON DE YDES		
APE Ecole de Champagnac	organisation d'un voyage scolaire	500
Les Gourmets	organisation de cours de cuisine avec des chefs professionnels	300
Comité d'Animation du Monteil	participation à la reprise des activités et animations	300
ACCA du Monteil	acquisition d'une chambre froide	500
APE Ecole de Saignes	organisation d'un voyage scolaire au printemps 2023	500
Caval Cantal	organisation de l'ouverture de chemins de randonnées équestres	300
TOTAL		37 620

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-29

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

- 600 € pour le Comité Départemental de Cyclotourisme du Cantal ;
- 300 € pour la Société Cantalienne d'Aviculture ;
- 200 € pour l'Association ADAAT Alpha1-France ;
- 500 € pour l'Association des Motards du Cantal ;
- 500 € pour l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir ;
- 1 000 € pour l'Ecole de rugby de Saint-Simon ;
- 1 200 € pour le Judo Club d'Ytrac.

Le montant sera prélevé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-30

Fonds Cantal Innovation - Appel à projets Petite Enfance

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif contractuel Fonds Cantal Innovation sur la période 2022-2027 et donnant délégation à la Commission permanente pour définir les thèmes, les cahiers des charges, les enveloppes individuelles des appels à projet Fonds Cantal Innovation et pour sélectionner les bénéficiaires ;

-APPROUVE le cahier des charges de l'appel à projets Petite Enfance, tel que joint en annexe. La sélection des candidats et l'attribution des subventions feront l'objet d'une délibération lors d'une prochaine réunion Commission Permanente.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

APPEL À PROJETS DANS LE CADRE DU FONDS CANTAL INNOVATION

PETITE ENFANCE

CAHIER DES CHARGES

CALENDRIER

Publication de l'Appel à projets : **décembre 2022**

Date limite de dépôt des candidatures : **31 mars 2023**

ADRESSE DE PUBLICATION DE L'APPEL A PROJETS

Le cahier des charges du présent appel à projets est disponible et téléchargeable sur le site du Conseil départemental du Cantal dans la rubrique « Accompagner les territoires / Appels à projets »
<http://www.cantal.fr>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS AUPRÈS DE

Emma TEIL, Chargée de projet développement territorial - service Développement Durable du Territoire, Agriculture, Attractivité

Tél : 04.71.46.21.63

Mail : territoires@cantal.fr

Appel à projets Cantal Innovation – Petite Enfance

P1

Le Projet pour le Cantal a pour objectif majeur l'attractivité du territoire tant par le maintien des populations présentes que par l'accueil de nouvelles populations.

C'est dans cette dynamique d'accueil que le Conseil départemental du Cantal investit depuis de nombreuses années dans les politiques destinées aux jeunes enfants.

A ce titre, cette politique ambitieuse du Conseil départemental en faveur de la petite enfance est menée pour d'assurer une bonne couverture de l'offre de services.

L'accueil des plus jeunes dans des conditions favorables est donc une nécessité qui concourt à l'attractivité du territoire et au maintien des populations (réponses aux attentes des familles ou à des besoins non couverts, passerelles entre les modes d'accueil). Facteur de solidarité (accompagnement des familles cantaliennes dès la petite enfance), cet engagement du Conseil départemental participe aussi au développement économique (métiers de la petite enfance et facilitation de l'exercice professionnel pour les jeunes parents).

C'est pourquoi, afin de soutenir et accompagner le développement de projets à destination des plus jeunes (0-3 ans), le Conseil départemental du Cantal lance un appel à projets annuel Fonds Cantal Innovation.

1. Cadre de l'Appel à projets

Le Conseil départemental du Cantal, en tant que partenaire des collectivités, souhaite accompagner les projets relatifs à la Petite Enfance.

L'enjeu de cet appel à projets est de :

- ☐ contribuer à structurer l'offre d'accueil sur le territoire,
- ☐ favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des parents,
- ☐ répondre au principe de l'égalité des chances et d'épanouissement des enfants.

Par ailleurs, ces projets feront écho au schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public. Ce schéma définit, pour une durée de six ans, un programme d'actions destiné notamment à réduire les zones en déficit d'accessibilité aux services et à améliorer et faciliter l'usage des services au public et comprend notamment le sujet de l'accueil des plus jeunes.

Enfin, cet appel à projets s'inscrit dans une démarche plus globale de revitalisation des centres-bourgs ou cœurs de villes qui permet d'agir sur une diversité de thématiques au-delà des questions d'aménagement, à savoir les services, les commerces, l'habitat et la valorisation de l'image des bourgs ou villes.

2. Objet de l'Appel à projets

Le présent appel à projets a pour objet de permettre aux maîtres d'ouvrage de bénéficier d'une aide du Conseil départemental à l'investissement pour les opérations qui concernent la Petite Enfance (0-3 ans) suivantes :

- a) les structures pouvant accueillir les jeunes enfants :
 - ☐ les établissements multi-accueil (établissement qui offre au moins 2 types d'accueil différents, régulier ou occasionnel) ;
 - ☐ les haltes garderie, qui accueillent des enfants de manière ponctuelle ;
 - ☐ les crèches ou micro-crèches ;

- b) les maisons d'assistantes maternelles (MAM privées privilégiées) ;
- c) les relais petite enfance (RPE).

3. Structures éligibles

Sont éligibles, dans la limite d'une candidature par maître d'ouvrage :

- les communes,
- les EPCI,
- les maîtres d'ouvrage privés et/ou associatifs.

Les structures d'accueil en entreprise ou assimilées ne sont pas éligibles.

4. Règles de financement

Seules les dépenses d'investissement sont éligibles.

Sont accompagnés, à hauteur d'un taux maximal de 20% du montant des travaux et dans la limite de 100 000€ de subvention :

- les projets portant augmentation de la capacité d'accueil de jeunes enfants ;
- les projets de réhabilitation énergétique d'établissements existants pourront être soutenus mais la priorité est donnée à la création de nouvelles places ;

Sont exclus :

- les projets concernant les établissements scolaires (écoles maternelles et écoles élémentaires),
- l'acquisition d'équipements divers sauf si le maître d'ouvrage peut justifier de leur caractère innovant (notamment des équipements type « salle Snoezelen ») ou de leur incorporation à l'immeuble et que ces acquisitions sont complémentaires à d'autres travaux d'investissement retenus dans le cadre des dépenses éligibles au présent appel à projets,
- l'acquisition des parcelles et bâtiments destinés à la réalisation du projet,
- les travaux relevant des charges d'entretien.

Les financements départementaux sont cumulables avec toute autre aide publique (État, Fonds Européens, Région, CAF) dans la limite des plafonds fixés par les règles d'encadrement du droit communautaire et les réglementations en vigueur.

Cependant, il convient de préciser que les subventions accordées au titre de cet appel à projets ne sont pas cumulables avec les aides obtenues dans le cadre d'autres dispositifs du Conseil départemental.

5. Contenu du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit être complété selon la trame fournie. Il comprend :

- un dossier technique, comprenant le coût estimatif des travaux établi au moins au stade de l'avant-projet sommaire (APS),
- un plan de financement détaillé du projet,
- la délibération de la collectivité ou de l'organe décisionnaire de l'établissement favorable au projet,
- un budget prévisionnel attaché au projet.

Pour les projets de maisons d'assistantes maternelles, les assistantes maternelles impliquées doivent être identifiées. Le dossier de candidature doit comporter un courrier d'engagement de leur part.

Toute pièce complémentaire jugée utile pourra être annexée au dossier de candidature.

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous forme électronique ou par voie postale en un exemplaire, avant la clôture de l'appel à projets.

6. Procédure de sélection

Les dossiers de candidature sont instruits par le Conseil départemental selon les critères suivants :

- Inscription du projet dans une démarche diagnostique partagée avec le Conseil départemental, la CAF et la MSA pour s'assurer de l'adéquation entre les besoins du territoire et la réponse apportée par le projet ;
- Prise en considération, dans l'élaboration du projet, des avis techniques du Conseil départemental (service de la Protection Maternelle et Infantile) ;
- Niveau d'aboutissement du projet technique.

7. Contractualisation

A l'issue de la sélection des candidats, une convention est signée avec chacune des structures retenues. Cette convention précise les modalités d'intervention financière du Conseil départemental ainsi que les obligations de chacune des parties.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-31

Equipements connectés et innovants des élevages cantaliens - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n°21CD01-07 du Conseil départemental du 26 mars 2021 adoptant les modalités d'intervention pour le soutien aux équipements connectés et innovants des élevages cantaliens ;

Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions pour un montant global de 143 735,17 € à 62 agriculteurs pour l'acquisition d'équipements connectés et innovants selon les conditions définies dans la liste annexée à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du régime cadre notifié SA 50388 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire pour la période 2015-2020 dont la validité a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 par décision modificative SA 59141.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 204, Nature 20421, Fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Nom et adresse du bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date autorisation début de l'opération	Coût total du projet HT (en €)	Investissement éligible HT (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
BARRES Alain Brugroux 15300 MURAT	mise en place d'un dispositif de détection des vélages	14/09/2022	3 651,60	3 651,60	40,00%	1 460,64
BRUN Joël Le Bourg 15320 LORCIERES	mise en place d'un dispositif de détection des chateaux	30/09/2022	6 369,00	6 369,00	40,00%	2 547,60
CHABASSEUR Simon Rabeyrolles 15500 MASSIAC	mise en place d'un dispositif de détection des vélages et chateaux	17/10/2022	9 892,10	9 892,10	40,00%	3 956,84
CHEYMOL Jacques La Cartelade 15240 LE MONTEIL	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	17/10/2022	6 370,80	6 370,80	40,00%	2 548,32
COMBELLES Mathieu Puechbroussou 15150 LACAPELLE VIESCAMP	mise en place d'un dispositif de détection des vélages	01/09/2022	3 651,60	3 651,60	50,00%	1 825,80
CUJELHES Vincent 120 Hameau de Bousac 15130 ARPAJON SUR CERE	achat d'un panel de contention et d'une cage de pesage ovin connectée	18/10/2022	4 120,00	4 120,00	40,00%	1 648,00
DELCHER Daniel La Souche 15230 PIERREFORT	mise en place d'un dispositif de détection des vélages	14/10/2022	3 886,20	3 886,20	40,00%	1 554,48
DUCLOS Victor Loubinet 15500 VIELLESPESE	mise en place d'un dispositif de détection des chateaux et suivi de la nutrition et achat d'un panel de contention	14/09/2022	9 784,92	9 784,92	40,00%	3 913,97
DUPONT Pierre Laton 15310 SAINT CERNIN	mise en place d'un dispositif de détection des poulaines	30/09/2022	4 513,50	4 513,50	40,00%	1 805,40

Nom et adresse du bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date autorisation début de l'opération	Coût total du projet HT (en €)	Investissement éligible HT (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
DUVAL Guillaume La Gorce 15400 RIOM ES MONTAGNES	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	17/10/2022	3 655,00	3 655,00	40,00%	1 462,00
DUVAL Stéphane Les Trois Granges 15400 APCHON	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	17/10/2022	2 960,00	2 960,00	40,00%	1 184,00
EARL CAMBOURIEUX Embarre 15130 CARLAT	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	28/09/2022	2 448,45	2 448,45	40,00%	979,38
EARL DES PRES VERTS Les Prés Verts 15300 LAVIGERIE	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	14/10/2022	2 033,25	2 033,25	40,00%	813,30
EARL DU NOISETIER Cordesse 15260 NEUVEGLISE SUR TRUYERE	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés	23/09/2022	3 540,00	3 540,00	40,00%	1 416,00
ESAT D'ANJOINY Ajoigny 15310 SAINT CERNIN	mise en place d'un dispositif de détection des chateaux	10/10/2022	6 541,00	6 341,00	40,00%	2 536,40
FORSES Jacques Le Moulin de Limagne 15250 JUSSAC	achat d'un panel de contention mobile	28/09/2022	2 800,00	2 800,00	40,00%	1 120,00
GAFEC ANDRE-SABATIER 3 La Vaisseyre 15100 VEDRINES SAINT LOUP	achat d'un panel de contention, cage à veau et cage de parage	05/09/2022	4 967,00	4 967,00	45,00%	2 235,15

Nom et adresse du bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date autorisation début de l'opération	Coût total du projet HT (en €)	Investissement éligible HT (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
GAEC BARRIOL GUY ET JOELLE Pauilhagols 15230 CEZENS	achat d'une cage de pesage connectée et d'une balayeuse	10/10/2022	5 500,00	5 500,00	40,00%	2 200,00
GAEC CALDAGUES Boissières 15110 CHAUDES AIGUES	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés et achat d'un panel de contenion	17/10/2022	6 486,20	6 486,20	40,00%	2 594,48
GAEC CHIBRET Le Bourg 15300 DIENNE	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté et une barrière électrique à ouverture automatique	17/10/2022	2 397,00	2 397,00	40,00%	958,80
GAEC DE CABANNES Cabannes 15130 CARLAT	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	10/10/2022	5 478,90	5 478,90	40,00%	2 191,56
GAEC DE CUEYGUES 1 Cueygues 15120 JUNHAC	mise en place d'un système de trempage et nettoyage des trayons	29/08/2022	3 012,82	3 012,82	43,33%	1 305,45
GAEC DE LA COSTE 1 Rue de la Coste Faverolles 15320 VAL D'ARCOMIE	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	10/10/2022	4 100,00	4 100,00	45,00%	1 845,00
GAEC DE LA SANTOIRE Aymas 15300 SEGUR LES VILLAS	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés	10/10/2022	3 886,20	3 886,20	40,00%	1 554,48
GAEC DE LASCOMBES Lascombes 15190 CHANTERELLE	achat d'un balayeur racleur automateur	17/10/2022	13 900,00	10 000,00	40,00%	4 000,00

Nom et adresse du bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date autorisation début de l'opération	Coût total du projet HT (en €)	Investissement éligible HT (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
GAEC DE L'ETANG DE SION 1 Chemin de Sion Bas 15200 LE VIGEAN	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	08/09/2022	5 924,80	5 924,80	45,00%	2 666,16
GAEC DE LONGUEVERGNE Longuevergne 15220 SAINT ANTOINE	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	08/09/2022	3 459,40	3 459,40	40,00%	1 383,76
GAEC DE L'UBAC Aubac 15100 MENTIERES	mise en place d'un GPS autoguidage sur tracteur	18/10/2022	9 850,00	9 850,00	45,00%	4 432,50
GAEC DELORT A LAVERGNE 19 Rue de la Mairie 15250 SAINT PAUL DES LANDES	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés	24/10/2022	3 651,60	3 651,60	40,00%	1 460,64
GAEC DELPRAT VERNY Le Monteil 15110 CHAUDES AIGUES	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés	30/09/2022	3 651,60	3 651,60	40,00%	1 460,64
GAEC DE PETIT BERNARD Petit Bernard 15600 SAINT CONSTANT FOURNOULES	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés et d'un système de surveillance vidéo connectés	07/09/2022	10 442,00	10 000,00	40,00%	4 000,00
GAEC D'ENROUSSOU Enroussou 15700 PLEAUX	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	30/09/2022	8 150,00	8 150,00	40,00%	3 260,00
GAEC DES CHANTERELLES Romagnac 15320 VAL D'ARCOMIE	achat d'un parc de contention mobile	17/10/2022	4 980,60	4 980,60	40,00%	1 992,24

Nom et adresse du bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date autorisation début de l'opération	Coût total du projet HT (en €)	Investissement éligible HT (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
GAEC DES FRAUX 1 Place du Four Brageac 15300 VALJEJOLS	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés	23/09/2022	3 886,20	3 886,20	43,33%	1 683,89
GAEC DES HOLSTEINS Les Molédes 15190 LUGARDE	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés et des chaleurs	14/09/2022	5 237,70	5 237,70	45,00%	2 356,97
GAEC DES SORBIERS Le Fanc 15200 CHALVIGNAC	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	30/09/2022	5 790,40	5 790,40	40,00%	2 316,16
GAEC DU CHANLEIX 41, Rue du Marilhou 15380 MOUSSAGES	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	05/10/2022	6 701,71	6 701,71	40,00%	2 680,68
GAEC DU FEYT Blancou 15220 MARCOLES	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés	17/10/2022	6 232,20	6 232,20	43,33%	2 700,41
GAEC ELEVAGE ALBARET La Chaumette 15260 NEUVEGLISE SUR TRUYERE	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés	18/10/2022	3 651,60	3 651,60	40,00%	1 460,64
GAEC FERME DES NOYERS 2 Route du Pont du Rouffret 15140 SAINT MARTIN CANTALES	mise en place d'un dispositif de détection des vélagés	07/09/2022	4 590,00	4 590,00	45,00%	2 065,50
GAEC LA FERME DE VABRES Vabres 15150 LACAPELLE VIESCAMP	achat de panel et couloir de contention mobiles	10/10/2022	10 620,00	10 000,00	45,00%	4 500,00

Nom et adresse du bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date autorisation début de l'opération	Coût total du projet HT (en €)	Investissement éligible HT (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
GAEC LAFON A MOUGEAC Mougeac 15220 MARCOLES	achat d'un panel de contention et cage de parage mobiles	01/09/2022	8 870,00	8 870,00	43,33%	3 843,37
GAEC LES DELICES DU BOUCHET Le Bouchet 15500 AURIAC L'EGLISE	achat d'un couloir de contention mobile	10/10/2022	12 500,00	10 000,00	45,00%	4 500,00
GAEC MONTEIL DE LA ROCHE La Roche 15140 SAINT PROJET DE SALERS	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	10/10/2022	2 018,30	2 018,30	40,00%	807,32
GAEC RAYMOND Le Coudert 15400 RIOM ES MONTAGNES	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	17/10/2022	7 449,00	7 449,00	40,00%	2 979,60
GAEC RAYNAL DE LONGEVILLE Longeville 15110 SAINT REMY DE CHAUDES AIGUES	mise en place d'un dispositif de détection des vélages	29/08/2022	3 370,00	3 370,00	40,00%	1 348,00
GAEC REYT ALLY 12 rue du Puy Mary 15700 ALLY	mise en place d'un dispositif de détection des chaleurs	17/10/2022	10 142,88	10 000,00	40,00%	4 000,00
GAEC RISPAL DE LASSALLE Lassalle 15800 THIEZAC	mise en place d'un dispositif de détection des vélages, d'un système de surveillance vidéo et d'une barre de pesée connectés	14/10/2022	9 637,67	9 637,67	40,00%	3 855,07
GAEC ROUSSEL DE PRADEL Pradel 15200 JALEYRAC	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	28/09/2022	6 380,80	6 380,80	40,00%	2 552,32

Nom et adresse du bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date autorisation début de l'opération	Coût total du projet HT (en €)	Investissement éligible HT (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
GAEC VERNEYRE Lasmoirerie 15800 THIEZAC	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	18/10/2022	10 142,00	10 000,00	40,00%	4 000,00
GAEC VIALLEMONTEIL Origlier 15200 SOURNIAC	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	13/10/2022	8 578,40	8 578,40	42,50%	3 645,82
HUGON Bernard Surgit 15100 ALLEUZE	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté	17/10/2022	2 625,00	2 625,00	40,00%	1 050,00
INRAE La Borie 15190 MARCENAT	développement du dispositif de pilotage du troupeau en continu	10/10/2022	19 580,00	10 000,00	40,00%	4 000,00
JOUVENTE Olivier Cousergues 15100 SAINT GEORGES	mise en place d'un dispositif de détection des vélages	30/09/2022	3 651,60	3 651,60	40,00%	1 460,64
LEYBROS Stéphane Brousse 15600 QUEZAC	mise en place d'un système de surveillance vidéo connecté et achat de sondes à fourrage connectées	18/10/2022	2 329,00	2 329,00	40,00%	931,60
LOUSSERT Denis La Vidalenche 15220 BREZONS	mise en place d'un dispositif de détection des vélages	20/09/2022	3 651,60	3 651,60	40,00%	1 460,64
PANIS Julien Les Fraux 15310 SAINT ILLIDE	achat d'un panel de contention mobile	17/10/2022	2 390,00	2 390,00	50,00%	1 195,00
RAMPON Jérôme Machot 15320 CLAVIERES	mise en place d'un dispositif de pilotage du troupeau en continu et achat d'une balayeuse	14/09/2022	8 555,00	8 555,00	40,00%	3 422,00

Nom et adresse du bénéficiaire	Intitulé de l'opération	Date autorisation début de l'opération	Coût total du projet HT (en €)	Investissement éligible HT (en €)	Taux	Subvention CD15 (en €)
RIBES Alexis Crouzet Haut 15200 MAURIAC	mise en place d'indicateurs de production de lait	14/10/2022	9 000,00	9 000,00	40,00%	3 600,00
ROUCHES Vincent Goulalze 15800 SAINT CLEMENT	Mise en place d'un électrificateur connecté avec télécommande et achat d'une barre de pesée connectée	14/09/2022	2 623,33	2 623,33	50,00%	1 311,67
SCEA BESSON BASSIGNAC 2 Route le Bourg 15240 BASSIGNAC	mise en place d'un dispositif de détection des vélages	17/10/2022	3 651,60	3 651,60	40,00%	1 460,64
TEYSSANDIER Stéphane Auroroche 15240 LE MONTEIL	mise en place d'un dispositif de détection des vélages et d'un système de surveillance vidéo connectés	17/10/2022	5 585,60	5 585,60	40,00%	2 234,24
TOTAL						143 735,17

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-32

Aménagement et Gestion des milieux aquatiques

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Madame Céline CHARRIAUD se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.211-7 ;
Vu la délibération n°14CG03-05 du Conseil Général en date du 27 juin 2014 approuvant le Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et se prononcer sur sa déclinaison opérationnelle ;
Vu la délibération n°19CD05-14 du Conseil départemental du 27 septembre 2019 approuvant le contrat de progrès territorial des affluents de la Truyère 2019-2024 ;
Vu la délibération n° 20CD02-11 du Conseil départemental du 26 juin 2020 approuvant le Contrat de rivière Célé 2020-2024 ;
Vu la délibération 21CD01-15 du Conseil départemental du 26 mars 2021 validant l'évolution des dispositifs techniques et financiers du Schéma Départemental de gestion et de valorisation des Milieux Aquatiques (SDMA) pour la période 2021-2024 ;

- ATTRIBUE à Saint-Flour Communauté une subvention de 9 239 €, en soutien à la réalisation des travaux de restauration et de protection des milieux aquatiques correspondant à l'axe A.2 « Restaurer la ripisylve de manière durable » sur la base d'un montant éligible de 46 194 € TTC.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 204142, fonction 738 du budget départemental.

- **ATTRIBUE** au Centre National de la Propriété Forestière, délégation Auvergne-Rhône-Alpes, une subvention de 3 225 €, en soutien à la réalisation de diagnostics et d'accompagnement en faveur de pratiques forestières durables sur la base d'un montant éligible de 32 249 € HT.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65734, fonction 738 du budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-33

Avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement dans l'emprise du collège le Méridien à Mauriac entre le Département et le SIA de l'agglomération Mauriac-Le Vigan

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

Vu la délibération n° 21CP06-46 de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 16 juillet 2021 approuvant la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement dans l'emprise du collège le Méridien à Mauriac entre le Conseil départemental et le SIA de l'agglomération Mauriac-Le Vigan ;

Considérant que la réforme de la gestion du FCTVA impose que la participation financière du Département soit versée sur la base de montants TTC ;

- **APPROUVE** l'avenant à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement dans l'emprise du collège le Méridien à Mauriac entre le Conseil départemental et le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'agglomération Mauriac-Le Vigeon dont le projet est joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer le dit avenant.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**AVENANT À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LES
TRAVAUX DE MISE EN SEPARATIF DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT DANS L'EMPRISE DU
COLLÈGE DU MÉRIDIEEN A MAURIAC ENTRE LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET LE SIA DE
L'AGGLOMÉRATION MAURIAC LE VIGEAN**

Entre

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 25 novembre 2022,

et

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'agglomération Mauriac Le Vigeon dont le siège est Mairie de Mauriac 15200 **MAURIAC** représenté par son Président dûment autorisé par délibération du Comité Syndical en date du xxxx,

Vu les dispositions de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de mise en séparatif des réseaux d'assainissement dans l'emprise du collège du Méridien à MAURIAC, en date du 17 août 2021, notamment son **article 3 : Conditions financières**.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 – CONDITIONS FINANCIERES

La réforme de la gestion du FCTVA impliquant une participation financière sur la base de montants toutes taxes comprises, la participation financière du Département est ajustée comme suit :

« Le montant des travaux concernés s'élève à 53 976 € TTC.

Le fonds du concours du Conseil départemental du CANTAL s'élève à 53 976 € TTC.

Considérant que le SIA a déposé un dossier de demande de subvention auprès de l'agence de l'Eau Adour Garonne à hauteur de 70 % des dépenses éligibles.

Dès notification de la subvention de l'Agence de l'Eau, le montant du fonds de concours sera réduit à hauteur de la subvention définitive obtenue.

La participation du Conseil départemental pourra faire l'objet d'un ou plusieurs acomptes sur la production de pièces justificatives à l'occurrence de l'avancée des travaux. »

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du SIA

Le Président du Conseil départemental du Cantal

Jean-Pierre SOULIER

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-34

Convention de mise à disposition de locaux de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès en faveur des services de CANTAL RENOV ENERGIE

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOU, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOU

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention entre la Communauté de communes de Cère et Goul en Carladès et le Département du Cantal pour la mise à disposition, à titre gratuit, d'un bureau de permanence pour les agents de Cantal Rénov Energie dans les locaux de la Communauté de communes Le projet de convention est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Communauté de
communes Cère et Goul en Carladès
en faveur des services de CANTAL RENOV ENERGIE**

Entre les soussignés :

La Communauté de communes Cère et Goul en Carladès, sise 6 rue de l'Elancèze 15800 VIC SUR CERE, représentée par sa présidente, Madame Dominique BRU, agissant en qualité, et spécialement habilitée à cet effet.

D'une part,

Et

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du 25 novembre 2022.

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Afin de permettre la tenue des permanences des services départementaux rattachés à CANTAL RENOV ENERGIE, la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès met à disposition du Département un local se trouvant dans les locaux de la Communauté de communes sis 6 Rue de l'Elancèze (15800).

ARTICLE 1 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Le local mis à disposition du Département est le suivant :

Un bureau se trouvant au sein des locaux communaux 1^{er} étage sis 6 rue de l'Elancèze 15800 VIC SUR CERE.

Espace coworking pourra-être utilisé pour les pauses repas.

Ce bureau sera utilisé par le service CANTAL RENOV ENERGIE, dates des permanences :

- Tous les 3^{ème} mardis de chaque mois

Les personnels des services du Conseil départemental s'engagent, après chaque utilisation, à nettoyer, à remettre en place et en état le bureau tel qu'ils l'ont trouvé à leur arrivée.

Le nettoyage et le rangement sont à la charge de l'organisme. Si l'état de la salle nécessite l'intervention de la collectivité, un forfait ménage de 60€ TTC peut-être appliqué.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité du Département, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit dans le cadre d'un échange et partenariat.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

La Communauté de communes Cère et Goul en Carladès assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

Le Département du Cantal est assuré en dommage aux biens et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

La Communauté de communes Cère et Goul en Carladès ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel du service Cantal Rénov Energie.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle prend effet au 20 septembre 2022. Elle se renouvellera par tacite reconduction pour une durée équivalente.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 5 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent expressément à rechercher un règlement amiable. En l'absence de règlement amiable, un recours contentieux pourra être fait auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la date de refus de règlement amiable.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal

Pour La Communauté de communes
Cère et Goul en Carladès

Monsieur le Président du Conseil départemental

Madame la Présidente

Bruno FAURE

Dominique BRU

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-35

Avenant n°1 à la convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et les Maisons des Services de Saint-Flour Communauté - Permanences de CANTAL RENOV ENERGIE au sein de la Maison de l'Habitat et du Patrimoine et des Maisons de France Services

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CP07-57 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention de partenariat entre Saint-Flour Communauté et le Département pour la mise à disposition d'un bureau de permanence dans les Maisons des Services pour les travailleurs sociaux ;

- **VALIDE** l'avenant à la convention de partenariat susvisée entre Saint-Flour Communauté et le Département du Cantal pour mettre à disposition, à titre gratuit, un bureau de permanence pour les agents de Cantal Rénov Energie dans la Maison de l'Habitat et du Patrimoine ainsi que les quatre Maisons France Service de leur territoire, dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Avenant n°1

à la Convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et les Maisons des Services de Saint-Flour Communauté

Entre les soussignés :

Saint-Flour Communauté, sise Village Entreprise, ZA du Rozier Coren, 15100 SAINT-FLOUR, représentée par sa Présidente Mme Céline CHARIAUD, agissant en qualité et dûment habilitée par décision n°2022-477 en date du

D'une part,

Et

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 25 novembre 2022

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Cet avenant porte sur le déploiement de permanences « Cantal Rénov'énergie », dans le cadre du Service public de performance énergétique de l'habitat dans le Cantal, en complément de permanences déjà existantes des services de l'action sociale et du service de la Protection Médico-Infantile (PMI) du Conseil départemental du Cantal, au sein d'une part des quatre France Services de Saint-Flour Communauté, à savoir à Chaudes-Aigues, Neuvéglise-Sur-Truyère, Pierrefort et Ruynes-en-Margeride et, d'autre part au sein de la Maison de l'Habitat et du patrimoine à Saint-Flour (uniquement pour le service Cantal Rénov'énergie), et ce à compter de septembre 2022.

Article 2 : Modifications de la convention

Les articles 1, 4.1 et 4.2 font l'objet d'adaptations, comme suit :

Art. 1 - Objet de la Convention

La présente convention fixe les modalités d'intervention du Conseil départemental du Cantal, au titre de ses services d'action sociale, de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et de Cantal Rénov'énergie, et de Saint-Flour Communauté au sein de ses quatre France Services et de la Maison de l'Habitat et du Patrimoine (uniquement pour le service Cantal Rénov'énergie).

Art. 4 - Obligations des partenaires

4.1 Modalités pratiques de la mise à disposition

Saint-Flour Communauté met à disposition, afin d'accueillir les permanences de Cantal Rénov'énergie au sein de la Maison de l'Habitat et du Patrimoine :

- un bureau, permettant de respecter la confidentialité des rendez-vous, situé au niveau 1
- un espace d'attente et sanitaire
- les salles, « espace pédagogique », « matériauthèques » situées au niveau 1 sont également mises à disposition à titre occasionnel et sur réservation.

Afin de permettre l'organisation des permanences des services d'action sociale et de PMI de St Flour, Saint-Flour Communauté met à disposition :

- un bureau chauffé en période froide et hivernale au sein des Maisons de Services, permettant de respecter la confidentialité des rendez-vous,
- une salle d'attente,
- un sanitaire,
- un accès internet, une ligne téléphonique, une photocopieuse,
- un second bureau en cas de nécessité.

4.2 Les interventions proposées

Le Conseil départemental du Cantal,

- au titre de Cantal Rénov'énergie assure l'intervention d'un conseiller et ce gratuitement pour le déroulement de permanences mensuelles, sur rendez-vous préalable et en présentiel, de la manière suivante (privilégier le calendrier pour avoir les dates précises) :

- ▢ **Les 2^{ème} jeudis matin de chaque mois**, et si besoin l'après-midi en complément, au sein de la maison France Services de **Chaudes-Aigues**,
- ▢ **Les 1^{ers} vendredis matin de chaque mois**, et si besoin l'après-midi en complément, au sein de la France Services de **Neuvéglise-Sur-Truyère**.
- ▢ **Les 4^{ème} mercredis matin de chaque mois**, et si besoin l'après-midi en complément, au sein de la maison France Services de **Pierrefort**,
- ▢ **Les 3^{ème} ou 4^{ème} vendredis matin de chaque mois**, et si besoin l'après-midi en complément, au sein de la maison France Services de **Ruynes-en-Margeride**,
- ▢ **Les 1^{er} et 2^{ème} lundis de chaque mois, et les 3^{ème} et 4^{ème} mardis de chaque mois, et ce toute la journée**, au sein de la Maison de l'Habitat et du Patrimoine à **Saint-Flour**.

Les permanences font l'objet d'un **planning prévisionnel** établi par le Conseil départemental et validé par Saint-Flour Communauté.

- au titre de son service d'action sociale assure l'intervention d'un travailleur social et ce gratuitement pour le déroulement des permanences, sur rendez-vous préalable, en présentiel,

- ▢ **Tous les mardis matin, et si besoin l'après-midi en complément**, au sein de la maison France Services de **Chaudes-Aigues**,
- ▢ **Tous les mardis matin, et si besoin l'après-midi en complément**, au sein de la maison France Services de **Ruynes-en-Margeride**,

- **Tous les jeudis matin, et si besoin l'après-midi en complément,**
au sein de la maison France Services de **Pierrefort**,
- **Tous les jeudis matin, et si besoin l'après-midi en complément,**
au sein de la future Maison des services de **Neuvéglise, commune de Neuvéglise-Sur-Truyère.**

Au sein de chaque Maison des Services, il est possible que le service d'action sociale sollicite un bureau en dehors de ces créneaux habituels de permanences. Cela s'active sur réservation préalable.

En cas d'annulation de la permanence hebdomadaire, le service d'action sociale s'engage à prévenir les agents d'accueil référents, dont les coordonnées figurent en annexes 1, 2, 3 et 4.

- au titre de son service de PMI, assure gratuitement l'intervention d'une professionnelle sur rendez-vous et avec réservation préalable d'un bureau.

Ce temps de visite au sein de la Maison des Services concernée s'active sur les heures d'ouverture de l'équipement, en lien avec les agents d'accueil référents, dont les coordonnées figurent en annexes 1, 2, 3 et 4.

Le service d'action sociale et le service de la PMI sont directement accessibles par téléphone ou par mail.

Article 3 : Les autres dispositions de ladite convention demeurent inchangées.

Fait à _____, le
En 2 exemplaires originaux

La Présidente de
Saint-Flour Communauté

Le Président du
Conseil départemental du Cantal

Céline CHARRIAUD

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-36

Complément à la dotation de fonctionnement des collèges publics 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L421-11 du Code de l'Education ;

Vu la délibération n°21CD04-05 du Conseil départemental du 24 septembre 2021 fixant pour 2022 le montant de la dotation prévisionnelle de fonctionnement affectée aux collèges publics au titre des dotations directes et des dépenses de viabilisation liées au réseau de chaleur bois ;

Vu la délibération n°21CP08-11 de la Commission Permanente du 29 octobre 2021 approuvant la répartition de la dotation de fonctionnement des collèges publics du département pour l'année 2022 ;

Vu la délibération n°22CD03-24 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 actant les compléments de dotation de fonctionnement à accorder aux collèges publics du fait des surcoûts liés à la viabilisation en 2022 ;

- **ATTRIBUE** les dotations complémentaires exceptionnelles suivantes au titre de l'exercice 2022 :

- 7 000 euros au collège Marcellin Boule de Montsalvy,
- 5 000 euros au collège Raymond Cortat de Pleaux.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, Nature 65511 du budget départemental.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-37

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-07 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

- ATTRIBUE au titre de la répartition 2022 du Fonds Commun des Services d'Hébergement les subventions suivantes :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège des Gorges de la Truyère Pierrefort	réparation d'un lave-vaisselle	1 558,20 €	1 091 €
Collège Blaise Pascal Saint Flour	réparation d'un sèche-linge	717,60 €	502 €
Collège Jean de La Fontaine Vic-sur-Cère	réparation de divers matériels	503,28 €	352 €
TOTAL			1 945 €

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-38

Assistance technique FSE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le Règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

Vu le Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°514/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012

Vu l'Accord de Partenariat adopté le 8 août 2014 qui valide le champ d'intervention de la programmation 2014-2020 des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole de développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ;

Vu le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole validé par la Commission Européenne le 10 octobre 2014 ;

Vu l'Accord Cadre entre l'État et l'Assemblée des Départements de France pour la mobilisation du Fonds Social Européen en faveur de l'Inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté ;
Vu la convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'inclusion en métropole, n°201700014, signée par le Préfet de Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Président du Conseil départemental et rendue exécutoire le 31 mai 2018 ;
Vu l'avenant à la convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'inclusion en métropole signé par le Préfet de Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Président du Conseil départemental le 14 juin 2022 ;

- **APPROUVE** le projet « Assistance technique FSE 2022 », tel que présenté dans le dossier joint en annexe.

- **APPROUVE** le plan de financement de l'opération :

Cout total : 39 666,05 €

Montant FSE : 39 666,05 € (100%)

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à solliciter le concours FSE et à signer tout document afférent à l'opération.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Numéro de dossier
 202202674
Date du dépôt initial de la demande

Dossier de demande de subvention

Fonds social européen
 Emploi et inclusion en métropole
 Période de programmation 2014-2020

IDENTIFICATION DU DOSSIER

Intitulé de l'opération

Assistance technique - Service Cantal Europe - 2022

Candidat

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

Personne chargée du suivi de l'opération

Contact	TEMLAR
Fonction	Responsable des affaires européennes
Téléphone	0471493384
E-Mail	cantaleurope@cantal.fr

Période prévisionnelle de réalisation

du 01/01/2022 au 31/12/2022

Coût total prévisionnel

39 666,05


Subvention FSE sollicitée

39 666,05

Axe prioritaire/objectif thématique/ priorité d'investissement/objectif spécifique du programme opérationnel

6.0.0.1.15 - Appuyer la mise en oeuvre des crédits REACT EU et évaluer leur impact

Contexte global

Intitulé du projet	Assistance technique - Service Cantal Europe - 2022
Période prévisionnelle de réalisation du projet	du 01/01/2022 au 31/12/2022
Coût total prévisionnel éligible	39666.05 €
Aide FSE sollicitée	39666.05 €
Region administrative	083 - Auvergne
Référence de l'appel à projets	Service Cantal Europe - Conseil départemental du Cantal - Cantal Assistance technique REACT UE 2022 
Lien vers la description complète	Cet appel à projet finit le 25/11/2022 à 23:59 https://www.cantal.fr/appels-a-projets-fse/
Axe prioritaire	6 - Appuyer la mise en oeuvre des crédits REACT UE et évaluer leur impact
Objectif thématique/priorité d'investissement/objectif spécifique/dispositif	6.0.0.1.15 - Appuyer la mise en oeuvre des crédits REACT EU et évaluer leur impact

Localisation

Lieu de réalisation du projet

Lieu de réalisation du projet

Commune, département, région, ...

Département du Cantal

Une partie des actions sera-t-elle réalisée en dehors du territoire français mais au sein de l'Union européenne ?

Non

Contenu et finalité

Décrivez le contexte dans lequel s'inscrit votre projet

Diagnostic de départ, analyse des besoins / problèmes

A la suite de la crise du COVID19, l'Union européenne a lancé un vaste plan de relance. Ce plan de relance prévoit entre autre d'abonder les programmes opérationnels pour soutenir les opérations de relance. C'est ainsi que le Président du Conseil départemental du Cantal et le Préfet de Région signaient l'avenant à la convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'emploi et l'inclusion en métropole attribuant 902 000 euros de FSE au titre de REACT EU dont des crédits pour l'Assistance Technique au Département du Cantal, Organisme Intermédiaire.

Afin de mettre en œuvre la convention de subvention globale 201700014, le Département a des agents pour assurer l'animation, la gestion et le pilotage de la subvention globale FSE du Conseil départemental du Cantal au titre du programme opérationnel national pour l'emploi et l'inclusion en métropole.

Faites une description synthétique de votre projet

Si l'opération se décompose en actions distinctes, citez leur intitulé et expliquez l'articulation entre ces actions pour la mise en œuvre de votre projet (le contenu des actions fera l'objet d'une fiche par action)

Composée de deux agents gestionnaires, Nathalie MEALET (affectée à 70% de son temps de travail sur l'opération soit 0.7ETP) et Laetitia LACOSTE, chargées de projets en charge de l'instruction et de la gestion des dossiers d'opération, la cellule FSE a formalisé son fonctionnement dans un descriptif des systèmes de contrôle et de gestion garantissant le respect des obligations et des réglementations pour l'intervention des fonds européens.

Il s'agit dès lors de :

- Animer, suivre et gérer la subvention globale
- Accompagner les opérateurs du territoire dans la conduite de leur opération et dans l'utilisation de MaDémarcheFSE en prenant en compte les obligations réglementaires d'enregistrement, de stockage et de transfert sous forme informatisée des données relatives à chaque opération.
- Apporter un appui à la gestion administrative et financière des dossiers
- Apporter un appui à la gestion des opérations cofinancées au profit des porteurs de projet
- Mettre en œuvre différents types de contrôle (notamment, visites sur place, contrôles de service fait, contrôles de type « contrôle qualité gestion »)
- Préparer, organiser et suivre les travaux des comités départementaux (Comité de pré-programmation, comité de pilotage et comité de programmation)
- Participer aux comités et aux groupes de travail régionaux et nationaux ;
- Mettre en œuvre un plan d'évaluation
- Préparer et élaborer les différents rapports sur la mise en œuvre de la subvention globale

Présentez les finalités de votre projet

L'objectif est de rendre disponible sur l'ensemble du territoire cantalien les crédits européens délégués pour poursuivre concomitamment les stratégies de l'Union Européenne et du Conseil départemental contre la pauvreté et pour l'inclusion. Il s'agit dès lors de soutenir les projets concourant aux objectifs de ces politiques et de vérifier que les crédits alloués ont servi ces stratégies.

Calendrier de réalisation de votre projet

Décrivez le rythme de réalisation et l'enchaînement temporel éventuel des différentes actions. Si votre opération a déjà commencé, précisez son état d'avancement au moment du dépôt de votre demande de financement.

Du 1er janvier au 31 décembre 2023

Le projet déposé fait-il partie d'une opération plus large ?

Non

Le projet proposé est-il la reconduction d'une opération co-financée par le FSE ?

Non

Principes horizontaux

Egalité entre les femmes et les hommes

Prise en compte de ce principe dans une (ou plusieurs) action(s) spécifique(s) du projet Oui

Si oui, précisez l'intitulé de chacune des actions (les modalités de mise en oeuvre seront décrites dans les fiches actions)

Les gestionnaires ont comme mission de veiller à ce que ce principe soit au mieux intégré dans les projets qu'elles accompagnent.

Prise en compte transversale de ce principe dans le projet Non

Non prise en compte dans le projet Non

Egalité des chances et non-discrimination

Prise en compte de ce principe dans une (ou plusieurs) action(s) spécifique(s) du projet Oui

Si oui, précisez l'intitulé de chacune des actions (les modalités de mise en oeuvre seront décrites dans les fiches actions)

Les gestionnaires ont comme mission de veiller à ce que ce principe soit au mieux intégré dans les projets qu'elles accompagnent.

Prise en compte transversale de ce principe dans le projet Non

Non prise en compte dans le projet Non

Développement durable (uniquement le volet environnemental)

Prise en compte de ce principe dans une (ou plusieurs) action(s) spécifique(s) du projet Oui

Si oui, précisez l'intitulé de chacune des actions (les modalités de mise en oeuvre seront décrites dans les fiches actions)

Les gestionnaires ont comme mission de veiller à ce que ce principe soit au mieux intégré dans les projets qu'elles accompagnent.

Prise en compte transversale de ce principe dans le projet Non

Non prise en compte dans le projet Non

Fiches actions

Actions composant l'opération

Intitulé de l'action	Type de l'action	Période de réalisation	
		Du	Au
AT 2022	Soutien aux structures	01/01/2022	31/12/2022

Intitulé de l'action AT 2022

Période de réalisation de l'action : Du : 01/01/2022 Au : 31/12/2022

Objectifs de l'action

L'objectif de l'action est la mise en œuvre opérationnelle de la convention de subvention globale entre le 1er janvier et le 31 décembre 2022.

Contenu de l'action

Méthodes et outils utilisés, matériels mobilisés et partenariats envisagés pour la mise en œuvre de l'action. Si votre action met en œuvre l'égalité entre les femmes et les hommes, décrivez les modalités concrètes de prise en compte de ce principe (idem Egalité des chances / lutte contre les discriminations et Développement durable)

Il s'agit dès lors de :

- Animer, suivre et gérer la subvention globale
- Accompagner les opérateurs du territoire dans la conduite de leur opération et dans l'utilisation de MaDémarcheFSE en prenant en compte les obligations réglementaires d'enregistrement, de stockage et de transfert sous forme informatisée des données relatives à chaque opération.
- Apporter un appui à la gestion administrative et financière des dossiers
- Apporter un appui à la gestion des opérations cofinancées au profit des porteurs de projet
- Mettre en œuvre différents types de contrôle (notamment, visites sur place, contrôles de service fait, contrôles de type « contrôle qualité gestion »)
- Préparer, organiser et suivre les travaux des comités départementaux (Comité de pré-programmation, comité de pilotage et comité de programmation)
- Participer aux comités et aux groupes de travail régionaux et nationaux ;
- Mettre en œuvre un plan d'évaluation
- Préparer et élaborer les différents rapports sur la mise en œuvre de la subvention globale ;

Moyens humains consacrés à la mise en œuvre opérationnelle de l'action

Deux agents gestionnaires :

- Nathalie MEALET affectée à 70% de son temps de travail sur l'opération soit 0.7ETP

- Laetitia LACOSTE

Votre action est-elle consacrée spécifiquement à la prise en compte d'un ou plusieurs principes horizontaux ? Non

Prévoyez-vous d'avoir recours à des achats de fournitures et/ou de services ? Non

Réalisations et résultats attendus

Nature des livrables (types de produits, de supports), nombre d'exemplaires, ... Modalités de diffusion, transfert ...

Le but est de soutenir les opérations contribuant le mieux à la politique définie par l'Union Européenne et le Conseil départemental et aux critères de sélection et plus particulièrement aux indicateurs de réalisation et de résultat.

Modalités de suivi**Décrivez la manière dont vous respecterez vos obligations en matière de publicité du cofinancement par le FSE du projet**

Le service a mis en place des outils pour communiquer sur l'intervention du FSE. Des affiches (avec les logos de l'UE et de l'Europe s'engage en France) sont apposées à l'entrée des bureaux. Les signatures électroniques des agents font mention de l'intervention du FSE et les logos y sont visibles. Les documents (courrier, powerpoint, feuilles d'émargement,...) font mention de l'intervention FSE et intègrent les logos. Enfin, des articles sont publiés (Intranet,...) pour informer de l'intervention du FSE.

Moyens humains affectés au suivi administratif du projet

Nombre d'ETP, fonction et missions.

Marc Templar, responsable des affaires européennes en charge du service Cantal Europe, (0,25% de son temps de travail)

L'une ou l'autre de ces personnes a-t-elle suivi une formation/information sur la mobilisation du FSE ?

Oui

Si oui, en quelle année ? 2022

Sur la base de quelle(s) unité(s) de mesure, allez-vous mesurer la réalisation du projet ?

Ex. : L'accompagnement d'une personne est justifié si X entretiens individuels ont été réalisés.

Nombre de rapport d'instruction

Nombre de convention

Nombre de VSP

Nombre de rapport de CSF

Sur la base de quel(s) type(s) de pièce justificative allez-vous vérifier les réalisations de votre projet ?

Ex : fiche signée par l'intervenant et le participant accompagné pour justifier d'un entretien ou compte rendu de l'entretien cosigné...

Rapport d'instruction

Convention attributive d'aide

Rapport de VSP

Rapport de CSF

Pour les salariés de votre structure, affectés partiellement à la réalisation du projet, comment sont assurés le suivi du temps passé sur le projet et le recueil des éléments justificatifs de leur activité sur celui-ci ?

Les agents affectés partiellement à la réalisation du projet dispose d'une lettre de mission indiquant la quotité de temps de travail affectée à l'opération mensuellement.

Disposez vous d'une comptabilité analytique par projet, permettant, par une codification comptable appropriée, d'isoler dans son système de suivi comptable les dépenses et les ressources liées au projet pour lequel un cofinancement du FSE est sollicité ?

Non

i Même si vous ne disposez pas d'une comptabilité analytique par projet, vous avez l'obligation d'assurer une traçabilité des dépenses et ressources affectées au projet par le biais d'un encodage dans la comptabilité générale de votre structure.

Si non, comment comptez-vous assurer le suivi financier spécifique des dépenses et des ressources liées au projet ?

Comptabilité adéquate

Identification de l'organisme

Organisme

Raison sociale (nom détaillé sans sigle)	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL
Sigle (le cas échéant)	
N° SIRET	22150001000014
Adresse de l'établissement porteur de projet	28 AVENUE GAMBETTA Hôtel du Département
Code postal - Commune	15015 - AURILLAC CEDEX
Code INSEE	15014
Courriel	dasei.sei@cantal.fr
Site internet, le cas échéant	https://www.cantal.fr/
Statut juridique	Collectivité territoriale
Nature	Organisme de droit public
Code APE/NAF	8411Z - Administration publique générale
N° de déclaration d'activité (organismes de formation)	
Adresse du siège social (si différente)	28 AVENUE GAMBETTA HOTEL DU DEPARTEMENT
Code postal - Commune	15000 - AURILLAC
Code INSEE	15014
Courriel	cantaleurope@cantal.fr
Êtes-vous soumis au Code des marchés publics ou à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ?	Oui

Présentation de l'organisme bénéficiaire

Décrivez votre activité (9999 caractères maximum)

Ex : objet social, activités principales... Joignez toute documentation de présentation de votre organisme jugée utile.

Le Conseil départemental du Cantal est une collectivité territoriale gérée par un conseil départemental élu pour six ans au suffrage universel direct dans le cadre d'un scrutin majoritaire binominal à deux tours : deux conseillers, une femme et un homme, sont élus ensemble dans chaque canton.

Les principales compétences du conseil départemental sont :

- l'aide sociale (forme légale d'assistance) :
 - La protection de l'enfance : dont la protection maternelle et infantile, l'aide sociale à l'enfance et la prévention spécialisée,
 - L'insertion des personnes en difficulté, RSA,
 - L'aide aux personnes handicapées et âgées,
 - La prévention sanitaire
- la voirie : gestion des routes départementales et routes nationales d'intérêt local, des transports et des transports scolaires par autocar ;
- l'éducation : gestion matérielle des collèges ;
- la culture : archives départementales, bibliothèque départementale de prêt, patrimoine architectural et muséal ;
- le développement local : aides aux associations, aux communes.
- le tourisme.

De plus, le conseil départemental participe au financement des SDIS (sapeurs-pompiers).

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a engagé une nouvelle vague de décentralisation. Les conseils départementaux se voient à cette occasion attribuer de nouvelles compétences en matière de :

- transport : gestion du réseau routier national transféré en grande partie (devenu réseau routier départemental ou national d'intérêt local), gestion des ports maritimes de pêche et de commerce ;
- action sociale : programmes de santé, utilisation d'un schéma gérontologique, suivi de l'élimination des déchets ménagers ;
- logement : gestion du fond solidarité pour le logement (FSL) et du fonds d'aide à l'énergie ;
- éducation : recrutement et gestion des personnels TOS (techniques, ouvriers et de services) et restauration scolaire des collèges ;
- culture : transferts de certains domaines patrimoniaux, archives départementales, musées, bibliothèques ; Schémas départementaux des enseignements artistiques.

Depuis la loi NOTRe du 7 août 2015, des compétences du Conseil départemental ont été transférées aux régions. À savoir :

- Le développement économique.
- Le transport. Il est possible pour le Conseil départemental de conserver le transport scolaire si convention. Le transport des personnes handicapées est une exception au principe. La clause générale est supprimée.

Cependant, dans le cadre des compétences partagées, le Conseil départemental conserve une compétence en matière de culture, sport, tourisme et éducation populaire. Toutefois, pour exercer ces compétences partagées, il y a une obligation de créer un guichet unique avec les autres collectivités locales.

Représentant légal de l'organisme

Civilité Monsieur
Nom FAURE
Prénom Bruno
Adresse électronique bfaure@cantal.fr
Fonction dans l'organisme Président
Y a-t-il une délégation de signature ? Oui

Personne disposant d'une délégation de signature pour tous les actes afférents au projet

Nom délégataire	Prénom délégataire	Fonction délégataire	Délégation de Signature	Télécharger le modèle de la délégation		
TEMPLAR	Marc	RESPONSABLE DES AFFAIRES EUROPEENNES				

Organisme

Contacts

Les chargés de suivi de ma démarche FSE

Nom	Prénom	Fonction dans l'organisme	Adresse électronique	Numéro de téléphone	Responsable principal
LAVERGNE	Natasha	Chef de service Gestion Administrative	nlavergne@cantal.fr	0471462118	
TEMPLAR	Marc	Responsable des affaires européennes	cantaleurope@cantal.fr	0471493384	<input checked="" type="checkbox"/>

Les chargés de suivi externe à ma démarche FSE

Aucun élément dans la liste

Organisme

Aides d'Etat

Aides d'Etat

Liste des aides reçues d'organismes publics (Union européenne, Etat, collectivités territoriales, ...), quelle que soit leur forme et obtenues au cours des 2 dernières années.
Une aide est considérée comme octroyée au moment où le droit légal de recevoir cette aide est conféré à l'entreprise, quelle que soit la date du versement de ladite aide.
Le tableau n'est pas à remplir si votre organisme est une collectivité territoriale ou un établissement public.

Aides publiques déjà obtenues

Financiers / Projet aide	Année N-2			Année N-1			Année N			Total financeur	
	Montant	%	Aide de minimis	Montant	%	Aide de minimis	Montant	%	Aide de minimis	Montant	%
Total général	0,00 €	0,00 %	<input type="checkbox"/>	0,00 €	0,00 %	<input type="checkbox"/>	0,00 €	0,00 %	<input type="checkbox"/>	0,00 €	0,00 %

Détaillez une ligne par organisme financeur lorsqu'il en existe plusieurs par type de financement.
Pour les formes d'aide autres que la subvention (exonérations, garanties de prêts, prêts bonifiés, etc.), indiquez que le financeur, l'objet de l'aide et l'année.
Le service gestionnaire pourra être amené, au cours de l'instruction du dossier, à solliciter des éléments complémentaires permettant de calculer l'« équivalent subvention brut » de ces aides.

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE, vise-t-il la formation de vos propres salariés ?

Non

Le projet pour lequel vous demandez un cofinancement par le FSE vise-t-il à obtenir uniquement une aide au conseil (hors formation) ?

Non

Les actions mises en oeuvre grâce au cofinancement FSE sont-elles susceptibles d'apporter un avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE ?

Non

Justifiez

L'opération mise en oeuvre ne comporte pas de bénéficiaire tiers dans la mesure où les seuls bénéficiaires sont des personnes physiques. Le bénéficiaire ultime est une personne en situation de précarité ou menacée de perte. Il n'y a donc aucun avantage sélectif à d'autres personnes morales (bénéficiaires tiers), de nature à fausser la concurrence et à constituer une aide d'Etat au sens de l'article 107 du TFUE.

Structuration

Structuration du plan de financement

Votre plan de financement comprend-il uniquement des prestations ?

Non

Appliquerez-vous un coût standard unitaire (CSU) pour calculer l'ensemble des dépenses de votre projet ?

Non

Votre plan de financement comprend-il des dépenses de personnel ?

Oui

Votre plan de financement comprend-il d'autres dépenses directes ?

Non

Dépenses indirectes forfaitisées

Votre plan de financement comprend-il des dépenses indirectes ?

Oui

Quel taux forfaitaire choisissez-vous pour calculer vos dépenses indirectes ?

15% de vos dépenses directes de personnel



Je suis informé que le service instructeur, à l'examen de ma demande de financement, pourra retenir une autre méthode de calcul des coûts de mon projet.
Vous devrez alors modifier votre demande en ce sens.

Dépenses directes - Personnel

Nature du coefficient d'affectation proposé pour le calcul des dépenses directes de personnel

Nature du coefficient d'affectation	Unité
Temps de travail affecté à l'opération / temps de travail total	heure

Exemple

Nature du coefficient d'affectation	Unité
Temps travaillé sur le projet par l'agent concerné / temps total de cet agent	Heures

Dépenses directes de personnel (personnel du porteur de projet intervenant directement sur le projet)

Référence de la ligne	Noms des salariés et types de fonctions assurées (saisir une ligne par personne)	Intérimaire	Coefficient d'affectation	Base de dépense (Salaires annuels rattachés)	Activité liée à l'opération	Activité totale	Part de l'activité liée à l'opération	Dépenses liées à l'opération	A titre indicatif : coût unitaire
				(1)	(2)	(3)	(4)=(2)/(3)	(5)=(1)*(2)/(3)	(6)=(1)/(3)
DPE1	MEALET - Chargée de projets	Non	Temps de travail affecté à l'opération / temps de travail total	49 274,60 €	1 274,00	1 820,00	70,00%	34 492,22 €	27,074€
	Sous Total année 1 - 2022			49 274,60 €				34 492,22 €	
	Total pour l'opération			49 274,60 €				34 492,22 €	

Calcul des dépenses indirectes forfaitisées

Calcul des dépenses indirectes

Application du taux forfaitaire de 15% sur les dépenses directes de personnel pour le calcul des dépenses indirectes

	Application du taux forfaitaire de 15%	
	Année 1 - 2022	Total
Dépenses directes de personnel	5 173,83 €	5 173,83 €

Dépenses de tiers et en nature

Dépenses prévisionnelles

Tableau récapitulatif des dépenses prévisionnelles

Poste de dépense	Année 1-2022		Total	
Dépenses directes (1+2+3+4)	34 492,22 €	86,96 %	34 492,22 €	86,96 %
1. Personnel	34 492,22 €	86,96 %	34 492,22 €	86,96 %
2. Fonctionnement				
3. Prestations externes				
4. Liées aux participants				
Dépenses indirectes	5 173,83 €	13,04 %	5 173,83 €	13,04 %
Dépenses de tiers				
Dépenses en nature				
Dépenses totales	39 666,05 €	100,00 %	39 666,05 €	100,00 %
Aucun				

Les dépenses d'achat de biens, de fournitures ou de prestations de services acquittées pour la réalisation de l'opération cofinancée peuvent-elles faire l'objet d'une déduction de la TVA ?

Non

Non
Votre projet génère-t-il des recettes ?

Ressources prévisionnelles

Tableau des ressources prévisionnelles

Numéro de référence	Financiers	Année 1 - 2022		Total	
RES1	1. Fonds européens	39 666,05 €	100,00 %	39 666,05 €	100,00 %
	FSE	39 666,05 €	100,00 %	39 666,05 €	100,00 %
	2. Financements publics nationaux	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
	Sous total : montant du soutien public (1+2)	39 666,05 €	100,00 %	39 666,05 €	100,00 %
	3. Financements privés nationaux	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
	4. Autofinancement	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
RES3	Autofinancement privé	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
RES2	Autofinancement public	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
	5. Contributions de tiers	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
	6. Contributions en nature	0,00 €	0,00 %	0,00 €	0,00 %
	Total des ressources (1+2+3+4+5+6)	39 666,05 €		39 666,05 €	

Les autres financements externes sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?

Oui

Synthèse

Tableau récapitulatif général

	Année 1 - 2022	Total
Total des dépenses	39 666,05 €	39 666,05 €
Total des ressources	39 666,05 €	39 666,05 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-39

Sélection dossier assistance technique FSE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 ,

Vu le Règlement (UE) N° 1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le Règlement (UE) N° 1304/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°514/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012

Vu l'Accord de Partenariat adopté le 8 août 2014 qui valide le champ d'intervention de la programmation 2014-2020 des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole de développement rural (FEADER) ;

Vu l'Accord Cadre entre l'État et l'Assemblée des Départements de France pour la mobilisation du Fonds Social Européen en faveur de l'Inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté ;

Vu la convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'inclusion en métropole, n°201700014, signée par le Préfet de Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Président du Conseil départemental et rendue exécutoire le 31 mai 2018 ;

Vu l'avenant à la convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'inclusion en métropole signé par le Préfet de Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Président du Conseil départemental le 14 juin 2022 ;

- **DECIDE** de programmer 39 666,05 € de Fonds Social Européen au titre de la convention de subvention globale FSE 201700014 sur un montant total éligible de 39 666,05 € soit un taux de cofinancement FSE de 100 % au Conseil départemental du Cantal pour l'opération « ASSISTANCE TECHNIQUE FSE 2022».

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-40

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal à Aurillac - Cantal Habitat -
1 349 975 euros - Construction de 12 logements situés 4 rue de Marmiesse à Aurillac**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de Cantal Habitat se retirent et ne participent pas au vote (Isabelle LANTUEJOUL, Jamal BELAÏDI, Marina BESSE, Marie-Hélène CHASTRE, Mireille LEYMONIE, Valérie SEMETEYS).

Par 24 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 AURILLAC, par mail en date du 21 octobre 2022, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 674 987,50 € pour un emprunt d'un montant total de 1 349 975 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de 12 logements situés 4 rue de Marmiesse à Aurillac ;

Considérant le contrat de prêt n°140869 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 349 975 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°140869, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et, le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



Dossier n° : U113947

Suivi par : **BOBAND Thierry**

Tél. : 04 73 43 13 22

Courriel : Thierry.Boband@caissedesdepots.fr

Contrat n° 140869

Montant du prêt : 1 349 975,00 euros

MONSIEUR LE DIRECTEUR
CANTAL HABITAT
10, RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

Clermont-Ferrand, le 20 octobre 2022

**Objet : Financement de l'opération de Construction Parc social public de 12 logement(s),
située 4 RUE DE MARMIESSE à 15000 AURILLAC.**

Monsieur le Directeur,

Suite à votre demande de prêt pour le financement de l'opération citée en objet, j'ai le plaisir de vous transmettre le contrat correspondant, d'un montant d'un million trois-cent-quarante-neuf mille neuf-cent-soixante-quinze euros (1 349 975,00 euros).

Je vous invite à :

- Prendre connaissance de la notice explicative ci-jointe
- Lire attentivement les documents transmis en pièces jointes,
- Les faire parapher en cas de signature manuscrite, et signer par toutes les personnes concernées dument habilitées

et à me les faire parvenir avant le **20 janvier 2023**, date limite de validité du contrat, au-delà de laquelle, celui-ci sera considéré comme caduc.

Vous trouverez, ci-après, la liste des pièces restant à produire pour permettre le versement des fonds :

- Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
- Garantie(s) conforme(s)
- Attestation caractère définitif permis construire

La direction des prêts est heureuse de contribuer à la réussite de ce projet et reste à votre disposition pour vous accompagner dans le déroulement de l'opération.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Ludovic MERCIER
Directeur Territorial

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13

auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://twitter.com/BanqueDesTerr)



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Pièces jointes :

- Contrat de prêt et son annexe : Confirmation d'autorisation de prélèvement automatique
- Tableau d'amortissement théorique établi en autant d'exemplaires que de Lignes du Prêt, de parties et de garant(s) au contrat
- Notice explicative



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



NOTICE EXPLICATIVE

1- Pièces à compléter et à retourner **IMPERATIVEMENT** à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avant le 20/01/2023 :

- l'exemplaire CDC du Contrat daté et signé,
- la ou les confirmations d'autorisation de prélèvement automatique.

Pour l'ensemble de ces documents, les nom et prénom, la qualité du signataire dûment habilité, ainsi que le cachet de la personne morale représentée devront figurer clairement au dessus de chaque signature.

2- Tableau d'amortissement :

Pour chaque Ligne du Prêt :

- un premier tableau d'amortissement théorique établi, à titre indicatif, sur la base d'un Versement unique et à partir des conditions financières connues à la date d'émission du Contrat de Prêt, vous est transmis avec ledit Contrat ;
- le tableau d'amortissement définitif vous parviendra à l'issue de la Phase de Mobilisation.

3- Echancier prévisionnel de Versement(s) :

Un échéancier de Versement pré rempli est proposé par Ligne du Prêt. Cet échéancier est positionné à la date limite de Mobilisation des fonds.

Toute demande de modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement ou peut être réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

4- Autorisation de prélèvement automatique :

En cas de signature électronique, il vous appartient de vérifier le numéro de compte utilisé. Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

En cas de signature manuscrite, il vous appartient de renvoyer l'Autorisation de prélèvement signée à la Direction régionale :

- Si vous bénéficiez d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, le numéro de compte utilisé pour le recouvrement de ces prêts a été reporté par défaut dans l'autorisation de prélèvement ; nous vous remercions de le vérifier et/ou le modifier le cas échéant ;
- Si vous ne bénéficiez pas d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, il vous appartient de compléter l'Autorisation de prélèvement.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 140869

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0099-PR0069 V3.3.6 page 1/25
Contrat de prêt n° 140869 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

W LM

1/25



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :



LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

2/25



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.



SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération AURILLAC-MARMIERS-12 PAV PG 515, Parc social public, Construction de 12 logements situés 4 RUE DE MARMIESSE 15000 AURILLAC.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million trois-cent-quarante-neuf mille neuf-cent-soixante-quinze euros (1 349 975,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-quarante-trois mille six-cent-soixante-et-un euros (443 661,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-dix-sept mille neuf-cent-soixante euros (117 960,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six-cent-vingt-quatre mille trois-cent-soixante-neuf euros (624 369,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-soixante-trois mille neuf-cent-quatre-vingt-cinq euros (163 985,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Échéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Échéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Échéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

M1

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

UP LM

7/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (**DL**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **20/01/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)
 - Attestation caractère définitif permis construire

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

10/25



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5501765	5501767	5501764	5501766
Montant de la Ligne du Prêt	443 661 €	117 960 €	624 369 €	163 985 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ²	1,8 %	1,8 %	2,6 %	2,6 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÉGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

MI



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :


- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

 **LM**

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

16/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

M1

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

17/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D'AURILLAC	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité


Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils n'ont commis d'actes, ou ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en œuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

Paraphes

 LM



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de ses obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

23/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

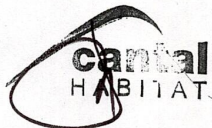
Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, 20/10/2022

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : MERCIER Ludovic

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Ludovic MERCIER'
Directeur Territorial

HABITAT
6700

Ludovic MERCIER
Directeur Territorial

ML



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U113947, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 140869, Ligne du Prêt n° 5501764

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A le 21/10/2022

Prénom et nom

Qualité

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U113947, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 140869, Ligne du Prêt n° 5501765

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac le 22/10/2022

Prénom et nom Henri DUBOIS

Qualité Directeur Général

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13

auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U113947, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 140869, Ligne du Prêt n° 5501766

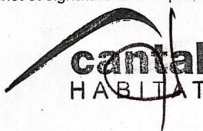
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 21.12.2022

Prénom et nom

Qualité

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U113947, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 140869, Ligne du Prêt n° 5501767

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A le 21/10/2022

Prénom et nom

Qualité

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 140869 / N° de la Ligne du Prêt : 5501765
Opération : Construction
Produit : PLA1

Capital prêté : 443 661 €
Taux actuariel théorique : 1,80 %
Taux effectif global : 1,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	20/10/2023	1,80	15 654,91	7 669,01	7 985,90	0,00	435 991,99	0,00
2	20/10/2024	1,80	15 654,91	7 807,05	7 847,86	0,00	428 184,94	0,00
3	20/10/2025	1,80	15 654,91	7 947,58	7 707,33	0,00	420 237,36	0,00
4	20/10/2026	1,80	15 654,91	8 090,64	7 564,27	0,00	412 146,72	0,00
5	20/10/2027	1,80	15 654,91	8 236,27	7 418,64	0,00	403 910,45	0,00
6	20/10/2028	1,80	15 654,91	8 384,52	7 270,39	0,00	395 525,93	0,00
7	20/10/2029	1,80	15 654,91	8 535,44	7 119,47	0,00	386 990,49	0,00
8	20/10/2030	1,80	15 654,91	8 689,08	6 965,83	0,00	378 301,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	20/10/2031	1,80	15 654,91	8 845,48	6 809,43	0,00	369 455,93	0,00
10	20/10/2032	1,80	15 654,91	9 004,70	6 650,21	0,00	360 451,23	0,00
11	20/10/2033	1,80	15 654,91	9 166,79	6 488,12	0,00	351 284,44	0,00
12	20/10/2034	1,80	15 654,91	9 331,79	6 323,12	0,00	341 952,65	0,00
13	20/10/2035	1,80	15 654,91	9 499,78	6 155,15	0,00	332 452,89	0,00
14	20/10/2036	1,80	15 654,91	9 670,76	5 984,15	0,00	322 782,13	0,00
15	20/10/2037	1,80	15 654,91	9 844,83	5 810,08	0,00	312 937,30	0,00
16	20/10/2038	1,80	15 654,91	10 022,04	5 632,87	0,00	302 915,26	0,00
17	20/10/2039	1,80	15 654,91	10 202,44	5 452,47	0,00	292 712,82	0,00
18	20/10/2040	1,80	15 654,91	10 386,08	5 268,83	0,00	282 326,74	0,00
19	20/10/2041	1,80	15 654,91	10 573,03	5 081,88	0,00	271 753,71	0,00
20	20/10/2042	1,80	15 654,91	10 763,34	4 891,57	0,00	260 990,37	0,00
21	20/10/2043	1,80	15 654,91	10 957,08	4 697,83	0,00	250 033,29	0,00
22	20/10/2044	1,80	15 654,91	11 154,31	4 500,60	0,00	238 878,98	0,00
23	20/10/2045	1,80	15 654,91	11 355,09	4 299,82	0,00	227 523,89	0,00
24	20/10/2046	1,80	15 654,91	11 559,48	4 095,43	0,00	215 964,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	20/10/2047	1,80	15 654,91	11 767,55	3 887,36	0,00	204 196,86	0,00
26	20/10/2048	1,80	15 654,91	11 979,37	3 675,54	0,00	192 217,49	0,00
27	20/10/2049	1,80	15 654,91	12 195,00	3 459,91	0,00	180 022,49	0,00
28	20/10/2050	1,80	15 654,91	12 414,51	3 240,40	0,00	167 607,98	0,00
29	20/10/2051	1,80	15 654,91	12 637,97	3 016,94	0,00	154 970,01	0,00
30	20/10/2052	1,80	15 654,91	12 865,45	2 789,46	0,00	142 104,56	0,00
31	20/10/2053	1,80	15 654,91	13 097,03	2 557,88	0,00	129 007,53	0,00
32	20/10/2054	1,80	15 654,91	13 332,77	2 322,14	0,00	115 674,76	0,00
33	20/10/2055	1,80	15 654,91	13 572,76	2 082,15	0,00	102 102,00	0,00
34	20/10/2056	1,80	15 654,91	13 817,07	1 837,84	0,00	88 284,93	0,00
35	20/10/2057	1,80	15 654,91	14 065,78	1 589,13	0,00	74 219,15	0,00
36	20/10/2058	1,80	15 654,91	14 318,97	1 335,94	0,00	59 900,18	0,00
37	20/10/2059	1,80	15 654,91	14 576,71	1 078,20	0,00	45 323,47	0,00
38	20/10/2060	1,80	15 654,91	14 839,09	815,82	0,00	30 484,38	0,00
39	20/10/2061	1,80	15 654,91	15 106,19	548,72	0,00	15 378,19	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr

@BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 20/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	20/10/2062	1,80	15 655,00	15 378,19	276,81	0,00	0,00	0,00
Total			626 196,49	443 661,00	182 535,49	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).

Edité le : 20/10/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 140869 / N° de la Ligne du Prêt : 5501767
Opération : Construction
Produit : PLAI foncier

Capital prêté : 117 960 €
Taux actuariel théorique : 1,80 %
Taux effectif global : 1,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	20/10/2023	1,80	3 597,79	1 474,51	2 123,28	0,00	116 485,49	0,00
2	20/10/2024	1,80	3 597,79	1 501,05	2 096,74	0,00	114 984,44	0,00
3	20/10/2025	1,80	3 597,79	1 528,07	2 069,72	0,00	113 456,37	0,00
4	20/10/2026	1,80	3 597,79	1 555,58	2 042,21	0,00	111 900,79	0,00
5	20/10/2027	1,80	3 597,79	1 583,58	2 014,21	0,00	110 317,21	0,00
6	20/10/2028	1,80	3 597,79	1 612,08	1 985,71	0,00	108 705,13	0,00
7	20/10/2029	1,80	3 597,79	1 641,10	1 956,69	0,00	107 064,03	0,00
8	20/10/2030	1,80	3 597,79	1 670,64	1 927,15	0,00	105 393,39	0,00
9	20/10/2031	1,80	3 597,79	1 700,71	1 897,08	0,00	103 692,68	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 20/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	20/10/2032	1,80	3 597,79	1 731,32	1 866,47	0,00	101 961,36	0,00
11	20/10/2033	1,80	3 597,79	1 762,49	1 835,30	0,00	100 198,87	0,00
12	20/10/2034	1,80	3 597,79	1 794,21	1 803,58	0,00	98 404,66	0,00
13	20/10/2035	1,80	3 597,79	1 826,51	1 771,28	0,00	96 578,15	0,00
14	20/10/2036	1,80	3 597,79	1 859,38	1 738,41	0,00	94 718,77	0,00
15	20/10/2037	1,80	3 597,79	1 892,85	1 704,94	0,00	92 825,92	0,00
16	20/10/2038	1,80	3 597,79	1 926,92	1 670,87	0,00	90 899,00	0,00
17	20/10/2039	1,80	3 597,79	1 961,61	1 636,18	0,00	88 937,39	0,00
18	20/10/2040	1,80	3 597,79	1 996,92	1 600,87	0,00	86 940,47	0,00
19	20/10/2041	1,80	3 597,79	2 032,86	1 564,93	0,00	84 907,61	0,00
20	20/10/2042	1,80	3 597,79	2 069,45	1 528,34	0,00	82 838,16	0,00
21	20/10/2043	1,80	3 597,79	2 106,70	1 491,09	0,00	80 731,46	0,00
22	20/10/2044	1,80	3 597,79	2 144,62	1 453,17	0,00	78 586,84	0,00
23	20/10/2045	1,80	3 597,79	2 183,23	1 414,56	0,00	76 403,61	0,00
24	20/10/2046	1,80	3 597,79	2 222,53	1 375,26	0,00	74 181,08	0,00
25	20/10/2047	1,80	3 597,79	2 262,53	1 335,26	0,00	71 918,55	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	20/10/2048	1,80	3 597,79	2 303,26	1 294,53	0,00	69 615,29	0,00
27	20/10/2049	1,80	3 597,79	2 344,71	1 253,08	0,00	67 270,58	0,00
28	20/10/2050	1,80	3 597,79	2 386,92	1 210,87	0,00	64 883,66	0,00
29	20/10/2051	1,80	3 597,79	2 429,88	1 167,91	0,00	62 453,78	0,00
30	20/10/2052	1,80	3 597,79	2 473,62	1 124,17	0,00	59 980,16	0,00
31	20/10/2053	1,80	3 597,79	2 518,15	1 079,64	0,00	57 462,01	0,00
32	20/10/2054	1,80	3 597,79	2 563,47	1 034,32	0,00	54 898,54	0,00
33	20/10/2055	1,80	3 597,79	2 609,62	988,17	0,00	52 288,92	0,00
34	20/10/2056	1,80	3 597,79	2 656,59	941,20	0,00	49 632,33	0,00
35	20/10/2057	1,80	3 597,79	2 704,41	893,38	0,00	46 927,92	0,00
36	20/10/2058	1,80	3 597,79	2 753,09	844,70	0,00	44 174,83	0,00
37	20/10/2059	1,80	3 597,79	2 802,64	795,15	0,00	41 372,19	0,00
38	20/10/2060	1,80	3 597,79	2 853,09	744,70	0,00	38 519,10	0,00
39	20/10/2061	1,80	3 597,79	2 904,45	693,34	0,00	35 614,65	0,00
40	20/10/2062	1,80	3 597,79	2 956,73	641,06	0,00	32 657,92	0,00
41	20/10/2063	1,80	3 597,79	3 009,95	587,84	0,00	29 647,97	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	20/10/2064	1,80	3 597,79	3 064,13	533,66	0,00	26 583,84	0,00
43	20/10/2065	1,80	3 597,79	3 119,28	478,51	0,00	23 464,56	0,00
44	20/10/2066	1,80	3 597,79	3 175,43	422,36	0,00	20 289,13	0,00
45	20/10/2067	1,80	3 597,79	3 232,59	365,20	0,00	17 056,54	0,00
46	20/10/2068	1,80	3 597,79	3 290,77	307,02	0,00	13 765,77	0,00
47	20/10/2069	1,80	3 597,79	3 350,01	247,78	0,00	10 415,76	0,00
48	20/10/2070	1,80	3 597,79	3 410,31	187,48	0,00	7 005,45	0,00
49	20/10/2071	1,80	3 597,79	3 471,69	126,10	0,00	3 533,76	0,00
50	20/10/2072	1,80	3 597,37	3 533,76	63,61	0,00	0,00	0,00
Total			179 889,08	117 960,00	61 929,08	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 140869 / N° de la Ligne du Prêt : 5501764
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 624 369 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	20/10/2023	2,60	25 293,20	9 059,61	16 233,59	0,00	615 309,39	0,00
2	20/10/2024	2,60	25 293,20	9 295,16	15 998,04	0,00	606 014,23	0,00
3	20/10/2025	2,60	25 293,20	9 536,83	15 756,37	0,00	596 477,40	0,00
4	20/10/2026	2,60	25 293,20	9 784,79	15 508,41	0,00	586 692,61	0,00
5	20/10/2027	2,60	25 293,20	10 039,19	15 254,01	0,00	576 653,42	0,00
6	20/10/2028	2,60	25 293,20	10 300,21	14 992,99	0,00	566 353,21	0,00
7	20/10/2029	2,60	25 293,20	10 568,02	14 725,18	0,00	555 785,19	0,00
8	20/10/2030	2,60	25 293,20	10 842,79	14 450,41	0,00	544 942,40	0,00
9	20/10/2031	2,60	25 293,20	11 124,70	14 168,50	0,00	533 817,70	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 20/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	20/10/2032	2,60	25 293,20	11 413,94	13 879,26	0,00	522 403,76	0,00
11	20/10/2033	2,60	25 293,20	11 710,70	13 582,50	0,00	510 693,06	0,00
12	20/10/2034	2,60	25 293,20	12 015,18	13 278,02	0,00	498 677,88	0,00
13	20/10/2035	2,60	25 293,20	12 327,58	12 965,62	0,00	486 350,30	0,00
14	20/10/2036	2,60	25 293,20	12 648,09	12 645,11	0,00	473 702,21	0,00
15	20/10/2037	2,60	25 293,20	12 976,94	12 316,26	0,00	460 725,27	0,00
16	20/10/2038	2,60	25 293,20	13 314,34	11 978,86	0,00	447 410,93	0,00
17	20/10/2039	2,60	25 293,20	13 660,52	11 632,68	0,00	433 750,41	0,00
18	20/10/2040	2,60	25 293,20	14 015,69	11 277,51	0,00	419 734,72	0,00
19	20/10/2041	2,60	25 293,20	14 380,10	10 913,10	0,00	405 354,62	0,00
20	20/10/2042	2,60	25 293,20	14 753,98	10 539,22	0,00	390 600,64	0,00
21	20/10/2043	2,60	25 293,20	15 137,58	10 155,62	0,00	375 463,06	0,00
22	20/10/2044	2,60	25 293,20	15 531,16	9 762,04	0,00	359 931,90	0,00
23	20/10/2045	2,60	25 293,20	15 934,97	9 358,23	0,00	343 996,93	0,00
24	20/10/2046	2,60	25 293,20	16 349,28	8 943,92	0,00	327 647,65	0,00
25	20/10/2047	2,60	25 293,20	16 774,36	8 518,84	0,00	310 873,29	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 20/10/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	20/10/2048	2,60	25 293,20	17 210,49	8 082,71	0,00	293 662,80	0,00
27	20/10/2049	2,60	25 293,20	17 657,97	7 635,23	0,00	276 004,83	0,00
28	20/10/2050	2,60	25 293,20	18 117,07	7 176,13	0,00	257 887,76	0,00
29	20/10/2051	2,60	25 293,20	18 588,12	6 705,08	0,00	239 299,64	0,00
30	20/10/2052	2,60	25 293,20	19 071,41	6 221,79	0,00	220 228,23	0,00
31	20/10/2053	2,60	25 293,20	19 567,27	5 725,93	0,00	200 660,96	0,00
32	20/10/2054	2,60	25 293,20	20 076,02	5 217,18	0,00	180 584,94	0,00
33	20/10/2055	2,60	25 293,20	20 597,99	4 695,21	0,00	159 986,95	0,00
34	20/10/2056	2,60	25 293,20	21 133,54	4 159,66	0,00	138 853,41	0,00
35	20/10/2057	2,60	25 293,20	21 683,01	3 610,19	0,00	117 170,40	0,00
36	20/10/2058	2,60	25 293,20	22 246,77	3 046,43	0,00	94 923,63	0,00
37	20/10/2059	2,60	25 293,20	22 825,19	2 468,01	0,00	72 098,44	0,00
38	20/10/2060	2,60	25 293,20	23 418,64	1 874,56	0,00	48 679,80	0,00
39	20/10/2061	2,60	25 293,20	24 027,53	1 265,67	0,00	24 652,27	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 20/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	20/10/2062	2.60	25 293,23	24 652,27	640,96	0,00	0,00	0,00
Total			1 011 728,03	624 369,00	387 359,03	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).

Edité le : 20/10/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 140869 / N° de la Ligne du Prêt : 5501766
Opération : Construction
Produit : PLUS foncier

Capital prêté : 163 985 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	20/10/2023	2,60	5 897,90	1 634,29	4 263,61	0,00	162 350,71	0,00
2	20/10/2024	2,60	5 897,90	1 676,78	4 221,12	0,00	160 673,93	0,00
3	20/10/2025	2,60	5 897,90	1 720,38	4 177,52	0,00	158 953,55	0,00
4	20/10/2026	2,60	5 897,90	1 765,11	4 132,79	0,00	157 188,44	0,00
5	20/10/2027	2,60	5 897,90	1 811,00	4 086,90	0,00	155 377,44	0,00
6	20/10/2028	2,60	5 897,90	1 858,09	4 039,81	0,00	153 519,35	0,00
7	20/10/2029	2,60	5 897,90	1 906,40	3 991,50	0,00	151 612,95	0,00
8	20/10/2030	2,60	5 897,90	1 955,96	3 941,94	0,00	149 656,99	0,00
9	20/10/2031	2,60	5 897,90	2 006,82	3 891,08	0,00	147 650,17	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 20/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	20/10/2032	2,60	5 897,90	2 059,00	3 838,90	0,00	145 591,17	0,00
11	20/10/2033	2,60	5 897,90	2 112,53	3 785,37	0,00	143 478,64	0,00
12	20/10/2034	2,60	5 897,90	2 167,46	3 730,44	0,00	141 311,18	0,00
13	20/10/2035	2,60	5 897,90	2 223,81	3 674,09	0,00	139 087,37	0,00
14	20/10/2036	2,60	5 897,90	2 281,63	3 616,27	0,00	136 805,74	0,00
15	20/10/2037	2,60	5 897,90	2 340,95	3 556,95	0,00	134 464,79	0,00
16	20/10/2038	2,60	5 897,90	2 401,82	3 496,08	0,00	132 062,97	0,00
17	20/10/2039	2,60	5 897,90	2 464,26	3 433,64	0,00	129 598,71	0,00
18	20/10/2040	2,60	5 897,90	2 528,33	3 369,57	0,00	127 070,38	0,00
19	20/10/2041	2,60	5 897,90	2 594,07	3 303,83	0,00	124 476,31	0,00
20	20/10/2042	2,60	5 897,90	2 661,52	3 236,38	0,00	121 814,79	0,00
21	20/10/2043	2,60	5 897,90	2 730,72	3 167,18	0,00	119 084,07	0,00
22	20/10/2044	2,60	5 897,90	2 801,71	3 096,19	0,00	116 282,36	0,00
23	20/10/2045	2,60	5 897,90	2 874,56	3 023,34	0,00	113 407,80	0,00
24	20/10/2046	2,60	5 897,90	2 949,30	2 948,60	0,00	110 458,50	0,00
25	20/10/2047	2,60	5 897,90	3 025,98	2 871,92	0,00	107 432,52	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	20/10/2048	2,60	5 897,90	3 104,65	2 793,25	0,00	104 327,87	0,00
27	20/10/2049	2,60	5 897,90	3 185,38	2 712,52	0,00	101 142,49	0,00
28	20/10/2050	2,60	5 897,90	3 268,20	2 629,70	0,00	97 874,29	0,00
29	20/10/2051	2,60	5 897,90	3 353,17	2 544,73	0,00	94 521,12	0,00
30	20/10/2052	2,60	5 897,90	3 440,35	2 457,55	0,00	91 080,77	0,00
31	20/10/2053	2,60	5 897,90	3 529,80	2 368,10	0,00	87 550,97	0,00
32	20/10/2054	2,60	5 897,90	3 621,57	2 276,33	0,00	83 929,40	0,00
33	20/10/2055	2,60	5 897,90	3 715,74	2 182,16	0,00	80 213,66	0,00
34	20/10/2056	2,60	5 897,90	3 812,34	2 085,56	0,00	76 401,32	0,00
35	20/10/2057	2,60	5 897,90	3 911,47	1 986,43	0,00	72 489,85	0,00
36	20/10/2058	2,60	5 897,90	4 013,16	1 884,74	0,00	68 476,69	0,00
37	20/10/2059	2,60	5 897,90	4 117,51	1 780,39	0,00	64 359,18	0,00
38	20/10/2060	2,60	5 897,90	4 224,56	1 673,34	0,00	60 134,62	0,00
39	20/10/2061	2,60	5 897,90	4 334,40	1 563,50	0,00	55 800,22	0,00
40	20/10/2062	2,60	5 897,90	4 447,09	1 450,81	0,00	51 353,13	0,00
41	20/10/2063	2,60	5 897,90	4 562,72	1 335,18	0,00	46 790,41	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 20/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	20/10/2064	2,60	5 897,90	4 681,35	1 216,55	0,00	42 109,06	0,00
43	20/10/2065	2,60	5 897,90	4 803,06	1 094,84	0,00	37 306,00	0,00
44	20/10/2066	2,60	5 897,90	4 927,94	969,96	0,00	32 378,06	0,00
45	20/10/2067	2,60	5 897,90	5 056,07	841,83	0,00	27 321,99	0,00
46	20/10/2068	2,60	5 897,90	5 187,53	710,37	0,00	22 134,46	0,00
47	20/10/2069	2,60	5 897,90	5 322,40	575,50	0,00	16 812,06	0,00
48	20/10/2070	2,60	5 897,90	5 460,79	437,11	0,00	11 351,27	0,00
49	20/10/2071	2,60	5 897,90	5 602,77	295,13	0,00	5 748,50	0,00
50	20/10/2072	2,60	5 897,96	5 748,50	149,46	0,00	0,00	0,00
Total			294 895,06	163 985,00	130 910,06	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

1 349 975 euros, soit un montant garanti de 674 987,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 1 349 975€ soit 674 987,50€ devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction de 12 logements situés 4 rue de Marmiesse à Aurillac (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°140869).

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU
CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-41

Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal à Aurillac - Cantal Habitat - 712 169 euros - Acquisition et amélioration de 10 logements situés Village des haras à Aurillac

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de Cantal Habitat se retirent et ne participent pas au vote (Isabelle LANTUEJOUL, Jamal BELAÏDI, Marina BESSE, Marie-Hélène CHASTRE, Mireille LEYMONIE, Valérie SEMETEYS).

Par 24 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 AURILLAC, par mail en date du 21 octobre 2022, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 356 084,50 € pour un emprunt d'un montant total de 712 169 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition et l'amélioration de 10 logements situés Village des haras à Aurillac ;

Considérant le contrat de prêt n°140850 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 712 169 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°140850, constitué de deux lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et, le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



BANQUE des
TERRITOIRES



CANTAL HABITAT

21 OCT. 2022

APPR. EE
SERVICE COURRIER

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



Dossier n° : U112937

Suivi par : **BOBAND Thierry**

Tél. : 04 73 43 13 22

Courriel : Thierry.Boband@caissedesdepots.fr

Contrat n° 140850

Montant du prêt : 712 169,00 euros

MONSIEUR LE DIRECTEUR

CANTAL HABITAT

10, RUE PIERRE MARTY

BP 10423

15004 AURILLAC CEDEX

Clermont-Ferrand, le 19 octobre 2022

Objet : Financement de l'opération de Acquisition - Amélioration Parc social public de 10 logement(s), située VILLAGE DES HARAS à 15000 AURILLAC.

Monsieur le Directeur,

Suite à votre demande de prêt pour le financement de l'opération citée en objet, j'ai le plaisir de vous transmettre le contrat correspondant, d'un montant de sept-cent-douze mille cent-soixante-neuf euros (712 169,00 euros).

Je vous invite à :

- Prendre connaissance de la notice explicative ci-jointe
- Lire attentivement les documents transmis en pièces jointes,
- Les faire parapher en cas de signature manuscrite, et signer par toutes les personnes concernées dûment habilitées

et à me les faire parvenir avant le **19 janvier 2023**, date limite de validité du contrat, au-delà de laquelle, celui-ci sera considéré comme caduc.

Vous trouverez, ci-après, la liste des pièces restant à produire pour permettre le versement des fonds :

- Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
- Garantie(s) conforme(s)

La direction des prêts est heureuse de contribuer à la réussite de ce projet et reste à votre disposition pour vous accompagner dans le déroulement de l'opération.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Ludovic MERCIER
Directeur Territorial

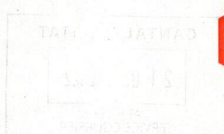
Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr



@BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Pièces jointes :

- Contrat de prêt et son annexe : Confirmation d'autorisation de prélèvement automatique
- Tableau d'amortissement théorique établi en autant d'exemplaires que de Lignes du Prêt, de parties et de garant(s) au contrat
- Notice explicative



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION RÉGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



NOTICE EXPLICATIVE

1- Pièces à compléter et à retourner **IMPERATIVEMENT** à la Direction Régionale AUVERGNE-RHÔNE-ALPES avant le 19/01/2023 :

- l'exemplaire CDC du Contrat daté et signé,
- la ou les confirmations d'autorisation de prélèvement automatique.

Pour l'ensemble de ces documents, les nom et prénom, la qualité du signataire dûment habilité, ainsi que le cachet de la personne morale représentée devront figurer clairement au dessus de chaque signature.

2- Tableau d'amortissement :

Pour chaque Ligne du Prêt :

- un premier tableau d'amortissement théorique établi, à titre indicatif, sur la base d'un Versement unique et à partir des conditions financières connues à la date d'émission du Contrat de Prêt, vous est transmis avec ledit Contrat ;
- le tableau d'amortissement définitif vous parviendra à l'issue de la Phase de Mobilisation.

3- Échéancier prévisionnel de Versement(s) :

Un échéancier de Versement prêt rempli est proposé par Ligne du Prêt. Cet échéancier est positionné à la date limite de Mobilisation des fonds.

Toute demande de modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement ou peut être réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

4- Autorisation de prélèvement automatique :

En cas de signature électronique, il vous appartient de vérifier le numéro de compte utilisé. Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement , nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

En cas de signature manuscrite, il vous appartient de renvoyer l'Autorisation de prélèvement signée à la Direction régionale :

- Si vous bénéficiez d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, le numéro de compte utilisé pour le recouvrement de ces prêts a été reporté par défaut dans l'autorisation de prélèvement ; nous vous remercions de le vérifier et/ou le modifier le cas échéant ;
- Si vous ne bénéficiez pas d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, il vous appartient de compléter l'Autorisation de prélèvement.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 140850



Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Paraphes

1/25



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

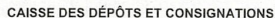
et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

LM

3/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération 10 pav-HARAS N °497, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 10 logements situés VILLAGE DES HARAS 15000 AURILLAC.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de sept-cent-douze mille cent-soixante-neuf euros (712 169,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Le Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de deux-cent-cinquante-et-uni mille neuf-cent-quarante-six euros (251 946,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-soixante mille deux-cent-vingt-trois euros (460 223,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr **@BanqueDesTerr**

Paraphes

LM

5/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.



La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

6/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Échéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Échéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (**DL**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

8/25



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.



Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

7/25



ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
 - soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
 - soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.


M.

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

 LM

10/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW150 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/01/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.



MI

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

9/25



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



PRÉFET DE LA SEINE-SAINE-DENIS - 1/2025
Contrat de prêt n° 140859/Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

11/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5497048	5497047		
Montant de la Ligne du Prêt	251 946 €	460 223 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,8 %	2,6 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,8 %	2,6 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ²	1,8 %	2,6 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I) (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %



Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

13/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :



- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PR0090-PR0068 V3.34.6 page 15/25
Contrat de prêt n° 140850 Emprunteur n° 000278343

Miy

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Paraphes

15/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE D'AURILLAC	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.





BANQUE des
TERRITOIRES





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

MLT

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

17/25



ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(ouvent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

MT



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ML

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

VP LM

21/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)


L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils n'ont commis d'actes, ou ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) en vigueur dans toute juridiction compétente.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.



Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes
 LM

22/25



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en œuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs déclarent qu'ils (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de ses obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

M

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr



@BanqueDesTerr

Paraphes

W LM

23/25



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 21/10/2022

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom : PINGET Merve

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, 20/10/2022

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : MERCIER Ludovic

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Ludovic MERCIER
Directeur Territorial

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/10/2022

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 140850 / N° de la Ligne du Prêt : 5497048
Opération : Acquisition - Amélioration
Produit : PLA1

Capital prêté : 251 946 €
Taux actuariel théorique : 1,80 %
Taux effectif global : 1,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/10/2023	1,80	8 890,10	4 355,07	4 535,03	0,00	247 590,93	0,00
2	19/10/2024	1,80	8 890,10	4 433,46	4 456,64	0,00	243 157,47	0,00
3	19/10/2025	1,80	8 890,10	4 513,27	4 376,83	0,00	238 644,20	0,00
4	19/10/2026	1,80	8 890,10	4 594,50	4 295,60	0,00	234 049,70	0,00
5	19/10/2027	1,80	8 890,10	4 677,21	4 212,89	0,00	229 372,49	0,00
6	19/10/2028	1,80	8 890,10	4 761,40	4 128,70	0,00	224 611,09	0,00
7	19/10/2029	1,80	8 890,10	4 847,10	4 043,00	0,00	219 763,99	0,00
8	19/10/2030	1,80	8 890,10	4 934,35	3 955,75	0,00	214 829,64	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/10/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	19/10/2031	1,80	8 890,10	5 023,17	3 866,93	0,00	209 806,47	0,00
10	19/10/2032	1,80	8 890,10	5 113,58	3 776,52	0,00	204 692,89	0,00
11	19/10/2033	1,80	8 890,10	5 205,63	3 684,47	0,00	199 487,26	0,00
12	19/10/2034	1,80	8 890,10	5 299,33	3 590,77	0,00	194 187,93	0,00
13	19/10/2035	1,80	8 890,10	5 394,72	3 495,38	0,00	188 793,21	0,00
14	19/10/2036	1,80	8 890,10	5 491,82	3 398,28	0,00	183 301,39	0,00
15	19/10/2037	1,80	8 890,10	5 590,67	3 299,43	0,00	177 710,72	0,00
16	19/10/2038	1,80	8 890,10	5 691,31	3 198,79	0,00	172 019,41	0,00
17	19/10/2039	1,80	8 890,10	5 793,75	3 096,35	0,00	166 225,66	0,00
18	19/10/2040	1,80	8 890,10	5 898,04	2 992,06	0,00	160 327,62	0,00
19	19/10/2041	1,80	8 890,10	6 004,20	2 885,90	0,00	154 323,42	0,00
20	19/10/2042	1,80	8 890,10	6 112,28	2 777,82	0,00	148 211,14	0,00
21	19/10/2043	1,80	8 890,10	6 222,30	2 667,80	0,00	141 988,84	0,00
22	19/10/2044	1,80	8 890,10	6 334,30	2 555,80	0,00	135 654,54	0,00
23	19/10/2045	1,80	8 890,10	6 448,32	2 441,78	0,00	129 206,22	0,00
24	19/10/2046	1,80	8 890,10	6 564,39	2 325,71	0,00	122 841,83	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	19/10/2047	1,80	8 890,10	6 682,55	2 207,55	0,00	115 959,28	0,00
26	19/10/2048	1,80	8 890,10	6 802,83	2 087,27	0,00	109 156,45	0,00
27	19/10/2049	1,80	8 890,10	6 925,28	1 964,82	0,00	102 231,17	0,00
28	19/10/2050	1,80	8 890,10	7 049,94	1 840,16	0,00	95 181,23	0,00
29	19/10/2051	1,80	8 890,10	7 176,84	1 713,26	0,00	88 004,39	0,00
30	19/10/2052	1,80	8 890,10	7 306,02	1 584,08	0,00	80 698,37	0,00
31	19/10/2053	1,80	8 890,10	7 437,53	1 452,57	0,00	73 280,84	0,00
32	19/10/2054	1,80	8 890,10	7 571,40	1 318,70	0,00	65 689,44	0,00
33	19/10/2055	1,80	8 890,10	7 707,69	1 182,41	0,00	57 981,75	0,00
34	19/10/2056	1,80	8 890,10	7 846,43	1 043,67	0,00	50 135,32	0,00
35	19/10/2057	1,80	8 890,10	7 987,66	902,44	0,00	42 147,66	0,00
36	19/10/2058	1,80	8 890,10	8 131,44	758,66	0,00	34 016,22	0,00
37	19/10/2059	1,80	8 890,10	8 277,81	612,29	0,00	25 738,41	0,00
38	19/10/2060	1,80	8 890,10	8 426,81	463,29	0,00	17 311,60	0,00
39	19/10/2061	1,80	8 890,10	8 578,49	311,61	0,00	8 733,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr @BanqueDesTerr
banquedesterritoires.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/10/2062	1,80	8 890,31	8 733,11	157,20	0,00	0,00	0,00
Total			355 604,21	251 946,00	103 658,21	0,00	0,00	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).



Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/10/2022

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 140850 / N° de la Ligne du Prêt : 5497047
Opération : Acquisition - Amélioration
Produit : PLUS

Capital prêté : 460 223 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/10/2023	2,60	18 643,64	6 877,84	11 965,80	0,00	453 545,16	0,00
2	19/10/2024	2,60	18 643,64	6 851,47	11 792,17	0,00	446 693,69	0,00
3	19/10/2025	2,60	18 643,64	7 029,60	11 614,04	0,00	439 664,09	0,00
4	19/10/2026	2,60	18 643,64	7 212,37	11 431,27	0,00	432 451,72	0,00
5	19/10/2027	2,60	18 643,64	7 399,90	11 243,74	0,00	425 051,82	0,00
6	19/10/2028	2,60	18 643,64	7 592,29	11 051,35	0,00	417 459,53	0,00
7	19/10/2029	2,60	18 643,64	7 789,69	10 853,95	0,00	409 669,84	0,00
8	19/10/2030	2,60	18 643,64	7 992,22	10 651,42	0,00	401 677,62	0,00
9	19/10/2031	2,60	18 643,64	8 200,02	10 443,62	0,00	393 477,60	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

1/4



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

**Tableau d'Amortissement
En Euros**

Edité le : 19/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/10/2032	2,60	18 643,64	8 413,22	10 230,42	0,00	385 064,38	0,00
11	19/10/2033	2,60	18 643,64	8 631,97	10 011,67	0,00	376 432,41	0,00
12	19/10/2034	2,60	18 643,64	8 856,40	9 787,24	0,00	367 576,01	0,00
13	19/10/2035	2,60	18 643,64	9 086,66	9 556,98	0,00	358 489,35	0,00
14	19/10/2036	2,60	18 643,64	9 322,92	9 320,72	0,00	349 166,43	0,00
15	19/10/2037	2,60	18 643,64	9 565,31	9 078,33	0,00	339 601,12	0,00
16	19/10/2038	2,60	18 643,64	9 814,01	8 829,63	0,00	329 787,11	0,00
17	19/10/2039	2,60	18 643,64	10 069,18	8 574,46	0,00	319 717,93	0,00
18	19/10/2040	2,60	18 643,64	10 330,97	8 312,67	0,00	309 386,96	0,00
19	19/10/2041	2,60	18 643,64	10 599,58	8 044,06	0,00	299 787,38	0,00
20	19/10/2042	2,60	18 643,64	10 875,17	7 768,47	0,00	287 912,21	0,00
21	19/10/2043	2,60	18 643,64	11 157,92	7 485,72	0,00	276 754,29	0,00
22	19/10/2044	2,60	18 643,64	11 448,03	7 195,61	0,00	265 306,26	0,00
23	19/10/2045	2,60	18 643,64	11 745,68	6 897,96	0,00	253 560,58	0,00
24	19/10/2046	2,60	18 643,64	12 051,06	6 592,58	0,00	241 509,52	0,00
25	19/10/2047	2,60	18 643,64	12 364,39	6 279,25	0,00	229 145,13	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Edité le : 19/10/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/10/2048	2,60	18 643,64	12 685,87	5 957,77	0,00	216 459,26	0,00
27	19/10/2049	2,60	18 643,64	13 015,70	5 627,94	0,00	203 443,56	0,00
28	19/10/2050	2,60	18 643,64	13 354,11	5 289,53	0,00	190 089,45	0,00
29	19/10/2051	2,60	18 643,64	13 701,31	4 942,33	0,00	176 388,14	0,00
30	19/10/2052	2,60	18 643,64	14 057,55	4 586,09	0,00	162 330,59	0,00
31	19/10/2053	2,60	18 643,64	14 423,04	4 220,60	0,00	147 907,55	0,00
32	19/10/2054	2,60	18 643,64	14 798,04	3 845,60	0,00	133 109,51	0,00
33	19/10/2055	2,60	18 643,64	15 182,79	3 460,85	0,00	117 926,72	0,00
34	19/10/2056	2,60	18 643,64	15 577,55	3 066,09	0,00	102 349,17	0,00
35	19/10/2057	2,60	18 643,64	15 982,56	2 661,08	0,00	86 366,61	0,00
36	19/10/2058	2,60	18 643,64	16 398,11	2 245,53	0,00	69 968,50	0,00
37	19/10/2059	2,60	18 643,64	16 824,46	1 819,18	0,00	53 144,04	0,00
38	19/10/2060	2,60	18 643,64	17 261,89	1 381,75	0,00	35 882,15	0,00
39	19/10/2061	2,60	18 643,64	17 710,70	932,94	0,00	18 171,45	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/10/2022

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/10/2062	2,60	18 643,91	18 171,45	472,46	0,00	0,00	0,00
Total			745 745,87	460 223,00	285 522,87	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U112937, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 140850, Ligne du Prêt n° 5497047

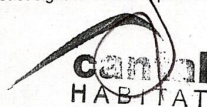
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac..... le 21/10/2022.....

Prénom et nom Heulve PINGET.....

Qualité Directeur Général.....

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr | @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U112937, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 140850, Ligne du Prêt n° 5497048

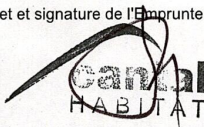
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 21/10/2022

Prénom et nom Henri PINGET

Qualité Directeur Général

Cachet et signature de l'Emprunteur


CANTAL
HABITAT

Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

712 169 euros, soit un montant garanti de 356 084,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 712 169€ soit 356 084,50€ devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer l'acquisition et l'amélioration de 10 logements situés village des haras à Aurillac (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°140850).

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU
CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-42

Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal à Aurillac - Cantal Habitat - 576 000 euros - Réhabilitation lourde restructuration de 96 logements situés Cité Pierre Terrisse à Aurillac

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de Cantal Habitat se retirent et ne participent pas au vote (Isabelle LANTUEJOUL, Jamal BELAÏDI, Marina BESSE, Marie-Hélène CHASTRE, Mireille LEYMONIE, Valérie SEMETEYS).

Par 24 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 AURILLAC, par mail en date du 7 octobre 2022, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 288 000 € pour un emprunt d'un montant total de 576 000 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation lourde et la restructuration de 96 logements situés Cité Pierre Terrisse à Aurillac ;

Considérant le contrat de prêt n°139811 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 576 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°139811, constitué d'une ligne de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 % est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, telle que jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et, le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 139811

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

FORMULAIRE N° 13
Caisse des dépôts et consignations n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

LM V

1/21



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROSP-PR0088 V3.30, page 2/21
Contrat de prêt n° 138811 Emprunteur n° 00027843

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

2/21



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.6
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.10
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.11
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.12
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.12
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.12
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.13
ARTICLE 16	GARANTIES	P.15
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.19
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.19
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.19
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PROCESSION 13.33 page 3/21
Contrat de prêt n° 138411 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

3/21



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHABILITATION CITE P. TERRISSE-AURILLAC-PG0005/13, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 96 logements situés CITE PIERRE TERRISSE - 15000 AURILLAC.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-soixante-seize mille euros (576 000,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Taux fixe - Réhabilitation du parc social , d'un montant de cinq-cent-soixante-seize mille euros (576 000,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux OAT** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux OAT.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée à la date de calcul, la Courbe de Taux OAT sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux OAT (taux « bid ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En l'absence de publication de l'ensemble des taux de la courbe à la date de calcul, le taux retenu pour chaque maturité sera le dernier taux publié sur la page pour la référence de marché susvisée.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Paraphes

LM

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhône-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

5/21



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « Taux Fixe » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « Taux OAT » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux de rendement (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) d'une obligation assimilable du Trésor à Taux Fixe (OAT) émise par l'Etat Français. Les Taux OAT utilisés (taux « bid ») sont ceux composant la courbe publiée sur la page Bloomberg <YCGT0014>. En cas d'absence de publication de la Courbe de Taux OAT sur la page Bloomberg à la date de calcul, les Parties pourront convenir d'utiliser les différentes cotations publiées par la Banque de France.

La « Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT » désigne, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux en principal et intérêts restant à courir, des montants concernés.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du Taux Fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux OAT zéro coupon minorée de quinze (15) points de base.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

6/21



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/09/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Paraphes

IM

Projet de loi n° 1033 du 10/10/2017
Contrat de prêt n° 138617 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

7/21



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM		
Enveloppe	Taux fixe - Réhabilitation du parc social		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5445009		
Montant de la Ligne du Prêt	576 000 €		
Commission d'instruction	0 €		
Pénalité de dédit	Indemnité actuarielle sur courbe OAT		
Durée de la période	Annuelle		
Taux de période	3,04 %		
TEG de la Ligne du Prêt	3,04 %		
Phase d'amortissement			
Durée	15 ans		
Index	Taux fixe		
Marge fixe sur Index	-		
Taux d'intérêt	3,04 %		
Périodicité	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe OAT		
Modalité de révision	Sans objet		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360		

PROPOS PROPOS V1.33 - page 9/21
Contrat de prêt n° 139811 Emprunteur n° 00277343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes
LM

9/21



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

- (1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;
- (2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

PRO2020-FR0008 V4.3.3, page 10/21
Contrat de prêt n° 139811 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

10/21



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable, pour chaque Ligne du Prêt le mentionnant dans l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** » d'une Pénalité de Dédit dans le cas où la somme des Versements est inférieure au montant mis à sa disposition.

Cette Pénalité de Dédit est calculée à la Date Limite de Mobilisation et correspond à une indemnité actuarielle sur courbe OAT sur la base du montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt. Cette indemnité sera égale à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT** » et le montant en principal non mobilisé par Ligne du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

Paraphes

LM W

PRÊTEUR : CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Contrat de prêt n° 138611 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

13/21



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

PR0086-PR0088 V3.33, page 14/21
Contrat de prêt n° 138411 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes
LM

14/21



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE D'AURILLAC	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

PRO200-FR0048 V4.33 page 16/21
Contrat de prêt n° 13811 Emprunteur n° 00027543

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

16/21



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une Indemnité actuarielle sur courbe OAT dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la Valeur de Marché sur Courbe de Taux OAT et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

En tout état de cause, en cas de remboursement anticipé obligatoire d'une Ligne du Prêt, l'Indemnité Actuarielle sur courbe OAT prévue à l'Article « Conditions financières des remboursements anticipés volontaires » sera due quelle que soit la date du remboursement. Elle sera calculée à la date de ce dernier.

Paraphes
LM

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

18/21



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

PR000-PR0008 V13.33 page 19/21
Contrat de prêt n° 138611 Emprunteur n° 000278543

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

19/21



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

PR009-PR009 V133 page 20/21
Contrat de prêt n° 135811 Emprunteur n° 00077343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

20/21



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 28/09/2022

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom : Pinget Hervé

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 23/09/2022

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom : MERCIER Ludovic

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


cantal
HABITAT
10 rue Paul Marty
BP 10423 - 15004 Aurillac Cedex
Tel. 04 71 48 20 16 - Fax 04 71 48 52 89
mail: contact@cantal-habitat.fr
www.cantal-habitat.fr

Cachet et Signature :

Ludovic MERCIER
Directeur Territorial

PRÉFECTURE V33 - 4925 21/01
Cachet de prêt n° 138811 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM VO

21/21



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U103285, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 139811, Ligne du Prêt n° 5445009

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac le 28/09/2022
Prénom et nom Hervé Pinget
Qualité Directeur Général
Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



NOTICE EXPLICATIVE

1- Pièces à compléter et à retourner **IMPERATIVEMENT** à la Direction Régionale
AUVERGNE-RHONE-ALPES avant le 30/09/2022 :

- l'exemplaire CDC du Contrat daté et signé,
- la ou les confirmations d'autorisation de prélèvement automatique.

Pour l'ensemble de ces documents, le nom et prénom, la qualité du signataire dûment habilité, ainsi que le cachet de la personne morale représentée devront figurer clairement au dessus de chaque signature.

2- Tableau d'amortissement :

Pour chaque Ligne du Prêt :

- un premier tableau d'amortissement théorique établi, à titre indicatif, sur la base d'un Versement unique et à partir des conditions financières connues à la date d'émission du Contrat de Prêt, vous est transmis avec ledit Contrat ;
- le tableau d'amortissement définitif vous parviendra à l'issue de la Phase de Mobilisation.

3- Echéancier prévisionnel de Versement(s) :

Un échéancier de Versement pré rempli est proposé par Ligne du Prêt. Cet échéancier est positionné à la date limite de Mobilisation des fonds.

Toute demande de modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement ou peut être réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

4- Autorisation de prélèvement automatique :

En cas de signature électronique, il vous appartient de vérifier le numéro de compte utilisé. Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

En cas de signature manuscrite, il vous appartient de renvoyer l'Autorisation de prélèvement signée à la Direction régionale :

- Si vous bénéficiez d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, le numéro de compte utilisé pour le recouvrement de ces prêts a été reporté par défaut dans l'autorisation de prélèvement ; nous vous remercions de le vérifier et/ou le modifier le cas échéant ;
- Si vous ne bénéficiez pas d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, il vous appartient de compléter l'Autorisation de prélèvement.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement

En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Délégation de CLERMONT-FERRAND



<div> <div>Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT</div> <div>N° du Contrat de Prêt : 139811 / N° de la Ligne du Prêt : 5445009</div> <div>Opération : Réhabilitation lourde / Restructuration</div> <div>Produit : PAM - Taux fixe - Réhabilitation du parc social</div> </div>	<div> <div>Capital prêté : 576 000 €</div> <div>Taux actuariel théorique : 3,04 %</div> <div>Taux effectif global : 3,04 %</div> </div>
--	---

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/09/2023	3,04	48 389,25	30 878,85	17 510,40	0,00	545 121,15	0,00
2	21/09/2024	3,04	48 389,25	31 817,57	16 571,68	0,00	513 303,58	0,00
3	21/09/2025	3,04	48 389,25	32 784,82	15 604,43	0,00	480 518,76	0,00
4	21/09/2026	3,04	48 389,25	33 781,48	14 607,77	0,00	446 737,28	0,00
5	21/09/2027	3,04	48 389,25	34 808,44	13 580,81	0,00	411 928,84	0,00
6	21/09/2028	3,04	48 389,25	35 866,61	12 522,64	0,00	376 062,23	0,00
7	21/09/2029	3,04	48 389,25	36 956,96	11 432,29	0,00	339 105,27	0,00
8	21/09/2030	3,04	48 389,25	38 080,45	10 308,80	0,00	301 024,82	0,00


(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13

auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr

 @BanqueDesTerr

Edité le : 21/09/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 139811 / N° de la Ligne du Prêt : 5445009
Opération : Réhabilitation lourde / Restructuration
Produit : PAM - Taux fixe - Réhabilitation du parc social

Capital prêt : 576 000 €
Taux actuariel théorique : 3,04 %
Taux effectif global : 3,04 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/09/2023	3,04	48 389,25	30 878,85	17 510,40	0,00	545 121,15	0,00
2	21/09/2024	3,04	48 389,25	31 817,57	16 571,68	0,00	513 303,58	0,00
3	21/09/2025	3,04	48 389,25	32 784,82	15 604,43	0,00	480 518,76	0,00
4	21/09/2026	3,04	48 389,25	33 781,48	14 607,77	0,00	446 737,28	0,00
5	21/09/2027	3,04	48 389,25	34 808,44	13 580,81	0,00	411 928,84	0,00
6	21/09/2028	3,04	48 389,25	35 866,61	12 522,64	0,00	376 062,23	0,00
7	21/09/2029	3,04	48 389,25	36 956,96	11 432,29	0,00	339 105,27	0,00
8	21/09/2030	3,04	48 389,25	38 080,45	10 308,80	0,00	301 024,82	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Pr0090-Pr0092 V3.0
Cfita Contractuelle n° 139811 Emprunteur n° 000278343

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

576 000 euros, soit un montant garanti de 288 000 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 576 000€ soit 288 000€, devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la réhabilitation lourde, la restructuration de 96 logements situés cité Pierre Terrisse à Aurillac, (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°139811).

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU
CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-43

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal à Aurillac - Cantal Habitat -
1 695 283 euros - Réhabilitation lourde et restructuration de 62 logements situés Cité du champ
de foire à Arpajon-sur-Cère**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de Cantal Habitat se retirent et ne participent pas au vote (Isabelle LANTUEJOUL, Jamal BELAÏDI, Marina BESSE, Marie-Hélène CHASTRE, Mireille LEYMONIE, Valérie SEMETEYS).

Par 24 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 AURILLAC, par courrier en date du 7 octobre 2022, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 847 641,50 € pour un emprunt d'un montant total de 1 695 283 €, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation lourde et la restructuration de 62 logements situés cité du champ de foire à Arpajon-sur-Cère ;

Considérant le contrat de prêt n°139855 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 695 283 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°139855, constitué de deux lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 % est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, telle que jointe en annexe de la délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et, le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



BANQUE des
TERRITOIRES



CANTAL HABITAT

28 SEP. 2022

AFF. SE
SERVICE COURRIER

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



Dossier n° : U113069

Suivi par : **BOBAND Thierry**

Tél. : 04 73 43 13 22

Courriel : Thierry.Boband@caissedesdepots.fr

Contrat n° 139855

Montant du prêt : 1 695 283,00 euros

MONSIEUR LE DIRECTEUR

CANTAL HABITAT

10, RUE PIERRE MARTY

BP 10423

15004 AURILLAC CEDEX

Clermont-Ferrand, le 21 septembre 2022

Objet : Financement de l'opération de Réhabilitation lourde / Restructuration Parc social public de 62 logement(s), située CITE DU CHAMP DE FOIRE à 15130 ARPAJON-SUR-CERE.

Monsieur le Directeur,

Suite à votre demande de prêt pour le financement de l'opération citée en objet, j'ai le plaisir de vous transmettre le contrat correspondant, d'un montant d'un million six-cent-quatre-vingt-quinze mille deux-cent-quatre-vingt-trois euros (1 695 283,00 euros).

Je vous invite à :

- Prendre connaissance de la notice explicative ci-jointe
- Lire attentivement les documents transmis en pièces jointes,
- Les faire parapher en cas de signature manuscrite, et signer par toutes les personnes concernées dûment habilitées

et à me les faire parvenir avant le **21 décembre 2022**, date limite de validité du contrat, au-delà de laquelle, celui-ci sera considéré comme caduc.

Vous trouverez, ci-après, la liste des pièces restant à produire pour permettre le versement des fonds :

- Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
- Garantie(s) conforme(s)
- Attestation caractère définitif permis construire
- Justificatifs des autres financements - autres prêts

La direction des prêts est heureuse de contribuer à la réussite de ce projet et reste à votre disposition pour vous accompagner dans le déroulement de l'opération.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Ludovic MERCIER
Directeur Territorial

Caisse des dépôts et consignations

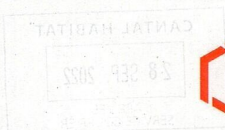
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13

auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr



@BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Pièces jointes :

- Contrat de prêt et son annexe : Confirmation d'autorisation de prélèvement automatique
- Tableau d'amortissement théorique établi en autant d'exemplaires que de Lignes du Prêt, de parties et de garant(s) au contrat
- Notice explicative



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



NOTICE EXPLICATIVE

1- Pièces à compléter et à retourner **IMPERATIVEMENT** à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avant le 21/12/2022 :

- l'exemplaire CDC du Contrat daté et signé,
- la ou les confirmations d'autorisation de prélèvement automatique.

Pour l'ensemble de ces documents, le nom et prénom, la qualité du signataire dûment habilité, ainsi que le cachet de la personne morale représentée devront figurer clairement au dessus de chaque signature.

2- Tableau d'amortissement :

Pour chaque Ligne du Prêt :

- un premier tableau d'amortissement théorique établi, à titre indicatif, sur la base d'un Versement unique et à partir des conditions financières connues à la date d'émission du Contrat de Prêt, vous est transmis avec ledit Contrat ;
- le tableau d'amortissement définitif vous parviendra à l'issue de la Phase de Mobilisation.

3- Échéancier prévisionnel de Versement(s) :

Un échéancier de Versement pré rempli est proposé par Ligne du Prêt. Cet échéancier est positionné à la date limite de Mobilisation des fonds.

Toute demande de modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement ou peut être réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

4- Autorisation de prélèvement automatique :

En cas de signature électronique, il vous appartient de vérifier le numéro de compte utilisé. Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

En cas de signature manuscrite, il vous appartient de renvoyer l'Autorisation de prélèvement signée à la Direction régionale :

- Si vous bénéficiez d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, le numéro de compte utilisé pour le recouvrement de ces prêts a été reporté par défaut dans l'autorisation de prélèvement ; nous vous remercions de le vérifier et/ou le modifier le cas échéant ;
- Si vous ne bénéficiez pas d'autres prêts de la Caisse des Dépôts, il vous appartient de compléter l'Autorisation de prélèvement.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 139855

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et


LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Formule SPICARD V3.03 - Page 1/23
Contrat de prêt n° 139855 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Paraphes

LM 

1/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Prolog-Propos V3.33 page 2/23
Contrat de prêt n° 138655 Emprunteur n° 0027343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Paraphes

LM 

2/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.22
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.22
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Projet-PR088 V3.1 Page 3/23
Caisse des Dépôts et Consignations n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

3/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ARPAJON SUR CERE CITE DU CHAMP DE FOIRE PG 0004/11, Parc social public, Réhabilitation lourde / Restructuration de 62 logements situés CITE DU CHAMP DE FOIRE 15130 ARPAJON-SUR-CERE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-quatre-vingt-quinze mille deux-cent-quatre-vingt-trois euros (1 695 283,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de huit-cent-trente-sept mille euros (837 000,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de huit-cent-cinquante-huit mille deux-cent-quatre-vingt-trois euros (858 283,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

POUR DÉPOSER VOTRE
CERTEAU DE PRÊT, VOUS DEVEZ DÉPOSER VOTRE
CERTEAU DE PRÊT N° 13388-13389 pour n° 00278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM 

5/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Paraphes

LM WP

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

6/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » (**PAM**) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt** » (**PAM Eco-Prêt**) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode TH-CE ex ou, pour les immeubles achevés avant 1948, d'un DPE fondé sur le relevé des consommations réelles. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (**DL**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

PROSDU-PR0088 V1.33 Page 7/23
Contrat de prêt n° 130360 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM

7/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **21/12/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)
 - Attestation caractère définitif permis construire
 - Justificatifs des autres financements - autres prêts

Paraphes

LM

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

8/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

LM 

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr



@BanqueDesTerr

9/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	Eco-prêt	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5497556	5497555		
Montant de la Ligne du Prêt	837 000 €	858 283 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,25 %	2,6 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,25 %	2,6 %		
Phase d'amortissement				
Durée	15 ans	20 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,75 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ²	1,25 %	2,6 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 2 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Échéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Échéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Paraphes

LM

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes @caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

12/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.


Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

LM 

11/23



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL


Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes

LM 

13/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Paraphes

LM

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

14/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;


Projet FPOH08 V1.31 Page 15/23
Contrat de PACT n° 13865 Emprunteur n° 000275843

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM 

15/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- démarrer les travaux dans les six mois suivant l'offre de prêt ou dans les douze mois pour les départements de l'Outre-Mer, et les achever au plus tard 24 mois après cette date sauf dérogation expresse ;

PRO006-PRO068 V3.33, page 16/23
Contrat de prêt n° 139859 Emprunteur n° 000279343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes
LM

16/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode TH-C-E ex pour dégager le gain énergétique renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ». A défaut d'audit énergétique, l'Emprunteur s'engage à réaliser les travaux de rénovation thermique tels que spécifiés dans la demande de prêt en ligne ou dans la fiche "Interventions à caractère thermique".
Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;
- produire sur simple demande du Prêteur les documents justificatifs permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;
- communiquer sur demande du Prêteur, le rapport de Repérage Amiante avant travaux ;
- fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans les cas où une déclaration ne serait pas obligatoire). Par dérogation, pour les travaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, fournir au Prêteur, le cas échéant, copie du justificatif établi par un (ou des) certificateur(s) de l'inscription du bâtiment dans une démarche de qualité environnementale et de l'obtention du Label ;
- solliciter le Prêteur pour tout financement complémentaire pour des travaux d'amélioration portant sur la même opération ;
- communiquer sur simple demande du Prêteur copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des logements et bâtiments à réhabiliter situés en métropole correspondant aux trois années précédant la réhabilitation ainsi qu'aux trois années suivantes, copie des factures correspondant aux travaux de rénovation thermique réalisés ;
- réaliser les opérations de réhabilitation au moyen des fonds de chaque Ligne du Prêt PAM et dans le respect des caractéristiques figurant au tableau « Détail des opérations de réhabilitation » transmis au Prêteur lors de la demande de Prêt.
- rembourser la Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt et/ou la Ligne du Prêt PAM Amiante octroyée(s) par le Prêteur pour le financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PAM finançant la même opération ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00
Collectivités locales	COMMUNE D'ARPAJON SUR CERE	50,00

PROCE-PR0008 V1.33
Caisse des Dépôts et Consignations n° 000276343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

LM WS

17/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires


Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

Paraphes

LM 

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

18/23



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

Paraphes

LM W

19/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

De plus, à défaut de production dans l'année suivant la date de déclaration d'achèvement des travaux (ou d'achèvement des travaux dans le cas où une déclaration ne serait pas obligatoire), de la copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu dans le cadre d'une certification globale justifiant du montant majoré des sommes prêtées, conformément au document précité « Engagement de performance globale », ou bien du justificatif de la démarche de qualité environnementale, la somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque Ligne du Prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due par l'Emprunteur au Prêteur.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation thermique réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans les pièces justificatives « Intervention à caractère thermique » et « Engagement de performance global », ou bien « Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins si l'acte de garantie fait référence au taux d'intérêt du PAM Eco-prêt, alors un nouvel acte sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Prêt-Prêt V3.33 Page 22/23
Contrat de prêt n° 138555 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes
LM

22/23



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 06/10/2022
Pour l'Emprunteur,
Civilité : **Le Directeur Général**
Nom / Prénom : **Hervé PINGET**
Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


antail
ABITAT

Le, **26 OCT. 2022**
Pour la Caisse des Dépôts,
Civilité : **Ludovic MERCIER**
Nom / Prénom : **Directeur Territorial**
Qualité :
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


Ludovic MERCIER
Directeur Territorial



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U113069, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 139855, Ligne du Prêt n° 5497555

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 06/04/2022

Le Directeur,
Prénom et nom

Qualité Hervé

Cachet et signature de l'Emprunteur

Le Directeur Général,
Hervé PINGET

Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

PRPP868-PRPP868_V1.0
Contrat de prêt n° 139855 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U113069, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 139855, Ligne du Prêt n° 5497556

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac le 06/10/2022
Le Directeur Général,

Prénom et nom Hervé PINGET

Qualité

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



Edité le : 21/09/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

Capital prêté : 858 283 €
Taux actuariel théorique : 2,60 %
Taux effectif global : 2,60 %

Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 139855 / N° de la Ligne du Prêt : 5497555.
Opération : Réhabilitation lourde / Restructuration
Produit : PAM

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/09/2023	2,60	55 577,80	33 262,44	22 315,36	0,00	825 020,56	0,00
2	21/09/2024	2,60	55 577,80	34 127,27	21 450,53	0,00	790 893,29	0,00
3	21/09/2025	2,60	55 577,80	35 014,57	20 563,23	0,00	755 876,72	0,00
4	21/09/2026	2,60	55 577,80	35 924,95	19 652,85	0,00	719 953,77	0,00
5	21/09/2027	2,60	55 577,80	36 859,00	18 718,80	0,00	683 094,77	0,00
6	21/09/2028	2,60	55 577,80	37 817,34	17 760,46	0,00	645 277,43	0,00
7	21/09/2029	2,60	55 577,80	38 800,59	16 777,21	0,00	606 476,84	0,00
8	21/09/2030	2,60	55 577,80	39 809,40	15 768,40	0,00	566 667,44	0,00
9	21/09/2031	2,60	55 577,80	40 844,45	14 733,35	0,00	525 822,99	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tel : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



Edité le : 21/09/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION RÉGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	21/09/2032	2,60	55 577,80	41 906,40	13 671,40	0,00	483 916,59	0,00
11	21/09/2033	2,60	55 577,80	42 995,97	12 581,83	0,00	440 920,62	0,00
12	21/09/2034	2,60	55 577,80	44 113,86	11 463,94	0,00	396 806,76	0,00
13	21/09/2035	2,60	55 577,80	45 260,82	10 316,98	0,00	351 545,94	0,00
14	21/09/2036	2,60	55 577,80	46 437,61	9 140,19	0,00	305 108,33	0,00
15	21/09/2037	2,60	55 577,80	47 644,98	7 932,82	0,00	257 463,35	0,00
16	21/09/2038	2,60	55 577,80	48 883,75	6 694,05	0,00	208 579,60	0,00
17	21/09/2039	2,60	55 577,80	50 154,73	5 423,07	0,00	158 424,87	0,00
18	21/09/2040	2,60	55 577,80	51 458,75	4 119,05	0,00	106 966,12	0,00
19	21/09/2041	2,60	55 577,80	52 796,68	2 781,12	0,00	54 169,44	0,00
20	21/09/2042	2,60	55 577,85	54 169,44	1 408,41	0,00	0,00	0,00
Total			1 111 556,05	858 283,00	253 273,05	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



Edité le : 21/09/2022

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



Emprunteur : 0278343 - CANTAL HABITAT
N° du Contrat de Prêt : 139855 / N° de la Ligne du Prêt : 5497556
Opération : Réhabilitation lourde / Restructuration
Produit : PAM - Eco-prêt

Capital prêté : 837 000 €
Taux actuariel théorique : 1,25 %
Taux effectif global : 1,25 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	21/09/2023	1,25	61 541,65	51 079,15	10 462,50	0,00	785 920,85	0,00
2	21/09/2024	1,25	61 541,65	51 717,64	9 824,01	0,00	734 203,21	0,00
3	21/09/2025	1,25	61 541,65	52 364,11	9 177,54	0,00	681 839,10	0,00
4	21/09/2026	1,25	61 541,65	53 018,66	8 522,99	0,00	628 820,44	0,00
5	21/09/2027	1,25	61 541,65	53 681,39	7 860,26	0,00	575 139,05	0,00
6	21/09/2028	1,25	61 541,65	54 352,41	7 189,24	0,00	520 786,64	0,00
7	21/09/2029	1,25	61 541,65	55 031,82	6 509,83	0,00	465 754,82	0,00
8	21/09/2030	1,25	61 541,65	55 719,71	5 821,94	0,00	410 035,11	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
[banquedesregions.fr](https://www.banquedesregions.fr) @BanqueDesTerr

Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	21/09/2031	1,25	61 541,65	56 416,21	5 125,44	0,00	353 618,90	0,00
10	21/09/2032	1,25	61 541,65	57 121,41	4 420,24	0,00	296 497,49	0,00
11	21/09/2033	1,25	61 541,65	57 835,43	3 706,22	0,00	238 662,06	0,00
12	21/09/2034	1,25	61 541,65	58 558,37	2 983,28	0,00	180 103,69	0,00
13	21/09/2035	1,25	61 541,65	59 290,35	2 251,30	0,00	120 813,34	0,00
14	21/09/2036	1,25	61 541,65	60 031,48	1 510,17	0,00	60 781,86	0,00
15	21/09/2037	1,25	61 541,63	60 781,86	759,77	0,00	0,00	0,00
Total			923 124,73	837 000,00	86 124,73	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 2,00 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

1 695 283 euros, soit un montant garanti de 847 641,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 1 695 283€ soit 847 641,50€, devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la réhabilitation lourde, la restructuration de 62 logements situés cité du champ de foire à Arpajon-sur-Cère (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°139855).

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU
CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-44

**Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 491 850 euros HT -
Acquisition d'un engin de damage**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente, régulièrement convoqué le 14 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de la SAEM Super Lioran se retirent et ne participent pas au vote (Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOUL, Philippe FABRE, Vincent DESCOEUR, Annie DELRIEU, Gilles CHABRIER, Christophe VIDAL, Jean-Jacques MONLOUBOU, Magali MAUREL).

Par 21 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L3231-4 et L3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par la SAEM Super Lioran Développement, ayant son siège social Place du téléphérique 15300 LE LIORAN, par courrier en date du 9 novembre 2022 tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 245 925 € HT pour un emprunt d'un montant total de 491 850 € HT, à contracter auprès de la banque BPI pour financer l'acquisition d'un engin de damage ;

Considérant l'offre de prêt entre la SAEM Super Lioran Développement, ci-après l'Emprunteur et la banque BPI ;

Ladite offre est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 491 850 € HT souscrit par l'Emprunteur auprès de la banque BPI, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre.

Les caractéristiques du prêt garanti à contracter auprès de la banque BPI pour l'acquisition d'un engin de damage par la SAEM Super Lioran Développement sont les suivantes :

- Montant : 491 850 € HT
- Durée totale : 5 ans
- Taux d'intérêt : 3,40 %

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la banque BPI, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.
- **APPROUVE** la convention à intervenir entre la SAEM Super Lioran Développement et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la banque BPI et la SAEM Super Lioran Développement, jointe en annexe de la délibération.
- **AUTORISE** Madame Sylvie LACHAIZE, Vice-Présidente du Conseil départemental, à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant qui allègeraient le risque du Département.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

491 850 euros HT, soit un montant garanti de 245 925 euros HT

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par la 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental, Madame Sylvie LACHAIZE, dûment habilitée par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et la SAEM Super Lioran Développement, dont le siège est Place du téléphérique, 15300 Le Lioran, représentée par Monsieur Le Directeur,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 491 850 € HT soit 245 925 € HT, devant être contracté par la SAEM Super Lioran Développement auprès de la banque BPI et destiné à financer l'acquisition d'un engin de damage.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si la SAEM Super Lioran Développement ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par la SAEM Super Lioran Développement aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de la SAEM Super Lioran Développement.

La SAEM Super Lioran Développement s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, la SAEM Super Lioran Développement adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR DE LA SAEM
SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL,
La 2^{ème} Vice-Présidente

Sylvie LACHAIZE

SERVICE EQUIPEMENT SUD-EST
Immeuble 6^{ème} Sens
186 Avenue Thiers
69465 LYON CEDEX 06

LYON, le 14 octobre 2022

SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT
Gare du Téléphérique
15300 LE LIORAN

A l'attention de M. POUNAU

Objet : Proposition commerciale

Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous faire part de l'accord de Bpifrance pour participer à la réalisation de votre programme d'investissement décrit ci-après :

Nature : **PRET EQUIPEMENT**

Client preneur : **SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT (394 831 085)**

Quantité et désignation de l'Equipement : **1 DAMEUSE KASSBOHRER PISTENBULLY 600 POLAR W**

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Montant de financement HT : 48 185 euros 49 185 € - Durée : 60 mois - Taux fixe : 3,40 % l'an - Périodicité : mensuelle - Remboursement : 60 versements de 8 744,13 €, payables à terme échu - Type d'amortissement : financier - Frais de dossier (*) : 0.4% du montant de financement |  |
|---|---|

Ce prêt Equipement est assorti des garanties et conditions suivantes :

- Le taux mentionné ci-dessus, en ce compris 0.15% de marge complémentaire due au titre du coût de la garantie de taux, est valable jusqu'au 10/01/2023, sous réserve que votre acceptation nous parvienne au plus tard le 12/11/2022.

Pour toutes les sommes décaissées au-delà du 10/01/2023, toute variation entre la moyenne du TEC 5 de l'avant dernier jour ouvré du mois précédant la date de l'offre et de l'Euribor 3 mois moyen précédant la date de l'offre, et la moyenne de ces mêmes indices précédant la date de chaque décaissement, entraînera une variation corrélative du taux. Il est ici précisé que le taux applicable à chaque décaissement ne pourra pas être inférieur au taux fixe garanti.

En cas d'acceptation de l'offre à taux garanti et de non-régularisation de l'acte de prêt avant la date de caducité de l'offre précisée ci-dessous, vous serez redevable du coût de la garantie de taux.

- **Frais de prise de garantie (*)** : 105 euros par contrat
- **Garantie** : Gage corporel mobilier sans dépossession

(*) Exonération de TVA (art. 261 C du CGI)

L'accord de crédit est donné à l'Emprunteur sous réserve du respect des réglementations en vigueur applicables à l'ensemble des parties prenantes.



Nous vous informons que dans l'hypothèse où nous constaterions que toute pièce ou information communiquée dans le cadre de la présente demande de financement s'avèrerait inexacte, le présent accord de financement pourra être rétracté à tout moment avec effet immédiat.

Ces conditions sont valables pour le mois d'octobre 2022 et restent soumises à l'accord définitif du Comité des Engagements de Bpifrance et à l'agrément préalable des matériels par notre service Equipement.

Nous espérons vivement que les termes de notre proposition vous agréent. Dans ce cas, nous vous remercions de bien vouloir nous confirmer votre accord, pour nous permettre d'éditer les documents contractuels qui comporteront l'ensemble des conditions de notre intervention.

La mise en place effective du contrat sera subordonnée à la signature du contrat qui vous sera adressé après réception de votre bon pour accord, et au respect de ses termes.


La grille tarifaire des frais de gestion est consultable sur notre site bpi.france.fr.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Adnan KAOUKABI
Délégué Financement




Mathilde SAINZ
Chargée d'affaires



IMPORTANT

Pièces à retourner :

- Double de la présente revêtue de la mention « **Bon pour Accord** » **Daté et Signé**.
- Un RIB avec les coordonnées bancaire au format IBAN et BIC

Bon pour Accord
le 25/10/22


AEM SUPER-LIORAN DEVELOPPEMENT

Gare du téléphérique
13300 LE LIORAN
Tél. 04 71 49 50 09
www.lelioran.com Fax 04 71 49 51 34
+334 831 065 60/029 - APE 4939 C - TVA Intra. 77 394631 065

Bpifrance

SA au capital de 5 440 000 000 euros - 320 252 489 RCS Créteil - N° TVA FR 27 320 252 489 Siège social : 27-31 avenue du Général Leclerc - 94710 Maisons-Alfort Cedex - Tél : 01 41 79 80 00 - Fax : 01 41 79 80 01 - bpi.france.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-45

**Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 150 000 euros HT
Banque Populaire - Aménagements de la neige de culture 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de la SAEM Super Lioran se retirent et ne participent pas au vote (Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOL, Philippe FABRE, Vincent DESCOEUR, Annie DELRIEU, Gilles CHABRIER, Christophe VIDAL, Jean-Jacques MONLOUBOU, Magali MAUREL).

Par 21 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L3231-4 et L3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par la SAEM Super Lioran Développement, ayant son siège social Place du téléphérique 15300 LE LIORAN, par courrier en date du 9 novembre 2022 tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 75 000 € HT pour un emprunt d'un montant total de 150 000 € HT, à contracter auprès de la Banque Populaire pour financer les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 ;

Considérant l'offre de prêt entre la SAEM Super Lioran Développement, ci-après l'Emprunteur et la Banque Populaire ;

Ladite offre est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 150 000 € HT souscrit par l'Emprunteur auprès de la Banque Populaire, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre.

Les caractéristiques du prêt garanti à contracter auprès de la Banque Populaire pour les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 par la SAEM Super Lioran Développement sont les suivantes :

- Montant : 150 000 € HT
- Durée totale : 10 ans
- Taux d'intérêt : 2,75 %

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Banque Populaire, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.
- **APPROUVE** la convention à intervenir entre la SAEM Super Lioran Développement et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Banque Populaire et la SAEM Super Lioran Développement, jointe en annexe de la délibération.
- **AUTORISE** Madame Sylvie LACHAIZE, Vice-Présidente du Conseil départemental, à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant visant à limiter le risque du Département.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

150 000 euros HT, soit un montant garanti de 75 000 euros HT

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par la 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental, Madame Sylvie LACHAIZE, dûment habilitée par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et la SAEM Super Lioran Développement, dont le siège est Place du téléphérique, 15300 Le Lioran, représentée par Monsieur Le Directeur,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 150 000 € HT soit 75 000 € HT, devant être contracté par la SAEM Super Lioran Développement auprès de la Banque Populaire et destiné à financer des aménagements de la neige de culture de l'année 2022.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si la SAEM Super Lioran Développement ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par la SAEM Super Lioran Développement aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de la SAEM Super Lioran Développement.

La SAEM Super Lioran Développement s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, la SAEM Super Lioran Développement adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR DE LA SAEM
SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL,
La 2^{ème} Vice-Présidente

Sylvie LACHAIZE

CONTRAT DE CREDIT

Date d'émission : 21/11/2022

Le contrat de crédit ne sera valablement conclu que si la signature de l'Emprunteur intervient dans le délai de 60 jours à compter de la date d'émission ci-dessus.

CONDITIONS PARTICULIERES**PRETEUR**

BANQUE POPULAIRE Auvergne Rhône Alpes, Société Anonyme Coopérative de BANQUE POPULAIRE à capital variable, régie par les articles L 512-2 et suivants du Code Monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et Etablissements de Crédit, dont le siège social est à 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON, immatriculée au RCS de LYON sous le n° 605 520 071, N° ORIAS : 07 006 015.

Ci-après dénommée(s) la "Banque"**L'EMPRUNTEUR**

La société SA SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT dont le siège social est à Gare Du Telepherique Du Lioran 15300 LAVEISSIERE représentée par :
M HERVE POUNAU agissant en qualité de Responsable entreprise

Ci-après dénommé(e)s l' "Emprunteur"**OBJET DU FINANCEMENT**

- Travaux Aménagement : Gare Du Telepherique Le Lioran 15300 LAVEISSIERE.

PROGRAMME FINANCIER

L'Emprunteur déclare sincère le Plan de financement détaillé ci-dessous et ne pas avoir sollicité d'autres crédits pour le programme concerné que ceux figurant ci-après :

NATURE	MONTANT	DEVISE
Apport	250,00	EUR
Subventions	0,00	EUR
Crédit(s) BANQUE POPULAIRE Auvergne Rhône Alpes sollicité(s)	150 000,00	EUR
Crédit(s) CACF sollicité(s)	150 000,00	EUR
Crédit(s) CEPAL sollicité(s)	150 000,00	EUR
Crédit(s) SG sollicité(s)	150 000,00	EUR
TVA à récupérer	0,00	EUR
Montant du programme	600 250,00	EUR

CARACTERISTIQUES DU OU DES CREDITS

Nature du crédit	N° du crédit	Montant	Devise	Durée
Prêt Equipement Standard	06038978	150 000,00	EUR	120 mois

CARACTERISTIQUES DU CREDIT PROPOSE

Prêt Equipement Standard (N° 06038978) 150 000,00 EUR sur 120 mois

AMORTISSEMENT DU CREDIT

- Echéance(s) constante(s)
 - Durée : 120 échéances mensuelles
 - Taux fixe : 2,750 %
 - Montant de l'échéance sans assurance groupe * : 1 431,17 EUR

(* Se reporter au tableau d'amortissement pour le détail mensuel, trimestriel... de l'échéance)

L'Emprunteur demande à la Banque que les échéances de ce prêt soient perçues sur le compte n° 36493110211.

COUT DU CREDIT

	Montant	Devise
Montant du crédit	150 000,00	EUR
Intérêts	21 740,40	EUR
Frais de dossier	250,00	EUR
COUT TOTAL	171 990,40	EUR

Le coût ci-dessus indiqué correspond à une utilisation totale et en une seule fois du montant du crédit.
Les frais payés à un tiers intervenant sont donnés à titre estimatif.

Dans le cas de prêt assorti d'une franchise d'amortissement et dans le cas de prêt débloqué par tranches successives, les intérêts seront calculés sur le montant des sommes débloquées. L'amortissement du capital sera calculé sur le capital initial du prêt sauf prêt à paliers.

Le tableau d'amortissement définitif complété des dates d'échéances sera remis à l'Emprunteur lors de la réalisation du prêt.

Taux effectif global (TEG)

Le taux effectif global s'élève à 2,785 %, soit un taux de 0,232 % par mois.

INFORMATIONS SUR LE TABLEAU D'AMORTISSEMENT

Le tableau d'amortissement annexé aux présentes est établi à titre d'information. En effet, les dates effectives des échéances dépendent de la mise en place du prêt et ne sont pas connues ce jour.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

PRET N° : 06038978
 CATEGORIE DU PRET : Prêt Equipement Standard
 MONTANT DU PRET : 150 000,00 EUR
 DUREE TOTALE : 120 mois
 PERIODICITE : Mensuelle
 TAUX INTERET : 2,750 %

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
1	343,75	0,00	0,00	1 087,42	1 431,17	148 912,58	0,00	148 912,58
2	341,26	0,00	0,00	1 089,91	1 431,17	147 822,67	0,00	147 822,67
3	338,76	0,00	0,00	1 092,41	1 431,17	146 730,26	0,00	146 730,26
4	336,26	0,00	0,00	1 094,91	1 431,17	145 635,35	0,00	145 635,35
5	333,75	0,00	0,00	1 097,42	1 431,17	144 537,93	0,00	144 537,93
6	331,23	0,00	0,00	1 099,94	1 431,17	143 437,99	0,00	143 437,99
7	328,71	0,00	0,00	1 102,46	1 431,17	142 335,53	0,00	142 335,53
8	326,19	0,00	0,00	1 104,98	1 431,17	141 230,55	0,00	141 230,55
9	323,65	0,00	0,00	1 107,52	1 431,17	140 123,03	0,00	140 123,03
10	321,12	0,00	0,00	1 110,05	1 431,17	139 012,98	0,00	139 012,98
11	318,57	0,00	0,00	1 112,60	1 431,17	137 900,38	0,00	137 900,38
12	316,02	0,00	0,00	1 115,15	1 431,17	136 785,23	0,00	136 785,23
13	313,47	0,00	0,00	1 117,70	1 431,17	135 667,53	0,00	135 667,53
14	310,90	0,00	0,00	1 120,27	1 431,17	134 547,26	0,00	134 547,26
15	308,34	0,00	0,00	1 122,83	1 431,17	133 424,43	0,00	133 424,43
16	305,76	0,00	0,00	1 125,41	1 431,17	132 299,02	0,00	132 299,02
17	303,19	0,00	0,00	1 127,98	1 431,17	131 171,04	0,00	131 171,04
18	300,60	0,00	0,00	1 130,57	1 431,17	130 040,47	0,00	130 040,47
19	298,01	0,00	0,00	1 133,16	1 431,17	128 907,31	0,00	128 907,31
20	295,41	0,00	0,00	1 135,76	1 431,17	127 771,55	0,00	127 771,55
21	292,81	0,00	0,00	1 138,36	1 431,17	126 633,19	0,00	126 633,19
22	290,20	0,00	0,00	1 140,97	1 431,17	125 492,22	0,00	125 492,22
23	287,59	0,00	0,00	1 143,58	1 431,17	124 348,64	0,00	124 348,64
24	284,97	0,00	0,00	1 146,20	1 431,17	123 202,44	0,00	123 202,44
25	282,34	0,00	0,00	1 148,83	1 431,17	122 053,61	0,00	122 053,61
26	279,71	0,00	0,00	1 151,46	1 431,17	120 902,15	0,00	120 902,15
27	277,07	0,00	0,00	1 154,10	1 431,17	119 748,05	0,00	119 748,05
28	274,42	0,00	0,00	1 156,75	1 431,17	118 591,30	0,00	118 591,30

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
29	271,77	0,00	0,00	1 159,40	1 431,17	117 431,90	0,00	117 431,90
30	269,11	0,00	0,00	1 162,06	1 431,17	116 269,84	0,00	116 269,84
31	266,45	0,00	0,00	1 164,72	1 431,17	115 105,12	0,00	115 105,12
32	263,78	0,00	0,00	1 167,39	1 431,17	113 937,73	0,00	113 937,73
33	261,11	0,00	0,00	1 170,06	1 431,17	112 767,67	0,00	112 767,67
34	258,43	0,00	0,00	1 172,74	1 431,17	111 594,93	0,00	111 594,93
35	255,74	0,00	0,00	1 175,43	1 431,17	110 419,50	0,00	110 419,50
36	253,04	0,00	0,00	1 178,13	1 431,17	109 241,37	0,00	109 241,37
37	250,34	0,00	0,00	1 180,83	1 431,17	108 060,54	0,00	108 060,54
38	247,64	0,00	0,00	1 183,53	1 431,17	106 877,01	0,00	106 877,01
39	244,93	0,00	0,00	1 186,24	1 431,17	105 690,77	0,00	105 690,77
40	242,21	0,00	0,00	1 188,96	1 431,17	104 501,81	0,00	104 501,81
41	239,48	0,00	0,00	1 191,69	1 431,17	103 310,12	0,00	103 310,12
42	236,75	0,00	0,00	1 194,42	1 431,17	102 115,70	0,00	102 115,70
43	234,02	0,00	0,00	1 197,15	1 431,17	100 918,55	0,00	100 918,55
44	231,27	0,00	0,00	1 199,90	1 431,17	99 718,65	0,00	99 718,65
45	228,52	0,00	0,00	1 202,65	1 431,17	98 516,00	0,00	98 516,00
46	225,77	0,00	0,00	1 205,40	1 431,17	97 310,60	0,00	97 310,60
47	223,00	0,00	0,00	1 208,17	1 431,17	96 102,43	0,00	96 102,43
48	220,23	0,00	0,00	1 210,94	1 431,17	94 891,49	0,00	94 891,49
49	217,46	0,00	0,00	1 213,71	1 431,17	93 677,78	0,00	93 677,78
50	214,68	0,00	0,00	1 216,49	1 431,17	92 461,29	0,00	92 461,29
51	211,89	0,00	0,00	1 219,28	1 431,17	91 242,01	0,00	91 242,01
52	209,10	0,00	0,00	1 222,07	1 431,17	90 019,94	0,00	90 019,94
53	206,30	0,00	0,00	1 224,87	1 431,17	88 795,07	0,00	88 795,07
54	203,49	0,00	0,00	1 227,68	1 431,17	87 567,39	0,00	87 567,39
55	200,68	0,00	0,00	1 230,49	1 431,17	86 336,90	0,00	86 336,90
56	197,86	0,00	0,00	1 233,31	1 431,17	85 103,59	0,00	85 103,59
57	195,03	0,00	0,00	1 236,14	1 431,17	83 867,45	0,00	83 867,45
58	192,20	0,00	0,00	1 238,97	1 431,17	82 628,48	0,00	82 628,48
59	189,36	0,00	0,00	1 241,81	1 431,17	81 386,67	0,00	81 386,67
60	186,51	0,00	0,00	1 244,66	1 431,17	80 142,01	0,00	80 142,01
61	183,66	0,00	0,00	1 247,51	1 431,17	78 894,50	0,00	78 894,50
62	180,80	0,00	0,00	1 250,37	1 431,17	77 644,13	0,00	77 644,13
63	177,93	0,00	0,00	1 253,24	1 431,17	76 390,89	0,00	76 390,89
64	175,06	0,00	0,00	1 256,11	1 431,17	75 134,78	0,00	75 134,78
65	172,18	0,00	0,00	1 258,99	1 431,17	73 875,79	0,00	73 875,79

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
66	169,30	0,00	0,00	1 261,87	1 431,17	72 613,92	0,00	72 613,92
67	166,41	0,00	0,00	1 264,76	1 431,17	71 349,16	0,00	71 349,16
68	163,51	0,00	0,00	1 267,66	1 431,17	70 081,50	0,00	70 081,50
69	160,60	0,00	0,00	1 270,57	1 431,17	68 810,93	0,00	68 810,93
70	157,69	0,00	0,00	1 273,48	1 431,17	67 537,45	0,00	67 537,45
71	154,77	0,00	0,00	1 276,40	1 431,17	66 261,05	0,00	66 261,05
72	151,85	0,00	0,00	1 279,32	1 431,17	64 981,73	0,00	64 981,73
73	148,92	0,00	0,00	1 282,25	1 431,17	63 699,48	0,00	63 699,48
74	145,98	0,00	0,00	1 285,19	1 431,17	62 414,29	0,00	62 414,29
75	143,03	0,00	0,00	1 288,14	1 431,17	61 128,15	0,00	61 128,15
76	140,08	0,00	0,00	1 291,09	1 431,17	59 835,06	0,00	59 835,06
77	137,12	0,00	0,00	1 294,05	1 431,17	58 541,01	0,00	58 541,01
78	134,16	0,00	0,00	1 297,01	1 431,17	57 244,00	0,00	57 244,00
79	131,18	0,00	0,00	1 299,99	1 431,17	55 944,01	0,00	55 944,01
80	128,21	0,00	0,00	1 302,96	1 431,17	54 641,05	0,00	54 641,05
81	125,22	0,00	0,00	1 305,95	1 431,17	53 335,10	0,00	53 335,10
82	122,23	0,00	0,00	1 308,94	1 431,17	52 026,16	0,00	52 026,16
83	119,23	0,00	0,00	1 311,94	1 431,17	50 714,22	0,00	50 714,22
84	116,22	0,00	0,00	1 314,95	1 431,17	49 399,27	0,00	49 399,27
85	113,21	0,00	0,00	1 317,96	1 431,17	48 081,31	0,00	48 081,31
86	110,19	0,00	0,00	1 320,98	1 431,17	46 760,33	0,00	46 760,33
87	107,16	0,00	0,00	1 324,01	1 431,17	45 436,32	0,00	45 436,32
88	104,12	0,00	0,00	1 327,05	1 431,17	44 109,27	0,00	44 109,27
89	101,08	0,00	0,00	1 330,09	1 431,17	42 779,18	0,00	42 779,18
90	98,04	0,00	0,00	1 333,13	1 431,17	41 446,05	0,00	41 446,05
91	94,98	0,00	0,00	1 336,19	1 431,17	40 109,86	0,00	40 109,86
92	91,92	0,00	0,00	1 339,25	1 431,17	38 770,61	0,00	38 770,61
93	88,85	0,00	0,00	1 342,32	1 431,17	37 428,29	0,00	37 428,29
94	85,77	0,00	0,00	1 345,40	1 431,17	36 082,89	0,00	36 082,89
95	82,69	0,00	0,00	1 348,48	1 431,17	34 734,41	0,00	34 734,41
96	79,60	0,00	0,00	1 351,57	1 431,17	33 382,84	0,00	33 382,84
97	76,50	0,00	0,00	1 354,67	1 431,17	32 028,17	0,00	32 028,17
98	73,40	0,00	0,00	1 357,77	1 431,17	30 670,40	0,00	30 670,40
99	70,29	0,00	0,00	1 360,88	1 431,17	29 309,52	0,00	29 309,52
100	67,17	0,00	0,00	1 364,00	1 431,17	27 945,52	0,00	27 945,52
101	64,04	0,00	0,00	1 367,13	1 431,17	26 578,39	0,00	26 578,39
102	60,91	0,00	0,00	1 370,26	1 431,17	25 208,13	0,00	25 208,13

Termes	Intérêts	Assurances	Commissions	Amortissement	Montant échéance	Capital restant dû	Éléments capitalisés	Sommes totales restant dues
103	57,77	0,00	0,00	1 373,40	1 431,17	23 834,73	0,00	23 834,73
104	54,62	0,00	0,00	1 376,55	1 431,17	22 458,18	0,00	22 458,18
105	51,47	0,00	0,00	1 379,70	1 431,17	21 078,48	0,00	21 078,48
106	48,30	0,00	0,00	1 382,87	1 431,17	19 695,61	0,00	19 695,61
107	45,14	0,00	0,00	1 386,03	1 431,17	18 309,58	0,00	18 309,58
108	41,96	0,00	0,00	1 389,21	1 431,17	16 920,37	0,00	16 920,37
109	38,78	0,00	0,00	1 392,39	1 431,17	15 527,98	0,00	15 527,98
110	35,58	0,00	0,00	1 395,59	1 431,17	14 132,39	0,00	14 132,39
111	32,39	0,00	0,00	1 398,78	1 431,17	12 733,61	0,00	12 733,61
112	29,18	0,00	0,00	1 401,99	1 431,17	11 331,62	0,00	11 331,62
113	25,97	0,00	0,00	1 405,20	1 431,17	9 926,42	0,00	9 926,42
114	22,75	0,00	0,00	1 408,42	1 431,17	8 518,00	0,00	8 518,00
115	19,52	0,00	0,00	1 411,65	1 431,17	7 106,35	0,00	7 106,35
116	16,29	0,00	0,00	1 414,88	1 431,17	5 691,47	0,00	5 691,47
117	13,04	0,00	0,00	1 418,13	1 431,17	4 273,34	0,00	4 273,34
118	9,79	0,00	0,00	1 421,38	1 431,17	2 851,96	0,00	2 851,96
119	6,54	0,00	0,00	1 424,63	1 431,17	1 427,33	0,00	1 427,33
120	3,84	0,00	0,00	1 427,33	1 431,17	0,00	0,00	0,00

ASSURANCE(S)

Les emprunteurs n'ayant pas souscrit à la Convention d'Assurance Groupe facultative de la Banque :

- soit parce qu'ils refusent d'être assurés
 - soit parce qu'ils proposent un contrat personnel
 - soit parce qu'ils ont souscrit une couverture partielle
- reconnaissent qu'ils ont sciemment demandé à ne pas adhérer ou à limiter leur adhésion à ladite Convention Groupe couvrant les garanties décrites dans une notice dont ils ont pris connaissance et que leur attention a été attirée par la Banque sur les conséquences de leur décision en cas de sinistre. Ils dispensent la banque de toute information complémentaire.

GARANTIE(S)

- Caution solidaire de La société DEPARTEM DEPARTEMENT CANTAL, dont le siège social est à 28 avenue gambetta 15015 AURILLAC CEDEX immatriculée au RCS de AURILLAC sous le n° 221500010 représentée par : Monsieur BRUNO FAURE agissant en qualité de Responsable entreprise, à hauteur de 75 000,00 EUR régularisé(e) par la Banque.

Cette garantie est recueillie pour sûreté du ou des crédit(s) suivant(s) :

- **Prêt Equipement Standard (No 06038978)** : 150 000,00 EUR sur 120 mois garanti à hauteur de 75 000,00 EUR sur une durée de 120 mois

CLAUSE(S) PARTICULIERE(S) rattachée(s) au prêt N° 06038978

Libération préalable de l'apport

L'emprunteur devra, avant toute utilisation du (des) prêt(s), même partielle, effectuer l'autofinancement prévu et en justifier à la Banque. Les fonds sont, à la convenance de la Banque :

- soit versés à toute partie ayant concouru à la réalisation du programme financé et à concurrence des sommes qui lui sont dues;
- soit versés au Notaire chargé de régulariser l'acte authentique.

Lorsque le contrat prévoit en garantie, une Hypothèque Légale Spéciale de Prêteur de Deniers, le prêt sera prioritairement versé au notaire chargé de régulariser l'acte authentique

Modalités de déblocage des fonds si le Crédit doit être utilisé en plusieurs fois :

Dans le cadre de déblocages successifs, à partir du 10ème déblocage, un forfait Déblocages multiples sera prélevé en une fois sur le compte de l'Emprunteur et selon la tarification en vigueur (cf. guide de tarification de la banque)

CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat, ci-après dénommé le « Contrat », comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant, des conditions spécifiques et/ou annexes.

Les conditions particulières prévalent, dans tous les cas, sur les conditions générales et sur les conditions spécifiques et/ou les annexes dès lors qu'elles viennent soit les compléter soit les modifier. En outre, les conditions spécifiques prennent les conditions générales lorsqu'elles traitent du même objet.

Définitions

Les termes « Crédit » et « Prêt » s'appliquent aussi bien à un seul qu'à plusieurs prêts composant l'opération de financement, et sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat.

Le terme « Emprunteur » s'applique aussi bien à un seul emprunteur qu'à des co-emprunteurs. En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont tenus solidairement entre eux des obligations résultant du Contrat et de ses suites.

Le terme « Caution » s'applique aussi bien à une seule qu'à plusieurs caution(s), personne(s) physique(s) et/ou morale(s).

I – CONCLUSION DU CONTRAT

Formation du Contrat

Le Contrat sera valablement formé par la signature de ce dernier par le Prêteur et l'Emprunteur.

Sauf indication contraire, la date de signature du Contrat par le Prêteur correspond à la date d'édition ou d'émission du Contrat.

La signature par l'Emprunteur devra intervenir au plus tard dans les 60 jours à compter de la date d'édition ou d'émission indiquée en début de Contrat. A défaut, l'offre de Contrat faite par le Prêteur sera nulle.

Objet du Contrat

L'objet du Contrat est le financement du Crédit dont les modalités sont mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

L'Emprunteur s'engage à n'employer les fonds prêtés qu'au financement de l'objet défini aux conditions particulières du Contrat et à réaliser cet objet.

L'utilisation du Crédit à un objet autre que celui contractuellement prévu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur, ni lui être opposée le cas échéant par l'Emprunteur, la Caution et/ou le(s) garant(s). L'Emprunteur s'engage à justifier de l'utilisation des fonds à première demande du Prêteur.

II – EXECUTION DU CONTRAT

Conditions et modalités de versement des fonds

- Conditions de versement des fonds

Le versement des fonds est subordonné :

- à la fourniture au Prêteur d'un exemplaire dûment signé du Contrat ;
- au paiement des frais et commissions dues et exigibles au titre du Contrat ;
- à la constitution et à la régularisation des garanties prévues au du Contrat et au paiement des frais afférents à ces dernières ;
- à l'accomplissement des formalités et conditions/clauses particulières, spécifiques, préalables ou suspensives, prévues au Contrat ;
- à l'adhésion à l'assurance emprunteur lorsque cette assurance est exigée par le Prêteur.

Le Contrat pourra être caduc en cas de non réalisation de de l'une quelconque des conditions susvisées. Le cas échéant, l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers resteront en leur acquit.

- Modalités de versement des fonds

Tout versement du Crédit a lieu sur demande de l'Emprunteur, en une ou

plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à dix (10) % du montant du Crédit.

Le premier versement de fonds devra intervenir dans le délai de 6 mois à compter de la signature par le Prêteur du Contrat. A défaut, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, le Contrat sera réputé caduc. Le Contrat caduc ne pourra plus donner lieu à un quelconque versement et l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat, déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers, resteront en leur acquit.

Les fonds devront être entièrement versés dans le délai de 1 an à compter de la signature du Contrat par le Prêteur.

Passé ce délai, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, l'Emprunteur ne pourra plus procéder à une quelconque nouvelle demande de versement et le montant du Crédit sera réduit à hauteur des sommes déjà versées.

Les demandes de versement de fonds devront toujours parvenir par écrit au Prêteur, au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de versement souhaitée. Le Prêteur ne sera pas tenu responsable de tout retard indépendant de sa volonté pour quelque motif que ce soit, tant à l'égard de l'Emprunteur qu'à l'égard de tout tiers.

A la convenance du Prêteur, les fonds pourront être versés soit sur le compte désigné par l'Emprunteur dans les conditions particulières du Contrat, soit directement au notaire ou à l'avocat, aux vendeurs, entrepreneurs, promoteurs ou fournisseurs, en une seule fois ou par versements fractionnés.

La preuve du versement du Crédit résultera suffisamment des écritures passées par le Prêteur.

Les documents relatifs au(x) versement(s) des fonds seront constitués, pour les besoins des présentes, par les factures en bonne et due forme, les situations de travaux et/ou tout autre justificatif que le Prêteur jugera nécessaire.

Différé ou franchise d'amortissement

Lorsque les conditions particulières du Contrat le prévoient, la phase d'amortissement du Crédit est précédée d'une phase de différé ou franchise d'amortissement.

Les termes « différé » ou « franchise » sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat et signifient que le règlement du capital et/ou des intérêts est reporté totalement ou partiellement à une date ultérieure selon les modalités prévues au Contrat. L'existence d'une phase de différé total ou partiel reporte la date d'entrée en amortissement du Crédit.

- Différé total ou franchise totale (franchise d'amortissement du capital et des intérêts)

Pendant la période de différé total, les intérêts courus au taux du Crédit sont calculés et non prélevés sur le compte de l'Emprunteur. Au-delà d'une année, les intérêts sont capitalisés et produisent eux-mêmes intérêts au taux du Crédit conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le compte de l'Emprunteur est prélevé du montant des primes d'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et des commissions périodiques de toute nature s'il y a lieu.

Les premières échéances sont destinées à rembourser les intérêts calculés et non prélevés pendant la période de franchise totale, l'amortissement du capital ne commençant qu'après paiement des intérêts dus pendant la période de franchise totale.

- Différé partiel ou franchise partielle (franchise d'amortissement du capital)

Pendant la période de différé partiel, les échéances comprennent les intérêts au taux du Crédit, calculés sur le montant total des fonds versés, ainsi que les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature.

Remboursement du Crédit – Amortissement

La première échéance en capital, intérêts, assurance(s) (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et commissions éventuelles intervient trente (30) jours minimum après versement du Crédit et commandera la date des échéances suivantes, sauf en cas de différé d'amortissement prévu au Contrat.

Conformément au tableau d'amortissement qui sera fourni à l'Emprunteur, le remboursement du capital prêté se fera à terme échu, suivant les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, notamment :

- Soit de manière constante, auquel cas la part de capital de chaque échéance de remboursement sera égale au montant total du Crédit divisé par le nombre d'échéances ;
 - Soit de manière progressive sur la base du taux indiqué aux conditions particulières du Contrat.
- Dans les deux cas susvisés, les échéances comprennent l'amortissement en capital, le paiement des intérêts, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature payables à terme échu.
- Soit « in fine », auquel cas le remboursement du capital interviendra en une seule fois, au terme de la durée du Crédit mentionnée aux conditions particulières du Contrat.

Calcul et paiement des intérêts

- Intérêts Intercalaires

Il sera perçu des intérêts intercalaires sur les fonds versés avant l'entrée en amortissement du Crédit.

Ces intérêts intercalaires sont calculés au taux d'intérêt mentionné aux conditions particulières du Contrat sur la base des sommes effectivement versées jusqu'à la date de point de départ d'amortissement ou la date de première échéance (en phase de différé ou franchise).

Le paiement de ces intérêts se fait en une seule fois, lors de la première échéance qui suit la date de point de départ d'amortissement du Crédit. Il est accompagné du paiement d'une fraction de prime(s) d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) calculée au taux du barème appliqué, selon les mêmes modalités.

- Intérêts pendant la période d'amortissement

Pendant la période d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux fixé aux conditions particulières du Contrat. Un tableau d'amortissement, comprenant notamment la part en intérêts, est fourni par le Prêteur à l'Emprunteur.

- Intérêts en cas de crédit in fine

En cas de crédit in fine, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû au taux précisé aux conditions particulières du Contrat. Toute échéance d'intérêts est payable à terme échu selon les modalités mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

- Intérêts de retard

Toute somme exigible et non payée à bonne date ainsi que tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur au titre du Contrat supporteront de plein droit des intérêts de retard au taux du Crédit majoré de 3 points sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire. Les intérêts se capitalisent de plein droit lorsqu'ils seront dus pour une année entière, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Mode de paiement – Prélèvement - Compensation

L'Emprunteur autorise le Prêteur à prélever sur le compte ouvert à son nom et désigné aux conditions particulières du Contrat, le montant des frais, des intérêts intercalaires, des primes d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur), des échéances de remboursement et plus généralement de toutes sommes exigibles au titre du Contrat, et ce, dès la conclusion du Contrat et pendant toute sa durée.

En cas de prélèvements SEPA, lorsque le compte de prélèvement n'est

pas ouvert dans les livres du Prêteur, le tableau d'amortissement fera office de notification des prélèvements. En tout état de cause, l'Emprunteur accepte de recevoir la notification de prélèvement, par tous moyens appropriés, le cas échéant sous forme électronique (tableau d'amortissement, échéancier, lettres, avis d'échéances, factures...), trois (3) jours au plus tard avant la date du (des) prélèvement(s). Toute modification affectant le montant à prélever donnera lieu à une nouvelle notification dans les mêmes conditions.

L'Emprunteur s'engage à ce que son compte de prélèvement présente un solde suffisant. A défaut de provision suffisante, le prélèvement pourra s'opérer sur tout autre compte ou sous compte ouvert dans les livres du Prêteur au nom de l'Emprunteur.

De plus, l'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il serait redevable, à un titre quelconque, au titre du Contrat, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Evénements affectant les taux ou indices de référence

a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat. Toute référence dans le Contrat à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.

b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions «Evénements affectant les taux ou indices de référence» résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de huit [8] jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.

Pour les besoins du paragraphe «Evénements affectant les taux ou indices de référence», la "Cessation Définitive" signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, l'indicateur de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou l'indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné ("Indice Affecté") l'Indice de Substitution.

L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminés ou recommandés, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les "Organismes Compétents") comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'Indice de référence concerné ("Indice de Substitution"). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution.

L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat.

Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles du Contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les

caractéristiques économiques du Contrat. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.

Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, et notamment par lettre simple ou sous forme électronique dans l'espace banque à distance de l'Emprunteur.

L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au Contrat, à compter de la prochaine révision suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser le taux ou l'indice de référence initial.

S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit dans un **délai d'un mois** à compter de la date de l'envoi de l'information. Dès réception de la notification du refus de l'Emprunteur, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû. L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur. Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.

Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

Taux effectif global (TEG)

Le taux effectif global du Crédit est déterminé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat est calculé sur la base d'un versement total, immédiat et en une seule fois du montant du Crédit.

Si le taux d'intérêt du Crédit est variable ou révisable, le TEG est calculé sur la base de ce taux, qui demeurerait inchangé sur toute la durée du Crédit, composé de l'indice ou du taux de référence majoré de la marge, tels qu'indiqués aux conditions particulières.

Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat peut correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :

- lorsque la 3ème décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
- lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur de la deuxième décimale est augmentée de 1.

Remboursement anticipé

L'Emprunteur pourra rembourser le Crédit par anticipation en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un (1) mois par lettre avec demande d'avis de réception adressée au Prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10,00 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde.

Dans l'hypothèse où le Prêt est un prêt à taux d'intérêt variable et/ou révisable et tant que l'Indice de Substitution » défini au paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence » ne sera pas

déterminé, tout remboursement par anticipation n'interviendra qu'à titre provisionnel, le montant du remboursement définitif étant établi qu'après détermination du taux ou de l'Indice de Substitution.

Le remboursement anticipé du Crédit donne lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à 8,00 % du capital restant dû à la date de la demande de remboursement anticipé.

Le remboursement anticipé partiel, au choix de l'Emprunteur, donne lieu :

- soit à un maintien de la durée du Crédit avec réduction du montant des échéances ;
- soit à une réduction de la durée du Crédit sans modification du montant des échéances.

Déclarations de l'Emprunteur

A la date des présentes, l'Emprunteur déclare et garantit expressément :

- qu'il est régulièrement constitué, qu'il peut valablement conclure le Crédit et remplir toutes les obligations qui en découlent pour lui, et notamment que sa signature, et s'il y a lieu, la signature des actes de garanties, ont été dûment autorisées dans les formes légales et/ou statutaires requises ;
- que les engagements découlant du Contrat, et le cas échéant des garanties y afférentes, ne contreviennent en aucune manière à un quelconque engagement, une quelconque disposition contractuelle, réglementaire ou légale qui pourrait le lier ou lui être applicable ;
- que les documents et informations fournis au Prêteur pour les besoins du Contrat sont exacts et que les documents financiers ont été établis selon les principes comptables généralement appliqués en France et donnent une image fidèle de son actif, de son passif et de ses résultats pour chaque exercice ;
- qu'il n'existe ou n'est survenu aucun événement (y compris réclamation ou procédure judiciaire, arbitrale ou administrative) relatif à son activité, son patrimoine, sa situation économique, juridique ou financière, susceptible d'empêcher la signature et/ou l'exécution du Contrat ou d'avoir un effet défavorable sur sa capacité à rembourser le Crédit ;
- qu'il n'existe pas de fait ou d'événement susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat ;
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de ses salariés, des administrations fiscales et des organismes de sécurité sociale.

Engagements de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Crédit, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » :

- à fournir au Prêteur, annuellement et au plus tard dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice, les documents suivants, s'il y a lieu certifiés par les commissaires aux comptes et accompagnés des rapports de ces derniers : (i) ses comptes sociaux annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes), et le cas échéant (ii), ses comptes consolidés annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes) ;
- à communiquer au Prêteur, sur première demande, tout élément justificatif sur sa situation juridique, financière, fiscale, comptable et patrimoniale ;
- à justifier, sur simple demande, être à jour de ses impôts, taxes et cotisations sociales ;
- à informer le Prêteur, dans un délai de huit (8) jours de l'acte ou de la décision concerné(e), de tout fait susceptible de remettre en cause sa capacité de remboursement du Crédit, ainsi que de toute modification concernant sa situation juridique ou la structure de son entreprise, notamment toute modification statutaire ou tout changement de mandataires sociaux ;
- à prévenir ou informer le Prêteur de toute procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde (quelle qu'elle soit), de redressement ou liquidation judiciaire, ou de toute mesure similaire ou équivalente ;
- à ne pas démembrer, vendre ou transférer, à quelque titre que ce soit, le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, ou procéder à un changement de sa (leur) nature ou destination, le(s) donner en location ou en gérance, à moins d'en avoir obtenu l'accord préalable et écrit du

Prêteur :

- à entretenir convenablement le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie au titre du Crédit ;
- à informer sans délai, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, le Prêteur en cas de déclaration d'un patrimoine d'affectation, en tant qu'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, ainsi qu'en cas de renonciation audit patrimoine, cession, donation ou apport dudit patrimoine d'affectation, intervenant postérieurement à la signature du Contrat ;
- à signaler dans les quinze (15) jours le décès de toute Caution ou de tout garant afin de permettre le remplacement de la garantie si nécessaire ;
- à notifier au Prêteur toute procédure civile d'exécution et expropriation sur l'(les) immeuble(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie. En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au Prêteur, l'Emprunteur s'engage à céder ou déléguer au Prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'Emprunteur aurait droit sans que cette cession ou délégation puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du Prêteur par toutes autres voies de droit ;
- à informer immédiatement le Prêteur de tout(e) fait, évènement ou circonstance susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat.

Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, huit (8) jours après l'envoi d'une mise en demeure de régler les sommes dues restée infructueuse et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, dans l'un quelconque des cas suivants :

- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre du Contrat ;
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre d'un quelconque autre concours consenti par le Prêteur ou tout autre établissement de crédit en cas de cofinancement ;
- incident de paiement de l'Emprunteur déclaré à la Banque de France, interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques ;
- non-paiement à bonne date de toute prime d'assurance relative au Crédit et/ou au(x) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie ;
- affectation du Crédit à un objet autre que celui prévu au Contrat ;
- défaut de production imputable à l'Emprunteur, dans un délai d'un (1) mois suivant la demande du Prêteur qui en sera faite, des justifications relatives à l'affectation des fonds aux dépenses de l'opération objet du Crédit ;
- non constitution effective de l'une quelconque des garanties prévues au Contrat ;
- non-respect de la réglementation spécifique applicable à chaque type de prêt consenti par le Prêteur et conditionnant l'octroi et le maintien de ces prêts ;
- vente ou transfert à quelque titre que ce soit, et sans l'accord préalable et écrit du Prêteur, du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, altération de sa (leur) valeur par la faute ou négligence du constituant, ou changement de nature ou de destination du (des) bien(s) financé(s) ou affecté(s) en garantie ;
- déplacement, vente, apport en société du fonds de commerce ou artisanal exploité, cessation, non renouvellement, résiliation du bail des locaux servant à l'exploitation du fonds de commerce ou artisanal de l'Emprunteur ou affectés en garantie, comme en cas de non-paiement d'échéances de loyer lorsque le fonds est nanti ;
- démembrement ou apport du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie sans l'accord écrit préalable et écrit du Prêteur ;
- vente, apport ou retrait de bien(s) nécessaire(s) à l'exploitation sans avoir préalablement recueilli l'accord écrit du Prêteur, lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, sauf en cas de remplacement par un bien de même nature et de même valeur ;
- modification de la répartition du capital social de l'Emprunteur et/ou des droits de vote qui y sont attachés, ayant pour conséquence de faire perdre le contrôle, directement ou indirectement, à l'associé majoritaire existant à la date de signature du Contrat, sauf accord préalable et écrit

du Prêteur :

- modification de la situation juridique et/ou patrimoniale de l'Emprunteur, notamment en cas de fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif, réduction de capital, cession de l'entreprise de l'Emprunteur, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de l'objet social de l'Emprunteur ou transfert de son siège social hors de France Métropolitaine sans accord préalable et écrit du Prêteur ;
- cessation ou changement de l'activité de l'Emprunteur déclarée lors de la demande du Crédit ;
- retrait d'agrément ou d'autorisation d'exercice ou radiation de l'Emprunteur en cas d'exercice par l'Emprunteur d'une activité réglementée ;
- décès de tout obligé ou co-obligé ;
- liquidation judiciaire de l'Emprunteur, sauf maintien de l'activité tel que prévu par les dispositions légales en vigueur ;
- procédure civile d'exécution prononcée à l'encontre de l'Emprunteur ou du tiers garant portant sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie ;
- rapport général des commissaires aux comptes faisant apparaître un refus de certification des comptes, une certification des comptes assortie de réserves ou une révélation de faits délictueux imputables à l'Emprunteur ;
- inexactitude de l'une quelconque des déclarations effectuées par l'Emprunteur sur des éléments essentiels ayant déterminé l'octroi du Crédit par le Prêteur ou pouvant compromettre le remboursement du Crédit ;
- fausse déclaration de la Caution ou du tiers garant dans les questionnaires remis à l'appui de la demande de Crédit et dans les documents justificatifs prévus dans le Contrat ;
- non-respect de l'un quelconque des engagements souscrits par l'Emprunteur au titre du Contrat.

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, immédiatement et de plein droit, après l'envoi d'une mise en demeure, et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, en cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme dans le cas où sa situation s'avérerait irrémédiablement compromise au sens des dispositions légales en vigueur.

Lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, il est convenu qu'il n'y aura pas, sauf accord préalable et écrit du Prêteur, transfert du Crédit et des sûretés y attachées, au cessionnaire ou au donataire du patrimoine affecté, au bénéficiaire de l'apport du patrimoine affecté en cas d'apport à une société, ou encore à un héritier en cas de reprise du patrimoine affecté. Le Prêteur pourra prononcer l'exigibilité anticipée de plein droit du Crédit à l'encontre de l'Emprunteur.

En cas d'exigibilité du Crédit consécutive à la résiliation du Contrat dans les cas prévus ci-dessus, l'Emprunteur devra verser au Prêteur une indemnité égale à 5,00 % de l'ensemble des sommes dues au jour du prononcé de l'exigibilité anticipée.

Jusqu'à la date de règlement effectif, les sommes restant dues au titre du Crédit produisent des intérêts de retard selon les modalités prévues à l'article « Calcul et paiement des intérêts » à « Intérêts de retard ».

De plus, au cas où pour arriver au recouvrement forcé de sa créance, le Prêteur serait obligé de produire à un ordre, d'introduire une instance ou d'engager une procédure quelconque, il aura droit à une indemnité forfaitaire supplémentaire 5,00 % sur le montant de sa créance, indépendamment des frais taxés ou taxables à la charge de l'Emprunteur.

Assurance décès-invalidité et/ou incapacité de travail

En cas d'adhésion à une assurance « décès invalidité et/ou incapacité de travail » proposée par le Prêteur, l'assurance prend effet dans les conditions indiquées dans la notice d'assurance fournie à l'assuré.

Lorsque l'Emprunteur et/ou la Caution éventuelle adhère(nt) au contrat d'assurance proposé par le Prêteur, les modalités de prise d'effet de l'assurance et de calcul de la prime sont indiquées dans la notice d'information fournie à l'Emprunteur et/ou à la Caution éventuelle.

Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire son attention sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.

De convention expresse, l'admission définitive à l'assurance proposée par le Prêteur ne sera effective qu'après acceptation de l'assureur, acceptation constatée par la remise ou l'envoi d'un certificat individuel d'affiliation à l'assurance.

Dans l'éventualité du non-paiement des primes d'assurance pour quelque cause que ce soit, l'assuré fait son affaire personnelle des risques encourus consécutifs à l'absence de couverture.

En cas d'adhésion auprès d'une entreprise d'assurance autre que celle proposée par le Prêteur, l'assuré devra se reporter aux conditions générales du contrat souscrit auprès de cette entreprise d'assurance.

Assurances dommages

Dans les cas où une assurance n'est pas rendue obligatoire par la réglementation en vigueur, le Prêteur recommande à l'Emprunteur de souscrire auprès d'une entreprise d'assurance une assurance garantissant de tous dommages le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur souscrirait une telle assurance, le Prêteur sera subrogé dans les droits de l'Emprunteur au titre de l'indemnité d'assurance. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire l'attention de l'Emprunteur sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.

L'Emprunteur s'engage à déclarer au Prêteur dans les meilleurs délais par lettre recommandée tout sinistre survenu sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.

L'Emprunteur s'engage, pendant toute la durée du Crédit, à fournir, sur demande du Prêteur, tous les justificatifs relatifs à l'assurance du (des) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.

III- STIPULATIONS DIVERSES

Solidarité et indivisibilité entre emprunteurs et successeurs

En cas de pluralité d'emprunteurs, toute demande ou pièce relative à l'exécution du Contrat, notamment tous reçus, ordres de virement, appels de fonds, pourront être signés par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera solidairement et indivisiblement.

Le Crédit étant réputé indivisible, il y aura solidarité et indivisibilité entre les successeurs de l'Emprunteur (notamment les héritiers ou ayants droit). Cette solidarité et cette indivisibilité auront effet sur le paiement de la dette, tant en principal qu'en intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires. Ainsi, la créance de paiement et de remboursement résultant du Crédit pourra être réclamée à chacun des successeurs de l'Emprunteur.

Les stipulations susmentionnées ne s'appliquent pas aux sociétés de capitaux et associations.

Imputation des paiements

De convention expresse entre les parties, il est convenu et accepté par l'Emprunteur que tout paiement partiel sera imputé dans l'ordre suivant : sur les frais et accessoires, puis sur les indemnités, puis sur les intérêts de retard, puis sur les commissions, puis sur les intérêts conventionnels et enfin sur le principal.

Impôts, frais et droits divers à la charge de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'oblige à payer tous les impôts, taxes, commissions, frais, accessoires, droits et honoraires, présents et futurs, afférents au Contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, notamment ceux exposés pour la constitution, le renouvellement, la conservation ou la réévaluation des garanties, ainsi que ceux liés à l'information de la Caution s'il y a lieu, ceux susceptibles d'être dus au titre de toutes modifications qui seraient apportées au Contrat, et ceux qu'entraînera l'exécution du Crédit.

L'Emprunteur autorise que ces sommes soient débitées du compte de prélèvement du Crédit.

Exercice des droits – Non renonciation

Tous les droits conférés au Prêteur ou à l'Emprunteur, par le Contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou au titre du Contrat, comme les droits découlant de la loi, seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.

Le fait pour le Prêteur ou l'Emprunteur de ne pas exercer un droit, ou le retard à l'exercer ne pourra jamais être considéré comme une renonciation à ce droit, et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Prêteur ou l'Emprunteur de l'exercer à nouveau ou dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

Lutte anti-corruption

L'Emprunteur s'engage (pour lui et le cas échéant les sociétés de son groupe) à ne pas utiliser les fonds empruntés dans l'objectif, partiel ou total, de commettre ou de favoriser, directement ou indirectement, un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme en France ou dans toute autre juridiction.

Mobilisation – Transfert – Cession - Transfert des droits

Le Prêteur se réserve la faculté de mobiliser, apporter ou céder, notamment à un organisme de titrisation, la créance résultant du Crédit sous toutes modalités légales ou réglementaires en vigueur, et d'en sous-traiter le recouvrement. L'Emprunteur ne pourra céder aucun droit ni obligation résultant du Contrat sans l'accord préalable et écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Crédit à toutes banques ou établissements de crédit de son choix.

Il est convenu entre les parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat et des sûretés attachées qui garantiront les obligations nées antérieurement et le cas échéant, postérieurement.

Circonstances nouvelles

La survenance de circonstances nouvelles à caractère monétaire, financier, bancaire ou fiscal résultant de dispositions légales ou réglementaires ou de directives, recommandations, interprétations émanant d'une autorité officielle ou d'une organisation professionnelle, entraînant pour le Prêteur une obligation nouvelle génératrice de charges supplémentaires, ou de manque à gagner, liés directement ou indirectement aux opérations du Contrat, telles par exemple la constitution de réserves ou dépôts obligatoires, une réglementation quantitative du crédit, l'instauration ou l'augmentation de coefficients de liquidités, entraînera les dispositions suivantes :

- a) le Prêteur en informera l'Emprunteur par écrit dans les meilleurs délais. Le cas échéant, cette notification contiendra le montant estimatif de l'augmentation du coût et de l'indemnisation nécessaire ;
- b) les parties au Contrat, dans le respect de la réglementation en vigueur, se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution du Contrat ;
- c) si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par l'Emprunteur de la notification susmentionnée, celui-ci devra :
 - soit demander au Prêteur de maintenir le Crédit en acceptant expressément de supporter la totalité des éventuels coûts additionnels,
 - soit rembourser immédiatement toutes les sommes dues au titre du Crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, ainsi que tous les éventuels coûts additionnels qui, jusqu'à la date de remboursement, pourraient résulter pour le Prêteur des circonstances nouvelles.

Secret professionnel

Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à la réglementation en vigueur.

Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques...), des organismes de sécurité

sociale et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale ;

- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur, les payeurs, les Cautions et/ou garant(s) éventuels, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
- des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles, dans le strict cadre des prestations confiées par le Prêteur,
- lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur (BPCE, Banques Populaires, Caisses d'Epargne, ...),
- des entreprises tierces en cas de cessions de créance.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

L'Emprunteur peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels le Prêteur sera autorisé à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Obligations déclaratives DAC 6

Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 ("DAC 6" désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en œuvre ou modifier les dits textes) impliquant l'Emprunteur se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès de l'Emprunteur.

A défaut d'accord écrit de l'Emprunteur autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, l'Emprunteur est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser à l'Emprunteur la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement à

l'Emprunteur.

Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du Contrat et plus généralement de notre relation, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation.

Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont les personnes concernées disposent sur leurs données figurent dans la Notice d'information du Prêteur sur le traitement des données à caractère personnel. Cette notice est portée à la connaissance des personnes concernées lors de la première collecte de leurs données. Elles peuvent y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur www.bpaura.banquepopulaire.fr ou en obtenir un exemplaire auprès de leur agence.

Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Démarchage

Si l'Emprunteur a été démarché en vue de la souscription du Contrat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et même si son exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Emprunteur est informé de la possibilité de revenir sur son engagement. Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du Contrat en adressant un courrier au Prêteur.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'emprunteur personne physique est informé qu'il peut s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, l'emprunteur personne physique peut être démarché par téléphone par le Prêteur dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, les parties conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil au Contrat.

Nullité partielle

Au cas où une stipulation du Contrat deviendrait illégale, nulle ou impossible, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du Contrat.

Langue et droit applicables

Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et de rédiger les présentes dispositions contractuelles en langue française. La loi applicable au Contrat est la loi française.

Election de domicile – Attribution de compétence

Pour l'exécution du Contrat, les parties déclarent élire domicile en son siège social pour le Prêteur, et pour l'Emprunteur, en son siège social ou au lieu de son exploitation principale. Pour toute contestation pouvant naître du Contrat, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du Prêteur. La présente clause n'est applicable que si l'Emprunteur a la qualité de commerçant.

A , le

- L'EMPRUNTEUR

Apposer le cachet de la Société et la signature du représentant de la Personne Morale.

BANQUE POPULAIRE Auvergne Rhône Alpes



Mme Sophie Berthier

ACTE DE CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE**PRETEUR**

BANQUE POPULAIRE Auvergne Rhône Alpes, Société Anonyme Coopérative de BANQUE POPULAIRE à capital variable, régie par les articles L 512-2 et suivants du Code Monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et Etablissements de Crédit, dont le siège social est à 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON, immatriculée au RCS de LYON sous le n° 605 520 071, N° ORIAS : 07 006 015.

Ci-après dénommée(s) la "Banque"

CAUTION(S)

Le (la) soussigné(e) :

La société DEPARTEM DEPARTEMENT CANTAL, dont le siège social est à 28 avenue gambetta 15015 AURILLAC CEDEX immatriculée au RCS de AURILLAC sous le n° 221500010 représentée par : Monsieur BRUNO FAURE agissant en qualité de Responsable entreprise.

Ci-après dénommée(s) la "Caution"

LE DEBITEUR PRINCIPAL

La société SA SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT dont le siège social est à Gare Du Telepherique Du Lioran 15300 LAVEISSIERE représentée par : M HERVE POUNAU agissant en qualité de Responsable entreprise

Ci-après dénommé(e)(s) le "Débiteur principal"

OBLIGATION GARANTIE

Prêt Equipement Standard (N° 06038978) : 150 000,00 EUR en principal.

AMORTISSEMENT DU CREDIT

- Echéance(s) constante(s)
 - Durée : 120 échéances mensuelles
 - Taux : 2,750 %
 - Montant de l'échéance sans assurance groupe : 1 431,17 EUR

MONTANT DU CAUTIONNEMENT

Montant global du cautionnement en principal auquel s'ajoute les intérêts, les frais, commissions et accessoires :
En chiffres : 75 000,00 EUR.

En lettres : SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS.

Dans la limite de 50,00 % des sommes restant dues par le Débiteur principal en capital, intérêts, frais, commissions et accessoires.

Durée du cautionnement : 120 mois (durée de l'obligation cautionnée + 24 mois).

CONDITIONS CONTRACTUELLES

1. La Caution, après avoir pris connaissance des caractéristiques du Crédit fait par la Banque au Débiteur Principal déclare accepter se porter caution solidaire et indivisible au profit de la Banque ou de tout autre établissement qui viendrait aux droits de celle-ci, notamment dans le cadre d'une opération de fusion-absorption et s'engage à ce titre à rembourser en cas de défaillance du Débiteur Principal toutes sommes que ce dernier peut ou pourrait devoir à la Banque en principal, intérêts, commissions, frais et accessoires, au titre de l'obligation ci-dessus définie dont elle déclare parfaitement connaître toutes les conditions notamment de montant, de durée, d'amortissement, d'intérêts et commissions, d'exigibilité normale ou anticipée, conditions qu'elle déclare inutile de rappeler et dont elle accepte qu'elles lui soient applicables.

2. En raison du caractère solidaire de son engagement de caution, la Caution renonce aux bénéfices de discussion et de division. En renonçant au bénéfice de discussion, la Caution s'engage à payer la Banque, sans pouvoir exiger de cette dernière qu'elle poursuive préalablement le Débiteur Principal sur ses biens. En renonçant au bénéfice de la division, la Caution accepte que la Banque puisse lui réclamer, au cas où d'autres personnes se seraient portées cautions du Débiteur Principal, la totalité de ce que ce dernier lui doit, dans la limite de son cautionnement. La Caution ne pourrait donc exiger de la Banque qu'elle divise préalablement son action et lui réclame la seule part à sa charge compte tenu de l'existence des autres cautions. La Caution ne sera pas dispensée de la bonne exécution de ses engagements même si le Débiteur principal n'assume pas l'une quelconque de ses obligations, notamment en utilisant à des fins non conformes à ses engagements les sommes mises à sa disposition par la Banque. La Caution ne saurait encore subordonner l'exécution de son engagement de caution à une mise en demeure préalable du Débiteur Principal par la Banque, l'exigibilité des créances de cette dernière à l'égard du Débiteur Principal entraînant de plein droit l'exigibilité de sa dette de caution et les écritures de la Banque lui étant à cet égard opposables. Nonobstant l'impossibilité pour la Banque de se prévaloir de la déchéance du terme de l'obligation ci-dessus, en cas d'échéance impayée, le défaut de paiement par ses soins de ladite échéance après mise en jeu de son engagement par la Banque, entraînera de plein droit à son égard, l'exigibilité de l'intégralité des sommes dues au titre de cette obligation.

3. La Caution renonce à se prévaloir de toute subrogation dans les droits, actions ou privilèges que la Banque a contre le Débiteur principal ainsi qu'à exercer des poursuites et d'une façon générale à élever des prétentions qui auraient pour résultat de la faire venir en concours avec la Banque et ce, tant que cette dernière demeurera créancière du Débiteur principal. Il en sera ainsi que la Caution se soit libérée partiellement ou totalement de ses obligations envers la Banque, et alors même que le présent engagement serait d'un montant inférieur aux sommes dues par le Débiteur principal.

4. Dans l'hypothèse où l'obligation garantie serait également cautionnée par un organisme professionnel dont l'activité habituelle ou accessoire est de garantir le remboursement de concours financiers (société de cautionnement mutuel, société d'assurance, ...), la Caution déclare expressément renoncer à son égard au bénéfice de l'article 2312 du Code civil. Elle ne pourra donc s'opposer au recours qu'exercerait contre elle et pour le montant intégral, l'organisme qui aurait été amené à payer en lieu et place du Débiteur principal, ni engager un recours contre ledit organisme dans le cas où la dette aurait été acquittée par elle-même.

5. La Caution reconnaît contracter son engagement de caution en pleine connaissance de la situation financière et juridique présente du Débiteur principal dont il lui appartiendra, dans son intérêt, de suivre personnellement l'évolution, indépendamment des renseignements que la Banque pourrait éventuellement lui communiquer et de l'information qui lui sera fournie par simple lettre chaque année avant le 31 mars quant à l'état du montant de la créance garantie et de ses accessoires, au 31 décembre de l'année précédente. A ce titre, le système d'information de la Banque ayant été programmé pour informer périodiquement les cautions en application des dispositions légales, la Caution reconnaît que la Banque justifiera par cette seule constatation de l'accomplissement des formalités mises à sa charge par la loi. La Caution s'oblige à notifier à la Banque tout changement d'adresse la concernant.

De même, au cas où d'autres personnes se seraient également portées caution du Débiteur principal, il n'incomberait pas à la Banque de l'informer de la dénonciation par l'une d'elles de son engagement.

La Banque sera tenue d'aviser la Caution par simple lettre de la défaillance du Débiteur principal dès le premier incident de paiement non régularisé dans le mois de l'exigibilité de ce paiement. Elle pourra toutefois consentir à ce dernier toute prorogation de terme tacite ou exprès que la Caution déclare d'ores et déjà accepter, sans que la Caution puisse en ce cas poursuivre, à l'échéance du terme initialement prévu, le Débiteur principal pour le forcer au paiement.

6. En cas de liquidation judiciaire ou de procédure de rétablissement personnel du Débiteur Principal entraînant ainsi l'exigibilité des créances non échues à la date de son prononcé, la déchéance du terme sera également opposable aux cautions.

7. En tant que besoin, il est ici précisé que le présent engagement de caution s'ajoute aux autres garanties que la Caution a déjà pu ou que la Caution pourrait donner à la Banque en faveur du Débiteur Principal, ainsi qu'à celles constituées par ce dernier ou par un tiers.

8. Les héritiers de la Caution et plus généralement toutes personnes venant à ses droits et obligations seront tenus solidairement et indivisiblement au titre du présent engagement, de sorte que la Banque pourra exiger de n'importe laquelle de ces personnes l'intégralité de la dette, sans que puisse lui être imposée une division de ses recours.

9. Les frais du présent acte et ceux auxquels son exécution pourra donner lieu, à l'exception des frais relatifs à l'information annuelle de la caution prescrits par l'article 2302 du code civil, seront à la charge du Débiteur principal, y compris les frais d'enregistrement du présent acte que la Caution requiert, l'accomplissement de cette formalité étant laissé à la convenance de la Banque.

10. La Caution reconnaît que le présent engagement est exclusivement régi par le droit français et qu'une copie lui a été remise. La Caution autorise la Banque à remettre au Débiteur Principal une copie de cet acte.

11. La Caution a pris note que la Banque pourra conserver le présent acte sous forme numérisée et accepte donc expressément comme mode de preuve sa version électronique.

12. Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent cautionnement, et plus généralement de la relation entre la Caution et la Banque, cette dernière recueille et traite des données à caractère personnel concernant la Caution et concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation (mandataire, représentant légal, caution, contact désigné, préposé, bénéficiaire effectif, membre de la famille...).

Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles sont conservées ainsi que les droits dont dispose la Caution sur ses données, figurent dans la Notice d'information de la Banque sur le traitement des données à caractère personnel.

Cette notice est portée à la connaissance de la Caution lors de la première collecte de ses données. La Caution peut y accéder à tout moment, sur le site internet de la Banque : www.bpaura.banquepopulaire.fr ou en obtenir un exemplaire auprès de son agence.

La Banque communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Fait à ?, le ?

La signature et le cachet de la Caution doivent être précédés de la mention manuscrite suivante :

LA CAUTION : DEPARTEM DEPARTEMENT CANTAL

Bon pour cautionnement solidaire et indivisible à concurrence de la somme de 75 000,00 EUR, SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS, en principal auquel s'ajoutent tous intérêts, agios, commissions, frais et accessoires au titre de l'obligation et dans les conditions stipulées ci-dessus.

Signature et cachet de la Caution :

Signature recueillie en présence de :

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-46

**Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 150 000 euros HT
Caisse d'Epargne - Aménagements de la neige de culture 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de la SAEM Super Lioran se retirent et ne participent pas au vote (Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOL, Philippe FABRE, Vincent DESCOEUR, Annie DELRIEU, Gilles CHABRIER, Christophe VIDAL, Jean-Jacques MONLOUBOU, Magali MAUREL).

Par 21 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L3231-4 et L3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par la SAEM Super Lioran Développement, ayant son siège social Place du téléphérique 15300 LE LIORAN, par courrier en date du 9 novembre 2022, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 75 000 € HT pour un emprunt d'un montant total de 150 000 € HT, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne pour financer les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 ;

Considérant l'offre de prêt entre la SAEM Super Lioran Développement, ci-après l'Emprunteur et la Caisse d'Epargne ;

Ladite offre est annexée et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 150 000 € HT souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre.

Les caractéristiques du prêt garanti à contracter auprès de la Caisse d'Epargne pour les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 par la SAEM Super Lioran Développement sont les suivantes :

- Montant : 150 000 € HT
- Durée totale : 10 ans
- Taux d'intérêt : taux du livret A 2 % + 0,30 % de marge

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse d'Epargne, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.
- **APPROUVE** la convention à intervenir entre la SAEM Super Lioran Développement et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse d'Epargne et la SAEM Super Lioran Développement, jointe en annexe de la délibération.
- **AUTORISE** Madame Sylvie LACHAIZE, Vice-Présidente du Conseil départemental, à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant qui allégeraient le risque du Département.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

150 000 euros HT, soit un montant garanti de 75 000 euros HT

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par la 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental, Madame Sylvie LACHAIZE, dûment habilitée par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et la SAEM Super Lioran Développement, dont le siège est Place du téléphérique, 15300 Le Lioran, représentée par Monsieur Le Directeur,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 150 000 € HT soit 75 000 € HT, devant être contracté par la SAEM Super Lioran Développement auprès de la Caisse d'Epargne et destiné à financer des aménagements de la neige de culture de l'année 2022.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si la SAEM Super Lioran Développement ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par la SAEM Super Lioran Développement aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de la SAEM Super Lioran Développement.

La SAEM Super Lioran Développement s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, la SAEM Super Lioran Développement adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR DE LA SAEM
SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL,
La 2^{ème} Vice-Présidente

Sylvie LACHAIZE

CONTRAT DE PRET

LIVRET A

N° de contrat : 2215206

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Auvergne et du Limousin, Banque coopérative régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance – Capital social de 360 000 000 euros – Siège social : 63, rue Montlosier 63000 Clermont-Ferrand – 382 742 013 RCS Clermont-Ferrand – Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 006 292 – Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce » n° CPI 6302 2016 000 008 503 délivrée par la CCI du Puy-de-Dôme,

Représentée par **Monsieur Gabriel FONTANEL**, en sa qualité de Gestionnaire Service Clients, dûment habilité(e) à l'effet des présentes,

ci-après dénommée « **le Prêteur** »

ET

La **SAEM Super Lioran Développement** sis Gare du Téléphérique Le Lioran - 15300 LAVEISSIERE, immatriculé(e) au répertoire SIRENE sous le numéro 394831085

Représenté(e) par **Monsieur Hervé POUNAU** en sa qualité de Directeur dûment habilité(e) à l'effet des présentes

ci-après dénommé(e) « **l'Emprunteur** »

ET

Le **Département du Cantal** sis 28 avenue Gambetta – 15015 AURILLAC CEDEX, immatriculé au répertoire SIRENE sous le numéro 221500010

Représenté(e) par son Président, **M. Bruno FAURE**,

ci-après dénommés « **Le Garant** »

Ensemble dénommés les « **Parties** »

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Le présent contrat de prêt (le « **Contrat de Prêt** ») établit les conditions dans lesquelles le Prêteur consent à l'Emprunteur, qui l'accepte, le prêt dont les caractéristiques sont ci-après énoncées (le « **Prêt** »).

Le Contrat de Prêt est constitué des présentes conditions particulières (les « **Conditions Particulières** »), conditions générales (les « **Conditions Générales** ») et les annexes (les « **Annexes** ») formant un tout indissociable.

Etant précisé que les Conditions Particulières prévaudront dans tous les cas sur les Conditions Générales dès lors qu'elles viennent soit le compléter soit le modifier soit les contredire.

Page | 1

Paraphes Emprunteur

Paraphe Garant

CONDITIONS PARTICULIERES

Objet du Prêt : Les fonds mobilisés sont exclusivement destinés à financer au financement partiel du matériel d'enneigement artificiel.	
Montant du Prêt : 150 000,00 € (cent cinquante mille euros)	Commission d'engagement : 300,00 euros
Quantième (jour de prélèvement des échéances) : 25	Garantie : GAPD du Département du Cantal à hauteur de 50%
Durée totale du Prêt : durée de la phase de mise à disposition des fonds et de la phase d'amortissement des fonds	
Indemnité de remboursement anticipé : 5% du capital remboursé par anticipation	

PHASE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Date de début : Quantième suivant la date de signature du contrat de prêt, sauf demande anticipée expresse de versement de fonds adressée par l'Emprunteur après la signature du contrat de prêt.	Date de fin : Date Maximale du Point de départ d'Amortissement
Mode de mise à disposition des fonds : Versement unique ou fractionné des fonds	Préavis de versement : 2 jours ouvrés minimum
Taux de référence pour le calcul des intérêts intercalaires : Taux du Livret A majoré de la marge de 0,30%	Base de calcul des intérêts intercalaires : Exact/360
Règlement des intérêts intercalaires : prélèvement automatique avec la première échéance	Modalités De Versement : Versement sur compte n°18715 00200 08001441686 91

PHASE D'AMORTISSEMENT DES FONDS

Date Maximale du Point de départ d'Amortissement : 25/03/2023	Durée d'amortissement du Prêt : 10 ans
Taux d'intérêt du Prêt : taux de rémunération des Livrets A + Marge (0,30%)	Valeur de l'indice de référence : 2,00% constaté le 24/11/2022
Base de calcul des intérêts : exact/360	Différé d'amortissement : sans objet
Mode d'amortissement : Progressif au taux de 2,30%	Périodicité des échéances / Période Trimestrielle
Date de la première échéance : date du Point de départ d'Amortissement augmentée d'une période	
Modalités de Remboursement : Prélèvement automatique sur le compte n°18715 00200 08001441686 91	
Caractéristiques de la phase d'amortissement en cas d'option de passage à taux fixe :	
Taux applicable : taux fixe du barème en vigueur du Prêteur de durée égale à la durée résiduelle du Prêt, pour un amortissement identique à celui des échéances restantes	Base de calcul : 30/360
Indemnité de remboursement anticipé : actuarielle	Commission en cas de passage à taux fixe : 0,10% du CRD

Sous les conditions exposées à l'article intitulé « Taux effectif global » des Conditions Générales, le **Taux effectif global** du Prêt, à titre illustratif, serait égal à 2,38% l'an, soit un **taux de période** de 0,59%, pour une période Trimestrielle, pour un taux d'intérêt applicable égal au taux de rémunération des Livrets A de 2,00%, constaté le 24/11/2022, augmenté de la marge

Conditions de formation du Contrat :

Le présent contrat entrera en vigueur à la date de réalisation des conditions suspensives, stipulées au seul bénéfice du Prêteur et consistant en la remise au Prêteur dans un délai de deux mois à compter de la date de signature par le Prêteur de tous les documents ci-après :

- un exemplaire original du présent Contrat, paraphé et signé par l'Emprunteur
- la délibération du Conseil d'Administration de l'Emprunteur décidant du recours à l'emprunt et pouvoir de signature
- la délibération rendue exécutoire autorisant le Garant à se porter garant à 1ère demande/ autorisant le Garant à se porter caution (le cas échéant)

A défaut, le Contrat de Prêt sera nul et non avenu.

L'Emprunteur déclare avoir pris connaissance, lu et compris la « Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel » dont les conditions d'accès sont décrites à l'article « Protection des données à caractère personnel » des Conditions Générales.

Adresse des notifications :	
- L'Emprunteur : Adresse : Gare du Téléphérique Le Lioran 15300 LAVEISSIERE A l'attention de : Monsieur Le Directeur Télécopie : Téléphone :	- Le Prêteur : Adresse : 63 rue Montlosier 63961 CLERMONT FD CEDEX 9 A l'attention du Département Crédits Pro & BDR Fax : 04 73 98 58 05 Mail : spt.bo@cepal.caisse-epargne.fr

CONDITIONS GENERALES

Article 1- Description générale

Le Prêt à Taux indexé est un crédit d'investissement à moyen ou long terme.

Article 2- Objet et Montant du prêt

Le Prêteur consent à l'Emprunteur, qui l'accepte, le Prêt d'un montant en principal indiqué aux Conditions Particulières.

Les fonds mobilisés au titre du Contrat de Prêt sont exclusivement destinés à financer l'Objet du Prêt précisé dans les Conditions Particulières.

La responsabilité du Prêteur ne saurait être engagée du fait de l'utilisation des fonds par l'Emprunteur à d'autres fins que celles initialement prévues.

Article 3- Durée du Prêt

Le Prêt est consenti pour la durée totale indiquée aux Conditions Particulières, à compter de la Date du Point de Départ de l'Amortissement (PDA) définie aux Conditions Particulières, augmentée du nombre de jours courant entre la date de la première mise à disposition des fonds et le PDA.

TITRE I

CONDITIONS RELATIVES A LA PHASE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Article 4- Modalités d'utilisation de la phase de mise à disposition des fonds

4-1 Versement des fonds

Durant la phase de mise à disposition des fonds commençant et finissant aux dates indiquées aux Conditions Particulières, l'Emprunteur pourra demander la réalisation de fonds par versements unique ou fractionnés.

Lors de chaque appel de fonds, l'Emprunteur précisera le montant et la date de versement souhaités dans le formulaire « Demande de réalisation de fonds » joint en annexe et ce, dans le respect des Conditions Particulières.

Les demandes de réalisation de fonds, effectuées grâce au formulaire en annexe, devront être transmises par télécopie dans le délai de préavis de versement précédant la date choisie pour le versement des fonds, fixé aux Conditions Particulières.

La date choisie pour le versement des fonds doit être un jour ouvré, à défaut la date prise en compte sera celle du jour ouvré suivant.

Exceptionnellement, sur demande expresse de l'Emprunteur après la signature du contrat de prêt et accord du Prêteur, la Date de début de la Phase de mise à disposition des fonds peut être anticipée.

A la date indiquée sur la ou les demandes de versement des fonds susvisées, les fonds correspondant au montant demandé seront mis à la disposition de l'Emprunteur par virement sur le compte ouvert dans les livres de la banque dont le numéro est indiqué aux Conditions Particulières.

En tout état de cause, le dernier versement devra être réalisé au plus tard à la Date du Point de Départ de l'Amortissement (PDA) définie aux Conditions Particulières.

Le Point de Départ de l'Amortissement (PDA) du prêt est fixé au plus tard à la date indiquée dans les Conditions Particulières et dénommée « Date Maximale du Point de départ de l'Amortissement ».

Lorsque le prêt est versé en une seule fois, le point de départ de l'Amortissement intervient le Jour (quantième) fixé pour le prélèvement des échéances qui suit le versement des fonds à l'Emprunteur, ou le jour du versement s'il correspond à un quantième.

Lorsque le prêt fait l'objet de plusieurs versements, le point de départ de l'Amortissement se situe le Jour (quantième) fixé pour le prélèvement des échéances qui suit le dernier versement, ou le jour du dernier versement s'il correspond à un quantième.

La durée de la phase de mise à disposition des fonds est donc réduite suite au versement total des fonds.

Préalablement à la mise à disposition des fonds, l'Emprunteur devra si besoin est, justifier de la mise en place des garanties prévues.

4-2 Cas des fonds non-mobilisés à la date de fin de la phase de mise à disposition des fonds

La mise à disposition intégrale des fonds doit avoir été réalisée au terme de la phase de mise à disposition des fonds. Si tel n'était pas le cas, le Prêteur verserait à la Date du Point de départ de l'Amortissement (PDA) indiquée aux Conditions Particulières la différence entre le montant du Prêt figurant aux Conditions Particulières et le montant des sommes mis à disposition et constaté au terme de la phase de mise à disposition des fonds.

Article 5- Calcul et paiement des intérêts pendant la phase de mise à disposition des fonds

5-1 Calcul des intérêts intercalaires

Pendant la phase de mise à disposition des fonds, les sommes effectivement versées à l'Emprunteur portent intérêt au taux fixé aux Conditions Particulières à compter de leurs dates de mise à disposition.

Les Conditions Particulières déterminent la base de calcul applicable au calcul des intérêts intercalaires du Prêt :

- Soit les intérêts intercalaires sont calculés selon la méthode désignée par les termes « 30/360 ».

Les intérêts intercalaires sont alors calculés sur la base conventionnelle d'un mois de 30 jours pour une période d'intérêts mensuelle d'un trimestre de 90 jours pour une période d'intérêts trimestrielle, d'un semestre de 180 jours pour une période d'intérêts semestrielle et d'une année de 360 jours pour une période d'intérêts annuelle rapporté à une année bancaire de 360 jours.

- Soit les intérêts intercalaires sont calculés selon la méthode désignée par les termes « Exact/360 ».

Les intérêts intercalaires sont alors calculés sur le nombre exact de jours de la période d'intérêts, rapporté à une année bancaire de 360 jours.

5-2 Taux de référence

Le taux de référence utilisé pour le décompte des intérêts est le taux d'intérêt applicable au Prêt tel que déterminé aux Conditions Particulières.

5-3 Règlement des intérêts

Les intérêts intercalaires dus seront prélevés automatiquement à la date indiquée aux Conditions Particulières selon les modalités prévues à l'article « Modalités de règlement » des Conditions Générales.

TITRE II **CONDITIONS RELATIVES A LA PHASE D'AMORTISSEMENT DES FONDS**

Article 6- Taux d'intérêt applicable

Le taux d'intérêt applicable est indiqué aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt.

Le taux d'intérêt applicable est révisable en fonction du taux de rémunération des Livrets A dans les conditions ci-après.

Le taux de rémunération des Livrets A est celui publié au Journal Officiel en application du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière du 24 juillet 2003. Le taux publié est applicable au premier jour de la quinzaine qui suit sa publication.

Le changement du taux de rémunération des Livrets A intervenu au cours d'une période d'intérêts donnée prendra effet seulement au premier jour de la période d'intérêt suivante. Ainsi en cas de modification du taux, le Prêteur procédera à la modification des échéances du prêt, la révision étant effective à compter de l'échéance suivante et jusqu'à la prochaine révision.

Le taux de rémunération des Livrets A de référence est celui officiellement applicable le deuxième jour ouvré précédant le premier jour de la période d'intérêts.

Article 7- Option de passage à taux fixe

A chaque date anniversaire du Point de départ de l'Amortissement, l'Emprunteur peut opter pour un passage à taux fixe du Prêt. La demande de mise en place du taux fixe par le formulaire « Exercice de l'option de passage à taux fixe », joint en annexe, devra être adressée au Prêteur au plus tard 30 Jours ouvrés avant la date anniversaire concernée.

L'Emprunteur devra avoir transmis au Prêteur, préalablement à ce préavis minimal de 30 jours ouvrés avant la date anniversaire concernée, une demande de cotation du taux fixe par le formulaire « demande de cotation d'un taux fixe », joint en annexe.

Le Prêteur transmettra la cotation au plus tard le deuxième jour ouvré suivant la réception de la demande de cotation.

Le délai de validité de la cotation sera précisé par le Prêteur.

Si cette cotation convient à l'Emprunteur, celui-ci transmettra par télécopie au Prêteur, dans le délai de validité précité et sous réserve du respect du préavis minimal de 30 jours ouvrés avant la date anniversaire concernée, le formulaire « Exercice de l'option de passage à taux fixe » sur lequel il fera figurer le taux fixe proposé par le Prêteur qu'il accepte.

L'option de passage à taux fixe est définitive.

Le taux fixe ainsi déterminé s'appliquera à compter de la date anniversaire du PDA concernée.

Le passage à taux fixe ne modifie ni la durée du Prêt, ni le type d'amortissement. En cas de passage à taux fixe, un nouveau tableau d'amortissement est établi sur la base du taux fixe, du capital restant dû à la date anniversaire susvisée, de la durée restant à courir du Prêt et de la périodicité des échéances choisie par l'Emprunteur.

Article 8- Taux effectif global

Conformément à l'article L. 314-1 du code de la consommation et aux articles L. 313-4 et L. 313-5 du code monétaire et financier, le Taux Effectif Global comprend, outre les intérêts, les frais, commissions ou rémunérations de toutes natures, directs ou indirects, y compris ceux qui sont payés ou dus à des intermédiaires intervenus de quelque manière que ce soit dans l'octroi du prêt, même si ces frais, commissions ou rémunérations correspondent à des débours réels.

Conformément au paragraphe II de l'article R. 314-1 du Code de la Consommation, le Taux Effectif Global est un taux annuel, proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires. Le taux de période se calcule actuariellement à partir d'une période unitaire correspondant à la périodicité des versements effectués par l'Emprunteur.

Il assure selon la méthode des intérêts composés, l'égalité entre d'une part, les sommes prêtées et d'autre part, tous les versements dus par l'Emprunteur au titre du prêt en capital, intérêts et frais divers, ces éléments étant le cas échéant estimés.

L'Emprunteur reconnaît qu'il s'avère impossible - du fait des possibilités d'utilisation de la Phase de mise à disposition des fonds qui lui sont offertes et du fait de la variabilité du taux de l'index de référence - de déterminer à l'avance le taux d'effectif global (TEG) du Prêt conformément aux dispositions de l'article L. 314-1 et L. 314-5 du code de la consommation.

Toutefois, à titre indicatif, en prenant en considération l'ensemble des frais et commissions dus par l'Emprunteur, et en prenant pour hypothèses :

- * que l'intégralité des fonds est versée à la Date de début de la Phase de mise à disposition des fonds indiquée aux Conditions Particulières,

- * que le taux Livret A constaté à la date indiquée aux Conditions Particulières est supérieur ou égal à zéro et demeure fixe sur toute la Durée du Prêt et qu'à ce taux Livret A est ajoutée la marge énoncée auxdites Conditions Particulières,

alors le TEG du Prêt s'établit au taux indiqué aux Conditions Particulières, ainsi que le taux de période et la durée de la période du Prêt.

Le taux effectif global et le taux de période indiqués ci-dessus peuvent correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :

- lorsque la 3ème décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
- lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur courante de la deuxième décimale est augmentée.

Article 9- Calcul et paiement des intérêts

Les intérêts qui commenceront à courir du jour du Point de Départ de l'Amortissement (PDA) sont payables à terme échu à chaque échéance, selon la périodicité indiquée aux Conditions Particulières et, pour la première fois, à la date de première échéance également indiquée aux Conditions Particulières.

L'intervalle compris entre deux échéances est dénommé « Période d'Intérêts », étant précisé que chaque Période d'Intérêts débute le jour d'une échéance et se termine le jour précédant l'échéance suivante. La première Période d'Intérêts commence le jour de la Date du point de départ de l'amortissement (PDA) définie aux Conditions Particulières et se termine à la date de la première échéance, indiquée aux Conditions Particulières.

Les Conditions Particulières déterminent la base de calcul applicable au calcul des intérêts du Prêt :

- Soit les intérêts sont calculés selon la méthode désignée par les termes « 30/360 ».
Les intérêts sont alors calculés sur la base conventionnelle d'un mois de 30 jours pour une période d'intérêts mensuelle d'un trimestre de 90 jours pour une période d'intérêts trimestrielle, d'un semestre de 180 jours pour une période d'intérêts semestrielle et d'une année de 360 jours pour une période d'intérêts annuelle rapporté à une année bancaire de 360 jours, en appliquant le taux d'intérêt au capital restant dû au titre du Prêt au début de la période d'intérêts concernée.
Pour tenir compte, le cas échéant, d'une durée inférieure à la périodicité fixée aux Conditions Particulières entre la Date du Point de départ de l'Amortissement (PDA) et la date de la première échéance, les Intérêts de la première période d'intérêts sont calculés sur le nombre exact de jours rapporté à une année bancaire de 360 jours.
- Soit les intérêts sont calculés selon la méthode désignée par les termes « Exact/360 ».
Les intérêts sont alors calculés sur le nombre exact de jours de la période d'intérêts, rapporté à une année bancaire de 360 jours, en appliquant le taux d'intérêt au capital restant dû au titre du Prêt au début de la période d'intérêts concernée.

Article 10- Amortissement

Le remboursement du capital prêté s'effectue à terme échu à chaque échéance selon la périodicité indiquée aux Conditions Particulières.

Chaque échéance comprend une fraction de capital nécessaire pour amortir le Prêt compte-tenu du mode d'amortissement du capital prévu aux Conditions Particulières et en fonction de la durée d'amortissement et du taux de progressivité pour l'amortissement progressif, prévus aux Conditions Particulières.

Selon les Conditions Particulières, le mode d'amortissement prévu est soit :

- un amortissement constant du capital à chaque échéance où la somme nécessaire à cet amortissement, comprise dans chaque échéance, sera d'un montant identique pendant toute la durée du Prêt,
- un amortissement progressif du capital à chaque échéance où la somme nécessaire à cet amortissement, comprise dans chaque échéance, est calculée sur la base du taux de progressivité déterminé aux Conditions Particulières,
- un amortissement dit « à la carte », suivant le tableau d'amortissement fixé d'un commun accord entre l'Emprunteur et le Prêteur et joint en annexe du Contrat de Prêt (le cas échéant).

Si une des dates d'échéance définies selon les modalités exposées ci-dessus n'est pas ouverte, il est convenu que le paiement de cette échéance sera reporté au premier jour ouvré suivant, la date de l'échéance et par conséquent le montant des intérêts n'étant pas modifiés.

Le Prêt peut comporter une période de différé partiel d'amortissement dont la durée est précisée dans les « Conditions Particulières » ; l'Emprunteur ne sera tenu de payer durant cette période que les intérêts au taux du Prêt.

Article 11- Remboursement anticipé du prêt

11-1 Cas général

L'Emprunteur a la faculté de rembourser le prêt totalement ou partiellement par anticipation à chaque date d'échéance, moyennant une demande notifiée au Prêteur par courrier simple adressé au Prêteur au plus tard 30 jours calendaires avant la date de l'échéance choisie.

En cas de remboursement anticipé partiel, ce remboursement devra porter sur un montant minimum correspondant à 10% du capital restant dû à la date choisie pour le remboursement anticipé, sans que ce montant puisse être inférieur à 5 000 euros (cinq mille euros) sauf s'il s'agit du solde.

Les intérêts dus par l'Emprunteur cesseront de courir sur le capital remboursé par anticipation à compter du jour de l'encaissement des fonds et au plus tôt à la date de l'échéance choisie.

En cas de remboursement anticipé partiel, ce dernier donnera lieu à une réduction du capital restant dû à hauteur du montant du remboursement anticipé et au recalcul du tableau d'amortissement du Prêt selon son mode d'amortissement et sa durée restant à courir. Un nouveau tableau d'amortissement sera alors remis à l'Emprunteur par le Prêteur.

A la date d'échéance choisie, le remboursement anticipé total ou partiel s'effectue contre le règlement d'une indemnité de remboursement anticipé, à payer par l'Emprunteur, égale à 5% du capital remboursé par anticipation.

L'indemnité de remboursement anticipé et le capital remboursé par anticipation seront exigibles à la date prévue pour le remboursement anticipé. Ils seront réglés selon les modalités prévues à l'article intitulé « Modalités de règlement » des Conditions Générales ou par virement au profit du Prêteur.

En cas de demande de passage à taux fixe selon les modalités indiquées à l'article intitulé « Option de passage à taux fixe » des présentes Conditions Générales, dès lors que l'Emprunteur a accepté la cotation proposée par le Prêteur, le remboursement anticipé est interdit jusqu'à la date de prise d'effet du passage en taux fixe.

11-2 En cas d'exercice de l'option de passage à taux fixe

L'Emprunteur a la faculté de rembourser le prêt totalement ou partiellement par anticipation à chaque date d'échéance, moyennant une demande notifiée au Prêteur par lettre recommandée avec avis de réception adressée au Prêteur au plus tard 30 jours calendaires avant la date de l'échéance choisie.

En cas de remboursement anticipé partiel, ce remboursement devra porter sur un montant minimum correspondant à 10% du capital restant dû à la date choisie pour le remboursement anticipé, sans que ce montant puisse être inférieur à 5 000 euros (cinq mille euros) sauf s'il s'agit du solde.

Les intérêts dus par l'Emprunteur cesseront de courir sur le capital remboursé par anticipation à compter du jour de l'encaissement des fonds et au plus tôt à la date de l'échéance choisie.

En cas de remboursement anticipé partiel, ce dernier donnera lieu à une réduction du capital restant dû à hauteur du montant du remboursement anticipé et au recalcul du tableau d'amortissement du Prêt selon son mode d'amortissement et sa durée restant à courir. Un nouveau tableau d'amortissement sera alors remis à l'Emprunteur par le Prêteur.

Tout remboursement anticipé donnera lieu au versement, par l'Emprunteur au Prêteur, d'une indemnité actuarielle calculée comme suit.

L'indemnité actuarielle est égale à la différence, si elle est positive, entre :

- d'une part, la somme du montant, actualisé au taux d'actualisation défini ci-après, des échéances, en capital et intérêts, restant à payer sur la durée résiduelle du Prêt, et calculées au prorata du capital remboursé par anticipation ;
- et, d'autre part, le montant du capital donnant lieu au remboursement par anticipation.

Le taux d'actualisation indiqué ci-dessus est un taux annuel proportionnel à la périodicité des échéances du Prêt, qui équivaut actuellement au taux CMS EUR dont la durée résiduelle est égale, ou s'il n'existe pas de durée égale, de durée résiduelle la plus proche, de la durée de vie moyenne résiduelle du Prêt à la date prévue pour le remboursement anticipé.

Le CMS (Constant Maturity Swap) EUR correspond à la cotation d'une opération d'échange de taux d'intérêts (swap) pour une durée déterminée, amortie in fine, dans laquelle un taux fixe est échangé contre un taux Euribor « 6 mois ».

Le taux de rendement visé ci-dessus est calculé par l'ICE Benchmark Administration Limited (IBA) et constaté sur la page ICESWAP2 de l'écran Reuters aux environs de 11 heures (heure de Francfort), ou sur toute autre page écran équivalente en cas d'indisponibilité de la page écran telle que spécifiée ci-avant, 30 (trente) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé ou, s'il s'agit d'un jour férié, le dernier jour ouvré précédent ce jour férié.

La durée de vie moyenne résiduelle du prêt à la date prévue pour le remboursement anticipé est égale :

- à la somme,
- du produit de la durée (D1, D2... Dn), séparant respectivement chaque date d'échéance restant à échoir de la date de remboursement anticipé,
- par le montant respectif (M1, M2... Mn) de l'amortissement en capital du à chaque date d'échéance ;

- cette somme $[(D1 \times M1) + (D2 \times M2) + \dots + (Dn \times Mn)]$ étant divisée par le capital restant dû à la date prévue pour le remboursement anticipé.

Aucune indemnité actuarielle ne sera due, ni par l'Emprunteur, ni par le Prêteur, dans le cas où le taux fixe du Prêt serait inférieur ou égal au taux d'actualisation défini ci-dessus.

L'indemnité actuarielle et le capital remboursé par anticipation seront exigibles à la date prévue pour le remboursement anticipé. Ils seront réglés selon les modalités prévues à l'article intitulé « Modalités de règlement » des Conditions Générales ou par virement au profit du Prêteur.

TITRE III **CONDITIONS COMMUNES A LA PHASE DE MISE A DISPOSITION DES FONDS** **ET A LA PHASE D'AMORTISSEMENT DU PRET**

Article 12- Commissions

Commission d'engagement

Une commission d'engagement du montant fixé aux Conditions Particulières sera perçue par le Prêteur par déduction du premier versement des fonds.

Commission en cas de passage à taux fixe :

Une commission du montant fixé aux Conditions Particulières sera facturée à l'Emprunteur puis réglée par celui-ci dans les 30 jours suivant la mise en place du Taux Fixe, selon les modalités prévues à l'article intitulé « Modalités de règlement » des présentes Conditions Générales.

Article 13- Evénements affectant les taux ou indices de référence

a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat de Prêt. Toute référence dans le Contrat de Prêt à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.

b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions « Evénements affectant les taux ou indices de référence » résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de 8 jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.

Pour les besoins du paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence », la « Cessation Définitive » signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, une autorité de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou l'indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné (l'« Indice Affecté ») l'Indice de Substitution.

L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminé ou recommandé, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les « Organismes Compétents ») comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'indice de référence concerné (l'« Indice de Substitution »). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution.

L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat de Prêt.

Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles dudit contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les caractéristiques économiques du Contrat de Prêt. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.

Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, et notamment par lettre simple.

L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au Contrat de Prêt (i) à compter de la première échéance suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser le taux ou indice de référence initial (ii) de façon rétroactive au jour de la disparition ou de l'impossibilité d'utiliser le taux ou indice de référence initial.

S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai d'un mois à compter de la date de l'envoi de l'information. Dès réception de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû.

L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur.

Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.

Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

Article 14- Modalités de règlement

Le règlement de l'échéance, s'effectuera par prélèvement sur le compte indiqué aux Conditions Particulières, ce que l'Emprunteur accepte et autorise expressément. L'Emprunteur s'engage à ce que ce compte présente le solde disponible suffisant au prélèvement desdites sommes.

L'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il est susceptible d'être redevable, à un titre quelconque, au titre du présent contrat, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Le Prêteur adressera préalablement à l'Emprunteur un avis d'échéance indiquant le montant des intérêts ainsi que le montant de l'amortissement du capital.

Article 15- Intérêts de retard

Toute somme due en application du Contrat de Prêt en principal, intérêts, frais, commissions, indemnités et accessoires, non payée à bonne date porte intérêts de plein droit au dernier taux du Prêt connu au moment de l'exigibilité de ladite somme, majoré de 3 points.

Les intérêts se capitalisent chaque année à la date anniversaire de leur exigibilité, conformément à l'article 1343-2 du Code civil.

Cette stipulation ne porte pas atteinte à la faculté du Prêteur de prononcer l'exigibilité anticipée prévue à l'article intitulé « Exigibilité anticipée » des Conditions Générales, et ne peut en aucun cas valoir accord de délai de règlement.

Article 16- Exigibilité anticipée

Le Prêteur pourra, par simple avis écrit à l'Emprunteur et sans mise en demeure préalable, exiger le remboursement immédiat de la totalité des sommes restant dues en capital, intérêts, commissions, frais, indemnités et accessoires au titre du Contrat de Prêt, dans les cas suivants :

- affectation du Prêt à un autre objet que celui prévu au Contrat ;
- inexactitude des informations fournies au sujet notamment de l'Emprunteur, des Garants le cas échéant, de leurs capacités financières, des biens et droits donnés en garantie ;
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque devenue exigible au titre du Contrat ;
- non-respect des présentes dispositions contractuelles susceptibles d'affecter la capacité de remboursement de l'Emprunteur ;
- non-respect, fausse déclaration ou inexécution par l'Emprunteur, par l'un ou l'autres des Garants d'une quelconque obligation leur incombant tant aux termes du présent acte, que de tout acte de garantie ou de tout avenant, qui en serait la suite ou la conséquence ;
- impayé de quelque nature que ce soit relatif à d'autres concours consentis par le Prêteur ou tout autre établissement de crédit en cas de cofinancement, comme au cas où de tels concours deviendraient exigibles avant terme en vertu des règles qui leur sont propres; et de tout incident de paiement de l'Emprunteur déclaré à la Banque de France ;
- défaut de paiement à son échéance d'une seule prime d'assurance ;
- défaut de paiement à bonne date par l'Emprunteur d'une somme due à quiconque - et notamment ses contributions, taxes, cotisations sociales et autres - et qui serait susceptible d'engendrer des conséquences manifestement dommageables sur le bon fonctionnement du Prêt ;
- vente amiable ou judiciaire des biens financés ou donnés en garantie, et en cas d'altération de la valeur, changement de nature ou de destination des biens donnés en garantie; en cas de diminution, pour quelque cause que ce soit, de l'une des sûretés garantissant le Prêt ;
- sinistre total ou partiel ou en cas d'expropriation totale ou partielle des biens remis en garantie ou faisant l'objet du Prêt ;
- cessation, non renouvellement ou résiliation du bail des locaux servant soit à l'exploitation du fonds de commerce ou artisanal de l'Emprunteur, comme en cas de non-paiement d'échéances de loyer lorsque le fonds est nanti;
- cessation d'activité de l'Emprunteur ;
- modification significative de l'actionnariat de l'Emprunteur, ayant pour conséquence notamment, de céder le contrôle à un tiers, sauf accord préalable du Prêteur ;
- fusion, scission, absorption, apport partiel d'actifs, dissolution de l'Emprunteur ou cession de l'entreprise de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure amiable ou collective ;
- modification de l'objet social de l'Emprunteur ou de transfert de son siège social hors de France Métropolitaine sans accord préalable du Prêteur ;
- modification importante de l'activité, de la nature, de la capacité ou du patrimoine de l'Emprunteur, ainsi que de sa structure juridique, financière, industrielle ou commerciale sauf accord exprès du Prêteur ;
- décès de tout obligé ou co-obligé;
- rapport général des commissaires aux comptes faisant apparaître un refus de certification des comptes, une certification des comptes assortie de réserves ou une révélation de faits délictueux imputables à l'Emprunteur ;
- liquidation judiciaire de l'Emprunteur sauf maintien de l'activité tel que prévu à l'article L.641-10 du Code de commerce, de saisie, avis à tiers détenteur, opposition administrative ou protêt établis à l'encontre de l'Emprunteur ;
- comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme au cas où sa situation s'avérerait irrémédiablement compromise au sens de l'article L.313-12 du Code monétaire et financier ;
- impossibilité de conférer valablement les garanties prévues, notamment à hauteur et au rang stipulés, annulation de la délibération de garantie afférente au Prêt consécutive au contrôle de légalité ;
- au cas où l'Emprunteur ne fournirait pas les attestations d'assurances et les justificatifs de paiement des primes d'assurances relatives aux contrats d'assurance par lui souscrits et couvrant notamment les risques liés à l'exercice de son activité ainsi que les biens constituant son outil de travail, les biens objets du financement et les biens remis en garantie.

L'ensemble des sommes ainsi devenues exigibles seront productives d'intérêt au taux du Prêt majoré de 3 points conformément à l'article intitulé « Intérêts de retard » des Conditions Générales à compter du jour de l'exigibilité anticipée et jusqu'à parfait paiement.

En sus des sommes indiquées ci-dessus :

- Si le prononcé de l'exigibilité anticipée intervient avant la mise à disposition des fonds, l'Emprunteur est redevable au Prêteur d'une commission égale au montant de la commission d'engagement / des frais de dossier indiquée(s) aux Conditions Particulières.
- Si le prononcé de l'exigibilité anticipée intervient après la mise à disposition des fonds, l'Emprunteur est redevable au Prêteur d'une indemnité calculée conformément aux dispositions de l'article intitulé « Remboursement anticipé du prêt » des présentes Conditions Générales, l'exigibilité anticipée étant assimilée à un remboursement anticipé total du Prêt.

En cas d'exigibilité du Prêt par suite de sa résiliation, le Prêteur pourra prétendre en outre au paiement d'une indemnité pour préjudice technique et financier d'un montant égal à cinq pour cent de l'ensemble des sommes dues au jour de la résiliation.

Toutes les sommes dues en vertu des dispositions du présent article seront productives d'intérêts au taux du Prêt en vigueur au jour de la défaillance, et ces intérêts se capitaliseront lorsqu'ils seront dus pour une année entière.
L'Emprunteur s'engage enfin à rembourser au Prêteur tous les frais taxables entraînés par sa défaillance.

Article 17- Déclarations et Engagements de l'Emprunteur

17-1 Déclarations de l'Emprunteur

A la date des présentes, l'Emprunteur déclare et garantit expressément :

- qu'il est régulièrement constitué, qu'il peut valablement conclure le Prêt et remplir toutes les obligations qui en découlent pour lui, et notamment que sa signature, et s'il y a lieu, la signature des actes de garanties, ont été dûment autorisés dans les formes légales et/ou statutaires requises ;
- que les engagements découlant du Contrat de Prêt, et le cas échéant des garanties y afférentes, ne contreviennent en aucune manière à un quelconque engagement, une quelconque disposition contractuelle, réglementaire ou légale qui pourrait le lier ou lui être applicable ;
- que les documents et informations fournis au Prêteur pour les besoins du Contrat de Prêt sont exacts et que les documents financiers ont été établis selon les principes comptables généralement appliqués en France et donnent une image fidèle de son actif, de son passif et de ses résultats pour chaque exercice ;
- qu'il n'existe ou n'est survenu aucun événement (y compris réclamation ou procédure judiciaire, arbitrale ou administrative) relatif à son activité, son patrimoine, sa situation économique, juridique ou financière, susceptible d'empêcher la signature et/ou l'exécution du Contrat ou d'avoir un effet défavorable sur sa capacité à rembourser le Prêt ;
- qu'il n'existe pas de fait ou d'évènement susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Exigibilité anticipée » du Contrat de Prêt ;
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de ses salariés, des administrations fiscales et des organismes de sécurité sociale.

17-2 Engagements de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Prêt, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article « Exigibilité anticipée » :

- à fournir au Prêteur, annuellement et au plus tard dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice, les documents suivants, s'il y a lieu certifiés par les commissaires aux comptes et accompagnés des rapports de ces derniers : (i) ses comptes sociaux annuels (comportant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes), et le cas échéant (ii), ses comptes consolidés annuels (comportant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes) ;
 - à communiquer au Prêteur, sur première demande, tout élément justificatif sur sa situation juridique, financière, fiscale, comptable et patrimoniale ;
 - à justifier, sur simple demande, être à jour de ses impôts, taxes et cotisations sociales ;
 - à informer le Prêteur, dans un délai de huit (8) jours de l'acte ou de la décision concerné(e), de tout fait susceptible de remettre en cause sa capacité de remboursement du Prêt, ainsi que de toute modification concernant sa situation juridique ou la structure de son entreprise, notamment toute modification statutaire ou tout changement de mandataires sociaux ;
 - à prévenir ou informer le Prêteur de toute procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde (quelle qu'elle soit), de redressement ou liquidation judiciaire, ou de toute mesure similaire ou équivalente ;
 - à ne pas démembrer, vendre ou transférer, à quelque titre que ce soit, le(s) bien(s) objet(s) du Prêt ou affecté(s) en garantie, ou procéder à un changement de sa (leur) nature ou destination, le(s) donner en location ou en gérance, à moins d'en avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Prêteur ;
 - à entretenir convenablement le(s) bien(s) objet(s) du Prêt ou donné(s) en garantie au titre du Prêt ;
 - à informer sans délai, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, le Prêteur en cas de déclaration d'un patrimoine d'affectation, en tant qu'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, ainsi qu'en cas de renonciation audit patrimoine, cession, donation ou apport dudit patrimoine d'affectation, intervenant postérieurement à la signature du Contrat de Prêt ;
 - à signaler dans les quinze (15) jours le décès de toute Caution ou de tout garant afin de permettre le remplacement de la garantie si nécessaire ;
 - à notifier au Prêteur toute procédure civile d'exécution et expropriation sur l'(les) immeuble(s) objet(s) du Prêt ou donné(s) en garantie.
- En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au Prêteur, l'Emprunteur s'engage à céder ou déléguer au Prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'Emprunteur aurait droit sans que cette cession ou délégation puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du Prêteur par toutes autres voies de droit ;
- à informer immédiatement le Prêteur de tout(e) fait, évènement ou circonstance susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Exigibilité anticipée » du Contrat de Prêt.

Article 18-Garanties

18-1 Garantie autonome à première demande (GAPD)

En cas de garantie autonome à première demande, le Garant s'engage irrévocablement et inconditionnellement, sans pouvoir soulever d'exception ou de contestation pour quelque motif que ce soit, à payer à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Auvergne

et du Limousin (le « Bénéficiaire »), pendant toute la durée du Prêt, et à première demande de celui-ci, toutes les sommes que le Bénéficiaire pourrait lui réclamer en exécution de la présente garantie conformément aux dispositions de l'article 2321 du code civil.

La présente garantie constitue un engagement autonome et indépendant des obligations de l'Emprunteur, le Garant s'interdisant de contester et de différer l'exécution de la présente garantie pour quelque cause que ce soit.

Le Garant reconnaît que :

- ses engagements sont irrévocables, inconditionnels et sont autonomes et indépendants de ceux prévus au Contrat de Prêt le caractère exact ou le bien-fondé des stipulations contenues dans la demande de paiement formulée par le Bénéficiaire n'est pas une condition de l'exécution par lui de ses obligations au titre de la présente garantie ; et
- il ne peut, pour retarder ou se soustraire à l'exécution inconditionnelle et immédiate de ses obligations au titre de la présente garantie, contester la validité, le bien-fondé ou le montant de toute demande de paiement qui lui sera adressée par le Bénéficiaire, ou soulever une quelconque exception ou tout autre moyen de défense résultant
 - (i) des relations juridiques existant entre l'Emprunteur et le Bénéficiaire ou tout autre tiers,
 - (ii) ou de ses propres relations juridiques (y compris en termes capitalistiques) avec l'Emprunteur, et notamment une éventuelle nullité, résiliation, résolution ou compensation, notamment au titre du Contrat de Prêt.

Le Garant ne pourra céder, transférer ou nover ses droits et obligations découlant de la présente garantie à tout tiers sans l'accord préalable du Bénéficiaire. La présente garantie restera en vigueur en cas de fusion, scission, d'absorption du Garant.

La présente garantie est consentie au profit du Bénéficiaire ainsi que ses ayants droit universels et ayants droit à titre universel ou particulier. Tout bénéficiaire d'une cession ou d'un transfert de tout ou partie des droits et/ou obligations du Bénéficiaire au titre du Contrat de Prêt, postérieurement à la date de signature du Contrat de Prêt, bénéficiera de plein droit de la présente garantie, ce que le Garant reconnaît et accepte expressément.

Dans l'hypothèse d'un transfert par le Bénéficiaire, de tout ou partie de ses droits et obligations en vertu du Contrat de Prêt à toute personne par voie de novation, le Bénéficiaire et le Garant conviennent, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, que le bénéfice de la présente garantie sera de plein droit réservé au bénéfice de cette personne.

Le Garant renonce à exercer tout recours, qu'il soit conventionnel ou légal, personnel ou subrogatoire, y compris dans le bénéfice de toute sûreté, dont il pourrait disposer à l'encontre de l'Emprunteur à raison de tout paiement effectué au titre de la présente garantie aussi longtemps que la totalité des sommes dues ou à devoir par l'Emprunteur au Bénéficiaire au titre de la Contrat de Prêt n'aura pas été irrévocablement et intégralement payée à ce dernier.

La présente garantie sera mise en jeu par le Bénéficiaire par lettre recommandée avec A.R. adressée au Garant en son siège social.

La présente garantie est régie par le droit français. Tout litige relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie sera porté devant les juridictions compétentes.

18-2 Cautionnement solidaire

En cas de cautionnement solidaire, la Caution s'engage en conséquence à rembourser, en cas de défaillance de l'Emprunteur, toutes les sommes que ce dernier pourrait devoir au Prêteur en principal, intérêt, frais et accessoire et le cas échéant pénalités et intérêts de retard dans les conditions prévues aux Conditions Particulières et Générales du Contrat de Prêt et de ses Annexes.

En raison du caractère solidaire de son engagement, la Caution renonce au bénéfice de division et discussion.

La Caution reconnaît que la déchéance du terme ou l'exigibilité immédiate de la dette pouvant être encourue le cas échéant par l'Emprunteur pour quelle que cause que ce soit, permettra au Prêteur de poursuivre immédiatement la Caution. En conséquence, la survenance d'une cause d'exigibilité du Prêt avant son échéance normale, notamment en cas de non-paiement d'une somme quelconque à bonne date en cas de défaillance de l'Emprunteur, entraînera obligation pour la Caution qui s'y engage irrévocablement, à rembourser au Prêteur, dans le mois suivant mise en demeure préalable, le montant des sommes dues dans les conditions prévues aux Conditions Particulières.

La Caution s'engage à accepter, sans réserve, toutes prorogations de délais expresses ou tacites qui pourraient être accordées à l'Emprunteur.

La Caution reconnaît contracter son engagement de caution en pleine connaissance de la situation financière et juridique actuelle de l'Emprunteur dont il lui appartiendra de suivre personnellement les opérations réalisées par l'Emprunteur. Elle dispense à cet effet le Prêteur de lui notifier toute mesure d'information non requise par la loi.

La Caution reconnaît et accepte expressément que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou apport partiel d'actifs, entraînera de plein droit et sans autre formalité à la société nouvelle ou déjà

existante des droits et obligations au titre du présent engagement de caution qui garantit les obligations résultant du Prêt nées antérieurement et le cas échéant, postérieurement à l'opération de restructuration.

Le présent engagement de caution est régi par le droit français. Tout litige relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent engagement de caution sera porté devant les juridictions compétentes.

Article 19- Impôts et taxes

L'Emprunteur prend à sa charge les impôts, droits et frais, présents et futurs, pouvant résulter du Contrat de Prêt et de sa gestion.

Article 20- Jour ouvré

Le terme "jour ouvré" utilisé dans le Contrat de Prêt s'entend comme un jour TARGET.

Par jour TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET (Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

Article 21- Mobilisation - Cession – Transfert des droits

Le Prêteur pourra, dans les conditions prévues par la loi, mobiliser, céder ou transférer la ou les créances résultant du Contrat de Prêt à un tiers et notamment à une société de crédit foncier régie par les dispositions des articles L.513-2 et suivants du Code Monétaire et Financier ou à un fond d'investissement relevant de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 (FIA) régie par les dispositions des articles L.214-24 et suivants du Code Monétaire et Financier;

La mobilisation, la cession ou le transfert susvisé n'entraînera aucune charge supplémentaire pour l'Emprunteur qui en sera informé par simple lettre.

En outre, il est convenu entre les Parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat de Prêt.

L'Emprunteur ne pourra pas céder ou transférer ses droits et obligations découlant du Contrat de Prêt, sans avoir recueilli au préalable l'accord du Prêteur sauf substitution de plein droit de l'Emprunteur prévue par la loi en cas de transfert ou de modification de ses compétences.

Dans ce dernier cas, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur dans les plus brefs délais.

Article 22- Recouvrement de la créance

Tout ou partie du recouvrement des sommes dues au Prêteur en principal, intérêts, frais, commissions et accessoires, au titre du crédit objet des présentes, peut être confié à un établissement de crédit ou à la Caisse des Dépôts et Consignations, dès lors que l'Emprunteur en a été informé par simple lettre.

Article 23- Circonstances nouvelles / Imprévision

La survenance de circonstances nouvelles à caractère monétaire, financier, bancaire ou fiscal résultant de dispositions légales ou réglementaires ou de directives, recommandations, interprétations émanant d'une autorité officielle ou d'une organisation professionnelle, entraînant pour le Prêteur une obligation nouvelle génératrice de charges supplémentaires, ou de manque à gagner, liés directement ou indirectement aux opérations du Contrat de Prêt, telles par exemple la constitution de réserves ou dépôts obligatoires, une réglementation quantitative du crédit, l'instauration ou l'augmentation de coefficients de liquidités, entraînera les dispositions suivantes :

- a) le Prêteur en informera l'Emprunteur par écrit dans les meilleurs délais. Le cas échéant, cette notification contiendra le montant estimatif de l'augmentation du coût et de l'indemnisation nécessaire ;
- b) les parties au Contrat de Prêt, dans le respect de la réglementation en vigueur, se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution du Contrat de Prêt;
- c) si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par l'Emprunteur de la notification susmentionnée, celui-ci devra :
 - soit demander au Prêteur de maintenir le Prêt en acceptant expressément de supporter la totalité des éventuels coûts additionnels,

- soit rembourser immédiatement toutes les sommes dues au titre du Prêt en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, ainsi que tous les éventuels coûts additionnels qui, jusqu'à la date de remboursement, pourraient résulter pour le Prêteur des circonstances nouvelles.

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat de Prêt, les Parties conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil au Contrat de Prêt.

Article 24- Absence de renonciation aux droits

Le fait pour le Prêteur de ne pas exercer, ou de tarder à exercer l'un quelconque des droits qu'il tient du Contrat de Prêt ou de la loi, ne peut constituer ni être interprété comme une renonciation aux droits dont il s'agit.

Les droits stipulés dans le Contrat de Prêt ne sont pas exclusifs de tous les autres droits prévus par la loi avec lesquels ils se cumulent.

Article 25- Assurance des biens

L'Emprunteur devra, pendant toute la durée du Prêt, rapporter, sur simple demande du Prêteur, tous les justificatifs relatifs à l'assurance des biens objet du Prêt et/ou remis en garantie.

A défaut d'assurance, les biens susvisés pourront être assurés aux soins du Prêteur et aux frais de l'Emprunteur sans préjudice de l'exigibilité immédiate du Prêt.

L'Emprunteur s'engage à déclarer par lettre recommandée au Prêteur, tout sinistre qu'elle qu'en soit la gravité.

En cas de privilège ou hypothèque du Prêteur portant sur le bien financé, le Prêteur bénéficiera de la délégation légale de tous les droits de l'Emprunteur vis-à-vis de la Compagnie d'assurance, à laquelle il notifiera le Contrat de Prêt par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de sinistre, les indemnités dues par l'assureur seront versées au Prêteur, sans le concours et hors la présence de l'Emprunteur, jusqu'à concurrence de la créance du Prêteur en principal, intérêts, frais, commissions et accessoires et selon le décompte présenté par lui.

Article 26 Notification

Sauf dispositions contraires prévues dans le Contrat de Prêt, toute communication, demande ou notification effectuée en vertu du Contrat de Prêt est valablement réalisée si elle est adressée, par email ou télécopie suivie d'une lettre, à l'une ou l'autre des Parties aux adresses indiquées aux Conditions Particulières.

La date de réception des communications, demandes ou notifications est la date de réception de l'email ou de la télécopie adressé à l'une des Parties par l'autre.

Article 27- Election de domicile

Pour l'exécution du Contrat de Prêt, les Parties font élection de domicile à leur siège respectif.

Article 28- Attribution de compétence

Le Contrat de Prêt est soumis au droit français.

En cas de litige portant sur la formation, l'interprétation ou l'exécution du Contrat de Prêt, les Parties chercheront à trouver de bonne foi une solution.

A défaut, les Parties porteront le contentieux devant les juridictions compétentes

Article 29 – Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent contrat, et plus généralement de la relation entre les Parties, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation (représentant légal, contact désigné,...).

Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont dispose l'Emprunteur sur ses données figurent dans la Notice d'information du Prêteur sur le traitement des données à caractère personnel.

Cette Notice est portée à la connaissance de l'Emprunteur lors de la première collecte de ses données. Il peut y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur <https://www.caisse-epargne.fr/protection-donnees-personnelles> ou en obtenir un exemplaire auprès de son chargé d'affaires. Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Article 30- Secret professionnel

Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à la réglementation en vigueur.

Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques...), des organismes de sécurité sociale et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale ;
 - ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.
- Conformément à la réglementation en vigueur, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur, les payeurs, les Cautions et/ou garant(s) éventuels, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :
- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
 - avec des entreprises de recouvrement,
 - avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles, dans le strict cadre des prestations confiées par le Prêteur,
 - lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur (BPCE, Banques Populaires, Caisses d'Epargne, ...),
 - des entreprises tierces en cas de cessions de créance.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

L'Emprunteur peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels le Prêteur sera autorisé à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Article 31- Obligations déclaratives DAC 6

Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 ("DAC 6" désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en œuvre ou modifier les dits textes) impliquant l'Emprunteur se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès de l'Emprunteur.

A défaut d'accord écrit de l'Emprunteur autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, l'Emprunteur est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser à l'Emprunteur la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement à l'Emprunteur.

Article 32- Démarchage

Si l'Emprunteur a été démarché en vue de la souscription du Contrat de Prêt dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et même si son exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Emprunteur est informé de la possibilité de revenir sur son engagement.

Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du Contrat de Prêt en adressant un courrier au Prêteur.

Article 33- Nullité partielle

Au cas où une stipulation du Contrat de Prêt deviendrait illégale, nulle ou inopposable, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du Contrat de Prêt.

FAIT EN AUTANT D'EXEMPLAIRES ORIGINAUX QUE DE PARTIES

L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance et accepté les Conditions Particulières, les Conditions Générales et les Annexes.

A Clermont-Ferrand, le 24 novembre 2022

Signature du Prêteur



Représenté par Gabriel FONTANEL
Gestionnaire Service Clients

A _____, le _____

Signature de l'Emprunteur,
(Qualité du signataire, cachet, signature)

Hervé POUNAU
Directeur

A _____, le _____

Signature du Garant,
(Qualité du signataire, cachet, signature précédée de la mention « Bon pour garantie à première demande »)

Bruno FAURE
Président

DEMANDE DE REALISATION DE FONDS

(Préavis de versement : 2 jours ouvrés minimum)

Le bénéficiaire :	SAEM Super Lioran Développement
--------------------------	--

Le prêteur :	Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin Département Crédits Pros Entreprises et Institutionnels 63 rue Montlosier 63961 Clermont Ferrand Cedex 9
Fax : 04 73 98 58 05	

* Prêt n° 2215206

Durée : 10 ans

CALENDRIER DE VERSEMENT (unique ou fractionné)			
Date		Montant	
1	→		€
2	→		€
3	→		€

Montant total du crédit : 150 000,00 Euros

Commission d'engagement (déduite du premier versement) : 300,00Euros

Demande à la Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin :

☐ La mise à disposition d'une avance par virement sur le compte n°

à Le

*Pour l'emprunteur,
(qualité, cachet et signature)*

Hervé POUNAU
Directeur *

*Fournir la délégation de pouvoir si le signataire n'est pas le signataire du contrat

LA SAEM Super Lioran Développement

N° de Contrat :

2215206

Montant :

150 000,00 euros

PRETEUR : CAISSE D'EPARGNE D'AUVERGNE ET DU LIMOUSIN

Adresse : 63 Rue Montlosier – 63 961 CLERMONT-FERRAND Cedex 9

Fax : 04 73 98 58 05

EXERCICE DE L'OPTION DE PASSAGE A TAUX FIXE

Conformément aux dispositions du contrat susvisé, nous vous prions de bien vouloir procéder à la modification des caractéristiques du Prêt mentionné ci-dessous, selon les modalités suivantes :

• Date d'effet du changement de taux * :

• Capital restant dû (en chiffres et lettres) à la date d'effet du changement de taux** :
.....

• Caractéristiques du Prêt issu du changement de taux :

☐ Taux fixe

- périodicité : ☐ mensuelle ☐ trimestrielle ☐ semestrielle ☐ annuelle

- base de calcul : 30/360

- taux fixe applicable (cf. cotation transmise par le Prêteur) :

La présente demande est irrévocable.

A, le.....
(nom, qualité du signataire, cachet et signature)

La présente demande doit obligatoirement parvenir (par télécopie) au Prêteur au plus 30 jours ouvrés avant la date d'effet souhaitée.

* la date d'effet doit correspondre à une date anniversaire du Point de Départ de l'Amortissement (PDA)

LA SAEM Super Lioran Développement

N° de Contrat :

2215206

Montant :

150 000,00 euros

PRETEUR : CAISSE D'EPARGNE D'Auvergne et du Limousin

Adresse : 63 Rue Montlosier – 63 961 CLERMONT-FERRAND Cedex 9

Fax : 04 73 98 58 05

DEMANDE DE COTATION D'UN TAUX FIXE

Conformément aux dispositions du contrat susvisé, nous vous prions de bien vouloir nous indiquer le taux fixe qui serait applicable au Prêt suivant :

• Date d'effet envisagée du nouveau taux* :

• Capital restant dû (en chiffres et lettres) à la date d'effet envisagée :

.....

• Caractéristiques du Prêt envisagé :

- périodicité : ☐ annuelle
☐ semestrielle
☐ trimestrielle
☐ mensuelle

- base de calcul : « 30 / 360 »

A, le.....
(Nom, qualité du signataire, cachet et signature)

La présente demande doit obligatoirement parvenir (par télécopie) au Prêteur au plus tard 30 jours ouvrés avant la date de changement du taux souhaitée.

* la date d'effet doit correspondre à une date anniversaire du Point de Départ de l'Amortissement (PDA)

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-47

**Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 150 000 euros HT
Crédit Agricole - Aménagements de la neige de culture 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de la SAEM Super Lioran se retirent et ne participent pas au vote (Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOL, Philippe FABRE, Vincent DESCOEUR, Annie DELRIEU, Gilles CHABRIER, Christophe VIDAL, Jean-Jacques MONLOUBOU, Magali MAUREL).

Par 21 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L3231-4 et L3231-4-1 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par la SAEM Super Lioran Développement, ayant son siège social Place du téléphérique 15300 LE LIORAN, par courrier en date du 9 novembre 2022 tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 75 000 € HT pour un emprunt d'un montant total de 150 000 € HT, à contracter auprès du Crédit Agricole pour financer les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 ;

Considérant l'offre globale constituée de deux lignes de prêt entre la SAEM Super Lioran Développement, ci-après l'Emprunteur et le Crédit Agricole ;

Lesdites offres de prêt sont jointes en annexe et font partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 150 000 € HT souscrit par l'Emprunteur auprès du Crédit Agricole, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre.

Les caractéristiques du premier prêt garanti à contracter auprès du Crédit Agricole pour les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 par la SAEM Super Lioran Développement sont les suivantes :

- Montant : 120 000 € HT
- Durée totale : 10 ans
- Taux d'intérêt : 2,70 %

La garantie de la Collectivité, à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Les caractéristiques du deuxième prêt garanti à contracter auprès du Crédit Agricole pour les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 par la SAEM Super Lioran Développement sont les suivantes :

- Montant : 30 000 € HT
- Durée totale : 10 ans
- Taux d'intérêt : 3,50 %

La garantie de la Collectivité, à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre la SAEM Super Lioran Développement et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre du Crédit Agricole et la SAEM Super Lioran Développement, jointe en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Madame Sylvie LACHAIZE, Vice-Présidente du Conseil départemental, à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant qui allégeraient le risque du Département.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

150 000 euros HT, soit un montant garanti de 75 000 euros HT

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par la 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental, Madame Sylvie LACHAIZE, dûment habilitée par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et la SAEM Super Lioran Développement, dont le siège est Place du téléphérique, 15300 Le Lioran, représentée par Monsieur Le Directeur,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 150 000 € HT soit 75 000 € HT, devant être contracté par la SAEM Super Lioran Développement auprès du Crédit Agricole et destiné à financer des aménagements de la neige de culture de l'année 2022.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si la SAEM Super Lioran Développement ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par la SAEM Super Lioran Développement aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de la SAEM Super Lioran Développement.

La SAEM Super Lioran Développement s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, la SAEM Super Lioran Développement adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR DE LA SAEM
SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL,
La 2^{ème} Vice-Présidente

Sylvie LACHAIZE

ep. CDAS
2026

Contrat Caution

Financement : QP6462
Numéro de client : 02128123

Concernant l'emprunteur :
SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

Référence du prêt : 00004173221

Emetteur :
AURILLAC ENTREPRISES
013166 - MATHIEU BENOIT

Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE
63045 CLERMONT FERRAND CEDEX 9
Tél : 08 00 40 00 00 (non surtaxé)

Siège Social : 3 avenue de la libération 63000 CLERMONT FERRAND
RCS : SIREN 445 200 488 RCS CLERMONT FERRAND

CONTRAT DE PRET

Les présentes ont pour objet de définir les conditions financières, particulières et générales d'un prêt consenti par la Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07023162 ci-après dénommé(e) le « **Prêteur** ».

Le présent prêt est consenti par le **Prêteur** :

SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

dont le siège social est : GARE DU TELEPHERIQUE
15300-LAVEISSIERE

Code APE : 4939C
Numéro SIREN : 394831085

Représenté(e) par :

MONSIEUR POUNAU HERVE en qualité de REPRESENTANT
ci-après dénommé(s) l'« **Emprunteur** » quand bien même seraient-ils plusieurs.

Ces appellations désignent également les mandataires conventionnels ou les représentants légaux des parties.

Si le présent contrat comporte plusieurs prêts, la somme totale est désignée par abréviation le **Prêt**.

Chaque prêt est accompagné de ses conditions financières et particulières, comportant la désignation du crédit, ses conditions de remboursement, son taux effectif global et les garanties exigées.

Date d'édition du contrat : 09/09/2022

Les conditions de ce contrat sont valables jusqu'au 08/12/2022.

Dispositions spécifiques au démarchage

Lorsque le prêt a été conclu après qu'il a été précédé d'un démarchage dans les conditions fixées aux articles L 341-1 et suivants du code monétaire et financier, les dispositions suivantes sont également applicables.

A la demande de l'**Emprunteur**, le contrat prendra effet dès sa signature.

L'**Emprunteur** conserve néanmoins le droit de se rétracter dans le délai de 14 jours calendaires à compter de la signature du prêt, par lettre recommandée, adressée au siège social du **Prêteur**, dont l'adresse est en tête des présentes, indiquant les coordonnées de l'**Emprunteur** et la référence de financement du contrat de prêt faisant l'objet de la rétractation.

Si tout ou partie du prêt a déjà été mis à la disposition de l'**Emprunteur**, la rétractation n'est valablement exercée qu'à la condition d'être immédiatement accompagnée de la restitution de ces fonds et au plus tard dans les trente jours.

La rétractation intervient sans frais ni pénalité. Toutefois, si le contrat a commencé à être exécuté lorsqu'intervient la rétractation, le **Prêteur** pourra demander le paiement proportionnel du service financier fourni, c'est-à-dire des intérêts au taux contractuel depuis la date de mise à disposition des fonds.

Compte n° : 30888719001 - Agence de : AURILLAC ENTREPRISES

Référence financement : QP6462

OBJET DU FINANCEMENT

NEIGE DE CULTURE + DIVERS INVESTISSEMENTS

CONDITIONS FINANCIERES ET PARTICULIERES DU PRET

Référence du prêt : 00004173221 (numéro susceptible de modifications à l'initiative du **Prêteur**)

DESIGNATION DU CREDIT

MT ENTREPRISE

Montant : cent vingt mille euros (120 000,00 EUR)

Durée : 120 mois

Taux d'intérêt annuel fixe : 2,7000 %

La première mise à disposition des fonds devra être effectuée au plus tard le 08/12/2022. Passé ce délai, aucune demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

La mise à disposition totale des fonds devra être effectuée au plus tard le 08/03/2023. Passé ce délai, aucune nouvelle demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Taux d'intérêt annuel : 2,7000 % l'an

Frais de dossier : 240,00 EUR

Initiales : 

Réf : GRCTRPRO_PDF-E35_2_S35_GREEN-2022-07.30.00.10.21.07


Page 1/10

Taux effectif global : 2,74 % l'an
Taux effectif global en fonction de la périodicité mensuelle : 0,23 %

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Périodicité : mensuelle

Nombre d'échéances : 120

Jour d'échéance retenu le : 15

Date de première échéance liée à la mise à disposition des fonds du prêt et précisée au tableau d'amortissement du prêt.

Date de dernière échéance précisée au tableau d'amortissement du prêt.

Montant des échéances sans Assurance Emprunteur :

119 échéance(s) de 1 142,19 EUR (capital et intérêts)

1 échéance(s) de 1 141,58 EUR (capital et intérêts)

Les intérêts sont payables à terme échu.

S'agissant d'un prêt à échéances constantes, le montant de l'échéance est ici précisé en capital et intérêts.

GARANTIES

A la sûreté et remboursement du présent prêt en principal et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'**Emprunteur** ou un tiers constituant fournit au **Prêteur** la(les) garantie(s) désignée(s) ci-dessous :

CAUTION COLLECTIVITE PUBLIQUE

DEPARTEMENT DU CANTAL

dont le siège social est : 28 AVENUE GAMBETTA

15000 AURILLAC

Immatriculée 221500010 RCS

Représenté(e) par :

- MR FAURE BRUNO dûment habilité

Pour un montant en principal de 60 000,00 EUR, plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

REMBOURSEMENT ANTICIPE - INDEMNITE

L'**Emprunteur** a la faculté de rembourser par anticipation son prêt, en partie ou en totalité, à tout moment.

Une demande devra être adressée au **Prêteur** par lettre recommandée avec avis de réception portant mention de la date précise du remboursement anticipé et s'il s'agit d'un remboursement partiel, du montant du remboursement envisagé. Si cette date coïncide avec une date d'échéance, cette échéance sera exigible et le capital à rembourser par anticipation sera celui restant dû après cette échéance. Tout remboursement anticipé pourra être partiel ou total ; sans pouvoir être inférieur à 10 % du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde.

Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'**Emprunteur** des indemnités suivantes :

- une indemnité de gestion égale à 2 mois d'intérêts calculés au taux d'intérêt sur le capital remboursé par anticipation ;
- lorsque le remboursement anticipé intervient en période de baisse de taux, une indemnité financière égale au nombre de mois (M) calculés au taux d'intérêt du prêt sur la base du capital remboursé par anticipation. Elle est déterminée par application des équations suivantes :

- pour un prêt IN FINE :

$$M = \frac{[TEC10(1) - TEC10(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt}}$$

- pour un prêt AMORTISSABLE :

$$M = \frac{[TEC10(1) - TEC10(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt} \times 2}$$

- dans laquelle TEC10(1) est le TEC10 associé à la date de réalisation et TEC10(2) est le TEC10 associé au remboursement anticipé.

$$IF = \frac{M \times \text{Taux d'intérêt du prêt} \times \text{Capital remboursé par anticipation}}{12}$$

Dans l'une ou l'autre de ces formules :

Le « taux d'intérêt du prêt » auquel il est fait référence est celui en vigueur à la date du remboursement anticipé.

La durée restant à courir, exprimée en nombre de mois est déterminée par la durée qui sépare la date de remboursement anticipé et la date de dernière échéance normale du prêt.

Pour le calcul de M, le résultat sera arrondi à la première décimale après la virgule comme suit :

- si la deuxième décimale après la virgule est 0, 1, 2, 3, 4, le résultat sera arrondi à l'unité inférieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,72 la valeur de M sera 5,7,

- si la deuxième décimale après la virgule est 5, 6, 7, 8 ou 9, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,38 la valeur de M sera 5,4.

En tout état de cause cette indemnité ne peut être supérieure à un maximum appelé plafond, ni inférieure à un minimum appelé plancher.

Ce plafond est déterminé par l'application de la formule mathématique sur l'indemnité financière (IF) dans laquelle M est égal à 12.

Ce plancher est déterminé par l'application de la formule mathématique sur l'indemnité financière (IF) dans laquelle M est égale à 3.

En conséquence, si l'indemnité financière est supérieure au plafond, son montant est égal à ce plafond ; et si elle est inférieure au plancher, son montant est égal au plancher. Cette indemnité est exigible et devra être payée le jour du remboursement anticipé. La baisse des taux est constatée dès lors que la valeur du TEC10 (taux de l'échéance constante 10 ans) du mois précédant celui de la date de remboursement anticipé, ou s'il venait à disparaître, de tout autre index qui lui serait substitué, est inférieure à la valeur du TEC10 du mois précédant celui du jour de la réalisation du prêt. Par contre, si la réalisation et/ou le remboursement interviennent entre le 1^{er} et le 5^e du mois, le TEC10 pris en compte sera celui du deuxième mois précédant le mois du(des) événement(s) ci-dessus précisé(s).

Le calcul de cette indemnité sera effectué et communiqué à l'**Emprunteur** au plus tard la veille de la date de remboursement anticipé.

Les intérêts normaux courront jusqu'au jour du remboursement anticipé effectif.

Initiales : 


Page 2/10

JUSTIFICATION DES FONDs

L'**Emprunteur** s'engage à fournir au **Prêteur** le jour de la mise à disposition des fonds ou à défaut, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, les justifications relatives à l'objet du prêt et au montant de la dépense.

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à effectuer tout contrôle sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies.

L'**Emprunteur** reconnaît que, à défaut d'une présentation des justifications de la dépense ayant servi de base au calcul du prêt, le prêt deviendra exigible.

L'**Emprunteur** s'engage, dans le cas où le montant des dépenses réellement engagées se révélerait inférieur au coût du projet figurant dans la demande, à rembourser à due concurrence une partie du montant réalisé.

FINANCEMENT A COURT TERME D'ATTENTE

En cas de mise à disposition des fonds préalable d'un prêt à court terme d'attente ayant permis à l'**Emprunteur**, d'effectuer ses investissements sans retard, l'**Emprunteur** donne ordre au **Prêteur** de rembourser dès la réalisation du prêt, et nonobstant tout autre terme convenu, toutes les sommes dues au titre du financement à court terme d'attente, celui-ci ayant la même destination que le prêt.

CONDITIONS GENERALES

DECLARATION GENERALE

L'**Emprunteur** et éventuellement la **Caution** déclarent qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des présentes par suite de faillite, redressement judiciaire, cessation de paiement, liquidation des biens, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de leurs biens, placement sous un régime de protection de la personne les privant de leur pleine capacité juridique (par exemple tutelle) ou tout autre motif, et que leur situation d'endettement est celle indiquée lors de la demande de prêt.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir les garanties prévues aux présentes,
- à payer les frais, droits et indemnités auxquels pourraient donner lieu les présentes et leurs suites et autorise le **Prêteur** à prélever les frais de dossier selon le barème en vigueur ainsi que toutes sommes dues et non encore payées par l'**Emprunteur** y compris, le cas échéant, les frais de garantie,
- à fournir les justificatifs d'adhésion pour l'assurance emprunteur obligatoire,
- à employer les fonds du prêt, qui lui est consenti par le **Prêteur**, selon la désignation et la destination précisées dans les présentes,
- à se soumettre à toutes opérations de vérification, contrôle, effectuées par le **Prêteur** ou ses mandataires en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt. Il s'engage en outre à fournir au **Prêteur** à toute époque tout renseignement qui pourra lui être demandé sur sa situation financière et notamment tous documents comptables et/ou fiscaux.

DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** déclare :

- que la signature de ce contrat a été régulièrement autorisée par les organes compétents de la personne morale et que les mesures nécessaires à l'exécution du contrat sont prises,
- que ses comptes sociaux sont sincères et vérifiables et, le cas échéant, certifiés par les Commissaires aux Comptes,
- qu'il ne relève ou n'est susceptible de relever d'aucune procédure collective ou d'aucun règlement amiable,
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de l'Administration Fiscale, des Douanes, de la Sécurité Sociale et d'autres organismes sociaux,
- qu'aucun événement en cours n'est constitutif d'un cas d'exigibilité anticipée prévu par les présentes.

CONDITION SUSPENSIVE - CONDITION RESOLUTOIRE STIPULEES AU SEUL BENEFICE DU PRETEUR

Les clauses du présent paragraphe sont stipulées au seul bénéfice du **Prêteur**.

Lorsqu'une garantie est exigée par le **Prêteur**, le prêt est en principe consenti sous la condition suspensive que cette garantie soit effectivement donnée. Si le prêt est réalisé avant que la garantie soit effectivement donnée, à défaut de constitution de la garantie, les sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** doivent être immédiatement remboursées au **Prêteur**.

Lorsqu'une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, le prêt est consenti sous la condition suspensive que cette Assurance Emprunteur soit effectivement souscrite et, le cas échéant, déléguée au profit du **Prêteur**.

Si le prêt est réalisé avant la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur soit dans le cas où l'**Emprunteur** n'était pas accepté par l'Assureur au titre du contrat d'Assurance Emprunteur proposé par le **Prêteur** ou si l'**Emprunteur** n'acceptait pas la proposition faite par l'Assureur (acceptation avec réserves ou à un taux majoré) dans un délai de 4 mois à compter de l'envoi de cette proposition, le contrat de prêt pourrait être résolu de plein droit sans aucun frais ni pénalité, sur simple demande de l'**Emprunteur**, présentée dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'acceptation, ou à l'initiative du **Prêteur** par lettre recommandée adressée à l'**Emprunteur**, entraînant le remboursement immédiat au **Prêteur** des sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur**.

Le prêt est également consenti sous la condition résolutoire qu'il ne soit porté à la connaissance du **Prêteur**, postérieurement à sa décision d'accorder le prêt, aucun fait ou information qui aurait été de nature - si le **Prêteur** en avait été informé - à conduire à un refus du prêt. En outre, le contrat doit être conclu dans les deux mois suivant la décision du **Prêteur** d'accorder le prêt ; à défaut le **Prêteur** peut revenir sur son accord et refuser le prêt ou en modifier les clauses et conditions.

REALISATION DU PRET

La mise à disposition des fonds ou de des présents prêts se fera à partir de la conclusion du contrat principal, c'est-à-dire :

- pour une acquisition, à partir de la signature du contrat de vente,
- pour les constructions, améliorations ou autres financements : au fur et à mesure de l'avancement des travaux ou de la présentation de factures.

Après versement de l'apport personnel exigé par le **Prêteur**, la réalisation du prêt s'effectue, généralement :

- soit au moyen d'un virement adressé au Notaire ou au rédacteur de l'acte objet du prêt,
- soit au moyen d'un chèque émis à l'ordre du vendeur, remis à l'**Emprunteur** ou adressé directement au vendeur,
- soit par versement au compte de l'**Emprunteur**, ou au profit de tous les délégataires désignés par lui et acceptés par le **Prêteur**.

De convention expresse, si le prêt est réalisé sur le compte courant de l'**Emprunteur**, cette réalisation n'opérera aucune novation de la créance du **Prêteur**, et n'affectera notamment en aucune manière les sûretés consenties à ce dernier en garantie du remboursement du prêt.

Dans l'hypothèse où le prêt est réalisé par inscription sur le compte de l'**Emprunteur**, celui-ci reconnaît que la réalisation du prêt et de ses remboursements seront suffisamment justifiés par les écritures du **Prêteur**.

Dans tous les cas, si une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, la réalisation pourra être suspendue jusqu'à la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur.

Initiales : 



Page 3/10

PRET DEBLOQUE PAR TRANCHES

Si le prêt est débloquenté en plusieurs tranches, les intérêts ne seront dus que sur les sommes débloquentées.

Le capital s'amortira au fur et à mesure des débloquentages de fonds en fonction des dates de versement et de la périodicité des remboursements. De ce fait les échéances du prêt varieront en conséquence et ne seront stabilisées qu'après le versement de la dernière tranche.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'Emprunteur autorise le Prêteur à débiter son compte de façon permanente du montant des sommes exigibles. Tous les versements auront lieu au siège du Prêteur, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une de ses Agences.

CONTRE-PASSATION

Dans la mesure où l'opération de prélèvement autorisée par l'Emprunteur à la clause « **AUTORISATION DE PRELEVEMENT** » aurait pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte de l'Emprunteur, ce dernier autorise le Prêteur à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au contrat de prêt.

EXCLUSION DU COMPTE COURANT

Les parties reconnaissent expressément l'autonomie du contrat de prêt et conviennent expressément d'exclure toute créance résultant du prêt de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant, et ce nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans toute convention conclue entre les parties. L'Emprunteur renonce ainsi à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement des créances issues du contrat de prêt y compris la compensation pour dettes connexes.

REMBOURSEMENT DU PRET - PAIEMENT DES INTERETS - INDEMNITES

L'Emprunteur s'engage à rembourser le prêt et à payer des intérêts au Prêteur conformément aux dispositions des conditions financières et particulières des présentes. En cas de financement soumis au code de la consommation, l'utilisation de lettre de change ou de billet à ordre pour le remboursement du crédit est interdite.

Le montant de la première échéance sera minoré ou majoré du montant des intérêts en fonction de la date effective de remise des fonds par rapport au point de départ du délai d'amortissement.

Le montant des échéances en capital et intérêts est précisé sur le tableau d'amortissement remis à l'Emprunteur.

Intérêts de retard :

Toute somme non payée à son échéance ou à sa date d'exigibilité donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable au paiement d'intérêts de retard dont le taux est précisé au paragraphe « **TAUX DES INTERETS DE RETARD** » ou pour les prêts soumis au Code de la Consommation au paragraphe « **DÉFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR** ».

Il en sera de même de toutes avances faites par le Prêteur notamment pour les primes payées aux compagnies d'assurance.

Les intérêts de retard sont exigibles à tout instant et si, par suite de leur retard de paiement, ils sont dus pour une année entière, ils produiront eux-mêmes des intérêts au taux majoré indiqué ci-dessus, et ce, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code Civil relatif à la capitalisation des intérêts.

Indemnité de recouvrement due si le prêt n'est pas soumis au code de la consommation :

Si pour parvenir au recouvrement de sa créance, le Prêteur a recours à un mandataire de Justice ou exerce des poursuites ou produit à un ordre, l'Emprunteur s'oblige à lui payer, outre les dépens mis à sa charge, une indemnité forfaitaire de 7 % calculée sur le montant des sommes exigibles avec un montant minimum de 2 000 euros.

IMPUTATION DES PAIEMENTS

Tous paiements partiels de l'Emprunteur s'imputent d'abord sur la portion du PRET non garantie lorsque les sûretés du PRET ne garantissent qu'une partie du PRET, et notamment en cas de cautionnement limité.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Solidarité

Il est expressément stipulé que toutes les obligations résultant du présent contrat à la charge de l'Emprunteur engageront solidairement toutes les personnes désignées sous cette entité.

Indivisibilité en cas de décès

La créance du Prêteur étant stipulée indivisible pourra être réclamée à chacun des héritiers de tout débiteur conformément à l'article 1320 dernier alinéa du Code Civil. Ceux-ci auront éventuellement à supporter solidairement les frais de signification faite en vertu de l'article 877 du Code Civil.

TAUX DES INTERETS DE RETARD

Le taux des intérêts de retard sera égal au taux du prêt, majoré de 3,000 point(s).

ASSURANCE EMPRUNTEUR (en cas de refus « contrat assurance groupe » par l'un des emprunteurs)

Le Prêteur a souscrit un contrat d'assurance collective destiné à couvrir ses emprunteurs.

Lorsqu'une ou plusieurs personnes ont sollicité leur admission dans ce contrat, il a été remis à chacune d'entre elles un exemplaire de la notice d'information, précisant en particulier, les différents risques assurables.

L'Emprunteur a refusé d'adhérer à ce contrat-groupe.

Dans le cas où l'Emprunteur s'est assuré auprès d'une autre compagnie d'assurance et a délégué le bénéfice de la prestation de ce contrat souscrit au Prêteur en qualité de bénéficiaire acceptant, l'Emprunteur s'engage :

- à fournir annuellement au Prêteur son attestation d'assurance,

- en cas de résiliation de ladite assurance pour quelque motif que ce soit, à en informer le Prêteur, à en souscrire une autre et à en déléguer le bénéfice au Prêteur, bénéficiaire acceptant.

CAUTION D'UNE COLLECTIVITE PUBLIQUE

Le représentant de la Commune désigné au chapitre « **GARANTIES** » des conditions particulières, agissant en son nom, déclare que par délibération ci-dessus rappelée, approuvée par l'autorité de tutelle compétente, le Conseil Municipal a décidé de se constituer caution solidaire, avec renonciation aux bénéfices de discussion et de division, de la **Collectivité Emprunteuse** pour le remboursement du présent prêt et s'est engagé à faire voter à cet effet, une imposition à l'amortissement du prêt consenti.

En outre, le représentant ci-dessus désigné es-qualités oblige la **Collectivité Emprunteuse** à effectuer le paiement des échéances au Prêteur en cas de défaillance de la **Collectivité Emprunteuse** susvisée selon les conditions stipulées au présent contrat ; il oblige également la **Collectivité Emprunteuse** à prendre toutes dispositions pour que l'imposition décidée en garantie du remboursement soit toujours d'un montant égal à celui de l'annuité et soit maintenue jusqu'au remboursement intégral du prêt. Le Prêteur pourra, à tout moment, s'assurer que le budget communal comporte bien en recettes et dépenses les prévisions correspondant au service du présent



prêt, et en cas d'inexécution des engagements ci-dessus, sous réserve de la faculté de résiliation prévue, saisir l'autorité de tutelle compétente en vue de l'inscription d'office au budget de la **Collectivité Emprunteuse** des sommes nécessaires au service de l'emprunt. Le **Prêteur** pourra sans avoir à respecter d'autre formalité que l'envoi d'une simple lettre recommandée, exercer son recours contre la **Caution** dès que la créance, objet du présent prêt, sera devenue exigible pour une cause quelconque, notamment en cas de déchéance du terme. Le présent engagement demeurera valable jusqu'à complet remboursement en principal, intérêts, frais et accessoires de la créance ainsi garantie.

ASSURANCE DES BIENS FINANCES OU DONNES EN GARANTIE

L'**Emprunteur** reconnaît avoir été informé qu'en cas de sinistre occasionnant la perte totale ou partielle du bien financé, il devra poursuivre le remboursement de son prêt conformément aux dispositions contractuelles et qu'à défaut, il s'expose à la déchéance du bénéfice de son prêt et, le cas échéant, à la déclaration des incidents de paiement à la Banque de France. S'il décide de ne pas souscrire à une assurance couvrant les risques de perte et dommages notamment en cas d'incendie du bien financé ou d'y renoncer, c'est en toute connaissance de cause qu'il devra en assumer les conséquences, le **Prêteur** ne pouvant être tenu pour responsable à quelque titre que ce soit de la décision de l'**Emprunteur**.

Lorsque le bien financé ou un autre bien est donné en garantie du présent prêt, l'**Emprunteur**, et/ou le cas échéant le **Tiers Garant**, s'oblige(nt) après l'octroi du prêt, à informer le **Prêteur** et à lui fournir, à sa demande les justificatifs de toute assurance souscrite en vue de couvrir les risques de perte et dommages du bien donné en garantie, pour permettre au **Prêteur**, conformément à l'article L121-13 du code des assurances, de faire opposition à tout moment et pendant la durée du crédit entre les mains de l'assureur.

L'adhésion à une assurance contre les risques de perte et dommages du bien financé ou donné en garantie ne constitue pas une condition d'octroi du crédit.

En cas de sinistre du (ou des) bien donné en garantie, l'**Emprunteur** et/ou le **Tiers Garant** le cas échéant, s'engage(nt) à en informer immédiatement le **Prêteur**, les indemnités dues par l'assureur seront jusqu'à concurrence du montant de la créance exigible résultant des présentes versées directement par lui au **Prêteur** conformément aux dispositions de l'article L 121-13 du code des assurances.

L'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, aura la faculté de rétablir le bien donné en garantie dans son état primitif dans un délai d'un an à partir du sinistre.

L'indemnité sera alors remise à l'**Emprunteur**, ou le cas échéant au **Tiers Garant**, déduction faite de ce qui sera exigible, par acomptes qui lui seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, constaté s'il y a lieu par un délégué du **Prêteur**. Si à l'expiration de ce délai d'un an l'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, n'a pas commencé à faire reconstruire ou s'il a notifié son intention de ne pas reconstruire, l'indemnité sera définitivement acquise à due concurrence au **Prêteur** et imputée sur la créance comme versement par anticipation.

DECHEANCE DU TERME

Exigibilité du présent prêt

Le prêt deviendra de plein droit exigible, si bon semble à la banque, en capital, intérêts, frais, commissions et accessoires par la seule survenance de l'un quelconque des événements énoncés ci-dessous et dans les huit jours de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'**Emprunteur** par le **Prêteur** :

- en cas de non-respect d'un seul des engagements stipulés à ce contrat, notamment en cas d'utilisation des fonds à une destination autre que celle indiquée au contrat de prêt ou de déclaration inexacte, et/ou le cas échéant de l'acte séparé établissant la garantie du prêt,
- en présence d'une Assurance Emprunteur obligatoire, en cas de renonciation à cette adhésion par l'**Emprunteur** dans les délais précisés dans la notice d'assurance ou de rétractation, si l'**Emprunteur** ne respecte pas l'engagement de souscription d'une assurance équivalente,

- à défaut de paiement à bonne date par l'**Emprunteur** d'une quelconque somme due au **Prêteur** au titre de ce présent prêt ou de tous autres contrats, à un quelconque organisme privilégié (notamment impôts, contributions, taxes, cotisations sociales) ainsi qu'à tout autre créancier (primes Assurance Emprunteur),

- si l'**Emprunteur** cesse de remplir les conditions réglementaires qui lui ont permis d'obtenir le présent prêt,

- dans le cas où les biens immeubles hypothéqués au profit du **Prêteur** appartenant à l'**Emprunteur** ou à un tiers seraient aliénés en totalité ou en partie, ou feraient l'objet d'une dépréciation du fait de l'**Emprunteur** ou de ce tiers,

- si la garantie du prêt devient insuffisante, notamment dans le cas où les biens de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** ne seraient pas suffisamment assurés contre les différents risques susceptibles de les atteindre ou seraient donnés en gage,

- en cas de liquidation judiciaire, état d'insolvabilité ou de cessation des paiements révélés par des impayés, protêts ou déconfiture de l'**Emprunteur** ou de la **Caution**,

- en cas de décès de l'**Emprunteur** et/ou de la personne adhérente à l'assurance groupe et ce à due concurrence du montant couvert par l'assurance,

- en cas de cessation d'exploitation ou de cession de l'entreprise (individuelle ou sous forme sociale) comme au cas où l'**Emprunteur** cesserait de faire valoir personnellement son exploitation,

- dans tous les cas où les justifications, renseignements et déclarations fournis par l'**Emprunteur** et les **Cautions** auraient été reconnus faux ou inexacts comme au cas où ceux-ci se seraient rendus coupables de toute manœuvre frauduleuse envers le **Prêteur**,

- en cas de non-respect par l'**Emprunteur** de ses engagements ou de déclaration inexacte de sa part concernant les Sanctions Internationales,

- en cas de perte par l'**Emprunteur** de plus de 50 % du capital social ou en cas de retrait de l'agrément particulier délivré par les Pouvoirs Publics,

- en cas de fusion, scission, dissolution, apport de tout ou partie de l'actif social de l'**Emprunteur** à une autre société, modifications statutaires, relatives notamment à la répartition et à la détention du capital dans la société, à la modification de la personne des associés disposant d'un pouvoir effectif au sein de la société,

- en cas de violation des statuts de l'**Emprunteur**, ou de leur modification sans que celle-ci ait été communiquée préalablement au **Prêteur**,

- lorsque le prêt est garanti par un organisme de cautionnement, et dans le cas où sans accord préalable du **Prêteur**, les fonds provenant de la vente du bien immobilier objet du prêt ne seraient pas affectés au remboursement des sommes restant dues.

La non-application immédiate d'un cas d'exigibilité ne vaudra pas renonciation à une mise en jeu ultérieure de cette clause.

EXIGIBILITE DES AUTRES PRETS

La survenance d'un des cas d'exigibilité ci-dessus mentionnés entraînera de plein droit l'exigibilité des prêts consentis tant antérieurement que postérieurement au présent prêt.

OBLIGATIONS D'INFORMATION INCOMBANT A L'EMPRUNTEUR

Tant que l'**Emprunteur** sera redevable d'une somme quelconque au titre du présent prêt à l'égard du **Prêteur**, il s'engage :
à fournir au **Prêteur** :

Initiales : 



Page 5/10

- annuellement et au plus tard six mois à compter de la date de l'arrêté comptable, tous les documents comptables et assimilés relatifs à la situation de l'entreprise (bilans, comptes de résultat, annexes, éventuellement balance, poste clients, carnet de commandes, état des stocks, et s'il y a lieu, rapport des commissaires aux comptes certifiant les comptes sociaux.....).

Dans l'hypothèse où l'**Emprunteur** est une personne morale appartenant à un groupe de sociétés, il s'engage à fournir également les documents consolidés de l'ensemble du groupe six mois après la clôture de l'exercice.

- à tout moment, à la demande du **Prêteur** et dans les 21 jours de cette demande, toutes situations financières intermédiaires, tous documents et informations sur sa situation économique comptable et financière ainsi que sur celle de l'ensemble du groupe de personnes morales dont il fait éventuellement partie.

à notifier immédiatement au Prêteur :

- l'ouverture d'une procédure amiable ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de son entreprise ou de celle de la **Caution** ou encore celle de tout actionnaire détenant un tiers au moins de son capital social,

- toute décision de modification de la forme juridique de l'entreprise,

- la perte de la moitié de son capital,

- le changement de la personne de son représentant, la cession de la majorité de son capital social, ou de tout blocage du contrôle dudit capital.

- toute fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif ou cessation d'activité.

à informer le Prêteur dans les 8 jours de leur survenance :

- de tout événement susceptible d'affecter sensiblement le volume de ses engagements financiers et notamment d'accroître ceux-ci de plus de 20 % par rapport au volume du trimestre précédent,

- de tout fait susceptible de nuire aux droits et garanties du **Prêteur**,

- de toute décision de rupture ou de non-renouvellement des concours par une autre banque.

Les informations prévues au présent article devront être communiquées par écrit au **Prêteur** même si les événements visés font par ailleurs l'objet d'une publication légale.

PREUVE

La preuve de la mise à disposition des fonds du prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du **Prêteur**.

CONTROLE ET VERIFICATION

Il est convenu que le **Prêteur** aura la possibilité et non pas l'obligation de procéder à tout moment à des opérations de vérification, contrôle, en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Pour satisfaire aux prescriptions du Code de la Consommation, lors de la détermination du taux effectif global, peuvent être ajoutés au taux d'intérêt conventionnel, notamment le montant des frais de dossier, la prime Assurance Emprunteur, les frais fiscaux, le coût des garanties. Les éléments non connus avec précision au moment de l'octroi du prêt, n'ont fait l'objet que d'une estimation.

Le taux effectif global, indiqué aux conditions financières et particulières, est calculé conformément à l'article L 314-1 du Code de la Consommation selon la méthode de calcul en vigueur à la date d'édition du présent document.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments, ainsi que les indemnités auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites seront à la charge exclusive de l'**Emprunteur**. Celui-ci mandate expressément le **Prêteur** pour faire le nécessaire.

IMPOTS

Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, être acquittés par l'**Emprunteur** en sus des sommes exigibles.

CLAUSE DE CESSIBILITE

L'**Emprunteur** reconnaît expressément que toute créance issue du prêt concerné, actuelle ou future, peut être librement cédée par le **Prêteur** sans formalité à un tiers tel qu'une banque centrale ou toute autre entité de refinancement des établissements de crédit nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans le/les Contrat(s) de Prêt(s).

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME, LA CORRUPTION ET LA FRAUDE – RESPECT DES SANCTIONS INTERNATIONALES

Le **Prêteur** est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et plus généralement, à exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ses clients.

Le **Prêteur** est également tenu d'agir conformément aux lois et réglementations en vigueur dans diverses juridictions, en matière de sanctions économiques, financières ou commerciales, et de respecter toute mesure restrictive relative à un embargo, au gel des avoirs et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés émis, administrés ou mises en application par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne, la France, les États-Unis d'Amérique (incluant notamment le bureau de contrôle des Actifs Étrangers rattaché au Département du Trésor, l'OFAC et le Département d'État) et par des autorités locales compétentes pour édicter de telles sanctions (ci-après les « Sanctions Internationales »).

Dans le présent article, le terme « Personne Sanctionnée » désigne toute Personne qui fait l'objet ou est la cible de Sanctions Internationales, et le terme « Territoire Sous Sanction » désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ces pays, territoire ou gouvernement.

Déclarations de l'Emprunteur relatives aux Sanctions Internationales

L'**Emprunteur** déclare :

- que ni lui, ni à sa connaissance, aucune de ses filiales, aucun de leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants et employés respectifs :

(a) n'est une Personne Sanctionnée ;

(b) n'est une Personne :

1 - détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ;

2 - située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction ;

3 - engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ;

4 - ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ;

5 - engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanctions.

Ces déclarations seront réputées être réitérées jusqu'au terme du présent contrat.

Initiales : 



Page 6/10

Engagements de l'Emprunteur relatifs aux Sanctions Internationales

L'Emprunteur s'engage :

- à informer sans délai le **Prêteur** de tout fait dont il aura connaissance qui viendrait à rendre inexacte l'une ou l'autre de ses déclarations relatives aux Sanctions Internationales figurant dans le présent contrat ;
 - à ne pas utiliser directement ou indirectement les fonds prêtés et à ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponibles ces fonds à (l'une de ses filiales, joint-ventures ou) toute autre Personne pour toute opération qui aurait pour objet ou pour effet le financement ou la facilitation des activités ou des relations d'affaire ;
 - (a) avec une Personne Sanctionnée ou avec une Personne située dans un Territoire Sous Sanction ou,
 - (b) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des Sanctions Internationales par toute Personne, y compris pour toute Personne participant au présent contrat ;
 - à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute Personne située dans un Territoire Sous Sanction dans le but de rembourser ou payer les sommes dues au **Prêteur** au titre du présent contrat ;
 - à communiquer immédiatement tout justificatif qui pourrait être demandé par le **Prêteur** pour lui permettre de conclure à l'absence de risque d'infraction aux Sanctions Internationales.
- Tant que le client n'a pas fourni les justificatifs demandés par le **Prêteur** pour lui permettre de conclure à l'absence de risques d'infraction aux sanctions internationales ou que les justificatifs ne sont pas jugés suffisants, le **Prêteur** se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds.

Le **Prêteur** se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds lorsque, selon son analyse, l'opération objet du financement serait susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des Sanctions Internationales.

Le **Prêteur** peut également être amené à réaliser des investigations dans le cadre du financement envisagé qui pourrait selon son analyse, être susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des sanctions internationales conduisant le cas échéant à retarder ou suspendre le déblocage des fonds.

PROTECTION DES DONNEES - SECRET PROFESSIONNEL

1 - Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.credit-agricole.fr/ca-centrefrance/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article 2 « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Client 63045 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9**, ou courriel : webmaster@ca-centrefrance.fr. Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :

Crédit Agricole Centre France - DPO - 3 Avenue De La Libération - 63045 Clermont-Ferrand Cedex 9 ;
dpo@ca-centrefrance.fr

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenay, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le

cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

2 - Secret professionnel

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats,
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale, pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;
- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;
- i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
- (j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

GARANTIE

Les garanties offertes par l'**Emprunteur** à la sûreté du prêt sont indiquées aux conditions financières et particulières. L'**Emprunteur** ne pourra exiger la mise à disposition des fonds du crédit qu'après avoir fourni au **Prêteur** les garanties prévues.

Le **Prêteur** se réserve la possibilité au cours de la durée du crédit de demander à l'**Emprunteur** des garanties complémentaires si celles qui avaient été prises initialement venaient à disparaître ou à être modifiées dans leur existence et/ou consistance ou si la situation de l'**Emprunteur** venait à se modifier, sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'exigibilité anticipée du prêt.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation sur l'exécution du contrat de prêt, sauf application de l'article 44 du nouveau code de Procédure Civile, le **Prêteur** pourra en cas de litige, saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, celle du lieu d'exécution du présent contrat mentionné à la clause « ELECTION DE DOMICILE ».

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et ses suites, il est élu domicile pour le **Prêteur** en son Siège Social, pour l'**Emprunteur** et tout autre intervenant à l'acte, en leur domicile respectif, ou Siège Social.

SIGNATURE DU PRETEUR

Référence du prêt : 00004173221

Représenté(e) par le Directeur Général : M. Frédéric BARAUT

Initiales :

Initiales :

Page 8/10

SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR SANS ASSURANCE EMPRUNTEUR

Référence du prêt : 00004173221

L'Emprunteur soussigné **SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT**
dont le siège social est : GARE DU TELEPHERIQUE
15300-LAVEISSIERE

représenté(e) par :

- MONSIEUR POUNAU HERVE en qualité de REPRESENTANT

- déclare avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat, de la notice d'information de l'Assurance Emprunteur et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,
- déclare avoir pris connaissance des conditions du contrat d'assurance groupe proposé par la Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE et **refuser d'y adhérer**,
- déclare rester en possession d'une fiche d'information précontractuelle présentant certaines caractéristiques du/des prêt(s),
- reconnaît également avoir reçu, pris connaissance et accepté les dispositions figurant sous l'article « PROTECTION DES DONNEES – SECRET PROFESSIONNEL » des conditions générales du présent produit, et être informé(e) des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre notamment à l'occasion de l'ouverture et de la gestion du produit ou du service auquel il (elle) souscrit à l'occasion du présent contrat, ainsi que des situations de levée du secret bancaire. En conséquence, vous autorisez expressément votre Caisse Régionale de Crédit Agricole à communiquer des informations vous concernant, dans les conditions prévues à l'article précité, aux tiers visés, notamment pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, pour l'exécution des travaux confiés à des prestataires de services, intervenant à l'occasion ou pour la réalisation des prestations ou opérations, à toute société du groupe Crédit Agricole à des fins de prospection commerciale, ainsi qu'à Crédit Agricole S.A ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, en vue de l'élaboration et/ou de l'utilisation de modèles prédictifs, notamment de notation (« scoring ») ou pour la réalisation d'enquêtes de sondages. La liste des destinataires d'informations vous concernant pourra vous être communiquée sur simple demande de votre part adressée à votre Caisse Régionale de Crédit Agricole,
- déclare accepter l'utilisation de la langue française pendant la durée du contrat de crédit,
- déclare accepter le présent contrat de prêt.

DATE et SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR
et cachet de la société

A LAVEISSIERE, le 22 novembre 2022



SUPER-LIORAN DEVELOPPEMENT
Gare du téléphérique
15300 LE LIORAN
Tél. 04 71 49 50 09
www.lelioran.com Fax 04 71 49 51 34
tél. 394 631 085 00029 - APE 4939 C - TVA Intra. 77 394631 085

Initiales : 


Page 9/10

SIGNATURE DE LA CAUTION

Référence des prêts : 00004173221

DEPARTEMENT DU CANTAL

(1) Signature accompagnée de la mention des nom et prénoms du signataire et du cachet de la collectivité.

La **Caution** soussignée déclare se porter caution après avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent.

SIGNATURE DE LA CAUTION (1) :

Initiales : 


Page 10/10

Contrat Caution

Financement : QS1664
Numéro de client : 02128123

Concernant l'emprunteur :
SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

Référence du prêt : 00004216161

Emetteur :
AURILLAC ENTREPRISES
013166 - MATHIEU BENOIT

CONTRAT DE PRET

Les présentes ont pour objet de définir les conditions financières, particulières et générales d'un prêt consenti par la Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07023162 ci-après dénommé(e) le « **Prêteur** ».

Le présent prêt est consenti par le **Prêteur** à :

SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

dont le siège social est : GARE DU TELEPHERIQUE
15300-LAVEISSIERE

Code APE : 4939C

Numéro SIREN : 394831085

Représenté(e) par :

MONSIEUR POUNAU HERVE en qualité de REPRESENTANT

ci-après dénommé(s) l' « **Emprunteur** » quand bien même seraient-ils plusieurs.

Ces appellations désignent également les mandataires conventionnels ou les représentants légaux des parties.

Si le présent contrat comporte plusieurs prêts, la somme totale est désignée par abréviation le **Prêt**.

Chaque prêt est accompagné de ses conditions financières et particulières, comportant la désignation du crédit, ses conditions de remboursement, son taux effectif global et les garanties exigées.

Date d'édition du contrat : 28/10/2022

Les conditions de ce contrat sont valables jusqu'au 26/01/2023.

Dispositions spécifiques au démarchage

Lorsque le prêt a été conclu après qu'il a été précédé d'un démarchage dans les conditions fixées aux articles L 341-1 et suivants du code monétaire et financier, les dispositions suivantes sont également applicables.

A la demande de l'**Emprunteur**, le contrat prendra effet dès sa signature.

L'**Emprunteur** conserve néanmoins le droit de se rétracter dans le délai de 14 jours calendaires à compter de la signature du prêt, par lettre recommandée, adressée au siège social du **Prêteur**, dont l'adresse est en tête des présentes, indiquant les coordonnées de l'**Emprunteur** et la référence de financement du contrat de prêt faisant l'objet de la rétractation.

Si tout ou partie du prêt a déjà été mis à la disposition de l'**Emprunteur**, la rétractation n'est valablement exercée qu'à la condition d'être immédiatement accompagnée de la restitution de ces fonds et au plus tard dans les trente jours.

La rétractation intervient sans frais ni pénalité. Toutefois, si le contrat a commencé à être exécuté lorsqu'intervient la rétractation, le **Prêteur** pourra demander le paiement proportionnel du service financier fourni, c'est-à-dire des intérêts au taux contractuel depuis la date de mise à disposition des fonds.

Compte n° : 30888719001 - Agence de : AURILLAC ENTREPRISES

Référence financement : QS1664

OBJET DU FINANCEMENT

Destination des fonds : MATERIEL A USAGE PROFESSIONNEL
ACQUISITION DE MATERIEL NEUF

CONDITIONS FINANCIERES ET PARTICULIERES DU PRET

Référence du prêt : 00004216161 (numéro susceptible de modifications à l'initiative du **Prêteur**)

DESIGNATION DU CREDIT

MT ENTREPRISE

Montant : trente mille euros (30 000,00 EUR)

Durée : 120 mois

Taux d'intérêt annuel fixe : 3,5000 %

La première mise à disposition des fonds devra être effectuée au plus tard le 26/01/2023. Passé ce délai, aucune demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

La mise à disposition totale des fonds devra être effectuée au plus tard le 26/04/2023. Passé ce délai, aucune nouvelle demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

Initiales : 

Réf : GRCTRPRO_PDF-E35_2_542_GREEN-2022.09.29.01.09.59.47



Page 1/10

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Taux d'intérêt annuel : 3,5000 % l'an

Frais de dossier : 30,00 EUR

Taux effectif global : 3,52 % l'an

Taux effectif global en fonction de la périodicité mensuelle : 0,29 %

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Périodicité : mensuelle

Nombre d'échéances : 120

Jour d'échéance retenu le : 15

Date de première échéance liée à la mise à disposition des fonds du prêt et précisée au tableau d'amortissement du prêt.

Date de dernière échéance précisée au tableau d'amortissement du prêt.

Montant des échéances sans Assurance Emprunteur :

119 échéance(s) de 296,66 EUR (capital et intérêts)

1 échéance(s) de 296,32 EUR (capital et intérêts)

Les intérêts sont payables à terme échu.

S'agissant d'un prêt à échéances constantes, le montant de l'échéance est ici précisé en capital et intérêts.

GARANTIES

A la sûreté et remboursement du présent prêt en principal et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'**Emprunteur** ou un tiers constituant fournit au **Prêteur** la(les) garantie(s) désignée(s) ci-dessous :

CAUTION COLLECTIVITE PUBLIQUE

DEPARTEMENT DU CANTAL

dont le siège social est : 28 AVENUE GAMBETTA

15000 AURILLAC

Immatriculée 221500010 RCS

Représenté(e) par :

- MR FAURE BRUNO dûment habilité

Pour un montant en principal de 15 000,00 EUR, plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

REMBOURSEMENT ANTICIPE - INDEMNITE

L'**Emprunteur** a la faculté de rembourser par anticipation son prêt, en partie ou en totalité, à tout moment.

Une demande devra être adressée au **Prêteur** par lettre recommandée avec avis de réception portant mention de la date précise du remboursement anticipé et s'il s'agit d'un remboursement partiel, du montant du remboursement envisagé. Si cette date coïncide avec une date d'échéance, cette échéance sera exigible et le capital à rembourser par anticipation sera celui restant dû après cette échéance. Tout remboursement anticipé pourra être partiel ou total ; sans pouvoir être inférieur à 10 % du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde.

Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'**Emprunteur** des indemnités suivantes :

- une indemnité de gestion égale à 2 mois d'intérêts calculés au taux d'intérêt sur le capital remboursé par anticipation ;
- lorsque le remboursement anticipé intervient en période de baisse de taux, une indemnité financière égale au nombre de mois (M) calculés au taux d'intérêt du prêt sur la base du capital remboursé par anticipation. Elle est déterminée par application des équations suivantes :

- pour un prêt IN FINE :

$$M = \frac{[TEC10(1) - TEC10(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt}}$$

- pour un prêt AMORTISSABLE :

$$M = \frac{[TEC10(1) - TEC10(2)] \times \text{durée restant à courir en nombre de mois}}{\text{Taux d'intérêt du prêt} \times 2}$$

- dans laquelle TEC10(1) est le TEC10 associé à la date de réalisation et TEC10(2) est le TEC10 associé au remboursement anticipé.

$$IF = \frac{M \times \text{Taux d'intérêt du prêt} \times \text{Capital remboursé par anticipation}}{12}$$

Dans l'une ou l'autre de ces formules :

Le « taux d'intérêt du prêt » auquel il est fait référence est celui en vigueur à la date du remboursement anticipé.

La durée restant à courir, exprimée en nombre de mois est déterminée par la durée qui sépare la date de remboursement anticipé et la date de dernière échéance normale du prêt.

Pour le calcul de M, le résultat sera arrondi à la première décimale après la virgule comme suit :

- si la deuxième décimale après la virgule est 0, 1, 2, 3, ou 4, le résultat sera arrondi à l'unité inférieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,72 la valeur de M sera 5,7,

- si la deuxième décimale après la virgule est 5, 6, 7, 8 ou 9, le résultat sera arrondi à l'unité supérieure de la première décimale, comme l'illustre l'exemple suivant pour un résultat de 5,38 la valeur de M sera 5,4.

En tout état de cause cette indemnité ne peut être supérieure à un maximum appelé plafond, ni inférieure à un minimum appelé plancher.

Ce plafond est déterminé par l'application de la formule mathématique sur l'indemnité financière (IF) dans laquelle M est égal à 12.

Ce plancher est déterminé par l'application de la formule mathématique sur l'indemnité financière (IF) dans laquelle M est égale à 3.

En conséquence, si l'indemnité financière est supérieure au plafond, son montant est égal à ce plafond ; et si elle est inférieure au plancher, son montant est égal au plancher. Cette indemnité est exigible et devra être payée le jour du remboursement anticipé. La baisse des taux est constatée dès lors que la valeur du TEC10 (taux de l'échéance constante 10 ans) du mois précédant celui de la date de remboursement anticipé, ou s'il venait à disparaître, de tout autre index qui lui serait substitué, est inférieure à la valeur du TEC10 du mois précédant celui du jour de la réalisation du prêt. Par contre, si la réalisation et/ou le remboursement interviennent entre le 1er et le 5 du mois, le TEC10 pris en compte sera celui du deuxième mois précédant le mois du(des) événement(s) ci-dessus précisé(s).

Initiales : 

Page 2/10 

Le calcul de cette indemnité sera effectué et communiqué à l'**Emprunteur** au plus tard la veille de la date de remboursement anticipé. Les intérêts normaux courront jusqu'au jour du remboursement anticipé effectif.

JUSTIFICATION DES FONDS

L'**Emprunteur** s'engage à fournir au **Prêteur** le jour de la mise à disposition des fonds ou à défaut, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, les justifications relatives à l'objet du prêt et au montant de la dépense.

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à effectuer tout contrôle sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies.

L'**Emprunteur** reconnaît que, à défaut d'une présentation des justifications de la dépense ayant servi de base au calcul du prêt, le prêt deviendra exigible.

L'**Emprunteur** s'engage, dans le cas où le montant des dépenses réellement engagées se révélerait inférieur au coût du projet figurant dans la demande, à rembourser à due concurrence une partie du montant réalisé.

FINANCEMENT A COURT TERME D'ATTENTE

En cas de mise à disposition des fonds préalable d'un prêt à court terme d'attente ayant permis à l'**Emprunteur**, d'effectuer ses investissements sans retard, l'**Emprunteur** donne ordre au **Prêteur** de rembourser dès la réalisation du prêt, et nonobstant tout autre terme convenu, toutes les sommes dues au titre du financement à court terme d'attente, celui-ci ayant la même destination que le présent prêt.

CONDITIONS GENERALES

DECLARATION GENERALE

L'**Emprunteur** et éventuellement la **Caution** déclarent qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des présentes par suite de faillite, redressement judiciaire, cessation de paiement, liquidation des biens, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de leurs biens, placement sous un régime de protection de la personne les privant de leur pleine capacité juridique (par exemple tutelle) ou tout autre motif, et que leur situation d'endettement est celle indiquée lors de la demande de prêt.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir les garanties prévues aux présentes,
- à payer les frais, droits et indemnités auxquels pourraient donner lieu les présentes et leurs suites et autorise le **Prêteur** à prélever les frais de dossier selon le barème en vigueur ainsi que toutes sommes dues et non encore payées par l'**Emprunteur** y compris, le cas échéant, les frais de garantie,
- à fournir les justificatifs d'adhésion pour l'assurance emprunteur obligatoire,
- à employer les fonds du prêt, qui lui est consenti par le **Prêteur**, selon la désignation et la destination précisées dans les présentes,
- à se soumettre à toutes opérations de vérification, contrôle, effectuées par le **Prêteur** ou ses mandataires en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt. Il s'engage en outre à fournir au **Prêteur** à toute époque tout renseignement qui pourra lui être demandé sur sa situation financière et notamment tous documents comptables et/ou fiscaux.

DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** déclare :

- que la signature de ce contrat a été régulièrement autorisée par les organes compétents de la personne morale et que les mesures nécessaires à l'exécution du contrat sont prises,
- que ses comptes sociaux sont sincères et véritables et, le cas échéant, certifiés par les Commissaires aux Comptes,
- qu'il ne relève ou n'est susceptible de relever d'aucune procédure collective ou d'aucun règlement amiable,
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de l'Administration Fiscale, des Douanes, de la Sécurité Sociale et d'autres organismes sociaux,
- qu'aucun évènement en cours n'est constitutif d'un cas d'exigibilité anticipée prévu par les présentes.

CONDITION SUSPENSIVE - CONDITION RESOLUTOIRE STIPULEES AU SEUL BENEFICE DU PRETEUR

Les clauses du présent paragraphe sont stipulées au seul bénéfice du **Prêteur**.

Lorsqu'une garantie est exigée par le **Prêteur**, le prêt est en principe consenti sous la condition suspensive que cette garantie soit effectivement donnée. Si le prêt est réalisé avant que la garantie soit effectivement donnée, à défaut de constitution de la garantie, les sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** doivent être immédiatement remboursées au **Prêteur**.

Lorsqu'une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, le prêt est consenti sous la condition suspensive que cette Assurance Emprunteur soit effectivement souscrite et, le cas échéant, déléguée au profit du **Prêteur**.

Si le prêt est réalisé avant la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur soit dans le cas où l'**Emprunteur** n'était pas accepté par l'Assureur (acceptation avec réserves ou à un taux majoré) dans un délai de 4 mois à compter de l'envoi de cette proposition, le contrat de prêt pourrait être résolu de plein droit sans aucun frais ni pénalité, sur simple demande de l'**Emprunteur**, présentée dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'acceptation, ou à l'initiative du **Prêteur** par lettre recommandée adressée à l'**Emprunteur**, entraînant le remboursement immédiat au **Prêteur** des sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur**.

Le prêt est également consenti sous la condition résolutoire qu'il ne soit porté à la connaissance du **Prêteur**, postérieurement à sa décision d'accorder le prêt, aucun fait ou information qui aurait été de nature - si le **Prêteur** en avait été informé - à conduire à un refus du prêt. En outre, le contrat doit être conclu dans les deux mois suivant la décision du **Prêteur** d'accorder le prêt ; à défaut le **Prêteur** peut revenir sur son accord et refuser le prêt ou en modifier les clauses et conditions.

REALISATION DU PRET

La mise à disposition des fonds du ou des présents prêts se fera à partir de la conclusion du contrat principal, c'est-à-dire :

- pour une acquisition, à partir de la signature du contrat de vente,
- pour les constructions, améliorations ou autres financements : au fur et à mesure de l'avancement des travaux ou de la présentation de factures.

Après versement de l'apport personnel exigé par le **Prêteur**, la réalisation du prêt s'effectue, généralement :

- soit au moyen d'un virement adressé au Notaire ou au rédacteur de l'acte objet du prêt,
- soit au moyen d'un chèque émis à l'ordre du vendeur, remis à l'**Emprunteur** ou adressé directement au vendeur,
- soit par versement au compte de l'**Emprunteur**, ou au profit de tous les délégataires désignés par lui et acceptés par le **Prêteur**.

De convention expresse, si le prêt est réalisé sur le compte courant de l'**Emprunteur**, cette réalisation n'opérera aucune novation de la créance du **Prêteur**, et n'affectera notamment en aucune manière les sûretés consenties à ce dernier en garantie du remboursement du prêt.

Initiales : 

 Page 3/10

Dans l'hypothèse où le prêt est réalisé par inscription sur le compte de l'**Emprunteur**, celui-ci reconnaît que la réalisation du prêt et de ses remboursements seront suffisamment justifiés par les écritures du **Prêteur**.

Dans tous les cas, si une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, la réalisation pourra être suspendue jusqu'à la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur.

PRET DEBLOQUE PAR TRANCHES

Si le prêt est débloqué en plusieurs tranches, les intérêts ne seront dus que sur les sommes débloquées.

Le capital s'amortira au fur et à mesure des déblocages de fonds en fonction des dates de versement et de la périodicité des remboursements. De ce fait les échéances du prêt varieront en conséquence et ne seront stabilisées qu'après le versement de la dernière tranche.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à débiter son compte de façon permanente du montant des sommes exigibles. Tous les versements auront lieu au siège du **Prêteur**, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une de ses Agences.

CONTRE-PASSATION

Dans la mesure où l'opération de prélèvement autorisée par l'**Emprunteur** à la clause « **AUTORISATION DE PRELEVEMENT** » aurait pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte de l'**Emprunteur**, ce dernier autorise le **Prêteur** à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au contrat de prêt.

EXCLUSION DU COMPTE COURANT

Les parties reconnaissent expressément l'autonomie du contrat de prêt et conviennent expressément d'exclure toute créance résultant du prêt de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant, et ce nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans toute convention conclue entre les parties. L'**Emprunteur** renonce ainsi à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement des créances issues du contrat de prêt y compris la compensation pour dettes connexes.

REMBOURSEMENT DU PRET - PAIEMENT DES INTERETS - INDEMNITES

L'**Emprunteur** s'engage à rembourser le prêt et à payer des intérêts au **Prêteur** conformément aux dispositions des conditions financières et particulières des présentes. En cas de financement soumis au code de la consommation, l'utilisation de lettre de change ou de billet à ordre pour le remboursement du crédit est interdite.

Le montant de la première échéance sera minoré ou majoré du montant des intérêts en fonction de la date effective de remise des fonds par rapport au point de départ du délai d'amortissement.

Le montant des échéances en capital et intérêts est précisé sur le tableau d'amortissement remis à l'**Emprunteur**.

Intérêts de retard :

Toute somme non payée à son échéance ou à sa date d'exigibilité donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable au paiement d'intérêts de retard dont le taux est précisé au paragraphe « **TAUX DES INTERETS DE RETARD** » ou pour les prêts soumis au Code de la Consommation au paragraphe « **DÉFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR** ».

Il en sera de même de toutes avances faites par le **Prêteur** notamment pour les primes payées aux compagnies d'assurance.

Les intérêts de retard sont exigibles à tout instant et si, par suite de leur retard de paiement, ils sont dus pour une année entière, ils produiront eux-mêmes des intérêts au taux majoré indiqué ci-dessus, et ce, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code Civil relatif à la capitalisation des intérêts.

Indemnité de recouvrement due si le prêt n'est pas soumis au code de la consommation :

Si pour parvenir au recouvrement de sa créance, le **Prêteur** a recours à un mandataire de Justice ou exerce des poursuites ou produit à un ordre, l'**Emprunteur** s'oblige à lui payer, outre les dépens mis à sa charge, une indemnité forfaitaire de 7 % calculée sur le montant des sommes exigibles avec un montant minimum de 2 000 euros.

IMPUTATION DES PAIEMENTS

Tous paiements partiels de l'**Emprunteur** s'imputent d'abord sur la portion du PRET non garantie lorsque les sûretés du PRET ne garantissent qu'une partie du PRET, et notamment en cas de cautionnement limité.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Solidarité

Il est expressément stipulé que toutes les obligations résultant du présent contrat à la charge de l'**Emprunteur** engageront solidairement toutes les personnes désignées sous cette entité.

Indivisibilité en cas de décès

La créance du **Prêteur** étant stipulée indivisible pourra être réclamée à chacun des héritiers de tout débiteur conformément à l'article 1320 dernier alinéa du Code Civil. Ceux-ci auront éventuellement à supporter solidairement les frais de signification faite en vertu de l'article 877 du Code Civil.

TAUX DES INTERETS DE RETARD

Le taux des intérêts de retard sera égal au taux du prêt, majoré de **3,000** point(s).

ASSURANCE EMPRUNTEUR (en cas de refus « contrat assurance groupe » par l'un des emprunteurs)

Le **Prêteur** a souscrit un contrat d'assurance collective destiné à couvrir ses emprunteurs.

Lorsqu'une ou plusieurs personnes ont sollicité leur admission dans ce contrat, il a été remis à chacune d'entre elles un exemplaire de la notice d'information, précisant en particulier, les différents risques assurables.

L'**Emprunteur** a refusé d'adhérer à ce contrat-groupe.

Dans le cas où l'**Emprunteur** s'est assuré auprès d'une autre compagnie d'assurance et a délégué le bénéfice de la prestation de ce contrat souscrit au **Prêteur** en qualité de bénéficiaire acceptant, l'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir annuellement au **Prêteur** son attestation d'assurance,

- en cas de résiliation de ladite assurance pour quelque motif que ce soit, à en informer le **Prêteur**, à en souscrire une autre et à en déléguer le bénéfice au **Prêteur**, bénéficiaire acceptant.

CAUTION D'UNE COLLECTIVITE PUBLIQUE

Le représentant de la Commune désigné au chapitre « **GARANTIES** » des conditions particulières, agissant en son nom, déclare que par délibération ci-dessus rappelée, approuvée par l'autorité de tutelle compétente, le Conseil Municipal a décidé de se constituer caution solidaire, avec renonciation aux bénéfices de discussion et de division, de la **Collectivité Emprunteuse** pour le remboursement du présent prêt et s'est engagé à faire voter à cet effet, une imposition à l'amortissement du prêt consenti.

En outre, le représentant ci-dessus désigné es-qualités oblige la **Collectivité Emprunteuse** à effectuer le paiement des échéances au **Prêteur** en cas de défaillance de la **Collectivité Emprunteuse** susvisée selon les conditions stipulées au présent contrat - il oblige

Initiales : 

Page 4/10



également la **Collectivité Emprunteuse** à prendre toutes dispositions pour que l'imposition décidée en garantie du remboursement soit toujours d'un montant égal à celui de l'annuité et soit maintenue jusqu'au remboursement intégral du prêt. Le **Prêteur** pourra, à tout moment, s'assurer que le budget communal comporte bien en recettes et dépenses les prévisions correspondant au service du présent prêt, et en cas d'inexécution des engagements ci-dessus, sous réserve de la faculté de réclamation prévue, saisir l'autorité de tutelle compétente en vue de l'inscription d'office au budget de la **Collectivité Emprunteuse** des sommes nécessaires au service de l'emprunt. Le **Prêteur** pourra sans avoir à respecter d'autre formalité que l'envoi d'une simple lettre recommandée, exercer son recours contre la **Caution** dès que la créance, objet du présent prêt, sera devenue exigible pour une cause quelconque, notamment en cas de déchéance du terme.

Le présent engagement demeurera valable jusqu'à complet remboursement en principal, intérêts, frais et accessoires de la créance ainsi garantie.

ASSURANCE DES BIENS FINANCES OU DONNES EN GARANTIE

L'**Emprunteur** reconnaît avoir été informé qu'en cas de sinistre occasionnant la perte totale ou partielle du bien financé, il devra poursuivre le remboursement de son prêt conformément aux dispositions contractuelles et qu'à défaut, il s'expose à la déchéance du bénéfice de son prêt et, le cas échéant, à la déclaration des incidents de paiement à la Banque de France. S'il décide de ne pas souscrire à une assurance couvrant les risques de perte et dommages notamment en cas d'incendie du bien financé ou d'y renoncer, c'est en toute connaissance de cause qu'il devra en assumer les conséquences, le **Prêteur** ne pouvant être tenu pour responsable à quelque titre que ce soit de la décision de l'**Emprunteur**.

Lorsque le bien financé ou un autre bien est donné en garantie du présent prêt, l'**Emprunteur**, et/ou le cas échéant le **Tiers Garant**, s'oblige(nt) après l'octroi du prêt, à informer le **Prêteur** et à lui fournir, à sa demande les justificatifs de toute assurance souscrite en vue de couvrir les risques de perte et dommages du bien donné en garantie, pour permettre au **Prêteur**, conformément à l'article L.121-13 du code des assurances, de faire opposition à tout moment et pendant la durée du crédit entre les mains de l'assureur.

L'adhésion à une assurance contre les risques de perte et dommages du bien financé ou donné en garantie ne constitue pas une condition d'octroi du crédit.

En cas de sinistre du (ou des) bien donné en garantie, l'**Emprunteur** et/ou le **Tiers Garant** le cas échéant, s'engage(nt) à en informer immédiatement le **Prêteur**, les indemnités dues par l'assureur seront jusqu'à concurrence du montant de la créance exigible résultant des présentes versées directement par lui au **Prêteur** conformément aux dispositions de l'article L.121-13 du code des assurances.

L'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, aura la faculté de rétablir le bien donné en garantie dans son état primitif dans un délai d'un an à partir du sinistre.

L'indemnité sera alors remise à l'**Emprunteur**, ou le cas échéant au **Tiers Garant**, déduction faite de ce qui sera exigible, par acomptes qui lui seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, constaté s'il y a lieu par un délégué du **Prêteur**. Si à l'expiration de ce délai d'un an l'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, n'a pas commencé à faire reconstruire ou s'il a notifié son intention de ne pas reconstruire, l'indemnité sera définitivement acquise à due concurrence au **Prêteur** et imputée sur la créance comme versement par anticipation.

DECHÉANCE DU TERME

Exigibilité du présent prêt

Le prêt deviendra de plein droit exigible, si bon semble à la banque, en capital, intérêts, frais, commissions et accessoires par la seule survenance de l'un quelconque des événements énoncés ci-dessous et dans les huit jours de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'**Emprunteur** par le **Prêteur** :

- en cas de non-respect d'un seul des engagements stipulés à ce contrat, notamment en cas d'utilisation des fonds à une destination autre que celle indiquée au contrat de prêt ou de déclaration inexacte, et/ou le cas échéant de l'acte séparé établissant la garantie du prêt,
- en présence d'une Assurance Emprunteur obligatoire, en cas de renonciation à cette adhésion par l'**Emprunteur** dans les délais précisés dans la notice d'assurance ou de rétractation, si l'**Emprunteur** ne respecte pas l'engagement de souscription d'une assurance équivalente.

- à défaut de paiement à bonne date par l'**Emprunteur** d'une quelconque somme due au **Prêteur** au titre de ce présent prêt ou de tous autres contrats, à un quelconque organisme privilégié (notamment impôts, contributions, taxes, cotisations sociales) ainsi qu'à tout autre créancier (primes Assurance Emprunteur),

- si l'**Emprunteur** cesse de remplir les conditions réglementaires qui lui ont permis d'obtenir le présent prêt,

- dans le cas où les biens immeubles hypothéqués au profit du **Prêteur** appartenant à l'**Emprunteur** ou à un tiers seraient aliénés en totalité ou en partie, ou feraient l'objet d'une dépréciation du fait de l'**Emprunteur** ou de ce tiers,

- si la garantie du prêt devient insuffisante, notamment dans le cas où les biens de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** ne seraient pas suffisamment assurés contre les différents risques susceptibles de les atteindre ou seraient donnés en gage,

- en cas de liquidation judiciaire, état d'insolvabilité ou de cessation des paiements révélés par des impayés, protêts ou déconfiture de l'**Emprunteur** ou de la **Caution**,

- en cas de décès de l'**Emprunteur** et/ou de la personne adhérente à l'assurance groupe et ce à due concurrence du montant couvert par l'assurance,

- en cas de cessation d'exploitation ou de cession de l'entreprise (individuelle ou sous forme sociale) comme au cas où l'**Emprunteur** cesserait de faire valoir personnellement son exploitation,

- dans tous les cas où les justifications, renseignements et déclarations fournis par l'**Emprunteur** et les **Cautions** auraient été reconnus faux ou inexacts comme au cas où ceux-ci se seraient rendus coupables de toute manœuvre frauduleuse envers le **Prêteur**,

- en cas de non-respect par l'**Emprunteur** de ses engagements ou de déclaration inexacte de sa part concernant les Sanctions Internationales,

- en cas de perte par l'**Emprunteur** de plus de 50 % du capital social ou en cas de retrait de l'agrément particulier délivré par les Pouvoirs Publics,

- en cas de fusion, scission, dissolution, apport de tout ou partie de l'actif social de l'**Emprunteur** à une autre société, modifications statutaires, relatives notamment à la répartition et à la détention du capital dans la société, à la modification de la personne des associés disposant d'un pouvoir effectif au sein de la société,

- en cas de violation des statuts de l'**Emprunteur**, ou de leur modification sans que celle-ci ait été communiquée préalablement au **prêteur**,

- lorsque le prêt est garanti par un organisme de cautionnement, et dans le cas où sans accord préalable du **Prêteur**, les fonds provenant de la vente du bien immobilier objet du prêt ne seraient pas affectés au remboursement des sommes restant dues.

La non-application immédiate d'un cas d'exigibilité ne vaudra pas renonciation à une mise en jeu ultérieure de cette clause.

EXIGIBILITE DES AUTRES PRETS

La survenance d'un des cas d'exigibilité ci-dessus mentionnés entraînera de plein droit l'exigibilité des prêts consentis tant antérieurement que postérieurement au présent prêt.

OBLIGATIONS D'INFORMATION INCOMBANT A L'EMPRUNTEUR

Tant que l'**Emprunteur** sera redevable d'une somme quelconque au titre du présent prêt à l'égard du **Prêteur**, il s'engage :

à fournir au Prêteur :

- annuellement et au plus tard six mois à compter de la date de l'arrêté comptable, tous les documents comptables et assimilés relatifs à la situation de l'entreprise (bilans, comptes de résultat, annexes, éventuellement balance, poste clients, carnet de commandes, état des stocks, et s'il y a lieu, rapport des commissaires aux comptes certifiant les comptes sociaux.....).

Dans l'hypothèse où l'**Emprunteur** est une personne morale appartenant à un groupe de sociétés, il s'engage à fournir également les documents consolidés de l'ensemble du groupe six mois après la clôture de l'exercice.

- à tout moment, à la demande du **Prêteur** et dans les 21 jours de cette demande, toutes situations financières intermédiaires, tous documents et informations sur sa situation économique comptable et financière ainsi que sur celle de l'ensemble du groupe de personnes morales dont il fait éventuellement partie.

à notifier immédiatement au Prêteur :

- l'ouverture d'une procédure amiable ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de son entreprise ou de celle de la **Caution** ou encore celle de tout actionnaire détenant un tiers au moins de son capital social,
- toute décision de modification de la forme juridique de l'entreprise,
- la perte de la moitié de son capital,
- le changement de la personne de son représentant, la cession de la majorité de son capital social, ou de tout blocage du contrôle dudit capital.

- toute fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif ou cessation d'activité.

à informer le Prêteur dans les 8 jours de leur survenance :

- de tout événement susceptible d'affecter sensiblement le volume de ses engagements financiers et notamment d'accroître ceux-ci de plus de 20 % par rapport au volume du trimestre précédent,
- de tout fait susceptible de nuire aux droits et garanties du **Prêteur**,
- de toute décision de rupture ou de non-renouvellement des concours par une autre banque.

Les informations prévues au présent article devront être communiquées par écrit au **Prêteur** même si les événements visés font par ailleurs l'objet d'une publication légale.

PREUVE

La preuve de la mise à disposition des fonds du prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du **Prêteur**.

CONTROLE ET VERIFICATION

Il est convenu que le **Prêteur** aura la possibilité et non pas l'obligation de procéder à tout moment à des opérations de vérification, contrôle, en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Pour satisfaire aux prescriptions du Code de la Consommation, lors de la détermination du taux effectif global, peuvent être ajoutés au taux d'intérêt conventionnel, notamment le montant des frais de dossier, la prime Assurance Emprunteur, les frais fiscaux, le coût des garanties. Les éléments non connus avec précision au moment de l'octroi du prêt, n'ont fait l'objet que d'une estimation.

Le taux effectif global, indiqué aux conditions financières et particulières, est calculé conformément à l'article L 314-1 du Code de la Consommation selon la méthode de calcul en vigueur à la date d'édition du présent document.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments, ainsi que les indemnités auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites seront à la charge exclusive de l'**Emprunteur**. Celui-ci mandate expressément le **Prêteur** pour faire le nécessaire.

IMPOTS

Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, être acquittés par l'**Emprunteur** en sus des sommes exigibles.

CLAUDE DE CESSIBILITE

L'**Emprunteur** reconnaît expressément que toute créance issue du prêt concerné, actuelle ou future, peut être librement cédée par le **Prêteur** sans formalité à un tiers tel qu'une banque centrale ou toute autre entité de refinancement des établissements de crédit nonobstant toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans le/les Contrat(s) de Prêt(s).

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME, LA CORRUPTION ET LA FRAUDE – RESPECT DES SANCTIONS INTERNATIONALES

Le **Prêteur** est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et plus généralement, à exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ses clients.

Le **Prêteur** est également tenu d'agir conformément aux lois et réglementations en vigueur dans diverses juridictions, en matière de sanctions économiques, financières ou commerciales, et de respecter toute mesure restrictive relative à un embargo, au gel des avoirs et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés émises, administrées ou mises en application par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne, la France, les États-Unis d'Amérique (incluant notamment le bureau de contrôle des Actifs Etrangers rattaché au Département du Trésor, l'OFAC et le Département d'État) et par des autorités locales compétentes pour édicter de telles sanctions (ci-après les « Sanctions Internationales »).

Dans le présent article, le terme « Personne Sanctionnée » désigne toute Personne qui fait l'objet ou est la cible de Sanctions Internationales, et le terme « Territoire Sous Sanction » désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ces pays, territoire ou gouvernement.

Déclarations de l'Emprunteur relatives aux Sanctions Internationales

L'**Emprunteur** déclare :

- que ni lui, ni à sa connaissance, aucune de ses filiales, aucun de leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants et employés respectifs :

- (a) n'est une Personne Sanctionnée ;

- (b) n'est une Personne :

- 1 - détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ;

- 2 - située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction ;

- 3 - engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ;

- 4 - ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ;

Initiales : 

Page 6/10

5 - engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanctions.

Ces déclarations seront réputées être réitérées jusqu'au terme du présent contrat.

Engagements de l'Emprunteur relatifs aux Sanctions Internationales

L'Emprunteur s'engage :

- à informer sans délai le **Prêteur** de tout fait dont il aura connaissance qui viendrait à rendre inexacte l'une ou l'autre de ses déclarations relatives aux Sanctions Internationales figurant dans le présent contrat ;
 - à ne pas utiliser directement ou indirectement les fonds prêtés et à ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponibles ces fonds à l'une de ses filiales, joint-ventures ou toute autre Personne pour toute opération qui aurait pour objet ou pour effet le financement ou la facilitation des activités ou des relations d'affaire ;
 - (a) avec une Personne Sanctionnée ou avec une Personne située dans un Territoire Sous Sanction ou,
 - (b) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des Sanctions Internationales par toute Personne, y compris pour toute Personne participant au présent contrat ;
 - à ne pas utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute Personne située dans un Territoire Sous Sanction dans le but de rembourser ou payer les sommes dues au **Prêteur** au titre du présent contrat ;
 - à communiquer immédiatement tout justificatif qui pourrait être demandé par le **Prêteur** pour lui permettre de conclure à l'absence de risque d'infraction aux Sanctions Internationales.
- Tant que le client n'a pas fourni les justificatifs demandés par le **Prêteur** pour lui permettre de conclure à l'absence de risques d'infraction aux sanctions internationales ou que les justificatifs ne sont pas jugés suffisants, le **Prêteur** se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds.

Le **Prêteur** se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds lorsque, selon son analyse, l'opération objet du financement serait susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des Sanctions Internationales.

Le **Prêteur** peut également être amené à réaliser des investigations dans le cadre du financement envisagé qui pourrait selon son analyse, être susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des sanctions internationales conduisant le cas échéant à retarder ou suspendre le déblocage des fonds.

PROTECTION DES DONNEES - SECRET PROFESSIONNEL

1 - Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.credit-agricole.fr/ca-centrefrance/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article 2 « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Client 63045 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9, ou courriel : webmaster@ca-centrefrance.fr**. Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veuillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :
Crédit Agricole Centre France - DPO - 3 Avenue De La Libération - 63045 Clermont-Ferrand Cedex 9 ;
dpo@ca-centrefrance.fr

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

2 - Secret professionnel

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats,
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale, pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;
- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;
- i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
- j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

GARANTIE

Les garanties offertes par l'**Emprunteur** à la sûreté du prêt sont indiquées aux conditions financières et particulières. L'**Emprunteur** ne pourra exiger la mise à disposition des fonds du crédit qu'après avoir fourni au **Prêteur** les garanties prévues.

Le **Prêteur** se réserve la possibilité au cours de la durée du crédit de demander à l'**Emprunteur** des garanties complémentaires si celles qui avaient été prises initialement venaient à disparaître ou à être modifiées dans leur existence et/ou consistance ou si la situation de l'**Emprunteur** venait à se modifier, sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'exigibilité anticipée du prêt.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de contestation sur l'exécution du contrat de prêt, sauf application de l'article 44 du nouveau code de Procédure Civile, le **Prêteur** pourra en cas de litige, saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, celle du lieu d'exécution du présent contrat mentionné à la clause « ELECTION DE DOMICILE ».

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et ses suites, il est élu domicile pour le **Prêteur** en son Siège Social, pour l'**Emprunteur** et tout autre intervenant à l'acte, en leur domicile respectif, ou Siège Social.

SIGNATURE DU PRETEUR

Référence du prêt : 00004216161

Représenté(e) par le Directeur Général : M. Frédéric BARAUT



SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR SANS ASSURANCE EMPRUNTEUR

Référence du prêt : 00004216161

L'Emprunteur soussigné **SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT**
dont le siège social est : GARE DU TELEPHERIQUE
15300-LAVEISSIERE

représenté(e) par :

- MONSIEUR POUNAU HERVE en qualité de REPRESENTANT

- déclare avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat, de la notice d'information de l'Assurance Emprunteur et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,
- déclare avoir pris connaissance des conditions du contrat d'assurance groupe proposé par la Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE **et refuser d'y adhérer**,
- déclare rester en possession d'une fiche d'information précontractuelle présentant certaines caractéristiques du/des prêt(s).
- reconnaît également avoir reçu, pris connaissance et accepté les dispositions figurant sous l'article « PROTECTION DES DONNEES – SECRET PROFESSIONNEL » des conditions générales du présent produit, et être informé(e) des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre notamment à l'occasion de l'ouverture et de la gestion du produit ou du service auquel il (elle) souscrit à l'occasion du présent contrat, ainsi que des situations de levée du secret bancaire. En conséquence, vous autorisez expressément votre Caisse Régionale de Crédit Agricole à communiquer des informations vous concernant, dans les conditions prévues à l'article précité, aux tiers visés, notamment pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, pour l'exécution des travaux confiés à des prestataires de services, intervenant à l'occasion ou pour la réalisation des prestations ou opérations, à toute société du groupe Crédit Agricole à des fins de prospection commerciale, ainsi qu'à Crédit Agricole S.A ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, en vue de l'élaboration et/ou de l'utilisation de modèles prédictifs, notamment de notation (« scoring ») ou pour la réalisation d'enquêtes de sondages. La liste des destinataires d'informations vous concernant pourra vous être communiquée sur simple demande de votre part adressée à votre Caisse Régionale de Crédit Agricole,
- déclare accepter l'utilisation de la langue française pendant la durée du contrat de crédit,
- déclare accepter le présent contrat de prêt.

DATE et SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR
et cachet de la société

A LAVEISSIERE, le 2 Novembre 2022



Initiales : 


Page 9/10

SIGNATURE DE LA CAUTION

Référence des prêts : 00004216161

DEPARTEMENT DU CANTAL

(1) Signature accompagnée de la mention des nom et prénoms du signataire et du cachet de la collectivité.

La **Caution** soussignée déclare se porter caution après avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent.

SIGNATURE DE LA CAUTION (1) :

Initiales : 



Page 10/10

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 25 NOVEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CP10-48

**Garantie d'emprunt présentée par la SAEM Super Lioran Développement - 150 000 euros HT
Société Générale - Aménagements de la neige de culture 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-cinq novembre à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 14 novembre 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marina BESSE, Mme Marie-Hélène CHASTRE donne procuration à M. Gilles CHABRIER, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de la SAEM Super Lioran se retirent et ne participent pas au vote (Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOL, Philippe FABRE, Vincent DESCOEUR, Annie DELRIEU, Gilles CHABRIER, Christophe VIDAL, Jean-Jacques MONLOUBOU, Magali MAUREL).

Par 21 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L3231-4 et L3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par la SAEM Super Lioran Développement, ayant son siège social Place du téléphérique 15300 LE LIORAN, par courrier en date du 9 novembre 2022, tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 75 000 € HT pour un emprunt d'un montant total de 150 000 € HT, à contracter auprès de la Société Générale pour financer les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 ;

Considérant l'offre de prêt entre la SAEM Super Lioran Développement, ci-après l'Emprunteur et la Société Générale ;

Ladite offre est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 150 000 € HT souscrit par l'Emprunteur auprès de la Société Générale, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre.

Les caractéristiques du prêt garanti à contracter auprès de la Société Générale pour les aménagements de la neige de culture pour l'année 2022 par la SAEM Super Lioran Développement sont les suivantes :

- Montant : 150 000 € HT
- Durée totale : 10 ans
- Taux d'intérêt : 3,51 %

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 %, est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Société Générale, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.
- **APPROUVE** la convention à intervenir entre la SAEM Super Lioran Développement et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Société Générale et la SAEM Super Lioran Développement, jointe en annexe de la délibération.
- **AUTORISE** Madame Sylvie LACHAIZE, Vice-Présidente du Conseil départemental, à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant visant à diminuer le risque du Département.

Publication : 01-12-2022

Transmission Préfecture : 30-11-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

150 000 euros HT, soit un montant garanti de 75 000 euros HT

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par la 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental, Madame Sylvie LACHAIZE, dûment habilitée par délibération de la Commission Permanente du 25 novembre 2022,

et la SAEM Super Lioran Développement, dont le siège est Place du téléphérique, 15300 Le Lioran, représentée par Monsieur Le Directeur,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 25 novembre 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 150 000 € HT soit 75 000 € HT, devant être contracté par la SAEM Super Lioran Développement auprès de la Société Générale et destiné à financer des aménagements de la neige de culture de l'année 2022.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si la SAEM Super Lioran Développement ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par la SAEM Super Lioran Développement aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de la SAEM Super Lioran Développement.

La SAEM Super Lioran Développement s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, la SAEM Super Lioran Développement adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR DE LA SAEM
SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL,
La 2^{ème} Vice-Présidente

Sylvie LACHAIZE

Votre conseiller :
CEDRIC NIGOU

SAEM LIORAN
Monsieur HERVE POUNAU

Nos références: #1650841

le 18/11/2022

Monsieur,

Nous faisons suite à votre demande et vous remercions d'avoir consulté Société Générale pour le financement de votre projet d'investissement.

Vous trouverez ci-après notre meilleure proposition : **le Prêt à taux fixe**.

Objet du financement :	NEIGE DE CULTURE
Type de financement :	Prêt à taux fixe
Montant du financement :	150 000 EUR
Durée totale du financement :	120 mois
Date de début :	30/11/2022
Modalités de remboursement :	Amortissable en 120 échéances mensuelles (cf. annexe 1 - Echancier de la dette)
Solte de Remboursement Anticipé :	cf. annexe 2 - Solte de Remboursement Anticipé
Taux d'intérêt nominal :	3.51 % l'an, hors assurances
Commission d'étude et de montage :	150 EUR (hors frais de timbrage et de prise de garantie)
Garanties :	Aval et caution personne morale d'une entité réalisant plus de 76 M EUR de CA HT: 75000 EUR

Cette proposition, effectuée sous réserve de l'accord de notre Comité de Crédit sur l'ensemble des conditions du prêt notamment le risque, les garanties et les conditions financières, est valable jusqu'au 18/12/2022.

Nous restons bien entendu à votre entière disposition pour toutes informations complémentaires.

Souhaitant avoir répondu à votre attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

CEDRIC NIGOU

Avertissement important

Ce document ne constitue pas un engagement de Société Générale à conclure l'opération de prêt qui y est décrite (ci-après dénommée « Prêt TAUX FIXE»). Les informations contenues dans ce document n'ont qu'une valeur indicative et n'ont aucune valeur contractuelle. Elles sont sujettes à des modifications, notamment en fonction des caractéristiques propres au Prêt TAUX FIXE et des conditions de marché.

Avant la conclusion de toute opération de prêt avec Société Générale, vous êtes invité à vous rapprocher de vos conseils financiers, fiscaux, comptables et juridiques.

Sous réserve des lois applicables, Société Générale n'assume aucune responsabilité du fait de pertes, dommages, coûts, dépenses (y compris les pertes de profit) liés, de façon directe ou indirecte, à l'utilisation des éléments ou informations contenues dans le présent document. Il vous appartient de vous assurer que vous êtes autorisé à conclure cette opération. Le présent document est un document à caractère promotionnel et non de nature réglementaire.

Société Générale est un établissement de crédit français agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Annexe 1 : Echéancier de la dette

Date de début	Date de fin	Nombre de jours	Capital restant dû	Amortissement du Capital	Intérêts	Echéance
30/11/2022	30/12/2022	30	150 000,00	1 045,22	438,75	1 483,97
30/12/2022	30/01/2023	30	148 954,78	1 048,28	435,69	1 483,97
30/01/2023	28/02/2023	30	147 906,50	1 080,19	403,78	1 483,97
28/02/2023	30/03/2023	30	146 826,31	1 025,87	458,10	1 483,97
30/03/2023	30/04/2023	30	145 800,44	1 057,50	426,47	1 483,97
30/04/2023	30/05/2023	30	144 742,94	1 060,60	423,37	1 483,97
30/05/2023	30/06/2023	30	143 682,34	1 063,70	420,27	1 483,97
30/06/2023	30/07/2023	30	142 618,64	1 066,81	417,16	1 483,97
30/07/2023	30/08/2023	30	141 551,83	1 069,93	414,04	1 483,97
30/08/2023	30/09/2023	30	140 481,90	1 073,06	410,91	1 483,97
30/09/2023	30/10/2023	30	139 408,84	1 076,20	407,77	1 483,97
30/10/2023	30/11/2023	30	138 332,64	1 079,35	404,62	1 483,97
30/11/2023	30/12/2023	30	137 253,29	1 082,50	401,47	1 483,97
30/12/2023	30/01/2024	30	136 170,79	1 085,67	398,30	1 483,97
30/01/2024	29/02/2024	30	135 085,12	1 102,02	381,95	1 483,97
29/02/2024	30/03/2024	30	133 983,10	1 079,01	404,96	1 483,97
30/03/2024	30/04/2024	30	132 904,09	1 095,23	388,74	1 483,97
30/04/2024	30/05/2024	30	131 808,86	1 098,43	385,54	1 483,97
30/05/2024	30/06/2024	30	130 710,43	1 101,64	382,33	1 483,97
30/06/2024	30/07/2024	30	129 608,79	1 104,86	379,11	1 483,97
30/07/2024	30/08/2024	30	128 503,93	1 108,10	375,87	1 483,97
30/08/2024	30/09/2024	30	127 395,83	1 111,34	372,63	1 483,97
30/09/2024	30/10/2024	30	126 284,49	1 114,59	369,38	1 483,97
30/10/2024	30/11/2024	30	125 169,90	1 117,85	366,12	1 483,97
30/11/2024	30/12/2024	30	124 052,05	1 121,12	362,85	1 483,97
30/12/2024	30/01/2025	30	122 930,93	1 124,40	359,57	1 483,97
30/01/2025	28/02/2025	30	121 806,53	1 151,44	332,53	1 483,97
28/02/2025	30/03/2025	30	120 655,09	1 107,53	376,44	1 483,97
30/03/2025	30/04/2025	30	119 547,56	1 134,29	349,68	1 483,97
30/04/2025	30/05/2025	30	118 413,27	1 137,61	346,36	1 483,97
30/05/2025	30/06/2025	30	117 275,66	1 140,94	343,03	1 483,97
30/06/2025	30/07/2025	30	116 134,72	1 144,28	339,69	1 483,97
30/07/2025	30/08/2025	30	114 990,44	1 147,62	336,35	1 483,97

30/08/2025	30/09/2025	30	113 842,82	1 150,98	332,99	1 483,97
30/09/2025	30/10/2025	30	112 691,84	1 154,35	329,62	1 483,97
30/10/2025	30/11/2025	30	111 537,49	1 157,72	326,25	1 483,97
30/11/2025	30/12/2025	30	110 379,77	1 161,11	322,86	1 483,97
30/12/2025	30/01/2026	30	109 218,66	1 164,51	319,46	1 483,97
30/01/2026	28/02/2026	30	108 054,15	1 188,98	294,99	1 483,97
28/02/2026	30/03/2026	30	106 865,17	1 150,55	333,42	1 483,97
30/03/2026	30/04/2026	30	105 714,62	1 174,75	309,22	1 483,97
30/04/2026	30/05/2026	30	104 539,87	1 178,19	305,78	1 483,97
30/05/2026	30/06/2026	30	103 361,68	1 181,64	302,33	1 483,97
30/06/2026	30/07/2026	30	102 180,04	1 185,09	298,88	1 483,97
30/07/2026	30/08/2026	30	100 994,95	1 188,56	295,41	1 483,97
30/08/2026	30/09/2026	30	99 806,39	1 192,04	291,93	1 483,97
30/09/2026	30/10/2026	30	98 614,35	1 195,52	288,45	1 483,97
30/10/2026	30/11/2026	30	97 418,83	1 199,02	284,95	1 483,97
30/11/2026	30/12/2026	30	96 219,81	1 202,53	281,44	1 483,97
30/12/2026	30/01/2027	30	95 017,28	1 206,04	277,93	1 483,97
30/01/2027	28/02/2027	30	93 811,24	1 227,87	256,10	1 483,97
28/02/2027	30/03/2027	30	92 583,37	1 195,11	288,86	1 483,97
30/03/2027	30/04/2027	30	91 388,26	1 216,66	267,31	1 483,97
30/04/2027	30/05/2027	30	90 171,60	1 220,22	263,75	1 483,97
30/05/2027	30/06/2027	30	88 951,38	1 223,79	260,18	1 483,97
30/06/2027	30/07/2027	30	87 727,59	1 227,37	256,60	1 483,97
30/07/2027	30/08/2027	30	86 500,22	1 230,96	253,01	1 483,97
30/08/2027	30/09/2027	30	85 269,26	1 234,56	249,41	1 483,97
30/09/2027	30/10/2027	30	84 034,70	1 238,17	245,80	1 483,97
30/10/2027	30/11/2027	30	82 796,53	1 241,79	242,18	1 483,97
30/11/2027	30/12/2027	30	81 554,74	1 245,42	238,55	1 483,97
30/12/2027	30/01/2028	30	80 309,32	1 249,07	234,90	1 483,97
30/01/2028	29/02/2028	30	79 060,25	1 260,43	223,54	1 483,97
29/02/2028	30/03/2028	30	77 799,82	1 248,82	235,15	1 483,97
30/03/2028	30/04/2028	30	76 551,00	1 260,06	223,91	1 483,97
30/04/2028	30/05/2028	30	75 290,94	1 263,74	220,23	1 483,97
30/05/2028	30/06/2028	30	74 027,20	1 267,44	216,53	1 483,97
30/06/2028	30/07/2028	30	72 759,76	1 271,15	212,82	1 483,97
30/07/2028	30/08/2028	30	71 488,61	1 274,87	209,10	1 483,97

30/08/2028	30/09/2028	30	70 213,74	1 278,59	205,38	1 483,97
30/09/2028	30/10/2028	30	68 935,15	1 282,33	201,64	1 483,97
30/10/2028	30/11/2028	30	67 652,82	1 286,09	197,88	1 483,97
30/11/2028	30/12/2028	30	66 366,73	1 289,85	194,12	1 483,97
30/12/2028	30/01/2029	30	65 076,88	1 293,62	190,35	1 483,97
30/01/2029	28/02/2029	30	63 783,26	1 309,84	174,13	1 483,97
28/02/2029	30/03/2029	30	62 473,42	1 289,05	194,92	1 483,97
30/03/2029	30/04/2029	30	61 184,37	1 305,01	178,96	1 483,97
30/04/2029	30/05/2029	30	59 879,36	1 308,82	175,15	1 483,97
30/05/2029	30/06/2029	30	58 570,54	1 312,65	171,32	1 483,97
30/06/2029	30/07/2029	30	57 257,89	1 316,49	167,48	1 483,97
30/07/2029	30/08/2029	30	55 941,40	1 320,34	163,63	1 483,97
30/08/2029	30/09/2029	30	54 621,06	1 324,20	159,77	1 483,97
30/09/2029	30/10/2029	30	53 296,86	1 328,08	155,89	1 483,97
30/10/2029	30/11/2029	30	51 968,78	1 331,96	152,01	1 483,97
30/11/2029	30/12/2029	30	50 636,82	1 335,86	148,11	1 483,97
30/12/2029	30/01/2030	30	49 300,96	1 339,76	144,21	1 483,97
30/01/2030	28/02/2030	30	47 961,20	1 353,04	130,93	1 483,97
28/02/2030	30/03/2030	30	46 608,16	1 338,55	145,42	1 483,97
30/03/2030	30/04/2030	30	45 269,61	1 351,56	132,41	1 483,97
30/04/2030	30/05/2030	30	43 918,05	1 355,51	128,46	1 483,97
30/05/2030	30/06/2030	30	42 562,54	1 359,47	124,50	1 483,97
30/06/2030	30/07/2030	30	41 203,07	1 363,45	120,52	1 483,97
30/07/2030	30/08/2030	30	39 839,62	1 367,44	116,53	1 483,97
30/08/2030	30/09/2030	30	38 472,18	1 371,44	112,53	1 483,97
30/09/2030	30/10/2030	30	37 100,74	1 375,45	108,52	1 483,97
30/10/2030	30/11/2030	30	35 725,29	1 379,47	104,50	1 483,97
30/11/2030	30/12/2030	30	34 345,82	1 383,51	100,46	1 483,97
30/12/2030	30/01/2031	30	32 962,31	1 387,56	96,41	1 483,97
30/01/2031	28/02/2031	30	31 574,75	1 397,77	86,20	1 483,97
28/02/2031	30/03/2031	30	30 176,98	1 389,82	94,15	1 483,97
30/03/2031	30/04/2031	30	28 787,16	1 399,77	84,20	1 483,97
30/04/2031	30/05/2031	30	27 387,39	1 403,86	80,11	1 483,97
30/05/2031	30/06/2031	30	25 983,53	1 407,97	76,00	1 483,97
30/06/2031	30/07/2031	30	24 575,56	1 412,09	71,88	1 483,97
30/07/2031	30/08/2031	30	23 163,47	1 416,22	67,75	1 483,97

30/08/2031	30/09/2031	30	21 747,25	1 420,36	63,61	1 483,97
30/09/2031	30/10/2031	30	20 326,89	1 424,51	59,46	1 483,97
30/10/2031	30/11/2031	30	18 902,38	1 428,68	55,29	1 483,97
30/11/2031	30/12/2031	30	17 473,70	1 432,86	51,11	1 483,97
30/12/2031	30/01/2032	30	16 040,84	1 437,05	46,92	1 483,97
30/01/2032	29/02/2032	30	14 603,79	1 442,68	41,29	1 483,97
29/02/2032	30/03/2032	30	13 161,11	1 444,19	39,78	1 483,97
30/03/2032	30/04/2032	30	11 716,92	1 449,70	34,27	1 483,97
30/04/2032	30/05/2032	30	10 267,22	1 453,94	30,03	1 483,97
30/05/2032	30/06/2032	30	8 813,28	1 458,19	25,78	1 483,97
30/06/2032	30/07/2032	30	7 355,09	1 462,46	21,51	1 483,97
30/07/2032	30/08/2032	30	5 892,63	1 466,73	17,24	1 483,97
30/08/2032	30/09/2032	30	4 425,90	1 471,02	12,95	1 483,97
30/09/2032	30/10/2032	30	2 954,88	1 475,33	8,64	1 483,97
30/10/2032	30/11/2032	30	1 479,55	1 479,55	4,33	1 483,88

Annexe 2 : Soutle de Remboursement Anticipé

Vous êtes informés qu'en cas de remboursement anticipé volontaire, total ou partiel, une soutle de remboursement dégressive et fonction de la durée restant à courir entre la date de remboursement anticipé et la date de remboursement final du prêt sera mise à votre charge (la « Soutle de Remboursement Anticipé ») dont la formule de calcul vous sera communiquée dans le contrat de prêt.